

هكزا من الأصل



SUPPLEMENT : NANCY-TECHNOPOL

# Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14032 - 4,50 F

VENDREDI 9 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Le serpent de mer libyen

**S**URPRENANT serpent de mer, surgissant régulièrement quand on l'attend le moins, Rabta vient à nouveau d'être dénoncée à la vindicte mondiale par Washington. Rabta, cette usine plantée en plein désert libyen, où le colonel Kadhafi concocterait gaz mortels et autres produits innervants. Les États-Unis ont accusé, mercredi 7 mars, la Libye d'y avoir repris la production de gaz de combat.

« Les preuves disponibles indiquent que Rabta produit des armes chimiques. Rabta est dangereuse et le devient de plus en plus », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. Selon des indications données la veille par des représentants de l'administration, l'usine, que les Libyens présentent comme une simple fabrique de produits pharmaceutiques, aurait commencé à produire de petites quantités de gaz mortels à la fin de 1988, et s'apprêterait à augmenter sa production.

CES déclarations résonnent comme une mise en garde à la Libye, renforcée par cette menace à peine voilée du porte-parole interrogé sur l'éventualité d'une opération militaire contre Rabta : « Nous n'excluons rien ». Un avertissement que le colonel Kadhafi ne peut négliger : Ronald Reagan n'avait pas hésité à envoyer son aviation bombarder Tripoli et Benghazi en avril 1986, en représailles à des « actes terroristes » dont Washington tenait la Libye pour responsable.

Mais, dans l'immédiat, il semble que le souci essentiel de Washington soit d'exercer une pression économique - et publique - sur les pays ou les firmes qui livrent au colonel Kadhafi les équipements et les produits indispensables à la production de gaz de combat. M. Fitzwater a ainsi appelé à une « plus grande vigilance internationale ». « Nous appelons tous les pays à enquêter sur leur situation intérieure (...) et à porter leur propre jugement ». Le porte-parole américain n'a nommé personne, mais il semble que les soupçons des États-Unis se portent en particulier, et à nouveau, sur des firmes ouest-allemandes, déjà suspectées d'avoir participé à la construction de l'usine de Rabta.

CETTE « sortie » américaine surprend d'autant plus que le colonel Kadhafi s'est récemment, comme aujourd'hui, tenu aussi sage sur la scène internationale, s'employant à donner de lui une image d'homme presque « normal », loin, en tout cas, de l'être capricieux et imprévisible dont il se plaisait à jouer le rôle. De la France à l'Égypte en passant par le Tchad, où les affrontements ont fait place à la négociation, les vieilles querelles de la Libye semblent s'estomper pour donner lieu - et, du moins, l'on se fie à cet homme qui n'en est pas à un retournement près - à de belles « retrouvailles » : comme à Assouan, le 19 février, avec le président Hosni Moubarak. Mercredi, c'était la France qui retrouvait grâce aux yeux du « Guide infatigable de la révolution libyenne » (le nouveau nom dont son « Parlement » l'a affublé), cette France honnie il n'y a pas si longtemps et avec laquelle Tripoli a déclaré que les relations étaient « normalisées ».

M 0147 - 3090 - 4,50 F  
3790147004500 03090

## Un entretien avec le premier ministre polonais

**« Le maintien de toute ambiguïté sur nos frontières rendrait impossible la réconciliation avec l'Allemagne », nous déclare M. Mazowiecki**

À la veille de sa venue à Paris, vendredi 9 mars, en compagnie du président Jaruzelski, M. Mazowiecki, premier ministre de Pologne, déclare dans un entretien accordé au « Monde » que « le maintien de la part de Bonn de toute ambiguïté sur la frontière Oder-Neisse rendrait impossible la réconciliation

« Est-ce bien la question allemande qui va être au centre de votre visite, en compagnie du président Jaruzelski, à Paris ?  
- C'est une règle de l'Histoire que, à un moment où la question allemande revêt une importance pour l'Europe, la France et la Pologne veulent être ensemble. Nous allons parler avec le président Mitterrand, avec MM. Rocard et Dumas, des conséquences de l'unification de l'Allemagne pour ses voisins. Pour nos deux pays, cette question est tout particulièrement importante. En outre, nous attendons de la France un soutien à

notre volonté de participer aux discussions à six décidées à Ottawa.  
- Sous quelle forme ?  
- Dans la phase initiale de cette conférence, il devrait y avoir une partie distincte, qui serait consacrée à la sécurité des voisins de l'Allemagne ; nous devrions être présents dans cette partie-là. La formule des « consultations » n'est pas satisfaisante ; ce que nous voulons, c'est être présents à cette partie de la conférence. S'il est temps de clore la période de l'après-guerre, la Pologne fait valoir ses

anciens droits d'allié pour y participer.  
- Je pense que de nombreux pays nous soutiennent, même si certains craignent de voir bouleverser le schéma de négociations mis au point à Ottawa. Nous ne sommes pas contre cette formule, mais nous voulons la compléter. C'est sans doute la France qui nous comprend le mieux.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et SYLVIE KAUFFMANN  
Lire la suite page 4

## Une bonne année pour l'emploi

**La poursuite d'une croissance forte en 1990 permettra de procéder à de nombreuses embauches**

L'économie française se porte toujours bien. D'après l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), la France connaît, au cours de ce premier semestre 1990, une croissance soutenue (un rythme annuel de 3 %) et « vertueuse », tirée par l'investissement industriel et les exportations. Cette forte activité devrait permettre de créer de nombreux emplois et de continuer à réduire le chômage.

La croissance économique va se poursuivre en France à un rythme un peu inférieur à celui enregistré l'année dernière (+ 3,7 %), mais tout de même voisin de 3 % l'an, estime l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture publiée mercredi 7 mars. L'activité économique restera assez forte pour permettre de nombreuses créations d'emplois, notamment dans l'industrie, entraînant une baisse du taux de chômage, qui pourrait redescendre en dessous de la barre des 9 % de la population active dès l'été prochain.

ALAIN VERNHOLLES  
Lire la suite page 27 - section D

## Deux diagnostics sur le nucléaire français



Lire les articles de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU, JEAN-PAUL DUFOUR et FRANÇOISE VAYSSÉ page 28 - section D

## Au PS, la recherche d'un « troisième homme »

**Pour sauver le courant mitterrandiste, le chef de l'Etat cherche un premier secrétaire qui mette d'accord MM. Mauroy, Jospin et Fabius**

L'acte de décès du mitterrandisme, dressé par M. Lionel Jospin le 4 mars après l'annonce du succès de M. Laurent Fabius dans le vote des militants socialistes, ne semble pas avoir enthousiasmé l'Élysée. Le ministre de l'Éducation nationale avait paru énoncer une évidence lorsqu'il avait constaté qu'« il n'y a plus de courant mitterrandiste » ou, du moins, « un seul courant mitterrandiste ».

La conclusion qu'en tirait M. Jospin était, cependant, plus difficile à admettre pour le président de la République, puisqu'elle revenait, en fait, pour

les signataires de la motion Mauroy-Jospin-Mermaz, à passer un accord avec M. Michel Rocard contre M. Fabius.

Depuis lors, M. Jospin a adouci son propos en parlant de « synthèse générale ». M. Mitterrand, pour autant, ne suit pas l'ancien premier secrétaire sur cette voie. A l'un de ses interlocuteurs, qu'il a reçu mercredi 7 mars, le chef de l'Etat a exprimé son refus d'un « congrès de Metz à l'envers », permettant à MM. Rocard et Mauroy de sortir victorieux du congrès de Rennes - l'un confirmé à son poste, l'autre maître du parti -

contre les Fabius, Joxe, Bérégovoy, Lang, Quilès, qui, il y a onze ans, avaient formé le carré autour de M. Mitterrand face à l'offensive dont il était, alors, la cible.

Aucun accord contre M. Fabius, auquel il a apporté son appui dans la préparation du congrès de Rennes, n'est acceptable pour M. Mitterrand. D'autant que, pour le chef de l'Etat, M. Fabius continue d'être le meilleur chef possible de la formation socialiste.

PATRICK JARREAU  
Lire la suite page 8

### La politique culturelle du maire de Paris

Un entretien avec M. Jacques Chirac page 11 - section B

### L'affaire de la DG Bank

Les banques allemandes paieront page 44 - section D

### La métamorphose du PCI

Le congrès de Bologne page 4

### MGM sous le contrôle de Pathé

M. Parrotti a lancé une OPA « amicale » sur le groupe hollywoodien page 18 - section B

### Manque de médecins dans les hôpitaux

De nombreux postes restent vacants page 13 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section D

Jacques  
**ALMIRA**  
LE BAL  
DE LA GUERRE  
ou  
LA VIE DE LA PRINCESSE DES URSINS  
roman  
  
nrf  
GALLIMARD

## Demain dans « Liber »

### Les voix de l'Europe

Le troisième numéro de Liber, le supplément culturel européen publié conjointement par le Monde, la Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'Indice, El País et le TLS, paraîtra vendredi dans le Monde (daté samedi 10 mars). Les bouleversements dont l'Europe est le théâtre depuis quelques mois y tiennent une large place. Ainsi Bronisław Geremek, l'un des principaux responsables de Solidarité, met-il l'accent sur la nécessaire coopération de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie dans le nouveau concert européen, tandis que le politologue Raif Dahrendorf, ancien membre de la Commission de Bruxelles, examine les conditions de la réunification allemande et du retour de la démocratie en Europe de l'Est. Le publiciste social-démocrate Peter Glotz s'interroge, lui, de la montée d'une nouvelle « nouvelle droite ».

Claudio Sergio Invernizzi s'interroge sur le concept de « totalitarisme » appliqué à l'Union soviétique. Victor Karady rappelle le rôle joué par les juifs en Europe centrale, et Jean Starobinski esquisse une « archéologie de l'antisémitisme ».

D'autre voix se font entendre : du Portugal, avec un portrait de l'écrivain José Saramago, sans doute le romancier le plus connu de son pays ; de Grande-Bretagne, où Brian Barry discute les thèses de son compatriote John Gray sur le libéralisme ; d'Italie, avec un poème inédit d'Andrea Zanzotto ; de Grèce, avec la description d'un rituel de possession en Macédoine ; de Finlande, avec un bref essai sur les associations volontaires de pompiers...

**LIVRES & IDÉES**

- Quand les Semouris répondent aux Mandarins. • Tennessee Williams, punition et débauché. • Une boussole pour l'antiquité. • La genèse de la « grande Allemagne ». • Les promoteurs de cathédrales. • Le feuilleton de Michel Braudou. • La chronique de Nicole Zand : « Zinoviev et la logique de la « Katastrofa ».

pages 19 à 26 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 180 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,50 baht ; USA, 1,50 \$ ; USA (hors), 2 \$.

## DÉBATS

Journée de la femme

## Elles ne récriminent plus, elles assument

par Ségolène Royal

**N**OUS sommes entrés dans l'ère du post-féminisme et de la fin des récriminations. Et pourtant, en ce lendemain de bicentenaire de la Révolution française, j'ai un doute sur l'égalité juridique entre hommes et femmes. Regardez, une chose aussi simple que la bataille des mots n'est toujours pas gagnée : en 1990, on parle encore de la Déclaration des droits de l'homme, et non pas des Droits de la personne. Alors que l'on sait depuis longtemps que le vocabulaire conditionne le progrès des idées. Cela signifie tout simplement que la cause des femmes n'est toujours pas gratifiante. SOS-Racisme, cela mobilise les intellectuels et enflamme les auditoires. « SOS-Sexisme », c'est poussiéreux.

S'il fallait que passe un quart de siècle de plus pour que les pays francophones changent le vocabulaire essentiel, celui des droits et des libertés (humanrights), cela prouverait que les hommes ne peuvent pas encore accepter l'idée de vivre avec une « égale ».

L'inégalité entre hommes et femmes n'a pas d'autres sources que la loi du plus fort, et c'est pour cela qu'elle sera la dernière à disparaître. Elle n'est pas perçue comme une fausse note de la civilisation moderne, pas plus que l'esclavage domestique chez les anciens Grecs n'empêchait ceux-ci de se considérer comme un peuple libre.

Mais si l'inégalité n'est pas encore acquise, les valeurs féminines n'ont plus honte de s'affirmer. Le désir d'enfant a remplacé l'IVG, et la morale du libre choix supprime l'égitarisme obsessionnel. Là réside le principal changement.

La vie n'en est pas devenue plus facile, car parallèlement la famille - cette chère vieille cellule de base de la société - est devenue précaire, elle n'est même plus un point de repère. C'est parce que la famille fut étouffante qu'elle s'est délabrée. La crise de la famille a eu un côté salutaire. La crise du couple est plus grave parce que l'enfant et l'adolescent en paient lourdement les conséquences et la vivent aussi douloureusement qu'un deuil.

Dans les grandes villes, un couple sur trois divorce ou se sépare. Naguère, la décision était plus soignée, nous vivions l'ère du passage à l'acte, de la recherche de la perfection et de la crainte de construire des biens durables. Mais ne dramatisons pas. En contrepartie, la famille élargie se renforce. Les générations se rapprochent, un nouvel équilibre se met en place. La famille-tribu succède à la famille « nucléaire ». La génération des grands-parents, plus jeunes, plus actifs, incarne l'identité des familles recomposées, constitue une référence, un point d'ancrage, un filet de sécurité.

Mais s'il y a deux cent mille mariages de moins qu'il y a dix ans, il y a autant de couples. Et s'il y a davantage de divorces, il y a moins de conflits aigus. N'oublions pas non plus qu'au dix-huitième siècle un enfant sur deux perdait l'un de ses parents avant l'âge de douze ans. Les familles étaient perpétuellement sous le choc des changements imprévus.

Aujourd'hui, un adolescent sur dix vit avec un seul de ses parents. Et pourtant le projet familial résiste : 70 % des jeunes de douze à dix-neuf ans se déclarent peu attirés par le mariage, mais ils sont le même nombre à croire au grand amour, et portent encore plus haut la fidélité ; 87 % d'entre eux veulent des enfants. Les années 80, celles de la génération dite « réconciliée », individualiste, s'éloignent. Arrivent les années 90.

avec un mélange inédit de romantisme et de réalisme. Il n'y a plus d'antagonisme entre l'union libre et le couple stable.

Le partage des tâches n'est plus une revendication ! Les femmes ne récriminent plus, elles assument. Elles y gagnent en autonomie. La mécanisation des tâches domestiques allège les activités les plus ingrates. Restent les tâches liées aux enfants : elles sont un plaisir, malgré la fatigue. En contrepartie, l'homme court le risque de devenir une « passion inutile », pour paraphraser Sartre, parce que la femme vit en permanence dans l'urgence : elle sait que le temps presse et que les équilibres complexes qu'elle a si difficilement mis en place sont précaires. Lorsqu'elle doit arbitrer entre ses différents rôles : sa carrière, ses enfants ou son mari, celui-ci peut passer au dernier plan s'il apparaît comme la relation affective la plus fragile et la plus dévorante. En revanche, n'ayant que peu d'enfants, elle doit, à tout prix, réussir l'histoire d'amour qu'elle a avec eux. D'ailleurs, 74 % des divorces sont demandés par la femme, c'est-à-dire que là aussi elle passe immédiatement à l'acte dès lors que l'homme devient une contrainte supplémentaire.

## Le repos de la guerrière

Car, désormais, la femme aspire aussi au repos du guerrier. En retrouvant un homme gai, gentil, tendre et poli (l'éternel masculin ?). Elle n'exige rien d'autre de lui. Ni tâches ménagères, ni statut social mirobolant, ni look d'enfer. Simplement la présence amoureuse d'un invité de marque. Sinon, mieux vaut la solitude. Mais l'homme n'a pas compris. Il vit encore dans le besoin d'une relation de dépendance pour se sentir « utile », en s'imposant des exigences que la femme ne réclame déjà plus.

D'ailleurs, les trois quarts des femmes ne violent plus dans le « couple », la condition sine qua non de leur épanouissement. Les jeunes femmes ont vécu les divorces de la génération de leurs parents. Et autour d'elles les échecs ne sont guère moins fréquents. Elles savent à l'avance que cette relation est éphémère, et d'une certaine façon elles sont donc obligées de se protéger en « investissant » moins dans leur couple que dans leur carrière, dont elles attendent bien davantage le salaire.

La « révolution sexuelle », en affranchissant l'homme amoureux, a aussi augmenté un double célibat, où solitude et « blues » se conjuguent.

Et plus que l'aventure amoureuse (car on peut vivre de façon encore plus pénible la solitude à deux), c'est le refus de souffrir et l'envie de chercher toujours mieux qui ont augmenté la solitude. C'est au fond le rejet des contraintes sociales, d'où le repli instinctif sur le « cocon », sur ce célibat confortable. L'aspiration au grand amour est parfaitement incompatible avec la recherche de la sécurité. « La passion est une réputation totale du monde ». Or, aujourd'hui, l'obsession de la réussite matérielle domine, celle du « tout » tout de suite. Par conséquent, les relations affectives sont atrophiées.

La femme vit d'autant plus mal cette misère affective qu'elle a gardé un désir secret, intense, de vivre une authentique histoire d'amour. Mais ce discours, un peu « fleur bleue », un peu décalé par rapport au matérialisme ambiant, l'homme ne l'a pas intégré : il est soit en retard, soit déjà trop loin. Mais, en tout cas, il n'y a guère de répondant devant cette revendication toute simple de la femme.

Le désarroi affectif qui en résulte est pourtant plus douloureux à vivre que la « grande passion » que l'on a fui par souci de tranquillité. Nous sommes donc tous perdants : hommes et femmes.

Si bien qu'aujourd'hui la « femme libre-mais-seule » est une aventurière du célibat, mais elle est simultanément victime, parce que, là où la femme voudrait que l'homme s'engage pour accéder avec elle à une certaine stabilité, il se défile, justement à cause du décalage qui existe entre leurs rythmes de vie. L'homme a davantage de temps pour choisir sa partenaire : à quarante ans, il a encore toute sa vie devant lui. Alors qu'à même âge la femme est pressée de réussir : elle commence à perdre son capital esthétique et son pouvoir de procréation. Mais ce célibat peut aussi être revendiqué, pour la liberté, contre la médiocrité de la vie quotidienne, et surtout pour faire l'économie d'une crise probable. Finalement, aujourd'hui, l'aventure, c'est le couple, puisque le couple réussi est un modèle devenu impossible.

En politique, les femmes ne réussissent guère mieux qu'il y a plusieurs années. Peut-être les hommes font-ils bloc, sentant que les femmes ont un réel problème avec les organisations. Celles-ci, qu'il s'agisse de l'entreprise ou du monde politique, fonctionnent sur des valeurs exclusivement masculines. Il y a peu de femmes dans les lieux du pouvoir, et l'on entend mais on ne les entend pas : en fait, les femmes ne possèdent pas les règles du jeu, le code d'accès. Je vois au moins trois logiques différentes entre hommes et femmes. D'abord, elles n'ont pas le même sens du clan ni les mêmes capacités d'y accéder. Or, c'est justement dans ces réunions « amicales » que se prennent les décisions capitales et que se nouent les réseaux d'amitié. Ensuite, les femmes n'ont pas le même sens de la hiérarchie : publiquement, les hommes surestiment leurs propres capacités en bombant le torse, alors que les femmes ont davantage le sens des réalités et de la pudeur. Le complexe d'infériorité.

## Le refus du sacrifice

Enfin, la femme refuse obstinément la perte de temps : elle a déjà trop de tâches à mener de front pour en donner aux « palabres », qui sont, pourtant, un élément-clé des stratégies. Elles se disent toujours qu'elles pourraient faire mieux, à être mieux, à être enfants. Au fond, les organisations, les appareils, demandent trop de sacrifices aux femmes pour un enjeu de reconnaissance sociale qu'elles jugent mince. Mais, si elles attendent, le retard est irrattrapable.

L'affirmation professionnelle et sociale de la femme provoque une sorte d'autodéfense de l'homme, qui sent, inconsciemment, que la femme réussit « tout », elle possède un atout de plus par rapport à lui, c'est-à-dire qu'elle réussit à conjuguer à la fois l'épanouissement personnel, la détermination professionnelle et la séduction, alors que sur ce terrain-là il n'est pas encore en mesure de lutter. Par conséquent, il s'accroche à tous les processus occultes de séduction auxquels la femme n'a pas accès. D'Alembert n'écrivait-il pas déjà à Rousseau : « On dirait que nous sentons leurs avantages et que nous voulons les empêcher d'en profiter » ?

Forcément, la femme qui ne sacrifie rien est plus forte que l'homme qui se pèle pour se conformer à un modèle : autrement dit, le « nouvel homme » reste à construire, et les femmes l'appellent de tous leurs vœux, parce que sans lui ce bonheur qu'elle veut ne pourrait être réalisé. Désormais, il n'y a plus de rapport inverse entre séduction et savoir, entre maternité et charisme. La « nouvelle femme » n'est pas le décalque du golden boy, mais c'est la femme sérieuse qui réussit enfin la synthèse de trois pouvoirs : carrière, maternité et vie affective. Alors que l'homme reste un peu désorienté : autrefois, la réussite professionnelle était censée rendre les femmes laides, marginalisées ; fait rassurant, puisqu'il s'agissait ainsi d'une contrepartie du fantasme de l'éternel féminin.

Jusqu'à une époque très récente, les femmes bridaient leur féminité de peur d'être perçues comme « femmes » avant d'être vues comme « responsables professionnelles ». Aujourd'hui, elles se veulent plus sacrifier cette part essentielle d'elles-mêmes, et ne veulent donc plus endosser un uniforme qui ne leur convient pas. De ce point de vue, elles sont en train de vivre une mutation capitale, parce que la femme qui réussit n'est plus la « femme-malle », mais elle acquiert une dimension supplémentaire, face à laquelle les hommes sont un peu en

panne. Mais on constate aussi que, sous la pression des femmes, ils se décomplexent et réhabilitent aussi leur vie privée. Il n'est plus incongru de les entendre parler de l'intimité, qu'ils peuvent avoir avec leurs enfants, alors qu'auparavant c'était une dévotion totale de leur fonction. En ce sens, les femmes sont des éléments moteurs du bonheur de l'homme. Les hommes sont même désormais jugés avec des critères dits « féminins » : il réussit sa carrière, mais il a complètement raté sa vie familiale.

## Du côté des mouvements

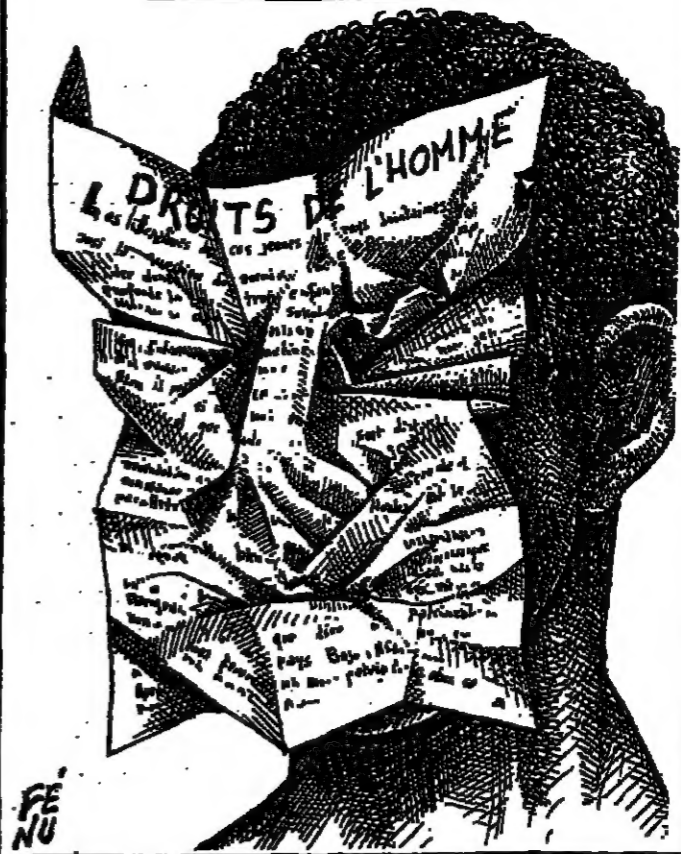
Dès lors, les femmes sont des actrices dynamiques d'une évolution irréversible de notre société, car le « mouvement » est de leur côté. Les hommes se satisfont davantage de l'ordre établi, qui les arrange ; en revanche, les femmes (accomplissant cette synthèse carrière-maternité-couple) abordent inévitablement les vrais problèmes, car elles ont besoin d'un profond changement pour que les obstacles soient aplanis. C'est pourquoi elles sont davantage revendicatrices et l'ont bien manifesté par leur bulletin de vote, qui n'est plus semblable à celui du mari, fait politique majeur des années 80.

Hélas, dans le discours politique, à défaut de répondre aux inégalités quotidiennes, on leur promet l'avenir ! Et pourtant, les femmes font l'opinion. Constatons qu'elles ont déjà réussi à imposer un nouveau mode d'action politique : le triomphe de ce qu'on appelle le « parler concret » ou la « politique du quotidien » est en quelque sorte le résultat de leurs exigences. Cela ne signifie pas pour autant que le débat d'idées se devienne étié : les femmes ne sont pas enfermées dans la quotidienneté, elles savent aussi modifier les relations entre le « concret » et l'« abstrait », entre l'« action » et l'« idée », mais elles ne hiérarchisent pas, à juste titre, les « grandes causes » et les « petits problèmes ». C'est en ce sens qu'elles font l'opinion.

« Entre aimer les femmes ou les connaître, il faut faire un choix », disait Chamfort. Je crois que les hommes ont enfin renoncé à nous connaître. C'est bon signe ! En effet, à leur façon, ils sont devenus un peu féministes, non parce qu'ils laissent la place aux femmes, mais parce qu'ils se taisent enfin sur la « féminité ». Une vision plus juste du monde en résultera inévitablement. Mais les femmes doivent continuer à forcer le mouvement.

■ Ségolène Royal est députée PS des Deux-Sevres.

## TRAIT LIBRE



Humeur

## Le bonheur d'être heureux

par Albert Memmi

**R**ABBI YOHANAN, l'un des Pères de la Synagogue, demanda un jour à ses disciples quel était, à leurs yeux, le plus avantageux pour l'homme. Le premier répondit : « un ami sincère » ; le second : « un bon voisin » ; le troisième : « être prévoyant » ; Eléazar, fils d'Arah dit : « le contentement ».

C'est la bonne réponse, trancha le Maître, car elle contient toutes les autres.

Le contentement est la clé de tout en effet ; qui est en paix avec lui-même est en paix avec tout l'univers. Ce qui trompe, ce sont les moyens utilisés pour y parvenir.

Mais à quoi servirait la vertu si elle ne procurait quelque jouissance singulière ? La sagesse si elle n'était pas au service de la sérénité ? Même la prière, dit saint Macaire, procure une volupté spirituelle.

Tôt ou tard, on découvre cette évidence : le bonheur est la chose au monde la plus importante. On connaît le terrible constat de Louis Aragon : le temps d'apprendre à vivre, il est déjà trop tard.

Alors pourquoi ne pas s'y essayer plus tôt ? C'est que le

bonheur a contre lui deux adversaires puissants : l'ignorance et la culpabilité.

— Le bonheur, on ne sait pas ce que c'est...

Si, on sait ! On ne sait pas le définir, mais contentement, paix intérieure, béatitude, peu importe le nom, et le dégré, nous en avons tous fait l'expérience.

Comment pouvez-vous nous parler de bonheur, lorsque tant de gens croissent dans la misère !

C'est un bon jeune homme qui me cite sa révolte. Ton indignation t'honore, si je dis à mon interlocuteur : mais pourquoi le devoir de solidarité exigerait-il d'être malheureux ? Nous nous devons aux autres, faut-il pour cela nous refuser à nous-mêmes ?

La honte d'être heureux fait perdre de nos gâchis culturels. Il faut, au contraire, se jurer d'être heureux, conseille Alain. Les hommes qui y réussissent nous font, en outre, la plus belle des offrandes : il faudrait créer pour eux une distinction civique particulière.

## Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises, M<sup>me</sup> Geneviève Beauvère-Méry, M. André Fontaine, gérants.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - TAP LEMONDE

ou 36-15 - TAP LM

## Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : MONDEPUB 206 136 F

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Remarque : sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

Concessionnaire paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

11, RUE JEAN-MAZET, 94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-96

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois ..... 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois ..... 720 F 762 F 972 F 1 400 F

1 an ..... 1 380 F 1 380 F 1 900 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvère-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Tél. 650672 F MONDPAR

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Tél. 261311 F MONDSIR

صوتنا من الامم

URSS

## Le numéro un soviétique a averti les Litvaniens du prix que leur coûterait leur indépendance

Le Soviet suprême de Lituanie pourrait se réunir dimanche prochain 11 mars à la demande des députés nationalistes et adopter une proclamation officielle d'indépendance. A l'approche de ce rendez-vous, M. Gorbatchev a tenu à avertir lui-même les Litvaniens du prix que pourrait leur coûter une telle décision.

Moscou

de notre correspondant

On ne sait si la mise en garde aura le moindre effet, mais les Litvaniens ont été durement avertis que la proclamation de leur indépendance leur coûterait, au sens propre, très cher. Le secrétaire général du Parti communiste de la République, M. Brazauskas, s'est en effet adressé, mercredi 7 mars, à ses concitoyens pour leur dire que les conséquences économiques d'un retrait précipité de l'URSS leur seraient extrêmement dommageables. L'avant-veille, a-t-il expliqué au cours de cette interview télévisée, il s'était entretenu, à Moscou, avec M. Gorbatchev, et la conclusion de ces conversations est sans ambiguïté.

Pour le chef de l'Etat soviétique, a-t-il dit, la Lituanie deviendrait, en proclamant son indépendance,

un pays étranger comme un autre, avec lequel l'URSS aurait donc à commercer en devises et sur la base des prix du marché mondial. Mardi déjà, le quotidien du gouvernement soviétique, *les Ivestia*, avait longuement développé cette idée (le Monde du 8 mars), mais c'est la première fois que M. Gorbatchev abait lui-même cette carte économique — fût-ce indirectement.

Ce faisant, il reconnaît non seulement devant la Lituanie mais devant l'ensemble de l'URSS qu'une des quinze Républiques constitutives pourrait réellement sortir, à court terme, de la fédération. Cela officialise cette perspective, lui donne plus de réalité encore mais ne change, au bout du compte, pas grand-chose à la situation. A peine élus, les députés litvaniens du Front populaire Sajudis, s'apprêtent en effet à réunir le Parlement républicain dimanche pour adopter une proclamation officielle d'indépendance.

Ils disposent d'une majorité écrasante. La Constitution soviétique reconnaît le droit des Républiques à sortir de l'Union, et le seul moyen pour M. Gorbatchev de tenter de retarder l'échéance est donc de faire valoir que la hâte ne serait pas de l'intérêt des Litvaniens.

Pour ce faire, M. Brazauskas

était l'interlocuteur désigné puisqu'il est devenu très populaire dans sa République depuis qu'il a rompu, en décembre dernier, avec le parti soviétique et pris position en faveur de l'indépendance. On le considère comme plus nationaliste que communiste, comme plus litvanien que soviétique, et c'est comme tel qu'il a fait valoir, mercredi, que la République importait aujourd'hui, à des prix de trois fois inférieurs à ceux du marché international, pétrole, produits métallurgiques, moyens de transport, etc.

21 millions de roubles

« Si des pas politiques étaient faits sans que soit prise en considération la réalité de la situation, a conclu M. Brazauskas, ils pourraient profondément compliquer la vie en Lituanie. » De fait, si la République devait d'un mois ou même d'une année sur l'autre payer — à l'URSS — d'autres fournitures — ses matières premières en devises, elle pourrait d'autant moins faire face qu'elle devrait parallèlement payer des indemnités à Moscou pour les investissements fédéraux faits sur son territoire.

Selon le radio de Vilnius, M. Gorbatchev avait ainsi chiffré ces indemnités devant M. Brazaus-

kas à 21 milliards de roubles (210 milliards de francs) dont 17 pour les investissements proprement dits et 4 pour des « marchandises non livrées ».

La menace est sérieuse mais, en même temps, peu crédible, car l'intérêt de M. Gorbatchev n'est pas de précipiter une crise grave avec Vilnius. Il a, au contraire, besoin de réussir à négocier avec la Lituanie un accord créant un précédent et démontrant aux Soviétiques que l'ineluctable redéfinition de l'URSS peut se faire sans violences ni à-coups trop brutaux.

La Lituanie marche vers son indépendance et M. Gorbatchev tente simplement d'éviter les faits accomplis qui l'obligeraient à des mesures de rétorsion. Pour l'heure, l'objectif est d'amener les députés indépendants à peser les mots de la résolution qu'ils s'apprêtent à voter — à exprimer une volonté nationale plutôt qu'une décision et à l'assortir d'une proposition de recherche d'un statut privilégié pour les futures relations entre l'URSS et la Lituanie indépendante. On va, d'ici à dimanche, beaucoup négocier en coulisses.

BERNARD GUETTA

RFA

## Les sociaux-démocrates assouplissent leur position sur les modalités de l'unification

Les dirigeants sociaux-démocrates ouest-allemands ont assoupli leur position dans le débat sur le calendrier et les modalités juridiques de l'unification allemande, mercredi 7 mars. Moscou s'en est mêlée aussi ces deux derniers jours, successivement par la voix de M. Gorbatchev puis celle de M. Chevardnadze.

Le chef du parti social-démocrate ouest-allemand, M. Hans-Jochen Vogel, lors d'une conférence de presse donnée mercredi 7 mars en compagnie du probable candidat du SPD à la chancellerie, M. Oskar Lafontaine, a déclaré qu'il n'est pas exclu de modifier la Loi fondamentale de l'Allemagne, l'article 23 de la Loi fondamentale ou l'article 146. Le premier permettrait aux futurs Länder est-allemands de fusionner avec la République fédérale qui conserverait sa constitution (la Loi fondamentale) avec quelques révisions ; le second suppose un processus plus long de négociations entre les deux Etats allemands, couronné par l'adoption d'une nouvelle constitution.

M. Vogel a présenté ce sujet comme secondaire ; il a estimé que l'emploi de l'article 23, préconisé par le chancelier Kohl, n'empêcherait pas de modifier ensuite largement la Loi fondamentale et de faire jouer l'article 146 ; le nouveau texte devrait être adopté par référendum. Une union économique et monétaire doit être réalisée sans attendre la fin de ce processus d'unification institutionnelle, ont aussi déclaré les dirigeants du SPD, sans préciser de date pour son entrée en vigueur. Les sociaux-démocrates qui ont reproché ces dernières semaines au chancelier Kohl, tant à propos de l'union monétaire que de l'article 23, de vouloir accélérer le processus d'unification, semblent ainsi contraints de réviser progressivement leurs positions.

Enfin le SPD estime que le processus d'unification doit aussi prévoir des garanties extérieures, sur les frontières et sur les questions de sécurité, en tenant compte des alliances existantes. Les nouvelles règles de stationnement des troupes étrangères en Allemagne devront être fixées en accord avec les quatre puissances responsables du statut de l'Allemagne, pour une période transitoire devant déboucher sur « le dépassement des blocs militaires ». C'est là encore moins catégorique que de récentes déclarations de M. Oskar Lafontaine contre l'unification allemande dans l'OTAN.

M. Lafontaine aura l'occasion de préciser ses positions la semaine prochaine à Paris où il doit être reçu, à sa demande, par M. François Mitterrand mercredi 14 mars. Tandis que le SPD assouplissait

ses positions, M. Chevardnadze, s'est prononcé contre l'absorption constitutionnelle de la RDA par la RFA (article 23), une méthode selon lui dangereusement « nationaliste ». « Dans de telles conditions, qui pourraient garantir que cette constitution ne sera pas utilisée pour récupérer de prétendues autres parties de l'Allemagne qui ont depuis longtemps cessé d'être et qui se trouvent en dehors de la RDA et de la RFA ? » a-t-il déclaré dans une interview à un hebdomadaire est-allemand. Cet argument tomberait si était solidement garantie l'intangibilité des frontières.

Quant aux déclarations occidentales selon lesquelles l'unité allemande doit se faire dans l'OTAN, M. Chevardnadze les trouve « dénuées de tact car personne n'a demandé l'avis du peuple est-allemand ». Cette appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN « ne correspond pas aux notions soviétiques d'intérêt national, de structures sûres basées sur une maison commune européenne pacifique », ajoute le ministre soviétique des affaires étrangères.

Les conditions des Soviétiques

Recevant la veille à Moscou le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, M. Gorbatchev avait exposé les conditions soviétiques à l'unité allemande. Il avait souligné, nous rapporte notre correspondant à Moscou, Bernard Guetta, que le processus d'unification « ne rompra pas l'équilibre des intérêts en Europe s'il est garanti qu'il se fait étape par étape, qu'il est contrôlable et lié au renforcement de la sécurité de tous les Etats concernés ».

« Les aspects fondamentaux de l'unité allemande, y compris le statut politico-militaire de l'Allemagne peuvent être d'initiative déterminée dans le cadre d'un accord de paix qui deviendra un important élément des nouvelles structures de sécurité en Europe », a précisé M. Gorbatchev. « Les tentatives d'annexer la RDA, les ultimatum sont incompatibles avec une approche responsable de la question », a encore déclaré le chef de l'Etat soviétique, jouant sur les inquiétudes qu'a engendrées récemment la politique de M. Kohl pour faire passer son message : l'URSS entend prendre tout le temps qu'il faudra pour négocier les aspects extérieurs de l'unité allemande. Reste à savoir si elle en aura les moyens.

Le chancelier a de son côté informé mercredi les dirigeants des quatre Etats-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne et ceux de la Pologne de la résolution mise au point la veille par la coalition gouvernementale sur la frontière germano-polonaise.

Les Mémoires de Boris Eltsine

## Déclaration de guerre à Mikhaïl Gorbatchev

M. Boris Eltsine, le réformateur soviétique qui vient de remporter un nouveau triomphe devant les électeurs soviétiques, vient à Paris présenter son livre de *Mémoires Jusqu'au bout*. Il sera, vendredi 9 mars, l'invité d'« Apostrophes » sur Antenne 2 et sera confronté à cette occasion au dissident Alexandre Zinoviev, qui vient de publier un nouveau pamphlet *Katastrofika* (lire « le Monde des livres », page 26).

Démagogue ? Progressiste ? Populiste ? Démocrate ? Il est décidément bien difficile d'appréhender Boris Eltsine, l'enfant terrible de la perestroïka, aussi rapidement promu pendant les premières années du règne Gorbatchev qu'il fut remercié ensuite, avant d'être « repêché » par la population de Moscou, qui le plébiscite lors des élections de mars 1989, tout comme venant de le faire les habitants de Sverdlovsk dimanche dernier.

La lecture de l'autobiographie qu'il publie simultanément dans plusieurs pays occidentaux, et dont il nous dit que les droits d'auteur seront « intégralement consacrés » à la lutte contre le sida en URSS, ne permet pas vraiment de répondre à ces questions. Le portrait qu'Eltsine brosse de lui-même est trop complaisant, trop admiratif, pour être convaincant. Une vraie « image de Zagorsk », comme nous avons nos images d'Epinal.

Sachez cependant qu'il était une fois un enfant turbulent mais méritant, né dans une famille pauvre, mais ô combien honnête, de l'Oural qui sut d'abord faire son chemin sous Khrouchtchev puis sa carrière sous Brejnev. Ce jeune garçon n'avait que deux passions, jusqu'à ce que son mariage avec une jeune fille « modeste, aimable et douce » lui en apporte une troisième : le sport et la construction.

Pas étonnant donc s'il se livre très tôt aux joies du volley-ball, et s'il finit par rentrer, en dépit de la mauvaise volonté de professeurs particulièrement injustes (déjà à l'institut polytechnique de l'Oural). Pas étonnant non plus si, au sortir de cet institut, il refuse le poste de contremaître qu'on lui propose pour s'initier pendant une année à

toutes les disciplines manuelles de sa spécialité : maçon, bûcheron, charpentier, menuisier, vitrier, etc.

A partir de la fin des années 50, notre Boris Eltsine commence à travailler pour différentes entreprises de sa région. Entré au Parti communiste en 1961, il quittera la « production » en 1968 pour gravir les échelons de la Nomenklatura dans la région de Sverdlovsk, dont il deviendra premier secrétaire en 1978, c'est-à-dire dans les premières années de la stagnation.

C'est alors qu'il va se lier d'amitié avec un autre jeune premier secrétaire de région, un certain Mikhaïl Gorbatchev, qui officie, lui, à Stavropol. Pas pour longtemps, car Gorbatchev sera appelé deux ans plus tard à Moscou par Brejnev, qui en fait le responsable de l'agriculture au secrétariat du comité central. « Nos relations », écrit Eltsine, étaient excellentes ; Gorbatchev était différent en ce temps-là, plus sincère. Il voulait vraiment améliorer les choses, travailler d'arrache-pied, garder le contact avec les Républiques et les régions. »

Ce n'est pas un hasard si Eltsine utilise alors le passé, car les deux tiers suivants de son livre vont être consacrés pour l'essentiel à un démolissage de l'homme Gorbatchev. Une critique trop systématique pour ne pas être obsessionnelle. Exemple : « Il tutoie tout le monde, y compris ses aînés du Politburo (...). Manque d'éducation ou simple habitude ? Allez savoir ! » Alors qu'Eltsine a pris soin, quelques pages plus avant, de préciser que lui « n'a jamais juré de [sa] vie ».

Règlements de comptes

Les défauts de Gorbatchev vont s'accroissant lorsque Eltsine est appelé à Moscou, en avril 1985, pour diriger le département de la construction au comité central, puis lorsqu'il est nommé trois mois plus tard, toujours par Gorbatchev, secrétaire du comité central chargé des mêmes dossiers. Au retour d'une mission en Ouzbékistan, où il avait tout de suite compris l'état de corruption généralisée qui prévalait dans cette République, Eltsine conseille à Gorbet-

chev de nettoyer ces écuries d'Augias. Peine perdue ! Le numéro un ne croit pas un mot de ses dires, « se met en colère, évoque le jugement de Ligatchev pour rien entreprendre ». La suite des événements et les poursuites entamées non sans mal contre la mafia ouzbèke donneront bien sûr raison à Boris Eltsine.

Force est de constater cependant qu'il ne livre pas de grands détails sur toute cette affaire dans son ouvrage. Il s'indigne seulement que, en tant qu'envoyé spécial du comité central à Tachkent, il n'ait pas pu payer ses repas. Dans le même soufre, il nous raconte comment il prit possession dans les environs de Moscou de la datcha que venait de quitter Gorbatchev pour en occuper une plus grande encore...

Un « ton de poissonnière »

Nouvelle promotion de l'apparatchik atypique Eltsine en décembre 1985. Elle est encore due à la sollicitude du camarade Gorbatchev, qui lui confie le soin de remettre de l'ordre dans l'organisation du parti à Moscou, alors dirigé par Grichine, un être « dénué de tout sens moral, pédant et obséquieux jusqu'à la servilité, une sorte de tyran intelligent ». « Mon choix était absurde (...). Je cédai à contre-cœur », explique l'auteur, avant de nous conter par le menu ses malheurs de Moscou, ses accrochages innombrables avec Ligatchev, alors numéro deux du parti, le refus permanent de Gorbatchev de trancher tel ou tel conflit en sa faveur, notamment lorsqu'il s'agit de réduire les privilèges de la Nomenklatura ou de combattre une campagne anticorruptive qui va tourner à la catastrophe.

Ce que l'on va appeler l'« affaire Eltsine » éclate à la veille du sixième anniversaire de la révolution d'Octobre, en 1987. Au cours d'une réunion du bureau politique, Gorbatchev présente son rapport-programme, dont Eltsine critique sévèrement la timidité. C'est alors, nous dit-il, que le secrétaire général « explose (...), quitta la salle comme un fou pour une demi-heure, revint, me tomba dessus (...), son ton de poissonnière frisait l'hystérie

Prix François Mauriac  
Prix du Sud Jean Baümel

PAULE  
**CONSTANT**  
WHITE SPIRIT  
roman  
nrf

JACQUES AMALRIC  
Jusqu'au bout, de Boris Eltsine, Calmann-Lévy, 286 p., 98 F.

GALLIMARD

## EUROPE

## Un entretien avec M. Mazowiecki

Suite de la première page

« La France a connu au lendemain de la guerre le même genre de problèmes que nous aujourd'hui, quand sa présence n'était pas forcément assurée dans certaines instances où devaient être prises des décisions la concernant. Aujourd'hui, nous comptons sur elle pour soutenir notre demande de participation. A cet égard, je suis tout à fait reconnaissant à M. Dumas pour les propos qu'il a récemment tenus à Berlin.

« Au cours de ces dernières semaines, de plus, sont apparues certaines ambiguïtés, propos de notre frontière occidentale, cela nous a renforcés dans notre conviction que notre présence à cette conférence est indispensable.

« Comment expliquez-vous l'entêtement du chancelier Kohl ?

« Je ne voudrais pas l'expliquer...

« Ce n'est pas par manque d'idées ?

« (Rires). Le chancelier vient de renoncer à établir un lien entre la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et les réparations de guerre. Je ne voudrais donc pas formuler un jugement sur ce qui, désormais, date d'hier, et qui, finalement, avait constitué pour moi une surprise.

« Pourtant vous aviez déjà évoqué ces questions avec le chancelier Kohl lors de sa visite à Varsovie en novembre. Les ambiguïtés n'étaient-elles pas déjà évidentes ?

« J'avais cru au cours de cette visite que nous nous étions mieux entendus sur cette question. Je n'ai pas de raison de mettre en doute la bonne volonté du chancelier Kohl s'agissant de la réconciliation polono-allemande. Ce qui est inacceptable pour moi, c'est une situation dans laquelle des considérations d'ordre intérieur prendraient le pas sur des décisions d'une si haute importance.

« On dit beaucoup qu'en privé le chancelier Kohl est beaucoup plus clair sur cette question. Est-ce vrai ?

« Je puis vous le confirmer. Mais ce qui compte, en politique, ce n'est pas uniquement les entretiens privés...

## Un traité de paix avant l'unification

« Ce que vous voulez, finalement, c'est un traité de paix avec l'Allemagne ?

« Oui. D'ailleurs ce n'est pas nous, mais la partie allemande qui a invoqué à plusieurs reprises l'absence d'un tel traité pour adopter une position définitive sur la question des frontières. On ne peut passer d'une situation où l'on a deux États à une situation où il n'y en a plus qu'un sans conclure un accord qui aurait valeur de traité. Petit détail qui fait toute la différence : il faut conclure ce traité après les élections en RDA : ce traité serait paré par les deux gouvernements, avant même l'unification, et ratifié après. La RFA propose de conclure un tel traité uniquement après l'unification. La différence est essentielle.

« Quelles questions devrait couvrir ce traité ?

« Nous nous voulons parler de la confirmation de nos frontières.

« Comment vous soulevez la question de ces Polonais soumis au travail obligatoire par le III<sup>e</sup> Reich ?

« Nous avons soulevé ce problème lors de la visite du chancelier Kohl à Varsovie ; pour nous, il

s'agit de revendications individuelles très importantes, qui concernent non seulement les Polonais soumis au travail obligatoire en Allemagne, mais aussi ceux qui ont été victimes d'expériences « médicales » dans les camps de concentration.

« Cette question devrait-elle être incluse dans un éventuel traité de paix ?



« Je vous répète que nous, nous n'avons posé que la question des frontières en ce qui concerne le traité. Ce n'est pas nous qui avons élargi l'affaire aux réparations.

« Préférez-vous une Allemagne unie neutre ou membre de l'OTAN ?

« Notre ministre des affaires étrangères s'est déjà prononcé sur cette question : nous ne croyons pas à long terme à la possibilité d'une Allemagne neutre, c'est un pays trop grand. Les événements qui ont suivi la première guerre mondiale nous ont montré comment certaines obligations imposées à l'Allemagne pouvaient donner naissance au ressentiment. C'est la raison pour laquelle nous ne soutenons pas l'idée d'une neutralité au sens classique du terme. Le problème de l'équilibre des forces en Europe, dont doivent s'occuper les quatre, est d'une autre nature, et il doit être réglé parallèlement à celui de l'unification.

« Ne pas compliquer les choses pour Gorbatchev ?

« Etes-vous favorable au maintien des troupes soviétiques en Pologne jusqu'à la conclusion d'un traité avec l'Allemagne ?

« Bien sûr, nous voulons qu'à un moment donné ces troupes rentrent chez elles, mais c'est vrai que ces questions sont liées, et que nous ne voulons pas d'une solution qui compliquerait les choses pour Gorbatchev.

« Certains dirigeants hongrois et tchécoslovaques font part en privé de leurs inquiétudes à propos des événements en Union soviétique. Partagez-vous cette analyse ?

« Moi aussi je suis inquiet, mais j'espère que Gorbatchev saura surmonter les difficultés. Dans l'intérêt de l'Europe et du monde, il faut souhaiter que ces transformations se soient pas trop brutales.

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le pacte de Varsovie n'aura bientôt plus qu'une existence formelle. Quel ordre pourrait-il s'y substituer ?

« Le paysage européen a changé qualitativement ces derniers mois. On ne peut pas encore dire que les pactes n'existent plus ou n'ont pas d'importance. On peut simplement dire qu'il est urgent de réfléchir à une solution d'avenir, à un nouveau système de sécurité collective en Europe. De ce point de vue, la proposition de François Mitterrand concernant la création d'une Confédération européenne est très importante. Notre propre proposition de conseil de coopération européen est plus immédiate, mais n'est pas concurrente.

« Le rapprochement des deux parties de l'Europe devrait suivre deux voies : la première voie suppose l'ouverture de certaines organisations ouest-européennes aux pays de l'Est ; je pense au Conseil de l'Europe, auquel nous venons de faire acte d'adhésion, et à une formule d'association à la CEE. La deuxième voie consisterait à créer une instance permettant une coopération pratiquement immédiate de tous les États européens ; en fait plus que les États européens, puisqu'elle couvrirait la CSCE, qui comprend aussi les États-Unis et le Canada.

« C'est au sein d'un tel forum que pourrait se concrétiser l'idée de confédération européenne, qui prendra plus de temps à être réalisée. Cela dit, nous sommes ouverts à toutes les suggestions de nos amis français et nous attendons avec intérêt les détails qu'ils pourront nous apporter. Mais je suis sûr d'une chose : les changements qualitatifs de l'Europe sont si rapides qu'il ne faut pas tarder à créer ce genre de mécanisme commun, de rouage.

« L'importance de la minorité allemande

« Le sort de la minorité polonoise de souche allemande est-il important dans votre contentieux avec l'Allemagne ?

« Nous avons réglé cette question dans la déclaration que nous avons signée avec le chancelier Kohl, et nous ne sommes pas en mesure de la réitérer. Jusqu'aujourd'hui, on n'a pas en Pologne qu'il y ait un problème de la minorité allemande. Nous avons reconnu que ce problème existait, et nous nous sommes engagés à respecter les droits des minorités. En même temps, nous avons fait remarquer à la partie allemande qu'il ne fallait pas gonfler artificiellement les effectifs de cette minorité. Mais ce qui m'a le plus surpris, c'est qu'un lien ait pu être établi entre cette question et celle de notre frontière.

« Il faut se souvenir de l'Histoire et de la responsabilité d'Hitler qui a été faite au lendemain du traité de Versailles de certains problèmes de minorités. C'est pourquoi nous respecterons en la matière les conventions internationales. Mais nous ne laisserons pas nous imposer des règles spéciales.

« Etes-vous d'accord avec les autorités ouest-allemandes qui évaluent à plus d'un million les effectifs de la minorité allemande en Pologne ?

« Absolument pas. Je pense que ce chiffre a été presque multiplié par dix.

« Les voisins de l'Est

« Quelle est la répercussion de toutes ces questions en Pologne ?

« Ce sont des problèmes très vivement ressentis par les Polonais. Tous les sondages le prouvent, comme ils le prouvent que c'est en Pologne que l'on craint le plus l'unification de l'Allemagne. La discussion de ces dernières semaines sur les frontières a été extrêmement suivie, et je pense que ma prise de position au nom

du gouvernement a été soutenue par toutes les formations politiques, y compris dans l'émigration.

« Cela ne donne-t-il pas lieu à une surenchère nationaliste ?

« C'est arrivé dans le passé, mais nous voulons l'éviter. M'adressant récemment aux télé-spectateurs ouest-allemands, j'ai dit que la position que prendrait la RFA sur toutes ces questions serait un test pour la réconciliation germano-polonoise, mais que nous avons besoin d'une telle réconciliation. Mon intervention a été retransmise en Pologne, ce qui prouve bien que nous parlons aussi aux Polonais de la réconciliation avec l'Allemagne.

« Nous sommes tout à fait conscients que nous serons bientôt voisins d'une Allemagne unifiée, qu'il nous faut cohabiter et nous réconcilier. Mais cela implique qu'il n'y ait plus aucune ambiguïté sur la question des frontières ; le maintien de ces ambiguïtés rendrait impossible la réconciliation.

« Certains Polonais remettent-ils en cause la frontière orientale de votre pays ?

« Je pense qu'il y en a. En même temps, la grande majorité comprend bien qu'on ne peut pas modifier sans cesse les frontières, et qu'il est très important de se réconcilier avec nos voisins de l'Est. Ça aussi, c'est une grande tâche historique.

« Les premiers résultats du plan d'austérité mis en place au début de l'année sont-ils encourageants ?

« L'acceptation des mesures d'austérité est à mettre au crédit de la population. On m'a rapporté aujourd'hui le chiffre de cent cinquante mille chômeurs. Ce n'est pas encore beaucoup, mais cela risque de devenir un énorme problème.

« Pensez-vous que les élections municipales prévues pour la fin du mois de mai permettront de faire sauter les blocages administratifs actuels ?

« Ces élections devraient permettre de jeter les bases de la démocratie ; depuis quarante ans, l'administration locale a été complètement détruite. Il est très important pour la démocratie de la reconstruire. Je mise beaucoup là-dessus, d'autant plus que nous allons renouveler en même temps l'administration départementale (voivodies).

« Ce que je ferais sera important »

« Comment se passe votre cohabitation avec le président Jaruzelski ?

« Nous nous consultons sur toutes les grandes questions internationales, et cette cohabitation est bonne. Cela se passe d'autant mieux qu'il y a eu transition de l'Etat-Pol à l'Etat tout court ; ce facteur est très important dans l'attitude du président et a créé les conditions d'une coopération.

« Le fait d'être un intellectuel constitue-t-il une bonne préparation à l'exercice du pouvoir ?

« Ce n'est pas si simple, puisque pour les intellectuels j'étais un politicien, et pour les politiciens un intellectuel. Tous les jours je découvre des problèmes... et des surprises. Tout cela me rappelle une anecdote de Jean-Paul II : alors qu'il venait d'être élu pape et qu'il se sentait dépassé par certains aspects de sa tâche, il se confia à Dieu dans un rêve et Dieu lui répondit simplement : « Ne prends pas tout cela trop au sérieux ! » C'est de cette anecdote que je tire ma philosophie : je n'arriverai certainement pas à tout faire, mais ce que je ferais sera important.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et SYLVIE KAUFFMANN

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

du gouvernement a été soutenue par toutes les formations politiques, y compris dans l'émigration.

« Cela ne donne-t-il pas lieu à une surenchère nationaliste ?

« C'est arrivé dans le passé, mais nous voulons l'éviter. M'adressant récemment aux télé-spectateurs ouest-allemands, j'ai dit que la position que prendrait la RFA sur toutes ces questions serait un test pour la réconciliation germano-polonoise, mais que nous avons besoin d'une telle réconciliation. Mon intervention a été retransmise en Pologne, ce qui prouve bien que nous parlons aussi aux Polonais de la réconciliation avec l'Allemagne.

« Nous sommes tout à fait conscients que nous serons bientôt voisins d'une Allemagne unifiée, qu'il nous faut cohabiter et nous réconcilier. Mais cela implique qu'il n'y ait plus aucune ambiguïté sur la question des frontières ; le maintien de ces ambiguïtés rendrait impossible la réconciliation.

« Certains Polonais remettent-ils en cause la frontière orientale de votre pays ?

« Je pense qu'il y en a. En même temps, la grande majorité comprend bien qu'on ne peut pas modifier sans cesse les frontières, et qu'il est très important de se réconcilier avec nos voisins de l'Est. Ça aussi, c'est une grande tâche historique.

« Les premiers résultats du plan d'austérité mis en place au début de l'année sont-ils encourageants ?

« L'acceptation des mesures d'austérité est à mettre au crédit de la population. On m'a rapporté aujourd'hui le chiffre de cent cinquante mille chômeurs. Ce n'est pas encore beaucoup, mais cela risque de devenir un énorme problème.

« Pensez-vous que les élections municipales prévues pour la fin du mois de mai permettront de faire sauter les blocages administratifs actuels ?

« Ces élections devraient permettre de jeter les bases de la démocratie ; depuis quarante ans, l'administration locale a été complètement détruite. Il est très important pour la démocratie de la reconstruire. Je mise beaucoup là-dessus, d'autant plus que nous allons renouveler en même temps l'administration départementale (voivodies).

« Ce que je ferais sera important »

« Comment se passe votre cohabitation avec le président Jaruzelski ?

« Nous nous consultons sur toutes les grandes questions internationales, et cette cohabitation est bonne. Cela se passe d'autant mieux qu'il y a eu transition de l'Etat-Pol à l'Etat tout court ; ce facteur est très important dans l'attitude du président et a créé les conditions d'une coopération.

« Le fait d'être un intellectuel constitue-t-il une bonne préparation à l'exercice du pouvoir ?

« Ce n'est pas si simple, puisque pour les intellectuels j'étais un politicien, et pour les politiciens un intellectuel. Tous les jours je découvre des problèmes... et des surprises. Tout cela me rappelle une anecdote de Jean-Paul II : alors qu'il venait d'être élu pape et qu'il se sentait dépassé par certains aspects de sa tâche, il se confia à Dieu dans un rêve et Dieu lui répondit simplement : « Ne prends pas tout cela trop au sérieux ! » C'est de cette anecdote que je tire ma philosophie : je n'arriverai certainement pas à tout faire, mais ce que je ferais sera important.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et SYLVIE KAUFFMANN

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

« HONGRIE : accord sur le retrait des troupes soviétiques, selon le ministre hongrois de la défense. - Le ministre hongrois de la défense, M. Ferenc Karpati, a annoncé, mercredi 7 mars, que Budapest et Moscou avaient mis au point un accord sur le retrait des forces soviétiques de Hongrie. Au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite aux Pays-Bas, M. Karpati a déclaré que « les problèmes de transport étaient résolus » et qu'il était « convaincu que l'accord serait signé samedi ».

« DANEMARK : Les visas d'entrée seront délivrés gratuitement aux citoyens des pays de l'Est. - Le gouvernement danois exigera plus de taxe pour la délivrance des visas d'entrée au Danemark aux citoyens des pays de l'Est.

« IRLANDE DU NORD : un responsable du Sinn Féin assassiné par des inconnus. - Un responsable du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, a été tué de plusieurs balles par des inconnus, mercredi 7 mars, dans le village de Lurgan, comté d'Armagh - alors qu'il venait de quitter le commissariat local.

## ITALIE

## M. Occhetto veut faire du PCI « un parti de lutte et de gouvernement »

Un parti « réformateur, démocratique et populaire », un parti « de gauche qui opère à l'intérieur de l'internationalisme socialiste, un parti européen et internationaliste, un parti de lutte et de gouvernement ». Tels sont les contours de la « nouvelle formation politique » rêvée à voir haute mercredi 7 mars à Bologne par M. Achille Occhetto à l'ouverture du dix-neuvième congrès du parti qu'il dirige et dont il veut la « renaissance » sur des bases entièrement nouvelles.

## BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Trois heures de harangue, une large mesure d'écumenisme, un zeste d'angélisme, une dose d'auto-critique et une belle envolée finale, un peu lyrique mais concrète, directe et somme toute assez substantielle. Nul ne peut encore pré-





## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les troubles dans lesbantoustans

L'armée de Pretoria « coopère »  
avec les forces de l'ordre  
du Bophuthatswana

Le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. « Pik » Botha, a annoncé, mercredi 7 mars, au Cap, que les forces armées sud-africaines « coopèrent » avec celles du Bophuthatswana pour assurer la sécurité dans ce bantoustans noir « indépendant », où des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre auraient fait au moins sept morts. Cette assistance a été accordée à la demande du président de ce territoire, M. Lucas Mangope, a précisé M. Botha.

M. Mangope a instauré l'état d'urgence dans quatre districts de ce bantoustans situés dans la région de Garankuwa, au nord-ouest de Pretoria, théâtre de sanglants incidents au cours desquels la police et des unités de l'armée ont ouvert le feu sur une foule de plusieurs dizaines de milliers de manifestants qui réclamaient la démission du président Mangope et la réintégration du territoire au sein de l'Afrique du Sud.

Les forces de l'ordre auraient d'abord utilisé des gaz lacrymogènes, avant de tirer sur la foule et de pourchasser les manifestants. Des barricades avaient été érigées dans les rues et des bâtiments ont été incendiés.

Pendant ce temps, le calme est revenu peu à peu au Cap, après une vague de violence et de pillages qui, selon des sources hospitalières, aurait coûté la vie à plus de vingt personnes depuis le ren-

versement du président Lennox Sebe, dimanche dernier, par le général Josh « Oupa » Gqozo (vingt-sept morts et cinq cents blessés, selon M. « Pik » Botha). Le général Gqozo a entrepris de relâcher les prisonniers politiques, a indiqué la radio d'Etat sud-africaine (SABC). Il a également supprimé le poste de président.

Le conseil militaire, qui a décrété l'état d'urgence mardi, a précisé qu'il avait dissous l'Assemblée nationale du Ciskei et le Conseil exécutif du président, et qu'il assumait désormais les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Le nouveau pouvoir a décidé d'autoriser les syndicats, interdits sous le précédent régime.

Par ailleurs, le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a remercié, mercredi 7 mars, à Dar-es-Salaam, la Tanzanie pour le soutien apporté par ce pays à l'ANC dans sa lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Il a rappelé qu'en 1962 M. Julius Nyerere, alors président de la Tanzanie, avait accepté l'ouverture de camps d'entraînement de soldats de l'ANC en Tanzanie. M. Mandela devait se rendre jeudi sur l'île de Zanzibar, puis visiter les camps d'entraînement de l'ANC en Tanzanie. Toutefois, à Addis Abeba, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a annoncé mercredi que M. Mandela devait se rendre jeudi au siège de l'OUA dans la capitale éthiopienne. Aucune confirmation n'a pu être obtenue auprès de l'entourage de M. Mandela et des autorités tanzaniennes sur cette éventuelle visite. — (AFP, Reuters.)

## ETHIOPIE

L'opposition ne pourra s'exprimer  
que dans le cadre du parti unique

Le comité central du Parti des travailleurs éthiopiens (PTE) s'est prononcé, mercredi 7 mars, pour la transformation et la reconstruction du parti, en vue d'accueillir toutes les tendances politiques, dont celles des rebelles du Tigré et de l'Erythrée. Il a accepté que le nom du parti soit changé en Parti démocratique de l'unité éthiopienne.

D'autre part, les opposants pourront participer à la vie politique du pays dans le cadre du nouveau parti unique. Le président Mengistu Haile Mariam avait déclaré, lundi, que « la voie était libre » pour l'opposition si elle se constituait en mouvements ou partis. Le comité central a indiqué que le chef de l'Etat n'entendait pas par

là le multipartisme. Néanmoins, les changements de structure du parti, ainsi que les réformes économiques, impliquent des modifications de la Constitution, qui mènent probablement à la disparition de toute référence au marxisme-léninisme et au concept de centralisme démocratique.

Sur le plan économique, le comité central a décidé des réductions d'impôts sur l'industrie et ouvert la possibilité illimitée d'investissements privés dans tous les secteurs.

Les réformes dans l'agriculture, si elles sont appliquées, seraient considérables : pour la première fois depuis la nationalisation des terres en 1975, l'investissement privé sera autorisé. — (AFP.)

Les pays africains  
doivent évoluer vers un État de droit  
affirme le ministre de la coopération

Évoquant la crise en Afrique, M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération, a déclaré, mercredi 7 mars, devant l'association de la presse diplomatique, qu'il fallait « faire preuve d'imaginaire pour construire des maintenant une solidarité Nord-Est-Sud ». « Pourquoi ne pas imaginer une formule par laquelle l'Est rembourserait au Sud, le moment venu, les prêts que les pays du Nord ont en train de lui consentir ? », a ajouté le ministre, tout en soulignant que cette idée n'en était encore qu'au stade exploratoire et qu'il « faudrait un travail d'approche très long ».

Pour M. Pelletier, les pays de l'Est qui reçoivent ou vont recevoir une assistance occidentale devraient « retrouver un développe-

ment important » dans les années à venir et seront en mesure de rembourser. Cet argent pourrait servir « à faire des dons » aux pays du Sud ou éventuellement des prêts pour les plus développés d'entre eux, « si les pays du Nord en sont d'accord », a précisé le ministre.

M. Pelletier a jugé « important qu'il y ait une certaine démocratisation » en Afrique. Mais, il a ajouté que l'on ne « pouvait attaquer les Africains parce qu'ils n'ont pas encore tous le multipartisme ». « On ne peut pas exiger de nos partenaires qu'ils aient la même démocratie que nous. Cela dit, nous essayons de les pousser vers l'état de droit », a-t-il dit. — (AFP.)

COMORES : résultats officiels de l'élection présidentielle. — La Cour suprême a rendu publics, mercredi 7 mars, les résultats du premier tour de l'élection présidentielle qui a eu lieu aux Comores dimanche dernier. M. Mohamed Taki, président par l'Union nationale pour la démocratie aux Comores, arrive en tête avec 24,35 % des suffrages exprimés, suivi par M. SAÏD Mohamed Djohar, le président par intérim, avec 23,07 %. Le prince Saïd Ali Kemal obtient 13,71 % des suffrages. M. Abbas Youssouf, 13,57 %, M. Mustapha Saïd Cheik, 9,12 %, M. Ali Mroudjé, 9,03 %, M. Mohamed Hassanaly, 4,56 %, et M. Ali Mbalia, 2,56 %. Le second tour aura lieu le dimanche 11 mars. — (AFP.)

ALGÉRIE : prochaines élections communales et départementales. — Les élections communales (assemblées populaires communales) et départementales (assemblées populaires de wilayas) se dérouleront le 12 juin, a annoncé, mercredi 7 mars, à Alger, un communiqué du conseil des ministres. Ces élections, prévues initialement en décembre dernier, avaient été reportées de six mois pour permettre aux nouveaux partis politiques de s'organiser. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde SANS VISA

## AMÉRIQUES

NICARAGUA : après la défaite électorale des sandinistes

## Les Cubains annoncent la fin de leur aide militaire

Le président cubain Fidel Castro a annoncé, mercredi 7 mars, que dès l'investiture de M. Violeta Chamorro, son pays mettrait fin à l'aide militaire au Nicaragua. « Il n'est pas possible que nous maintenions la coopération militaire avec un gouvernement qui a manifesté de l'antipathie pour la révolution cubaine », a-t-il expliqué. Pour la première fois, publiquement, le numéro un cubain a

commenté la défaite des sandinistes qu'il a qualifiée de « grande leçon historique ». Il a estimé « irréaliste » et « absurde » la situation post-électorale au Nicaragua qui, selon lui, est porteuse « de grands risques de guerre civile ». M. Castro a cependant souligné que les sandinistes « n'avaient d'autre choix que de reconnaître le résultat des urnes puisque qu'ils s'étaient engagés dans cette direc-

tion ». Leur défaite, d'après le dirigeant cubain, est due, pour beaucoup, à la colère des familles dont les enfants ont été tués en combattant le Contra soutenue par les États-Unis. Mais il y a « aussi eu des erreurs de nature subjective de la part des sandinistes », a ajouté le président cubain, tout en soulignant que son pays désirait continuer à manifester « appui et solidarité » aux sandinistes.

## « Conseillers » et coopérants sur le départ...

## MANAGUA

de notre correspondant  
en Amérique centrale

Cuba a décidé de réviser sa politique de coopération avec le Nicaragua et de retirer son personnel installé dans le pays depuis plus de dix ans. Près de huit cents personnes seraient affectées par ce mouvement qui n'épargnera peut-être pas le domaine de la santé, où les Cubains jouent un rôle essentiel depuis la révolution de 1979.

« Nous avons dû rapatrier notre équipe de l'hôpital de Puerto Cabezas (quinze personnes dont douze médecins) pour des raisons de sécurité », affirme le chef de la mission médicale cubaine au Nicaragua, le docteur René Ruiz, qui a trois cent vingt personnes sous ses ordres dans l'ensemble du pays. Les autorités cubaines craignent en effet que le nouveau gouvernement, qui prendra ses fonctions le 25 avril, ne soit plus en mesure d'assurer la sécurité de leur personnel dans cette zone de guerre située sur la côte atlantique. « Malgré le changement de gouvernement, ajoute le médecin, nous sommes disposés à rester si les nouveaux dirigeants nous invitent à poursuivre notre action mais pour l'instant, nous n'avons reçu aucune indication en ce sens. » La plupart des médecins cubains souhaitent rester mais sont déçus par la décision, à la guérilla anti-sandiniste qui a provoqué cette semaine l'évacuation en catastrophe du personnel des hôpitaux d'Apanas (département de Jinotega) et de Boaco. Selon la directrice des services médicaux du ministère de la Santé, M. Marta Medina, les Cubains ont de bonnes raisons d'être inquiets à la suite des déclarations hostiles de l'Union nationale d'opposition (UNO) à leur égard. « L'UNO, dit-elle, a menacé de les

expulser du Nicaragua dès son arrivée au pouvoir. »

La Havane a donc décidé de prendre les devants en retirant d'abord ses quelque quatre-vingts conseillers militaires qui travaillaient au sein de l'armée populaire sandiniste et du ministère de l'Intérieur. De source sandiniste, on indique que le personnel diplomatique sera très substantiellement réduit et que l'ambassadeur, M. Fernando Ravelo, sera rappelé à La Havane avant l'entrée en fonction de la nouvelle présidente de la République, M. Violeta Chamorro. Au début de la campagne électorale, celle-ci avait annoncé qu'elle romprait les relations diplomatiques avec Cuba. Par la suite, elle

avait modifié sa position en parlant de « révision des relations bilatérales, selon le principe de la non-ingérence dans nos affaires internes ». Selon un collaborateur de M. Chamorro, il est « très probable » qu'aucun ambassadeur ne sera envoyé à La Havane, ce qui constituera une suspension et non une rupture des relations diplomatiques.

Choc  
de la défaite

Les Cubains, comme les sandinistes, sont encore sous le choc de la défaite électorale que La Havane a qualifiée de « victoire de l'impérialisme ». En fait, les relations entre les deux alliés s'étaient dégradées au cours des derniers mois. En choisissant la pérestroïka soviétique contre l'impérialisme cubain, les dirigeants sandinistes ont provoqué l'irritation de M. Fidel Castro en total désaccord avec la politique économique libérale en vigueur à Managua depuis janvier 89 et l'organisation d'élections démocratiques qui ont remis en question la « légitimité révolutionnaire ». Dans son dernier discours de la campagne électorale, le président Daniel Ortega, avait fait une allusion transparente à « certains de nos amis qui nous reprochent d'avoir dévié de la révolution ».

Les sandinistes avaient déjà pris la décision de réduire le niveau de leurs relations avec Cuba d'autant plus que l'essentiel de l'aide économique, notamment le pétrole vient d'URSS. Mais il n'était pas question de se passer des deux cent vingt médecins envoyés par La Havane. « Nous représentons avec les techniciens médicaux 60 % du personnel médical dans les hôpitaux à l'extérieur de Managua, affirme le docteur Ruiz. De plus nous recevons à Cuba six cents patients nicaraguayens par an pour des opérations délicates qu'il n'est pas possible de faire ici. »

Le pays n'est pas en mesure de remplacer le personnel cubain. Au moins, la moitié des médecins nicaraguayens — il en reste à peine mille cinq cents pour une population de plus de trois millions d'habitants — se sont en effet exilés aux États-Unis. La situation dans les services hospitaliers, secteur prioritaire de la révolution, deviendrait dramatique si les médecins cubains se retiraient. D'autant plus que les Soviétiques et les Allemands de l'Est souhaitent, eux aussi, remettre aux Nicaraguayens les deux hôpitaux dont ils assurent le fonctionnement.

BERTRAND DE LA GRANGE

La presse soviétique  
s'en prend à M. Fidel Castro

A l'Est, il n'y a pas que les statues de Lénine qui tombent de leur piédestal : en témoigne l'ironie perfide avec laquelle le Lider Maximo cubain, jadis personnage intouchable, vient de se faire égratigner dans la presse soviétique. Dans un portrait peu flatteur de Fidel Castro, l'hebdomadaire des Nouvelles de Moscou — Interdit, il est vrai, à Cuba — souligne, dans sa livraison de mercredi 7 mars, le mauvais état économique de l'île et surtout l'urgence de nouveaux groupes contestataires, plutôt favorables à la pérestroïka ; cela, ajoute le journal, semble marquer le passage d'une certaine apathie sociale à un mécontentement

tement caché. « Mardi soir, rompant également avec la solidarité tacite observée jusqu'ici, la télévision soviétique s'est permise, elle aussi, quelques sarcasmes sur Cuba qui « a pris sur lui de défendre le socialisme et n'abandonnera pas les grands principes ». Enfin, pour la première fois, et, comme par hasard, au moment où La Havane reçoit avec Moscou les accords de commerce bilatéraux, les Izvestia ont publié la semaine dernière le montant exorbitant de la dette cubaine à l'égard de l'Union soviétique : 15 milliards de roubles, soit 24 milliards de dollars au change officiel.

## PROCHE-ORIENT

## IRAN

M. Rafsandjani évoque une possible libération  
des otages du Liban

Le président iranien M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a renforcé, mercredi 7 mars, la thèse d'une possible libération dans un proche avenir des otages occidentaux du Liban en déclarant à la télévision nationale que son « sentiment était que le problème était en passe de trouver une solution » (nos dernières éditions du 8 mars).

M. Rafsandjani n'a pas précisé de date pour cette « solution » mais, samedi dernier, le quotidien iranien Keyhan international, passant pour favorable aux « durs » du régime, avait indiqué qu'elle pourrait intervenir avant le milieu de l'été. Auparavant, Tehran Times, journal proche du ministre iranien des affaires étrangères, avait avancé, le 22 février, que 1990 pourrait être l'année de toutes les libérations au Liban.

Aux États-Unis, les déclarations du président iranien ont suscité un certain espoir, et la Maison blanche les a qualifiées d'« encourageantes ». Un espoir prudent, cependant. Washington s'empresse d'assurer ne pas avoir d'indication qu'une libération des otages pourrait intervenir sous peu.

En revanche, à Beyrouth, l'un des groupes terroristes détenant des otages américains a tenu à tempérer l'optimisme de M. Rafsandjani. « Nous n'avons aucune intention de relâcher des otages (...) hors du cadre que nous avons proposé à plusieurs occasions », déclare — sans donner d'informations sur ce « cadre » — un communiqué publié mercredi soir à Beyrouth par l'Organisation de la justice révolution-

naire (OJR), qui met en garde contre une « opération militaire américaine ».

« Pas de négociations  
avec Washington »

L'organisation, qui détient deux Américains (Joseph Cicippio et Edward Tracy), s'est en outre élevée contre « certaines déclarations irresponsables d'amis locaux à ce sujet, qui peuvent venir de leur incompréhension des vrais mobiles américains ».

De son côté, M. Rafsandjani a démenti, après Washington, que la crise des otages fasse actuellement l'objet de négociations avec les États-Unis. « Les seules négociations que nous avons avec les États-Unis se font devant le tribunal international de La Haye » (chargé de statuer sur les contentieux américano-iraniens), a-t-il dit. Et il a ajouté : « Moi et mes amis voulons que le problème soit résolu dans la mesure où les États-Unis et d'autres l'exploitent pour dénoncer les Libanais comme des terroristes et ne

cherchent pas sérieusement une solution ».

Après la publication de l'édition de Keyhan international, les milieux diplomatiques de Téhéran étaient parvenus à la conviction que M. Rafsandjani avait accordé aux durs du régime leur accord pour dénouer le drame des 17 otages occidentaux encore détenus au Liban par des organisations chérites pro-iraniennes. Les otages sont huit Américains, trois Britanniques, deux Allemands, deux Suisses, un Irlandais et un Italien.

Enfin le 28 juillet dernier, M. Rafsandjani avait inauguré sa présidence par une offre d'aide aux États-Unis pour résoudre l'affaire des otages et ainsi mettre fin à l'isolement international de l'Iran. Mais le président iranien avait alors été systématiquement contredit par l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Ali Mohtashemi, chef de file des radicaux et principal responsable de la « connexion iranienne » avec les preneurs d'otages libanais de vivants de l'imam Khomeiny (mort le 3 juin dernier).

Les fréquentes et longues visites que vient d'effectuer en Iran cheikh Mohammad Hussein Fadallah, guide spirituel des intégristes pro-iraniens au Liban, ont sans doute joué un rôle déterminant dans le changement de donne en Iran et la « volte-face des durs ». Le 1<sup>er</sup> mars, cheikh Fadallah, cité mercredi par le président iranien, avait annoncé à Beyrouth disposer d'« éléments tangibles » laissant présager la libération d'otages. Il précisait avoir « entrepris récemment des démarches pour créer une atmosphère positive afin de clore le dossier ». — (AFP.)

Nouveau rebondissement dans le contentieux franco-iranien

La cour d'appel de Versailles annule  
une décision favorable à Eurodif

Le dossier du contentieux financier qui oppose la France à l'Iran depuis près de dix ans a connu mercredi 7 mars un rebondissement supplémentaire. La cour d'appel de Versailles a annulé un arbitrage favorable au consortium nucléaire Eurodif qui avait été rendu en avril 1985 (nos dernières éditions du 8 mars). A l'époque, la chambre de commerce internationale de Paris avait conclu à la responsabilité de l'Iran dans la rupture du contrat d'achat d'uranium enrichi à Eurodif. Les magistrats versaillais ont estimé que, dans cette affaire, les arbitres avaient « excédé leurs pouvoirs ».

S'estimant lésés par l'arrêt brutal de la politique d'équipement nucléaire décidée par les autorités iraniennes après la chute du shah,

le Commissariat à l'énergie atomique, Eurodif et la Cogema réclament des dédommagements depuis 1979. Les trois organismes français estiment le préjudice subi à 9 milliards de francs.

La complexité du dossier tient au fait que le Shah avait octroyé un prêt d'un milliard de dollars à la Cogema pour financer la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium d'Eurodif située à Tricastin. Depuis septembre dernier, la France et l'Iran s'efforcent de trouver un règlement politique à l'amiable du contentieux.

Par ailleurs, l'agence officielle iranienne IRNA a annoncé mercredi 7 mars que l'URSS avait accepté de construire deux centrales nucléaires civiles en Iran.

صوتنا من الامم

## AMÉRIQUES

BRESIL : mort de Luis Carlos Prestes

### La longue marche d'un révolutionnaire

L'ancien dirigeant communiste brésilien Luis Carlos Prestes est mort d'une leucémie, mercredi 7 mars, à l'âge de 92 ans. Il fut sans doute, trente ans avant Fidel Castro, le plus connu des révolutionnaires latino-américains.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

A l'âge où les barbudos cubains tenaient le maquis dans la Sierra Maestra, il faisait, lui, sa longue marche. Mais c'était en 1924, Luis Carlos Prestes n'était alors, pas encore communiste. A la fois officier et ingénieur, comme on l'était souvent dans une armée façonnée par le positivisme, il avait découvert dans sa région natale, le Rio-Grande-do-Sul, les tares et les retards d'un pays qui n'était alors qu'un immense latifundio.

Une révolte de lieutenants avait éclaté deux ans plus tôt. La sienne semblait n'être qu'une grogne de plus, de la part de grands impatients devant les jeux politiques qui se pratiquaient à Rio-de-Janeiro. A la tête d'un millier de soldats rebelles, il se mit

en marche, et parcourut le Brésil en tous sens. Stratège de la guerre de mouvement, il s'employait, entre deux combats, à éduquer d'autres feux : la réforme agraire, la gratuité de l'enseignement, le droit de vote aux analphabètes, la lutte contre la corruption, formaient l'essentiel d'un programme qui, soixante ans plus tard, tenait encore, la plupart des besoins recensés n'étant toujours pas satisfaits.

Les exploits de la colonne Prestes valurent au jeune capitaine une auréole de chef révolutionnaire et de « Chevalier de l'espérance », titre que Jorge Amado donna plus tard à sa biographie. Mais la déception fut à la mesure de son courage et de son idéalisme : alors qu'il voulait améliorer le sort des populations, celui-ci empirait après son passage, du fait des excès commis par les troupes fédérales. Craignant qu'à force d'errance, ses compagnons ne se tournent vers le banditisme, il finit par renoncer à son entreprise. En deux ans, il avait parcouru 25 000 km et semé des germes qui devaient lever bien après.

Les années d'exil, en Argen-

tine, firent découvrir à l'officier, déjà lecteur de Diderot et de Rousseau, l'Etat et la révolution de Lénine. Ce fut le choc, qui décida de son engagement communiste. En 1931, le voici à Moscou d'où le Komintern ne tardait pas à l'envoyer préparer la lutte armée dans son pays. L'erreur sera lourde de conséquences. La révolte armée que le parti communiste brésilien fait éclater dans plusieurs casernes, en novembre 1935, est non seulement un échec, qui conduit Prestes en prison, mais elle crée un traumatisme durable dans l'armée brésilienne : celle-ci verra longtemps dans toute agitation populaire un remake de putsch rouge.

Le Brésil est alors dirigé par Getulio Vargas, un militaire qui a réussi, lui, sa révolution, mais en la mettant à l'autre bout du jour, celui du corporatisme fascisant. Prestes moisit dans les geôles de l'Estado novo brésilien jusqu'en 1945. En bon leader communiste, il met ses rancunes de côté, quand Vargas se range, sur le tard, au côté des alliés et promet de démocratiser le pays. De sa cellule, il appelle ses compagnons de parti à appuyer leur

ancien persécuteur, au nom de la lutte antiraciste.

L'histoire de l'ancien capitaine devient alors celle du PCB, dont il est secrétaire général et qui ne connaît jusqu'au putsch militaire de 1964 que de brèves années de légalité. Pendant longtemps, il vit dans une semi-clandestinité. Les communistes jouent un rôle-clé dans le gouvernement Goulart (1961-1964) dont les maladresses autant que le programme de réformes conduisent au coup d'Etat des généraux. Prestes réussira pendant sept ans à se cacher, avant de reprendre le chemin de l'exil à Moscou, d'où il dirige la résistance au régime des « gorilles ».

Quand le régime militaire se libéralise et promet une transition démocratique, la majorité des dirigeants du PCB jugent nécessaire de favoriser cette évolution. Prestes, lui, ne voit là qu'un leurre et demande aux militants de continuer de lutter « pour le socialisme ». En rupture avec la majorité des siens, il perd en 1980 son poste de secrétaire général et quitte le parti qu'il accuse d'avoir viré à droite.

Ses dernières années, il les

passa à chercher un parti brésilien « qui soit vraiment marxiste-léniniste ». Malgré l'abondance des sigles révolutionnaires, il n'en trouve pas. Il finit un moment avec le mouvement de « Lula », dirigeant ouvrier (récemment candidat redoutable à la présidence) dont il apprécie l'authenticité mais à qui il reproche « de ne pas lire assez ». Il finit par se rallier, faute de mieux, dit-il, au parti travailliste de Leonel Brizola.

A 92 ans, il avait gardé, dans son visage de moine épuisé par les jeûnes, une extraordinaire vivacité. Il poussait le paradoxe jusqu'à se dire gorbachevien et paraisien en même temps d'un socialisme radical. Personne ne lui en tenait rigueur. Il était abasourdi de toutes ses erreurs, de toutes ses contradictions, pas seulement à cause de son passé prestigieux, d'une vie militante pas trop défigurée par les turpitudes stalinienne, mais parce qu'il avait de cœur, il n'avait rien d'un bureaucrate, d'un dinosaure de parti et était toujours capable de dénoncer, avec une jeunesse inépuisable, la misère de tant de ses compatriotes.

CHARLES VANHECKE

HAITI : alors que l'agitation se développe

Le général Avril n'exclut pas d'abandonner le pouvoir

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Alors que les manifestations anti-gouvernementales se multiplient en Haïti, le général Prosper Avril n'a pas exclu la possibilité d'abandonner le pouvoir. Interrogé mercredi 7 mars par les journalistes haïtiens, le général-président a déclaré qu'il « n'a rien de personnel », il était prêt à partir si le peuple le lui demandait. Mais il a aussitôt ajouté que son départ entraînerait le chaos et il s'est prononcé en faveur d'une concertation nationale pour organiser les élections. Une ouverture qui arrive bien tard : dans un communiqué commun, les principaux partis politiques, de la droite modérée aux communistes, ont appelé, mercredi, la population à se soulever contre le régime militaire.

Six organisations de gauche avaient lancé, lundi, un véritable ultimatum au président du gouvernement militaire, exigeant qu'il abandonne le Palais national jeudi au plus tard. Comme au cours des derniers mois de la dictature de Duvalier, les manifestations se multiplient en province. Mercredi, des cortèges se sont formés à Léogane, Saint-Marc, Jacmel, Mirebalais et Miragoane, cinq des principales villes du pays. Les manifestants, jeunes pour la plupart, exigent la démission du général Avril. La situation est tendue à Cap-Haïtien et à Gonaïves, où plusieurs milliers de manifestants ont scandé des slogans hostiles au général Avril.

L'enterrement d'une fillette de onze ans, tuée trois jours auparavant par l'armée à Petit-Goave, à soixante kilomètres à l'ouest de la capitale, devait être jeudi l'occasion de nouvelles manifestations anti-gouvernementales. Onze partis, parmi les principaux du pays, ont annoncé qu'ils s'étaient mis d'accord sur une formule de transition qui devrait aboutir à l'installation d'un président élu au plus tard le 7 février 1991. Le gouvernement provisoire, sous la présidence d'un membre de la Cour de cassation, serait assisté d'un Conseil d'Etat formé de représentants des différents secteurs de la société haïtienne.

L'éventail des partis soutenant cette alternative est large, elle va du mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (Midcentriste) de M. Marc Bazin au Parti unifié des communistes haïtiens (Puch), en passant par le Konakom et le Panpra, deux formations se réclamant du socialisme démocratique. De plus en plus isolé, le général Avril ne peut plus guère compter que sur sa garde présidentielle, qui demeure la principale unité de l'armée haïtienne. Au pouvoir depuis près de dix-huit mois, le président haïtien, qui a perdu l'appui de Washington, est présenté dans un récent rapport de quatre organisations américaines de défense des droits de l'homme comme « un despote qui utilise la violence et la terreur pour se maintenir au pouvoir ».

JEAN-MICHEL CAROIT

THEOLOGIE HISTORIQUE 80

VOUS FEREZ CECE EN MEMORIAL DE MOI

ANNONCE ET SOUVENIR DE LA MORT DU RESSUSCITE

par BERTRAND DE MARGERIE

PRÉFACE D'ANDRÉ MANARANCHE

Une compréhension exhaustive de la parole de Jésus

Faites ceci comme mon mémorial

156 FF 354 pages

BEAUCHESNE

72, rue des Saussaies - 75007 PARIS

Le Monde

## DIPLOMATIE

Le général Bechir confirme le projet d'union soudano-libyenne

Le chef de la junte soudanaise, le général Omar El Bechir, a confirmé la rédaction à Tripoli d'une « déclaration d'intégration » entre la Libye et le Soudan, qui devrait conduire à une « union complète » des deux pays dans un délai de quatre ans.

Dans des déclarations faites au retour de sa visite en Libye et rapportées, lundi 5 mars, par la presse gouvernementale soudanaise, le général Bechir indique que les dispositions de la déclaration d'intégration entreraient en application après sa ratification par les instances législatives des deux pays.

La « déclaration d'intégration » entre la Libye et le Soudan constitue une double provocation dirigée, d'une part, contre le colonel Garang qui a toujours posé comme préalable à la conclusion de la paix dans le Sud l'abolition des pactes limitant la souveraineté du Soudan et, de l'autre, contre l'Égypte qui a appuyé l'actuel régime islamique de Khartoum parce qu'il affaiblissait les liens entre le Soudan et la Libye. Elle constitue surtout une provocation contre le peuple soudanais qui considère les comités populaires de salut national comme dépourvus de toute légitimité, et de simples organes de répression. Dans ces conditions, le nouveau projet d'union soudano-libyenne, qui risque fort de demeurer lettre morte - comme tant d'autres coscous dans le monde arabe - n'a apparemment pour but que de convaincre les Libyens de fournir aux militaires soudanais les armes dont ils ont besoin pour remporter dans le Sud une impossible victoire militaire. - J. G.]

□ Suspension de l'aide économique et militaire américaine au Soudan. - L'assistance économique et militaire américaine au Soudan a été levée à dater du 1<sup>er</sup> mars en vertu d'une clause de la loi sur l'aide à l'étranger prévoyant la suspension de cette aide aux régimes issus de coups d'Etat qui n'ont pas rétabli les libertés démocratiques dans les huit mois, à compter, mercredi 7 mars, un fonctionnaire du département d'Etat. Aux termes de cette clause, qui couvre toutes les formes d'assistance sauf l'aide humanitaire et alimentaire, le Soudan doit perdre un total de quelque 50 millions de dollars.

□ AUTRICHE : l'ambassadeur en Israël ne sera pas remplacé. - L'ambassadeur d'Autriche en Israël, nommé à un autre poste, ne sera pas remplacé, a confirmé mercredi 7 mars un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Vienne. L'Autriche sera représentée à l'avenir en Israël par un chargé d'affaires. Depuis l'élection de l'ancien secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim - accusé par des organisations juives d'implication dans des crimes de guerre - à la présidence en Autriche, Israël n'est plus représenté à Vienne que par un chargé d'affaires. (AFP)

Côtes-du-Nord ont perdu le Nord pour devenir les Côtes-d'Armor.

Le Monde

## POLITIQUE

## La préparation du congrès du Parti socialiste

### En Seine-Saint-Denis, où les mauroyo-jospinistes et les fabiusiens sont à couteaux tirés, les rocardiens en profitent

Alors que MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin s'efforcent d'apparaître comme seuls susceptibles de réaliser une synthèse entre les courants du PS au congrès de Rennes, M. François Mitterrand encourage la recherche d'une solution intermédiaire, acceptable pour les deux camps entre lesquels se répartissent ceux qui se réclament de lui. Les sections de Paris et de cinq autres départements d'Ile-de-France achèvent de voter jeudi soir 8 mars. Les résultats de ces scrutins pourraient être décisifs pour l'ordre d'arrivée des deux motions de tête, celle de M. Fabius et celle de MM. Mauroy, Mermaz et Jospin.

« Où est le tire-bouchon ? » Question judicieuse. Les militants de la section socialiste de Noisy-le-Grand, qui font la queue pour voter sur les motions, en cette soirée du mercredi 7 mars, commencent à tirer la langue. Il devient urgent d'ouvrir les bouteilles de Bordeaux prévues pour accompagner le brie et le pâté du buffet peu campagnard organisé pour la circonstance dans la salle de réunions du quartier de la Butte-Verte. Personne, hélas ! ne sait où est le tire-bouchon.

Les concubines continuent, par petits groupes, autour de l'autre table, celle où les dirigeants de la section procèdent aux interminables formalités du scrutin. Deux ouvriers portugais parlent football. Un Ivoirien, très sûr de lui, explique à un Gabonais, plus réservé, que « le Parti socialiste est critiqué, mais dis-moi où tu trouves un parti plus démocratique... Même le RPR essaie maintenant de faire comme nous... ». Un jeune beur fait savoir qu'il n'a pas adhéré au PS « pour

choisir des hommes » mais « pour défendre des idées ».

Dans un coin de la salle, un militant aux tempes dégarnies s'isole pour rédiger un texte avec beaucoup d'application. Soudain, un frémissement de plaisir parcourt l'assistance : on a enfin trouvé le tire-bouchon ! Dans la poche de « Michel », le premier secrétaire de la section, un rocardien.

Ici, les mauroyo-jospinistes et les fabiusiens sont aussi minoritaires les uns que les autres. Ils savent même que ce soir, alliés contre nature, ils le seront encore plus que d'habitude. C'est un des leurs qui met en forme, dans ce coin de la salle, la pétition destinée aux instances fédérales et nationales. Il s'agit de demander la destitution de « Michel ».

Pas à cause du tire-bouchon un instant camouflé, bien entendu, mais parce que les effectifs de la section de Noisy-le-Grand viennent subitement de grossir de quelque soixante-dix nouveaux membres actifs, pour la plupart réintégré dans le fichier « par le premier

secrétaire, au dernier moment, comme par hasard », après un an ou deux d'absence.

« Inacceptable ! », disent-ils. A voix basse. Quand on est militant socialiste en Seine-Saint-Denis, pris en tenaille entre les derniers bataillons du PCF et la coalition UDF-RPR, on ne déballe pas son linge sale en public, surtout dans une municipalité de droite.

De toute façon, qu'ils soient partisans de la motion Mauroy-Jospin ou de la motion Fabius, les militants de Noisy-le-Grand n'ignorent pas que l'avenir de la fédération dépendra surtout de la bataille qui les oppose entre eux dans la plupart des autres sections, celles qui doivent voter jeudi soir.

Jusqu'à présent, après le vote du quart des 42 sections du département, soit 746 mandats sur près de 2 800, la motion rocardienne arrive en tête avec un meilleur résultat (31 %) que dans l'ensemble des fédérations de province, devant celle des fabiusiens (28 %) et celle des mauroyo-jospinistes (18 %), tandis que les « petites » motions se situent nettement au-dessus de leur moyenne nationale provisoire avec près de 10 % pour celle de M. Chevènement, 7 % pour celle de M. Poperen et environ 5 % pour celle de M. Dray.

Les fabiusiens s'attendent à progresser avec les votes des « gros tromblons » du Pré-Saint-Gervais et des Lilas, que contrôlent le sénateur Marcel Debarge et le député Claude Bartolone, deux des plus fidèles soutiens du président de l'Assemblée nationale. Les mauroyo-jospinistes ne doutent pas de réduire l'écart actuel grâce aux « votes mammoth » d'Épinay-sur-Seine, Neuilly-sur-Marne, Bondy, les principaux fiefs des députés Gilbert Bonnemaison, Jacques Mahéas et de Claude Fuzier, l'ancien compagnon de Guy Mollet, qu'assistent aujourd'hui le premier secrétaire fédéral, M. Gilbert Rogot, conseiller général.

Le tire-bouchon a fait son office. Son propriétaire, « Michel », fait semblant de ne pas voir circuler la pétition anti-rocardienne des protestataires de Noisy-le-Grand qui le vise et rassemble déjà une ving-

taine de signatures. Apparemment, il s'en moque.

Sur le fichier électoral, les signatures s'accumulent en faveur de la motion 3. Son impossibilité donne raison... à M. Bartolone, qui, au Palais-Bourbon, s'emploie volontiers, au nom des fabiusiens, à dédramatiser la dégradation des rapports entre les différents courants : « Les mauroyo-jospinistes me traitent de tueur. Nous leur répondons parfois que certains de leurs représentants expriment une pensée politique approchant le degré zéro, mais les insultes restent fraternelles parce que, ici, nous nous connaissons sous très bien ; nous avons tous commencé par coller des affiches ; personne ne peut reprocher à l'autre de ne pas mériter sa place, et certains arguments ne portent plus, comme celui qui consiste à faire croire, ailleurs, que Fabius c'est la droite... ».

Car il sait, lui, « Michel », que ce qui se passe ce soir dans sa section de Noisy-le-Grand est plutôt atypique. Partout ailleurs, en Seine-Saint-Denis, comme dans les autres départements, la vraie bagarre, c'est celle qui déchire feu le courant mitterrandiste.

Les mauroyo-jospinistes n'en finissent pas, en privé, de dresser l'inventaire des vilénies fabiusiennes. Le plus déabusé de tous leurs notables est peut-être M. Bonnemaison. Le maire d'Épinay-sur-Seine, qui en a pourtant vu d'autres, se demande si son parti va survivre à cette épreuve : « Toutes ces rumeurs, ces médiocrités, je n'ai jamais vu ça ! Ils [les fabiusiens] ont même fait courir le bruit que j'aurais menacé de licencier certains de mes employés municipaux s'ils ne votaient pas pour la motion 1. Je défie quiconque de prouver ça. Dans ma section, le vote a toujours été pluraliste, j'en fais un point d'honneur. Tout cela me désole. Je ne supporte pas que par ambition personnelle on ait amené le parti là où il en est. A force de faire passer les personnes avant les idées, nous n'aurons bientôt plus besoin de savoir qui sera le chef, parce que plus personne n'attachera d'importance à un groupuscule. Il faut redonner la barre d'urgence. Je suis d'un natu-

rel modéré, mais je parlerai haut et fort si ça continue. Ça me dérange... ».

Le premier secrétaire fédéral, M. Roger, adjoint de M. Fuzier à la mairie de Bondy, n'est pas moins pessimiste : « Avec les rocardiens, nous avons eu de vrais débats idéologiques, par exemple avant les dernières municipales, mais avec eux [les fabiusiens], qui font toujours passer l'intérêt partisan avant l'intérêt collectif, on ne peut plus travailler. Je n'arrive pas à imaginer comment on va pouvoir continuer à travailler ensemble au lendemain du congrès. ».

Personne, en Seine-Saint-Denis, ne croit donc aujourd'hui à la réconciliation des frères ennemis. Les seuls à s'accrocher à cette idée sont les militants de la Nouvelle école socialiste (NES), qui ont réussi, sur les traces de M. Julien Dray, à construire, sur fond de lutte contre le racisme et l'extrême droite, une force militante très active, en particulier, dans les universités de Villeneuve, de Saint-Denis, où la motion 4 a obtenu quelques-uns de ses meilleurs résultats.

Mais ils le font surtout parce qu'ils se refusent à imaginer qu'ils pourraient servir de charnière dans un éventuelle alliance entre le tandem Mauroy-Jospin et le premier ministre, dont la politique actuelle est leur principale cible. « C'est dur, parfois, de militer dans un parti qui se bipolarise tellement qu'on a l'impression d'appartenir à un parti démocrate à l'américaine où l'on ne pense plus qu'à la désignation du candidat à la prochaine élection présidentielle », avoue M. Patricia Philippe, qui représente la NES au secrétariat fédéral.

La section de Noisy-le-Grand a fini de voter. Les contestataires déposent par écrit leurs réserves. « Michel », le premier secrétaire rocardien, n'en a cure. Sa motion, rassemblée 60 % des suffrages, l'emporte sur celle des fabiusiens (11,85 %) et celle des mauroyo-jospinistes (8,88 %). Il remet tranquillement son tire-bouchon dans sa poche.

ALAIN ROLLAT

## La recherche d'un « troisième homme »

Suite de la première page

Recevant mercredi M. Mauroy, le président de la République a observé, d'une part, qu'il revient au premier secrétaire de rechercher la synthèse, d'autre part, que ce sera, en l'occurrence, difficile (le Monde du 8 mars). Les partisans de MM. Mauroy et Jospin, ne retenant que la première partie du propos, en ont tiré argument en leur faveur et ont fait courir, mercredi, le bruit d'un soutien du chef de l'État à leur démarche. Se couvrir de la bénédiction supposée de M. Mitterrand est, pour eux, le meilleur moyen d'effacer l'impression créée par les propos initiaux du ministre de l'Éducation nationale, qui impliquaient un accord avec M. Rocard.

Cette façon de faire semble avoir irrité le chef de l'État. Ce dernier a prévu de recevoir jeudi après-midi M. Fabius, avec lequel il s'était entretenu dès lundi au téléphone. D'autres signes indiquent que M. Mitterrand n'accorde à M. Mauroy qu'un pourcentage de chances limité de parvenir à incarner une synthèse. M. Roland Dumas, qui penchait pour la motion Mauroy-Mermaz-Jospin, mais avait été dissuadé de la signer

par M. Mitterrand, se présente, dans un entretien publié par le *Nouvel Observateur*, comme l'homme capable de « rapprocher les points de vue » au sein de l'ex-courant mitterrandiste, dont il estime que la division doit être imputée à M. Fabius. Tout en déclinant à ce dernier le droit « automatique » de désigner le futur premier secrétaire, sous prétexte que sa motion serait arrivée en tête, le ministre des affaires étrangères estime que le président de l'Assemblée nationale dispose d'un « droit de préférence » et que « d'autres arrangements peuvent être trouvés ».

M. Mermaz ou M. Joxe ? M. Cresson ou M. Dumas ?

M. Edith Cresson, elle aussi très proche du chef de l'État et qui, comme M. Dumas, avait reçu consigne de ne pas signer de motion, est encore plus discrète. Dans la déclaration qu'elle a faite au *Monde*, le ministre des affaires européennes, qui ne peut être suspecté de sympathie pour le député de la Seine-Maritime, affirme, néanmoins, qu'elle n'est « sûrement pas » pour un front anti-Fabius. Elle juge essentielle « la réunification des mitterrandistes » et affirme son attachement à une solution qui soit acceptable pour tous.

Les propos de M. Cresson, comme ceux de M. Dumas, ne doivent rien au hasard, venant de membres du gouvernement qui, dans la préparation du congrès, se sont marqués - ou laissés marquer - comme porte-parole officiels des souhaits présidentiels.

Au reste, la recherche d'une solu-

Ces handicaps sont tels qu'on ne peut exclure un congrès s'achevant par la reconduction de M. Mauroy au poste de premier secrétaire. Celle-ci apparaîtrait cependant comme une défaite pour M. Fabius. A l'inverse un autre choix en serait une pour M. Jospin.

Le ministre de l'Éducation nationale ne dissimule pas que, à ses yeux, le succès de M. Fabius doit beaucoup au déficit d'« image » de M. Mauroy. Il n'est pas sûr qu'il puisse, pour autant, raisonner aujourd'hui au choix qu'il avait fait, en mai 1988, d'opposer le premier chef de gouvernement de M. Mitterrand au deuxième. Seul M. Rocard pourrait lui éviter cette recrudescence.

PATRICK JARREAU

M. Cresson et M. Dumas n'ayant signé aucune motion, ils ne peuvent, en principe, appartenir au futur comité directeur qui désignera le futur premier secrétaire.

## Les opposants à la direction du PCF se rencontrent à la Mutualité

Les « rénovateurs » et les « reconstruc-teurs » ont décidé de creuser ensemble les fondations d'une « maison commune » à tous les communistes. Vaste chantier sur lequel les promoteurs précédents, tout au long de l'histoire, se sont cassés les dents. Il y a quelques mois encore, les rénovateurs du MRC, qui sont en dehors du PCF, patiemment pour voir venir à eux les reconstruc-teurs de l'ARIAS, qui sont toujours au PCF.

L'histoire semble en avoir décidé autrement. Après s'être séparés de leur premier chef, M. Pierre Juquin, les rénovateurs ont éclaté en deux tendances sous l'impulsion de leur second chef, M. Claude Labres. Le premier avait obtenu 2 % à l'élection présidentielle de 1988, le second a donné 0,4 % à sa liste européenne en 1989. Si M. Juquin s'est lancé sans la création d'une discrète mouvance européenne « écosocialiste », M. Labres a préféré choisir le « réformisme », qui lui permet de jeter des ponts entre le PS et le PC italien grâce à une structure appelée Forum progressiste.

M. Labres, parti, le Mouvement des rénovateurs communistes - « maintenant » et très amoindri - a

dé limiter ses ambitions. L'histoire va dans l'autre sens. Les rénovateurs, dont l'échec est patent, se tournent vers les reconstruc-teurs et tous rejoindront peut-être un jour les refondateurs. En attendant, les deux premiers courants organisent, vendredi soir 9 mars à la Mutualité, des retrouvailles, en présence de quelques non-communistes, dont une historienne, M. Lily Marcon, et de quelques anciens syndicalistes communistes, dont M. Jean-Louis Moynot.

Le réalisateur de télévision, Raoul Sangla est aussi prévu au programme. Un médecin, M. Serge Rocher, fils de Waldeck, le prédécesseur de M. Georges Marchais au poste de secrétaire général du PCF, pourra établir un diagnostic de la faillite de la III<sup>e</sup> Internationale. Et M. Daniel Lacroix, ancien secrétaire de la section communiste de Renault-Billancourt, silencieux depuis février 1985 - date à laquelle il a été exclu du comité central pour être remplacé par M. Jean-Louis Fournier, secrétaire du syndicat CGT du même établissement - pourra sans doute donner un éclairage sur la stratégie de luttes « victorieuses » engagée par la direction du PCF à la Régie.

## Le contentieux des élections municipales devant le Conseil d'Etat

### M. Maurice Faure n'est plus maire de Cahors

L'annonce d'élections partielles dans des villes testées continue à tomber au rythme des annulations des scrutins municipaux du mois de mars 1989. Après les électeurs de trois communes de la région parisienne, conservées de justesse par le PC (Clichy-sous-Bois, Pantin, Colombes), après ceux de Dunkerque, gagnée de fort peu par le PS, ce sont ceux de Cahors, sauvée difficilement par le MRG, qui ont appris le 7 mars qu'ils devraient retourner aux urnes.

Une page de l'histoire de Cahors a été tournée, indirectement, par le Conseil d'Etat. Depuis 1965, M. Maurice Faure était l'indéniable maire de la préfecture du Lot. Sa nomination au Conseil constitutionnel en février 1989 ne l'avait pas dissuadé de conserver ses mandats locaux. Mais s'il est encore président du conseil général de son département, la justice vient de le priver de sa mairie, et il avait prévu que, dans ce cas, il ne tenterait pas de la reconquérir.

Ses mésaventures du mois de mars dernier ont effectivement de quoi l'en déstabiliser. Le choc a eu lieu dès le premier tour. Sa liste n'obtenait que 41,81 % des suffrages exprimés, contre 26,45 % à celle de M. Pierre Mas (UDF-CDS), 15,97 % à celle de M. Romain (RPR) et 15,74 % à une équipe d'extrême gauche. Au deuxième tour, sur 8 791 suffrages exprimés, la liste du maire sortant en obtenait 3 809 (43,32 %), contre 3 795 (43,16 %) à celle de la droite unie, et 1 187 (13,50 %) à celle de l'extrême gauche.

Quatorze voix : cela se conteste devant les tribunaux. M. Mas n'y manqua pas, présentant de nombreux griefs, dont un seul, mais c'est suffisant, lui permit d'obtenir gain de cause : deux cent électeurs avaient voté en usant d'une procuration établie par un sous-officier de police judiciaire à la

retraite, et révéla de la signature de ce dernier. Le tribunal administratif de Toulouse releva qu'il y avait là une irrégularité, et cassa les élections. Les colistiers de M. Faure firent appel au Conseil d'Etat, mais pas lui. Il estima que « la fonction qu'il exerce [au Conseil constitutionnel] lui interdit de persister plus avant dans un contentieux administratif de droit électoral ».

Bien lui en prit, puisque le Conseil d'Etat, suivant l'opinion du commissaire du gouvernement, a donné tort, mercredi 7 mars, à ses amis. Donnant une interprétation stricte de l'article R. 72 du code électoral, qui régit les conditions d'établissement des procurations, il a fait remarquer que le policier en retraite qui avait établi les documents litigieux n'était pas officier de police judiciaire. Cela lui donnait le droit, délégué par quelque un disposant de cette qualification, de se rendre auprès des personnes ne pouvant se déplacer,

pour recueillir les documents nécessaires, mais pas celui d'établir, lui-même, les procurations.

Faisant application de sa jurisprudence constante, le Conseil a donc délaqué 201 voix du nombre de suffrages exprimés et de ceux obtenus par la liste arrivée en tête. L'équipe de M. Faure n'obtient plus la majorité relative et l'élection est cassée, puisqu'il n'est pas possible de savoir qui aurait bénéficié des votes contestés.

Les électeurs de Cahors vont donc devoir retourner aux urnes, mais ils ne pourront plus voter pour M. Faure. Celui-ci avait prévu que, si le scrutin était annulé, il ne se représenterait pas. La liste de gauche devrait être conduite par M. Bernard Charles, député MRG, qui figurait déjà dans l'équipe proclamée élue en mars, même s'il a déclaré, mercredi soir, que « pour l'instant la tête de liste et les colistiers (...) n'ont pas encore été désignés officiellement ».

THIERRY BREHIER

## Annulation à Romans

Le Conseil d'Etat a annulé, mercredi 7 mars, l'élection municipale de Romans (Drôme), estimant que la diffusion tardive d'un tract mettant en cause l'honorabilité du chef de file de la liste d'opposition a été de nature à « altérer la sincérité du scrutin ».

Le 12 mars 1989, M. Etienne-Jean Lapassat (PS) avait été réélu maire de Romans avec 227 voix d'avance (sur 12 673 suffrages exprimés) sur son concurrent, M. Georges Durand, député (UDF) de la Drôme. M. Durand avait déposé un recours en annulation auprès du tribunal administratif de Grenoble dès le lendemain du vote au scrutin. Cette juridiction avait confirmé la validité de l'élection de M. Lapassat. M. Durand avait ensuite fait appel devant le Conseil d'Etat qui vient de lui donner raison. Le tract incriminé par le

député UDF avait pour titre : « La préfecture refuse la liste que Durand vous a présentée. » Il indiquait que le candidat de l'opposition avait été « obligé de refaire sa liste en catastrophe parce qu'il y faisait figurer deux candidats non éligibles ». « Un tel homme peut-il être maire de Romans ? », concluait le tract auquel M. Durand n'avait pas pu répondre.

Les Romains devront donc retourner aux urnes avant l'échéance annoncée très serrée. Au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988, M. François Mitterrand l'avait emporté sur M. Jacques Chirac avec 782 voix d'avance. Aux législatives suivantes, un mois plus tard, le candidat socialiste, M. Lapassat, devait s'incliner devant M. Durand. Il était d'ailleurs battu de 79 voix à Romans.

صلى الله عليه وسلم

## POLITIQUE

# Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 7 mars au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand.

Le président de la République est intervenu au terme de la communication de MM. André Laignel, secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle, et Robert Chapuis, secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique, pour considérer que le crédit-formation « représente l'un des acquis sociaux les plus importants de ce gouvernement ».

M. Louis Le Penec, porte-parole du gouvernement, qui rappelle ce propos, a également indiqué que le chef de l'État avait souligné « l'on veille à ce que les manifestations » qui marquent chaque année la Journée internationale des femmes (sujet sur lequel M. Michèle André, secrétaire d'État chargé des droits des femmes venait de faire une communication), « revêtent un certain éclat », car la chose est importante.

Enfin, à l'occasion de la communication hebdomadaire de M. Roland Dumas sur la situation internationale, le président de la République a informé le conseil que le chancelier allemand Helmut Kohl l'avait appelé lundi dernier pour l'informer de la position qu'il prendrait sur la ligne Oder-Neisse. A cette même occasion, a précisé M. Le Penec, M. Mitterrand a invité le gouvernement à réaffirmer la volonté de la France sur le siège du Parlement à Strasbourg. La position de la France doit être très clairement réaffirmée à nos partenaires, a indiqué le chef de l'État, le porte-parole du gouvernement précisant que le gouverne-

ment serait amené à prendre position ce mercredi ou dans les jours prochains.

A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant dont nous publions les principaux extraits :

### MODIFICATION DU CODE DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS ET DES COURS ADMINISTRATIFS D'APPEL

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel et complétant la loi du 6 janvier 1986 fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs.

Dans le souci d'accélérer le cours des procédures contentieuses, le projet de loi permet notamment aux présidents de ces juridictions de statuer seuls, par ordonnance, pour donner acte de désistements, constater qu'il n'y a pas lieu de statuer sur une requête et rejeter certaines conclusions manifestement irrecevables.

### FORMES DE PROMULGATION DES LOIS PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un décret modifiant le décret du 19 mai 1959 relatif aux formes de promulgation des lois par le président de la République.

Ce décret actualise le décret de 1959 : il modifie la formule mentionnant que la loi a fait l'objet d'un examen du Conseil constitutionnel et la formule de promulgation des lois adoptées par référen-

### LA JOURNÉE DES FEMMES (Lire page 23)

### BILAN ET PERSPECTIVES DU CRÉDIT-FORMATION

Le conseil des ministres du 8 février 1989 avait décidé de mettre en place le crédit-formation individualisé pour les jeunes demandeurs d'emploi non diplômés. Le secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle a présenté, un an après, le bilan et les perspectives du crédit-formation et le secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique a exposé la contribution de l'éducation nationale au nouveau dispositif.

### I. - Le dispositif du crédit-formation est désormais en place pour les jeunes

a) 262 zones de formation ont été créées par les préfets de région ; 400 coordinateurs ont été installés pour les animer.

b) Le crédit-formation attire de nombreux jeunes.

À la fin février 1990, 160 000 jeunes ont obtenu une première démarche, 65 000 bilans individuels ont été dressés et 60 000 engagements de crédit-formation ont été signés. Le nombre de jeunes qui ont demandé à bénéficier du crédit-formation est passé de 8 000 en novembre à 14 000 en janvier 1990.

c) Il faut augmenter l'offre pour faire face à la demande. A cet effet, il importe [...] d'élargir le crédit-formation aux salariés, sujet en cours de négociation avec les partenaires sociaux, puis aux demandeurs d'emploi ; un projet de loi posant les principes du crédit-formation est en préparation pour faciliter les négociations que suppose son extension ;

- se donner comme objectif pour 1991 d'atteindre 200 000 places de crédit-formation pour l'ensemble des publics et dispositifs de formation intéressés.

### II. - La contribution de l'éducation nationale

a) L'éducation nationale a mis en place un dispositif d'aide à l'insertion.

Constitués autour du chef d'établissement, des groupes d'aide à l'insertion proposent, après un entretien, différentes possibilités à chaque jeune :

- la reprise d'une formation initiale : en 1989-1990, ce sont plus de 32 000 jeunes sur 105 000 pour lesquels une sortie anticipée de l'école a pu être évitée ;

- des sessions d'information et d'orientation de trois à sept semaines, pour les jeunes qui n'ont pas encore de projet, et qui permettent de dresser un bilan individuel approfondi (6 000 à 7 000 jeunes chaque année) ;

- une nouvelle préparation par alternance pour les jeunes qui ont échoué à un examen de CAP ou de BEP (4 500 cette année) ;

- des cycles d'insertion professionnelle par alternance destinés aux élèves prêts à quitter le système scolaire et qui ne peuvent reprendre directement une formation sanctionnée par un diplôme (10 000 jeunes) ;

- un itinéraire personnalisé d'accès à la qualification qui s'adresse aux jeunes non diplômés, pendant la première année qui suit leur sortie de l'école ;

- dans la limite des places disponibles, un retour à l'école pour les jeunes de plus de seize ans afin d'y poursuivre une formation (2 000 par an) [...].

Ancien directeur de campagne et gendre de M. Michel Noir

## M. Pierre Botton crée une association pour « aiguillonner » la mairie de Lyon

LYON

de notre bureau régional

Près d'un an après avoir claqué la porte de la mairie de Lyon, M. Pierre Botton, ancien directeur de campagne de M. Michel Noir et gendre de celui-ci, est réapparu, mardi 6 mars à Lyon, pour annoncer la création d'une association destinée à « faciliter l'indispensable dialogue entre les élus et les habitants ». Le lancement de cette « initiative de démocratie directe », au lendemain même de l'appel lancé pour une « force unie » par MM. François Léotard et Michel Noir, devait accompagner d'une campagne d'affiches organisée autour de trois thèmes : le projet de construction d'une mosquée, l'augmentation sensible des impôts locaux et la pollution engendrée par la circulation automobile.

Mais, mercredi 7 mars, après la pose de premières affiches, M. Botton a engagé une procédure de référé, fondée sur la ressemblance entre les affiches de sa campagne électorale de 1989 et celles d'aujourd'hui. M. Pierre Botton a alors décidé de diffuser sa campagne de quelques jours, le temps de modifier le graphisme des affiches, en indiquant au président du tribunal qu'il se refusait à se retrouver en justice « face à un membre de sa famille ».

En diffusant son numéro de téléphone sur des tracts distribués dans les boîtes aux lettres, la nouvelle association, baptisée « Ensemble, écoutons Lyon » et qui se veut « apolitique », entend servir d'intermédiaire entre les Lyonnais et l'équipe municipale de M. Michel Noir. Lors de la première matinée de l'opération, elle

aurait ainsi reçu plus d'une centaine d'appels. Se présentant lui-même comme un « aiguillon extérieur », M. Botton souhaite publier régulièrement « le Top 50 des élus » qui prennent la peine de répondre à leurs administrés, et il suggère qu'une telle méthode pourrait être utilement récupérée, sur le plan national, pour les besoins de l'union et de la rénovation de l'opposition.

« Depuis un an qu'on a gagné, on s'éloigne un peu de la ligne arrêtée lors de la campagne des élections municipales. Je ne vois pas apparaître de grand dessin pour Lyon », affirme encore M. Botton. Un mois après l'élection de M. Noir à la mairie de Lyon, il avait mis fin à ses fonctions - non officielles - de conseiller, en mettant en cause publiquement plusieurs membres du cabinet du maire. Cette fois encore, il déplore le « phénomène de cour » dont pâtirait le maire de Lyon, en ajoutant pour lui-même : « Moi, ma fonction est de faire réussir Michel Noir. »

J.-L. S.

■ M. Juppé et la confédération. - M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré le 7 mars à France-Inter : « Nous sommes prêts à aller vers une formule d'organisation de l'opposition qui serait une confédération. » La solution proposée par MM. Noir et Léotard serait, selon lui, « une erreur car il existe au sein de l'opposition des sensibilités différentes - gaulliste, libérale, centriste - qui ne doivent pas disparaître, mais qu'il faut, au contraire, respecter et organiser plutôt que fusionner ».

## Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a procédé, mercredi 7 mars, sur proposition de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, au mouvement préfectoral suivant :

M. François Filliatre, secrétaire général de la Haute-Garonne, a été nommé préfet, adjoint pour la sécurité, auprès du préfet des Bouches-du-Rhône.

[Né le 30 juin 1942 à Longwy (Meurthe-et-Moselle), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Filliatre a commencé sa carrière au ministère de l'Intérieur en juin 1971. Devenu en juillet de la même année directeur du cabinet du préfet de la Charente, il est nommé en 1973 sous-préfet de Gex (Ain). En 1975, M. Filliatre est nommé directeur du cabinet du préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle avant d'être secrétaire général du Jura en 1976, puis détaché en tant que chargé de mission auprès du préfet du Val-d'Oise. M. Filliatre a été ensuite secrétaire général de la Sarthe à partir de 1979, puis de la préfecture du Var (1982) et enfin

de la préfecture de Haute-Garonne (1985).]

ARIÈGE : M. Christian Frémont.

M. Christian Frémont, administrateur civil hors classe en service détaché, a été nommé préfet de l'Ariège.

[Né le 23 avril 1942 à Champagnole (Doubs), M. Frémont est diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, licencié en lettres et ancien élève de l'ENA. De 1972 à 1977, M. Frémont a occupé plusieurs postes au ministère de l'économie et des finances. Depuis 1977, il a été successivement directeur adjoint des stages (jusqu'en 1979), puis directeur des stages à l'École nationale d'administration.]

CHER : M. Roland Hodel.

M. Roland Hodel, préfet du Jura, a été nommé préfet du Cher.

[Né le 4 septembre 1943 à Guebwiller (Haut-Rhin), M. Roland Hodel est professeur certifié dans un CES de 1967 à 1970, professeur agrégé dans un lycée de 1970 à 1973, censeur, puis proviseur de lycées techniques, à Mulhouse, de 1973 à 1977. Il devient inspecteur d'académie adjoint au préfet de l'académie de Bobigny en

décembre 1977, directeur des services départementaux de l'éducation de la Nièvre, en octobre 1979.

En juin 1984, il est nommé président du conseil d'administration du centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile, dont la création avait été annoncée par M. Pierre Bérégovoy, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, maire de Nevers au mois de mai précédent. M. Roland Hodel avait été nommé commissaire de la République du Jura le 20 novembre 1985.]

JURA : M. Jean-François Denis.

M. Jean-François Denis, préfet délégué pour le développement économique auprès du Haut Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, a été nommé préfet du Jura, en remplacement de M. Roland Hodel, nommé préfet du Cher.

[Né le 9 décembre 1938 au Tréport (Seine-Maritime), ingénieur de l'École de l'air et ancien élève de l'École des cadres de Cherbourg, M. Jean-François Denis a commencé sa carrière comme officier de l'armée de l'air avant de devenir, en 1975, directeur de cabinet de M. Jean-François Denis, dans le corps des sous-préfets en

1977, directeur du cabinet du préfet de la Charente-Maritime.

Sous-préfet de Largentière (Ardèche) en 1978, il fut mis en 1981 à la disposition du secrétaire d'État aux DOM-TOM et nommé chef de la subdivision est de la Nouvelle-Calédonie. En septembre 1983, il devient commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Guingamp, puis chargé de mission temporaire auprès de M. Edgar Pisani, en Nouvelle-Calédonie, de septembre 1983 à décembre 1985, date à laquelle il fut nommé secrétaire général pour les affaires régionales en Languedoc-Roussillon. Depuis novembre 1987, il était sous-préfet hors classe. M. Jean-François Denis avait été nommé préfet délégué pour le développement économique auprès du haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en juin 1988.]

NOUVELLE-CALÉDONIE : M. Jacques Lékawé.

M. Jacques Lékawé, sous-préfet hors cadre, secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie, a été nommé préfet délégué pour la coopération régionale et le développement économique auprès du haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, en remplacement de M. Jean-François Denis, nommé préfet du Jura.

[Issu d'une famille originaire de la petite île de Tiga (Iles Loyauté), M. Lékawé est né à Nouméa le 10 avril 1946. Après des études primaires et secondaires à Nouvelle-Calédonie, il a été l'un des premiers bacheliers canaques et est parti effectuer des études supérieures à Bordeaux. Après avoir été nommé, en 1978, chef du service du développement et de l'éducation de base, il est appelé, à trente-cinq ans, au poste de secrétaire général adjoint de la Nouvelle-Calédonie, qu'il occupe de 1981 à 1985 avant de prendre des fonctions administratives à la SLN (Société Le Nickel). Ce fonctionnaire très proche des indépendantistes a toujours œuvré pour l'intégration des Mélanésiens dans les circuits économiques du territoire. Il était au nombre des fonctionnaires qui ont suivi à Paris les conversations qui ont abouti à l'accord conclu entre le premier ministre, le président du FLNKS, M. Tjibaou, et le chef de file du RPCR, M. Jacques Lafleur. M. Jacques Lékawé avait été nommé secrétaire général du territoire de la Nouvelle-Calédonie en juin 1988.]

HAUTE-LOIRE : M. José Inizan.

M. José Inizan, administrateur civil hors classe en service détaché, a été nommé préfet de la Haute-Loire.

[Né le 28 octobre 1931 à Landivisiau (Finistère), M. José Inizan, licencié en droit, diplômé de l'Institut des études politiques, ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'ENA, a participé à plusieurs cabinets ministériels. Il a été notamment conseiller technique au cabinet M. Pierre Verdadier, secrétaire d'État à l'intérieur en 1973, chef du cabinet de M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, et directeur de cabinet de M. Marc Becam, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur. M. Inizan avait été nommé directeur de l'Office national d'immigration (ONI) en février 1981.]

### Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

■ Sur proposition du premier ministre,

- M. Pierre Breuil, préfet hors cadre, est nommé délégué à l'espace aérien.

■ Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget,

- M. Michel May, conseiller maître, est nommé président de chambre à la Cour des comptes ;

- M. Jacqueline Rougie, MM. Jean Rocoules, Christian Cardon, Jean-Michel de Mourgues et Michel Roggal, conseillers référendaires, sont nommés conseillers maîtres à la Cour des comptes ;

■ Sur proposition du ministre de la coopération et du développement et du ministre de la recherche et de la technologie,

- M. Jacques Poly est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration du centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

■ Sur proposition du ministre de la santé et de la protection sociale,

- M. Dominique Bur, administrateur civil, est nommé directeur général de l'Office des migrations internationales.

## VENTES PAR ADJUDICATION

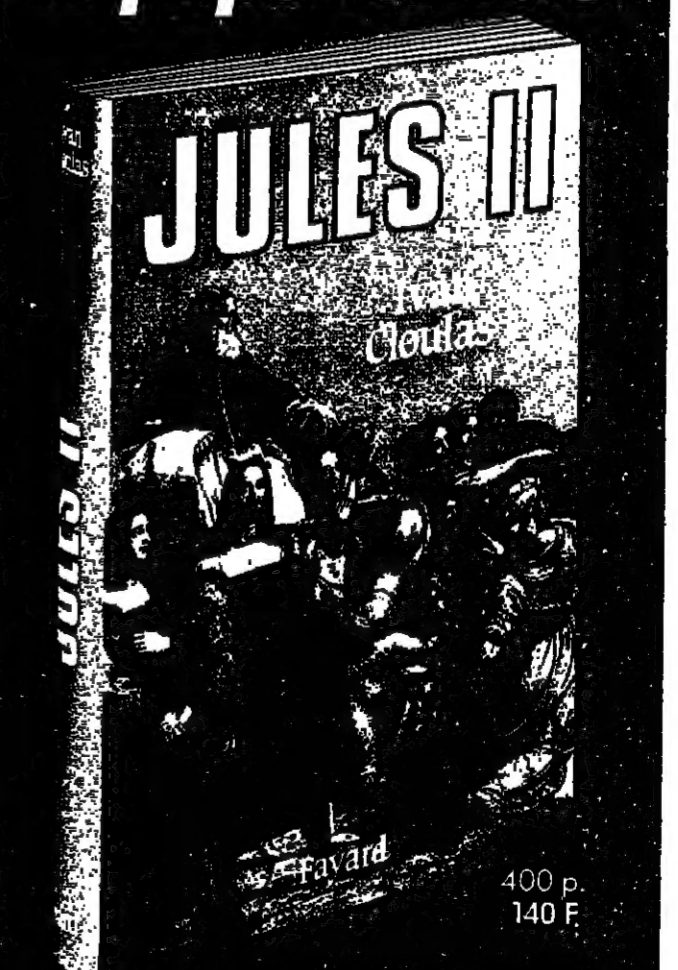
Rubrique OSP - 64, rue La Botz, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Créteil le jeudi 22 mars 1990 à 9 h 30, en un SEUL LOT.  
Dans un immeuble sis à  
**JOINVILLE-LE-PONT (Val-de-Marne)**  
50, quai du Barrage & rue Beaumont sans numéro  
**DEUX BUREAUX à**  
Usage professionnel  
dans le bâtiment A, au  
rue de Champe  
S'adresser pour tous renseignements : 1) Au cabinet du maître Serge Thomet, avocat  
20, rue Jean-Baptiste, 94300 Champigny-sur-Marne. 2) Au cabinet de la SCP Schmitt-Gallien,  
société d'avocats, 75, avenue de Wagram, Paris 17<sup>e</sup>. Tél. : 47-63-29-24

Vente sur licitation au Palais de Justice de CRETEIL le jeudi 22 mars 1990 à 9 h 30, En Un Seul LOT  
**PROPRIÉTÉ à CHENNEVIERES S/Marne**  
51, avenue Jeanne et 25, rue Védries  
composant une maison d'habitation, élevée sur sous-sol,  
d'un rez-de-chaussée et un étage, jardin  
**Mise à Prix : 600 000 F**  
S'adresser pour tous renseignements :  
à la SCP REJAUX-STUBBS-ILLIARD, avocats, 18, rue Duphot, 75001 Paris.  
Tél. : 42-60-30-13 - 36 LAURENCE-CEPIERRE, avocats, 46, avenue  
Albaret-1<sup>er</sup>, 94210 LA VARENNE-SAINT-HILAIRE. Tél. : 40-67-95-56  
Au Greffe des Créances du Tribunal de Gede Inst. de Créteil  
Valeur le mercredi 14 mars 1990 de 14 h 30 à 15 h 30.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 15 MARS 1990, à 14 h  
**APPART. de 3 P.P. à BOULOGNE-BILLANCOURT 92**  
62-48, rue des Abondances  
12-27, rue de l'Albatros et 72 rue de la Liberté  
**MISE A PRIX : 600 000 F**  
S'adr. M<sup>rs</sup> GUILBERTAUX, avocats à NANTERRE (92), 38, avenue de la République -  
Tél. : 47-34-00-48 - SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITELLE-COUSSEAU, avocats associés à Paris (6<sup>e</sup>), 2, carrefour de Poitiers -  
Tél. : 43-26-62-98 de 9 h à 12 h - Tous avocats près TGI de NANTERRE - S/Seux pour visiter, les 12 et 13 mars de 14 h à 15 h.

## JULES II le pape terrible



Dans le bouillonnement artistique et intellectuel de la Renaissance, Jules II occupe une place capitale. Homme de caractère, bon vivant, violent et coléreux, il devient, sous la plume talentueuse de Ivan Cloulas, le pape qui remodela le visage de l'Europe et provoqua le déchirement de l'Eglise.

Anne Meratori Philip - Le Figaro  
**FAYARD**



QUAND DEPUIS 87 ANS UNE MARQUE  
EST SYNONYME DE JOIE, DE FÊTE, DE CONFIANCE,  
DE PURETÉ, IL EST NORMAL D'ESSAYER POUR  
GARANTIR CETTE JOIE, CETTE FÊTE, CETTE CONFIANCE...

...CETTE PURETÉ

C'est notre exigence de qualité, notre respect du consommateur qui nous ont amenés, non seulement à retirer Perrier de la vente, mais aussi à renforcer nos systèmes de contrôle pour que nous puissions vous assurer

à nouveau de sa pureté. C'est cette pureté que vous garantit la mention "Nouvelle Production", portée sur l'étiquette au bas de la bouteille Perrier, que vous retrouverez à partir d'aujourd'hui dans votre magasin.

صكنا من الامل

12 « Stan the Flasher » : le testament de Gainsbourg  
12 « Susie et les Baker boys » : la croquer et les deux frères

13 La Journée internationale des femmes  
14 Le projet de fichage des « bavures » policières

18 Coupe de l'UEFA : l'exil de la Fiorentina  
18 Les difficultés de l'agence Sygma

## Culture à Paris : un entretien avec M. Jacques Chirac

« L'ambition d'une municipalité doit être la diffusion la plus large de toutes les formes de culture »

La Ville de Paris s'enorgueillit d'un budget des affaires culturelles qui dépasse cette année, pour la première fois, le milliard de francs. Dans le même temps, les salles de cinéma continuent de fermer les unes après les autres, sans que la municipalité — ni l'Etat — ne puisse intervenir. Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a lancé une opération ponctuelle pour promouvoir le grand écran. Il s'agit de renouveler l'expérience en direction du théâtre. Il dresse, dans l'entretien qu'il nous a accordé, le bilan de la politique culturelle de la Ville et précise les grands axes de son action dans ce domaine : la diffusion de toutes les formes de culture. En particulier par la création d'ensembles pédagogiques.

« L'opération « 18 heures-18 F » lancée à Paris pour soutenir le cinéma a été un succès. Ce qui n'empêche pas la fermeture accélérée de nombreuses salles dans la capitale : un système qui disparaît en moins de dix ans. Pouvez-vous remédier à cette situation ?

— Tout récemment, Le Cluny, boulevard Saint-Germain, a fermé ses portes. Cette diminution du nombre des salles me préoccupe beaucoup. D'abord parce que le nom de Paris est lié à la naissance du cinéma. Ensuite, parce que la présence de ces salles est un élément essentiel de l'animation de nos quartiers. Enfin, parce qu'il s'agit d'une part non négligeable de la création artistique qui est ainsi atteinte et qu'un maire ne peut pas en ignorer l'importance. J'ai donc souhaité prendre des initiatives pour remédier à cette crise. En commençant par alléger la taxe professionnelle versée par les exploitants des salles de cinéma, comme la loi proposée par mon gouvernement en 1988 et votée par le Parlement y autorise les collectivités locales. Puis en lançant, avec la profession, l'opération « 18 heures-18 F ». Une initiative qui a conduit la ville de Paris à financer une réduction du prix des places de cinéma pendant une semaine.

— Elle s'est soldée par un succès : la fréquentation des salles a augmenté de 34 % par rapport à l'année passée, où fut tentée la première opération de ce type, et de 150 % par rapport à la même séance de la semaine précédente. Est-ce la meilleure façon d'aider le cinéma français ? Cette formule a l'avantage de toucher aussi bien les exploitants que les spectateurs. Nous la renouvelerons l'année prochaine, en l'améliorant.

— La Ville n'a donc aucun moyen d'intervention pour empêcher la fermeture d'une salle ?

— Pas plus la Ville que l'Etat. Aussi ai-je regardé ce qu'on faisait à l'étranger. Des métropoles comme Bruxelles nous ont montré que, pour regagner un public plus vaste, des initiatives nouvelles étaient imaginables. En particulier l'installation de complexes cinématographiques à la périphérie des grandes villes. De telles formules sont actuellement à l'étude dans Paris intramuros (dix-huitième,

onze, douzième). Nous attendons la réponse des théâtres nationaux. Paris est la première ville au monde pour le nombre de ses salles de théâtre (plus d'une centaine). L'art dramatique est donc une dimension essentielle de notre vie culturelle. C'est pour quoi la mairie de Paris verse, chaque année, près de 100 millions de francs de subvention. Elle est, après l'Etat, le principal bailleur de fonds de la vie théâtrale française.

faisons au Théâtre du Châtelet et au Théâtre de la Ville, tout proches. Mais je voulais conserver ce bâtiment. La SEGL me donnait les garanties les plus sérieuses puisque participaient autour de table des sociétés comme Paribas ou la CLT. Mais les coûts d'investissement ont largement dérapé et la SEGL n'a pu échapper au dépôt de bilan.

— La ville de Paris conserve ses droits. Elle a garanti 100 millions de francs M. Jacques Rigaud, de la CLT, prétend reprendre l'exploitation de ce centre, sur d'autres bases, avec d'autres capitaux. Toutes les mesures nécessaires sont prises pour que la Ville ne soit pas lésée dans cette affaire.

### Trouver des gestionnaires

— Mais une salle aura bel et bien disparu. Pour rester dans le domaine dramatique, on a l'impression que votre politique de théâtres d'arrondissement — il y en a cinq aujourd'hui — marque le pas.

— Pas du tout. Je compte bien en créer de nouveaux. Mais il faut trouver des équipes qui aient non seulement du talent mais aussi des qualités de gestion. Ce n'est pas facile. Le fonctionnement de ces théâtres s'améliore. Ils doivent encore mieux se coordonner. Mais deux « molènes » ont couronné leur travail. Il ne faut pas oublier les autres salles parisiennes : le théâtre de la Ville accueille 238 000 spectateurs par an, avec un taux de remplissage de 85 %. Seul le Châtelet — qui appartient lui aussi à la Ville — fait aussi bien.

— Votre politique musicale — un conservatoire par arrondissement — touche à son but ?

— Ce n'est pas parce que la plupart des arrondissements parisiens sont dotés d'un conservatoire de musique et de danse que notre politique dans ce domaine est arrivée à son terme. La musique et la danse sont de plus en plus nécessaires à la vie des hommes, à leur épanouissement, à leur équilibre. La sensibilisation précoce à ces disciplines devrait être une priorité pour notre pays (c'était l'un des objectifs de la loi-programme sur les enseignements artistiques que j'avais fait voter en 1987). Paris doit jouer un rôle pilote dans ce domaine. Il faut rompre avec cette situation d'inegalité sociale : tous les enfants doivent avoir un même droit d'accès à

ces disciplines de la sensibilité. Il va falloir poursuivre la construction de ces équipements et améliorer le statut des enseignants, ce que nous venons d'engager.

— Ces conservatoires d'arrondissement sont destinés aux néophytes et aux amateurs. Vous allez disposer d'un nouvel établissement d'études supérieures dans ce domaine.

— Ce conservatoire « national de région de Paris », créé en 1978, sera, en dépit de son titre (il correspond à un niveau d'études), entièrement financé par la Ville. Paris doit acheter les bâtiments du Conservatoire national de la rue de Madrid, qui émigrera à La Villette. Je suis moins satisfait des résultats concernant la danse. Aussi allons-nous regrouper tous les enseignements supérieurs de danse, dispensés ici ou là, dans une maison de la danse. Ce conservatoire supérieur de danse de Paris sera construit place des Abbesses, dans le dix-huitième arrondissement. Mais il manquera encore une grande école de chorégraphie — il n'y en a d'ailleurs pas en France. Je me heurte là à des problèmes d'équipes. J'ai créé une école de mime parce que Marcel Marceau a accepté de s'en occuper. Je cherche le Marceau de la chorégraphie.

— Il y a un côté pédagogique dans votre démarche.

— Ce que je recherche avant tout, c'est la diffusion de toutes les formes de culture. L'élitisme a sa valeur. Ce ne doit pas être la référence d'une municipalité. Elle doit avoir un double ambition. D'abord diffuser le plus largement possible — ce qui ne m'empêche pas d'entreprendre des opérations « pointues » comme l'ARC au Musée d'art moderne de la Ville, — mais le « pointu », ce n'est pas la vocation première d'une municipalité, c'est son luxe.

— Ainsi, s'agissant des arts plastiques, je voudrais favoriser le développement de la pratique amateur et doter Paris de centres de formation aux beaux-arts plus nombreux à destination des adultes ou des élèves en fin d'études. Ces ateliers sont fréquentés chaque année par 4 000 personnes. Il faut élargir cette audience en ouvrant d'autres centres dans l'est de Paris. Cela me permettra de compléter le réseau ADAC (environ 400 ateliers), plutôt tourné vers les arts appliqués.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 12



Sur le boulevard Montmartre, la Maxeville sera-t-elle vouée à une fermeture définitive ?

dix-neuvième et vingtième arrondissement). J'y suis favorable à condition que dans le centre de la capitale soit préservé un réseau de salles suffisamment dense. Il faut absolument éviter la disparition des salles de quartier.

— Vous allez lancer une opération semblable en direction du théâtre ?

— Un rendez-vous théâtre « un billet pour deux » se déroulera en avril. Le principe en est simple : pour chaque place achetée dans une salle parisiennne, une autre sera offerte par la municipalité. Les théâtres municipaux et privés ont accepté le principe de cette promo-

— Ce qui n'a pas empêché de nombreux établissements dramatiques de fermer leurs portes : une quinzaine en quinze ans. Récemment, une des plus belles salles parisiennne — la Gaîté-Lyrique, — propriété de la Ville, a été concédée à une entreprise privée qui en a cassé l'intérieur pour la transformer en une sorte de Luna Park de poche. Ce gâchis s'est soldé par un dépôt de bilan.

— C'est effectivement en novembre 1987 que la Ville a confié à la Société d'exploitation du théâtre de la Gaîté-Lyrique (SEGL) l'exploitation du bâtiment pour y réaliser un centre de loisir pour la jeunesse. Nous ne pouvions y faire les énormes travaux que nécessitait l'état de ruine de la salle...

— 100 millions de francs selon vos services...

— Beaucoup plus que cela. A l'arrivée, sans doute plus du double. Sans parler de l'exploitation, qui aurait tourné autour de 60 millions de francs par an. C'était, pour nous, une charge trop lourde compte tenu de l'effort que nous

### Ecrans en péril

La déroute s'est amorcée en 1985. Cette année-là, Paris perd trente salles. Depuis, chaque année, une bonne vingtaine d'écrans tirent définitivement le rideau. En cinq ans, cent vingt-deux écrans ont disparu : le studio Saint-Germain, le Cluny Palace, le Saint-Germain Huchette, les Parnassiens Delambre, le studio de la Harpe, les trois salles du Lido, le PLM Saint-Jacques, le Studio 43... la liste est encore longue. Voir un film dans l'Est parisien relève de l'exploit. De nombreuses salles ont été transformées en magasins ou en fast-food, des affaires beaucoup plus rentables. La plupart des vingt-deux nouveaux écrans éteints les complexes des grands distributeurs, Gaumont, UGC ou Pathé. Il reste aujourd'hui quatre cent trente-cinq écrans dans la capitale.

Cette hémorragie a plusieurs causes. La baisse de la fréquentation a affaibli les « indépendants ». Le Cluny Palace et le Studio 43 qui bouclaient tout juste leurs fins de mois n'ont pas pu se lancer dans la surenchère immobilière. A Paris le mètre carré est rare, donc cher, et ils n'ont pu renouveler un bail devenu trop onéreux.

#### Confort et concentration

Face à la crise, les grands distributeurs ont parié sur la concentration. Ils ont fermé des salles, qui n'étaient plus rentables, ou transformé deux ou trois mouchoirs de poche en une salle plus luxueuse ; c'est le cas, récemment, du Marignan Concorde, au bas des Champs-Élysées. Aujourd'hui, la bataille de la fréquentation se cristallise en effet autour du confort. Ecran ultra-large, son ultra-fort, fauteuils ultra-moelleux, rien n'est

assez beau pour attirer le chaland.

Les distributeurs sont également tentés par la concentration, encouragés par le succès du Kinopolis de Bruxelles. Ce grand complexe de vingt-trois salles à la périphérie de la ville draine aujourd'hui 80 % de la fréquentation bruxelloise. Il a permis les salles du centre meuble à donner un coup de pouce à la fréquentation globale. Dans cinq ans peut-être, sept ou huit « pôles » subsisteront dans Paris, au Quartier latin, sur les Champs-Élysées, aux Halles ou sur les Grands Boulevards, quartier largement sinistré.

C'est une utopie, affirme Marin Karmitz. Selon le producteur de MK 2, propriétaire, entre autres, des salles 14-Juillet, on ne peut pas calquer la réussite d'une opération bruxelloise à Paris. Qui aujourd'hui peut s'offrir 20 000 mètres carrés à Paris ? Quant à les installer à la périphérie de la ville, inutile d'y penser : les Parisiens ne se déplaceront pas.

« Faut-il défendre des salles ou défendre des films ? Certains films, par exemple, ne tolèrent pas le grand écran. Le Pagnol de Pagnol n'aurait pas supporté un son THX, dont le Pagnol de Claude Berri a besoin », Marin Karmitz croit fermement au cinéma de quartier, son succès dans les 14-Juillet Bastille, Parnasse et Odéon, semble le prouver. Si certains ne sont pas d'accord avec cette idée, tous les professionnels souhaitent un décret interdisant la déaffectation des salles, privilège réservé pour l'instant aux théâtres. Le Centre national de la cinématographie travaille actuellement sur le projet.

BÉNÉDICTE MATHIEU

### Création d'un Centre national du patrimoine de la chanson et des variétés

Une vente aux enchères consacrée aux affiches de music-hall des années 1900 à 1965 devait avoir lieu jeudi 8 mars à l'Olympia. Ces affiches signées par Paul Colin, Gruau, Rougemont, Kiffer et Girgal auraient pu figurer dans le Hall de la chanson, dénomination du Centre national du patrimoine de la chanson et des variétés que le ministre de la culture a décidé de créer à Paris.

L'établissement, installé sur un site dont le choix fait l'objet d'une négociation avec la Ville de Paris, aura pour vocation de valoriser le patrimoine de la chanson, sans distinction de genre ni d'époque.

Actuellement, il existe un fonds encyclopédique de la Bibliothèque nationale (phonothèque et bibliothèque des arts de la scène à l'Arse-nal), un fonds de l'Institut national de l'audiovisuel, le fonds de la discothèque de Radio-France, un petit fonds hérité d'un projet non abouti en 1965 au Musée des arts et traditions populaires, des archives écrites et audiovisuelles d'associations, de festivals et de collectionneurs, des fonds de catalogues des éditeurs phonographiques.

L'une des ambitions du Hall de la chanson sera de réunir et de conserver ces trésors disséminés dans Paris, de proposer au public des expositions à thème et une médiathèque offrant « à la carte » des possibilités de vision et d'écoute. Une boutique proposera également des productions écrites, sonores et audiovisuelles.

Un Musée des modes et appareils de diffusion sonore complètera les activités de ce Centre national du patrimoine de la chanson et des variétés présidé aujourd'hui par le chanteur Eddy Mitchell, dirigé par le metteur en scène Serge Hureau et qui devrait s'ouvrir fin 1992.

C. F.

ESSAI

WILLIAM PFAFF

LE RÉVEIL DU VIEUX MONDE

Vers un nouvel ordre international

Calmann-Lévy

Traduit de l'américain par Pierre-Emmanuel Dauzat

Calmann-Lévy

« L'ouvrage de William Pfaff est à ce point riche dans sa documentation et subtil dans ses analyses que l'on serait tenté de le reprendre, thème par thème, pour en discuter (...) un modèle de clarté d'intelligence et d'érudition maîtrisée (...) une mine inépuisable. »

Thierry Pfister, *Le Figaro*

« Ce livre restitue sans doute le plus indispensable à la réflexion politique des Européens sur leur avenir qu'on puisse lire aujourd'hui. »

Pierre Dax, *Le Quotidien de Paris*

« J'ai lu ce livre, simple et savant, parce qu'il éclairait par l'expérience d'une vie, avec passion (...). L'ouvrage de William Pfaff prend une profondeur qui doit tout à une méditation sur le passé. »

Michel Jobert, *Challenges*

« Le livre frappe dès à bord, par sa lucidité (...) qui va jusqu'au prophétisme. »

Yves Flörrenne, *Le Monde Diplomatique*

## CULTURE

## CINÉMA

## Une émotion particulière

Susie et les Baker Boys sont des musiciens d'hôtel.  
Ce sont les héros touchants du film de Steve Kloves

Smocking, plastron, nœud papillon, tous les soirs que Dieu fait, les deux frères Baker (Jeff Bridges et son vrai frère Beau) jouent des arrangements de tubes au piano dans les hôtels. Enfin, ils aiment que ce soit tous les soirs, mais leur mode est passé, ils n'attirent plus personne et les quelques clients qui sont là écoutent à peine leur duo routinier, précédé des petites plaisanteries attendries censées créer l'ambiance chaleureuse.

Les Baker ne sont plus musiciens mais joueurs de piano, c'est leur drame. L'aîné (Beau) s'en fiche. Il a pour seuls soucis de cacher son début de calvitie et de faire vivre sa petite famille, avec qui, à son grand chagrin, il n'a jamais pu passer les fêtes du Nouvel An. L'autre se roule volontiers dans sa fange et se complait dans un silence morose. Si bien que Jeff Bridges n'arbore plus son éternel sourire. Pour

autant il ne varie pas davantage son expression : du début à la fin, il frise la déprime.

A peine s'il s'émue quand arrive Michelle Pfeiffer — Susie, chanteuse crooner aussi ringarde qu'eux mais beaucoup plus sexy. Effectivement, dès qu'elle se mêle à leur numéro, les salons des hôtels se remplissent et les cachets augmentent. Les distributeurs français ont eu une réaction semblable. Ils appellent le film de Steve Kloves *Susie et les Baker Boys*, avec le nom « Susie » immense sur les affiches, alors que le titre original est simplement *The Fabulous Baker Boys*.

Ce film possède une qualité étrange : pas un personnage, pas une réplique, pas une situation qui ne soit un peu, exactement celui que l'on attend. Y compris l'épilogue happy end façon années 30. Et c'est justement cette accumulation

— forcément délabrée — qui fait décoller la banalité vers la légende, l'encre d'un charme poétique auquel on peut difficilement résister.

C'est le charme de ces êtres à la fois vulnérables et insatiables. Ils se voyaient en haut de l'affiche, résistent à toutes les galères, triment en eux, autour d'eux, la magie du spectacle dans ce qu'elle a de plus innocent. Images communes, vides, poignantes et fastueuses, couloirs et chambres d'hôtel, entrée des artistes, sortie sur les poubelles, mois blanches, robes glauques, et la fascination du clinquant et des bravos. Acteurs et réalisateurs s'équilibrent avec justesse le conventionnel et la sincérité. Ils racontent rarement ce type de film, parce que ça les touche de près, parce qu'ils s'y voient et qu'ils ont peur. Pour eux, c'est comme un exorcisme.

COLETTE GODARD

## Frères d'écran

Acteurs, fils d'acteur, Jeff et Beau Bridges se retrouvent pour la première fois ensemble dans un film

LONDRES

de notre envoyé spécial

C'est Beau l'aîné, de sept ans. Il est plus petit, moins beau, ses films ont moins bien marché, mais c'est lui l'aîné. Jeff, le cadet, s'est décidé très tard à devenir acteur. Il pensait plutôt au rock'n'roll, et il a fait plusieurs films avant de s'apercevoir que sa vie était sur un plateau plutôt que devant un micro. L'histoire des frères Bridges appartient à Hollywood, comme celle des Caradine ou la vie de Carrie Fisher, tous ces enfants sur qui sont retombés un peu de poussière d'étoile, qui ont appris à lire dans *Variety* et toujours trouvé normal de voir papa ou maman là-haut, sur l'écran.

Quand il était adolescent, Beau voulait devenir joueur de basket professionnel. Trop petit. Il s'est mis à jouer la comédie. Il a toujours travaillé, avec les plus grands parfois (Lumet, Ritt), mais presque toujours sur des films qui n'ont pas marché. Il est aussi réalisateur de téléfilms pour Walt Disney. Pendant ce temps, Jeff est passé dans la carrière par la grande porte, avec *La Dernière Stance* (il vient d'en tourner la suite) et a poursuivi en dents de scie entre l'échec monumental de *Starman* et le succès d'*A Double Tranchant*. Il a quand même tourné avec Coppola (*Tucker*), Cimino (*le Canardeur* et les *Portes du paradis*).

Beau et Jeff viennent de jouer ensemble pour la première fois. A Hollywood, circulait un scénario, écrit par un tout jeune homme, Steve Kloves. L'histoire de deux frères pianistes, un ténor et un virtuose, qui engagent une chanteuse. Le script a d'abord attiré chez l'agent de Jeff Bridges. Pour une fois, le casting a suivi la logique de la vie, et Beau s'est retrouvé de la partie. Ils se sont remis au piano, et leur maman leur a dit : « Vous voyez bien que j'avais raison de vous dire de ne pas abandonner. » Ils ont répété tous les deux les scènes d'engueulades fraternelles, chez Jeff, et les petites filles de ce dernier passaient la tête par la porte pour savoir ce qui faisait hurler oncle Bobo.

## Les fils du premier rôle

Dans un grand hôtel londonien, Jeff et Beau égrènent les anecdotes pour la promotion du film, sorti à l'autisme dernier aux États-Unis. Au bout de six mois d'interviews en duo ou en solo, ils sont parés à toutes les éventualités. Jeff a la tête de son emploi, star affable, vaguement distant, prêt à un petit effort de séduction en cas de besoin. Beau ressemble à un businessman américain qui a pris une journée de vacances au milieu de sa tournée européenne, chemise manne et cravate hawaïenne, raie sur le côté (il n'est chauve que

dans le film) et cet air de petit garçon mortellement sérieux que partagent Olivier North et Dan Rather.

Tous les deux, ils dansent autour de la question que tout le monde leur pose : l'un tourne moins, pourquoi ? Ils ont eu le même professeur, leur père Lloyd, jeune premier dans les années 40, vedette de la télévision dans les années 50. En France, on s'en souvient surtout comme du vieux expert en catastrophes aériennes de *Y'a-t-il un pilote dans l'avion* ? A chaque fois qu'il fallait trouver un enfant pour un épisode de *Seahunt*, le feuilleton dans lequel Lloyd tenait le premier rôle, il essayait de caser ses fils. Le soir, au lieu de leur raconter des histoires, leur expliquait comment construire un personnage, ou les méthodes pour ramener un réalisateur à la raison.

Pendant l'interview, ils se couvrent l'un l'autre, fissent leur différence, parlent de la chance exceptionnelle de deux frères de plus de quarante ans qui peuvent partager six mois de leur vie, comme au temps de leur enfance. Cette complicité tendue, faite de rivalité et de complicité, de tradition (« Nous sommes devenus comédiens comme on reprend la boutique de papa... »), on la retrouve en voyant *Susie et les Baker Boys*, et elle est pour beaucoup dans la réussite du film.

THOMAS SOTINEL

## Le testament de Gainsbourg

« Stan the Flasher » la débandade d'une vie avec Claude Berri

La débandade d'une vie, vue de près, de très près, par Serge Gainsbourg. En une heure et dix minutes, c'est réglé, pas la peine d'attendre. Gainsbourg n'avait le désespoir glacé d'un homme humilié. Stan le flasher (Claude Berri). Prof d'anglais avec l'accent de Maurice Chevalier, s'écroule raté, mari méprisé, il ne lui reste plus pour s'émouvoir que les roudoux interdits des petites filles.

Un « flasher » est un exhibitionniste. Stan caracole donc à poil sous son imperméable, comme il se doit, dans les allées désolées du parc Montsouris, voit passer un ralenti un troupeau tentant de pensionnaires impubères, et rentre chez lui pour forcer sa femme (Aurore Clément) à manger des « fusilli all'arrabiata » ou pour se coller avec Jojo, un de ses élèves qui tabasse Shakespeare (« To bite or not to bite »), et à tout le temps envie de faire caca.

Convincre d'avoir — si peu — carressé les seins d'une graine de garce, Stan va ensuite un peu en prison. Bien qu'il parle tout le temps, qu'il crache d'une voix douce des choses très belles — pas étonnant, ce sont des fragments de chansons anciennes de Serge Gainsbourg ou des extraits d'un sermon de Bossuet — Stan se répète un peu, ratiocine et contre-pète, asphyxié d'angoisse. Il faut bien en finir.

*Stan the Flasher*, objet filmé difficilement identifiable, est une méditation assez puissante sur l'impuissance, à écrire, à créer, à baisser, à aimer. Et puis, pendant qu'on y est, à vivre. Tout y est bleu. Pas bleu du ciel d'été ou des myosotis. Plutôt bleu-mauve béni-étoile, ou bleu acier scalpel. Bleu binaire. Curieusement, grâce à la qualité, à la propriété de l'image, au dévouement des interprètes, à la distance conservée au sujet, il n'y a rien là de pornographique, ni même de salace. Mais quelque chose de touchant, d'irréductible, comme l'ouverture d'un testament.

On ne peut manquer, évidemment, de remarquer la performance du producteur-metteur en scène récidive. Déjà dans *L'Homme blessé* de Patrice Chéreau. A nouveau donc, il s'exhibe, il s'expose. S'asseoir tout nu sur un bidet, devant tout le monde, n'est pas évident. Claude Berri fait ça, et il en fait bien d'autres, sans se départir d'une incontestable dignité.

A la fin, Stan le flasher retrouve sa femme. Elle lui prend la main. Ne la lâche plus. Tout est bien. A un détail près. L'homme est mort. Et le film est sauvé.

DANIELE HEYMANN

## Un entretien avec M. Jacques Chirac

Suite de la page 11

Ma seconde ambition est de doter Paris d'une école des beaux-arts, où sera dispensé, par les plus grands artistes français et étrangers, un enseignement supérieur. Ce doit être une des grandes réalisations culturelles de la Ville. Mais il faut pouvoir recevoir ces artistes. Paris qui a longtemps été un pôle d'attraction pour les artistes du monde entier, soit parce qu'ils y étaient réfugiés, soit parce qu'ils y trouvaient un environnement favorable à leur épanouissement, assume moins bien ce rôle. Ce qui est dommage pour la France.

Il faut donc créer une structure, des équipements et des installations qui permettront ce renouveau. Cela devrait être un élément d'attraction pour les plus grands artistes, qui viendraient à Paris pour y enseigner ou simplement y travailler. Ce pourrait être, pourquoi pas ?, l'émergence d'une sorte de Bauhaus parisien. Pontus Hulten qui fut l'un des premiers responsables du Centre Pompidou, est chargé d'une mission en ce sens. Les résultats qu'il a obtenus sont extrêmement encourageants.

## La TGB est un projet opportuniste

A propos d'atelier, un incendie a détruit un immeuble, qui de la Seine, qui abritait de nombreux plasticiens dans des conditions financières avantageuses. Comptez-vous les aider ?

Vingt-quatre artistes travaillaient dans cet ensemble. Certains ont perdu dans le sinistre le travail d'une vie. Nous avons pris des mesures individuelles pour relancer les artistes qui y habitaient et leur procurer un atelier ou des surfaces de travail. Nous avons demandé au concessionnaire de leur verser 30 000 F d'indemnité sur leur futur achat de quoi travailler et redémarrer. Le bâtiment, une fois reconstruit, conservera sa destination de lieu culturel et artistique.

Il y a un chapitre où votre action est souvent attaquée : la politique concernant les bibliothèques.

Là, vous m'étonnez franchement. Il me semble, au contraire, que nos efforts ont souvent été salués. La Ville de Paris a choisi de doter la capitale d'un maillage très dense de bibliothèques plurielles, d'un petit nombre d'établissements de grande taille. Au cours des six dernières années, nous avons construit onze bibliothèques, trois sont en cours d'achèvement, cinq sont programmées. Certaines sont exemplaires, comme la médiathèque Jean-Pierre-Melville, dans le treizième arrondissement. Ses architectes, Daniel et Patrick Rubin, ont même reçu une récompense nationale — l'Équerre d'argent — pour cette réalisation.

An cours des trois prochaines années, ces bibliothèques seront

entièrement informatisées. Il suffira alors de consulter un catalogue unique, en cours d'élaboration (il regroupera tous les titres détenus par nos cinquante-six établissements), pour obtenir l'ouvrage désiré, sans avoir à se déplacer dans un autre établissement. Cet outil donnera aux Parisiens les avantages d'une grande bibliothèque tout en préservant les atouts de la dimension humaine et de la proximité. Dans le même temps, nos bibliothèques s'ouvriront aux nouveaux supports d'information, qu'ils s'agissent de disques compacts ou de la vidéo. Nous espérons par la suite connecter notre réseau à la Très Grande Bibliothèque qui sera construite à Tolbiac.

Ce projet de TGB vous semble opportuniste ?

Tellement opportuniste que l'on oublie que c'est à l'initiative de M. Léotard que ce projet a été présenté en conseil des ministres et adopté par mon gouvernement avant d'être repris par le président de la République.

Celui-ci l'a beaucoup élargi.

Il a élargi le nombre de personnes qui s'en occupent, pas le projet lui-même.

L'emplacement vous convient-il ?

C'est moi qui l'ai choisi et, sans nous être consultés, nous sommes tombés d'accord, le président de la République et moi, sur le projet de Dominique Perrot. Je veux qu'il y ait là, au bord de la Seine, en face de Bercy, dont le parc sera superbe, un site dont la qualité n'aura rien à envier à celui de l'Institut.

L'environnement de la Bibliothèque de France sera de votre responsabilité ?

Entièrement. Je sais que certains désiraient que l'on fit de cette zone une ZAC d'Etat pour qu'ils en aient la maîtrise. Le gouvernement aurait pu imposer cette décision. J'ai indiqué que, si l'on prenait ce chemin, je refusais de céder mon terrain. La ville a une grande ambition pour ces 80 hectares. C'est là que va s'élever le Paris du vingt et unième siècle. Ce sera une ville dans la ville. Avec toutes les fonctions : toute la gamme des logements, des logements sociaux aux immeubles de standing, des équipements culturels et une cité financière — mais strictement pas le Wall Street cher à M. Bérégovoy, — des commerces, de l'artisanat et de la petite industrie non polluante. Mais il faut d'abord que ce soit beau. La Ville de Paris aura la maîtrise de cette opération. Et en particulier un droit de veto sur les projets architecturaux.

Où est l'aménagement de la porte Maillot, dont le premier projet, signé Clément Olivier Cacoub, avait fait couler beaucoup d'encre ?

L'architecte Pierre Belmont nous a beaucoup aidés pour revoir ce projet. Il est maintenant au point et devrait être présenté au public très prochainement. Deux thèmes s'affrontaient : celle de la porte monumentale — le premier projet — et celle d'une entrée plus discrète, plus intégrée au tissu urbain. C'est le parti qui a finalement été retenu. Mais il faut, de ce fait, entièrement remodeler la place et la façade du Palais des Congrès. L'équilibre financier de l'opération a donc été réexaminé. Je me refuse, en effet, à mettre davantage d'argent dans l'ouest parisien. A l'exception notable des Champs-Élysées, qui sont un peu la vitrine de Paris.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

## théâtre

Mer d'adieux  
Rimbaud / Graffiti  
9, 10, 13, 15, 16, 17 mars  
C.A.C. CORBEIL-ESSONNES

60.89.00.72

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris

101, rue Rambuteau, M° Halles, 42362753

Jeudi 15 mars 20H30

VALERIO MAGRELLI ITALIE

avec Jean-Baptiste PARRA lecture dits par Michel BOY en présence du poète

CONCOURS EUROPÉEN, les 10 et 11 mars, de 9 à 19 h  
CONCOURS NATIONAL, 17, 18, 24, 25 mars, de 9 à 19 h  
CONCOURS INTERNATIONAL, 19, 20, 21, 22 mars, de 9 à 19 h

**CLAUDE KAHN**  
SALLE ADYAR, 4, square Rapp, 75007 PARIS — M° Ecole-Militaire

**Opéra**  
8h  
15h  
18h  
20h

**Comique**  
10h  
13h  
15h  
17h  
18h  
20h

Orchestre d'Auteurs 2 concerts  
David Rendall  
Brigitte Desnouches  
Michèle Lagrange  
Danielle Boret  
Frédéric Plantak  
Marcel Quilléveré  
Jacques Schwarz

42 60 04 99

**THEATRE DE L'ATELIER**

GERARD JUGNOT  
ZABOU  
MAURICE CHEVIT

**POPKINS**  
de  
**MURRAY SCHISGAL**

Adaptation PASCALE DE BOYSSON  
Musique YVES DE BUJADOUX  
Mise en scène DANIELE CHUTAUX  
Décors HUBERT MONLOUP  
Costumes GABRIEL DU RIVAU  
avec  
**ERIC CIVANYAN**  
**BEATRICE CHAMPANIER**  
et  
**LAURENT GAMELON**

**Mort de l'artiste**  
Gina Pane

L'artiste française d'origine italienne Gina Pane, considérée comme l'un des chefs de file de l'avant-garde picturale dans les années 70, est décédée le lundi 5 mars à Paris. Elle était âgée de cinquante-quatre ans. Ancienne élève des Beaux-Arts, Gina Pane était la pionnière de l'« art corporel » en France, une expression artistique fondée sur le corps, sans aucun ménagement. Elle se couvrait l'oreille ou la langue au cours de *happenings* parfois insoutenables : « La blessure est un geste d'ouverture aux autres », affirmait-elle. Gina Pane était, depuis, revenue à une expression plus classique, la sculpture à base de fer ou de verre. Née en 1935 à Biarritz, elle avait enseigné la peinture au Mans avant de faire de nombreuses expositions à la galerie Iry-Brachot. On l'avait vue de nombreuses fois au Centre Pompidou, ainsi qu'à la Biennale de Venise.

صلى الله عليه وسلم

MÉDECINE

Une enquête nationale du ministère de la santé

# Plus de deux mille deux cents postes de médecins vacants dans les hôpitaux

La direction des hôpitaux au ministère de la santé a rendu publics mercredi 7 mars les résultats d'une enquête nationale portant sur les postes vacants de médecins hospitaliers : 2 282 postes de praticiens hospitaliers, soit 15 % de l'effectif, sont en état de vacance statutaire à l'échelon national. Sans conclure à une situation absolument dramatique, ces chiffres soulignent l'urgence qu'il y a pour les pouvoirs publics à trouver des remèdes permettant de redonner aux hôpitaux des effectifs correspondant en quantité et en qualité aux besoins du service public.

L'enquête, dont les conclusions viennent d'être communiquées, avait été lancée en juin 1989 par la direction des hôpitaux et par les représentants des praticiens hospitaliers. Elle a, au total, porté sur dix-huit spécialités médicales et chirurgicales qui représentent 90 % des postes de praticiens hospitaliers vacants ou encore 84,3 % de l'effectif des 12 921 praticiens hospitaliers actuellement en activité. Cette enquête, menée de manière

exhaustive dans l'ensemble des centres hospitalo-universitaires et des centres hospitaliers généraux, a permis de dénombrer 2 282 postes en situation de vacance statutaire, soit au taux de 15 %.

## Anesthésie et radiologie en tête

« L'analyse au plan national des postes vacants montre que les difficultés de recrutement n'apparaissent que sur une partie seulement des 2 282 postes recensés », indique-t-on à la direction des hôpitaux. Ainsi, sur ces 2 282 postes, 1 513 sont actuellement pourvus à titre provisoire et 1 173 le sont par des médecins qui présentent les conditions requises de candidature au concours. En revanche, 733 postes sont effectivement vacants, représentant 4,8 % du total des emplois budgétaires. D'autre part, les études effectuées sur la durée de vacance des postes montrent que 866 d'entre eux sont statutairement vacants depuis moins d'un an. En pratique, on indique au ministère de la santé que 1 073 postes de praticiens hospitaliers méritent une attention particulière : les 340 pourvus par des praticiens qui ne présentent pas les conditions de candidature au concours national de praticiens hospitaliers et les 733 qui sont effectivement vacants.

Selon cette enquête, la comparaison entre centres hospitaliers universitaires et hôpitaux généraux montre, sans véritable surprise, que la situation est nettement plus favorable pour les CHU que pour les autres établissements. Ainsi, dans les CHU, le taux de vacance statutaire correspondait à 10,6 % des emplois budgétaires et le taux de vacance effective est de 2,9 %. Au-delà de trois ans de vacance, ce taux tombe à 0,27 %. En dehors des CHU, le taux de vacance statutaire est de 16,9 % des emplois budgétaires, celui de vacance effective est de 5,5 % et, pour une durée de plus de trois ans, de 1,6 %. Plus précisément, on compte dans les CHU 237 postes statutairement vacants depuis plus d'un an et 112 depuis plus de trois ans, alors que dans les centres hospitaliers généraux, les chiffres sont respectivement de 1 114 et de 652.

L'analyse par spécialité met en lumière de grandes diversités. En nombre absolu, c'est l'anesthésie-réanimation qui est la plus concernée (9,6 % de vacance statutaire dans les CHU, 15,75 % hors CHU). En fait, c'est la radiologie qui pose les plus grandes difficultés (35,6 % de vacance statutaire et 15,3 % de vacance effective de plus de trois ans dans les hôpitaux généraux). La chirurgie orthopédique, la gynécologie-obstétrique et la chirurgie générale et digestive sont aussi touchées par ce phénomène avec des taux de vacance statutaire qui sont respectivement, hors CHU, de 31 %, 24,5 % et 18,8 %.

Enfin, l'enquête conclut que sept régions représentant 20 % des emplois budgétaires enregistrent un taux de vacance statutaire important : la Réunion (30 %), la Corse (27,8 %), le Nord-Pas-de-Calais (25,7 %), Champagne-Ardenne (25,9 %), la Basse-Normandie (24 %) et le Centre (23 %).

J.-Y. N.

Un entretien avec M. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux

## Le secteur public « reste attractif »

Sans nier certaines difficultés liées au sous-effectif, M. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux, annonce dans l'entretien qu'il nous a accordé, plusieurs mesures de revalorisation des postes de praticiens hospitaliers.

« Comment peut-on expliquer le nombre aussi élevé de postes hospitaliers vacants alors même qu'on souffre d'un sous-effectif médical ?

— Je tiens à préciser que le taux de vacance réel à l'hôpital public n'est pas aussi important qu'on a pu le dire. Les résultats de notre enquête peuvent d'autre part conduire à s'interroger sur un certain nombre de vacances réelles. Faut-il par exemple maintenir les postes qui sont vacants depuis plusieurs années ? C'est là une bonne occasion de réfléchir sur le devenir du système hospitalier, sur la reconversion ou la suppression d'un certain nombre de lits. Cela dit, je ne nie pas qu'il existe des difficultés dans certaines disciplines. C'est pourquoi nous allons ouvrir des discussions avec les praticiens hospitaliers, étudier avec eux des mesures de compensation pénalement de la pénalité.

« On pourrait aussi prendre en compte certains critères géographiques. L'autre piste envisagée concerne l'amélioration des fins de carrière des praticiens hospitaliers qui créent certaines frustrations.

« Y a-t-il eu des problèmes médico-légaux particuliers là où les postes sont effectivement vacants ou occupés par des médecins n'ayant pas les diplômes requis ?

— Les quelques affaires récentes étalées sur la place publique concernaient des praticiens titulaires de leur poste. On ne peut pas dire que des problèmes particuliers soient survenus là où les postes sont occupés à titre provisoire ou par des médecins non titrés.

« Comment expliquer une telle désaffection pour l'hôpital public ?

— J'insiste pour dire qu'en dépit des difficultés rencontrées, l'hôpital public reste attractif. Les problèmes rencontrés concernent certaines disciplines où la concurrence privée au niveau des salaires est très vive. C'est évident pour la radiologie et sans doute aussi pour la gynécologie-obstétrique. En revanche, pour l'anesthésie, il en va différemment puisque une réglementation des flux a été mise en place, de manière à garantir une continuité du recrutement et des débouchés hospitaliers aux futurs jeunes diplômés, sa situation n'est pas désespérée.

« Quels commentaires faites-vous sur la grave des internes et des chefs de clinique ? Y aura-t-il des retournes sur les salaires des médecins généralistes ?

— Il y aura bien évidemment des retournes effectuées sur les salaires des médecins qui ont déclaré être généralistes. J'ai donné des instructions en ce sens. Cela dit, on n'a jamais intérêt à avoir des gens démotivés sans espoir. Pour ma part, l'essentiel, aujourd'hui, c'est la prochaine réforme hospitalière dont on connaît les deux axes principaux : une plus grande liberté dans la gestion des établissements et, en contrepartie, une définition plus stricte des missions de chaque hôpital.

« Je tiens à préciser que bien évidemment ce n'est pas la loi en tant que telle qui permettra de modifier dans le bon sens la gestion hospitalière, mais ce qu'en feront les directeurs d'hôpitaux, les présidents des commissions médicales d'établissement, les chefs de service et les cadres infirmiers. Il faudra pour réussir des leaders, des personnes qui y croient ou qui recommencent à y croire. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

## EN BREF

■ Dix mille cinq cents sinistrés après la dernière tempête. — Selon les compagnies d'assurances, la dernière tempête aurait causé des dégâts chez 4 500 personnes dans l'Eure et 4 000 en Seine-Maritime. Aussi ce dernier département a-t-il décidé de débloquer 10 millions de francs pour réaliser des travaux de réparation, notamment dans les ports, sur les plages et dans les collèges dont les toitures ont beaucoup souffert. Après étude de leur situation sociale, les particuliers se verront accorder des secours d'urgence.

■ Un jour de congé supplémentaire pour les enseignants. — Les enseignants bénéficieront cette année d'une journée de congé supplémentaire qu'ils pourront prendre soit le lundi 30 avril, soit le lundi 7 mai, c'est-à-dire à la veille de jours fériés. C'est ce qu'indique une note de service, publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale, se référant à une circulaire du ministère de la fonction publique du 27 septembre 1989. Le ministère laisse aux établissements le soin de décider eux-mêmes si les cours seront suspendus ou non.

## La journée internationale des femmes

La journée internationale des femmes, jeudi 7 mars, a été placée en France sous le signe de la solidarité avec les femmes de l'Est et les femmes victimes de violences.

La journée devait débiter avec un petit-déjeuner de travail à Matignon entre M. Michel Rocard et une délégation de femmes conduite par M<sup>me</sup> Yvette Roudy, députée et maire de Lisieux, secrétaire nationale aux droits des femmes au PS. Celle-ci devait ensuite rendre public son rapport d'information sur l'égalité professionnelle.

Jeudi matin s'ouvrait également à la Sorbonne un colloque sur « Les femmes et la création », organisé par plusieurs associations, en

présence de l'opposante roumaine Doïna Cornea, de la Soviétique Elena Bonner, de Molly Yard, présidente américaine de la National Organization for Women, de la cinéaste hongroise Marta Metzaro, et de la cycliste française Jeanne Longo. Ces femmes devaient être à nouveau à l'honneur, à l'hôtel de Lassay, lors d'un déjeuner-débat donné par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Elles devaient être présentes ensuite à l'Elysée, à une réception donnée par le président de la République. Enfin, à 18 h, une manifestation devait réunir à Montparnasse les militantes de plusieurs organisations féministes.

(Lire page 2 l'article de SEGOLENE ROYAL.)

## M<sup>me</sup> Roudy : « remédier au déficit d'égalité professionnelle »

« Le gouvernement doit de nouveau considérer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes comme une priorité », estime M<sup>me</sup> Yvette Roudy, députée-maire de Lisieux (Calvados) et ancienne ministre des droits de la femme, dans un rapport qui dresse le bilan de la loi du 13 juillet 1983. Six ans après la promulgation de ce texte — qui prévoyait notamment des accords d'entreprise — l'égalité professionnelle n'est pas encore suffisamment considérée « comme une valeur à promouvoir en soi ». « Il semble que, dans le meilleur des cas, les plans pour l'égalité se bornent à un plan de formation et à de simples déclarations d'intention sur la nécessité de limiter les discriminations existantes », relève sans amertume M<sup>me</sup> Roudy qui souligne également que « l'idéal de l'égalité des rémunérations n'est pas non plus atteint ». L'écart des salaires, qui s'est stabilisé depuis 1984 après s'être réduit, est toujours de 35 % au profit des hommes alors que le taux de chômage des femmes « est presque le double du taux masculin » (13,4 % contre 7,7 %).

« Il ne saurait y avoir d'égalité professionnelle sans répression du harcèlement sexuel », affirme par ailleurs M<sup>me</sup> Roudy qui précise que 36 % des femmes « avaient subi des avances ou des sollicitations d'ordre sexuel sur le lieu de travail », 56 % déclarant que ces sollicitations étaient assorties de promesses d'engagement ou d'avancement. « Le moment est donc venu de prévoir une législation réprimant le harcèlement



sexuel » en créant une infraction pénale spécifique, propose l'ancienne ministre. M<sup>me</sup> Roudy suggère aussi de « promouvoir des mesures de discrimination positive de manière à rattraper le retard des faits sur le droit », de « généraliser la comptabilisation statistique séparée des congés de maternité et des absences », et enfin de « développer de nouvelles incitations à la signature de plans d'égalité professionnelle, notamment en y subordonnant l'attribution de marchés publics ».

J.-M. N.

## ENVIRONNEMENT

En Savoie

## Deux élus locaux poursuivis pour une décharge industrielle illégale

A la suite d'une plainte de la Fédération Rhône-Alpes des associations de protection de la nature (FRAPNA), M. Eric de Montgolfier, procureur de la République à Chambéry (Savoie) a décidé, à la fin de février, de saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation, la juridiction compétente appelée à se prononcer sur la responsabilité de M. Jean Germain, maire de La Motte-Servolex (UDF-PR) et de M. Michel Maurin (div. d.) président du Syndicat intercommunal de l'agglomération chambérienne (SIAC). Au cours de l'été 1987, sans avoir obtenu l'autorisation légale préalable, ces deux élus avaient ouvert une décharge de déchets industriels présentant, selon le magistrat, « des dangers réels de pollution ».

### CHAMBERY

de notre correspondant

A La Motte-Servolex, commune de 9 000 habitants près de Chambéry, les premiers bâtiments industriels sont en construction sur la zone de l'Erie. Dans ce secteur marécageux, les fondations s'appuient sur des couches successives d'argile, de déchets de fibres de verre provenant de l'unité Vetrotex Saint-Gobain (1 000 salariés) et des cendres et des scories de l'usine d'incinération d'ordures ménagères.

« La zone s'aménage. Les entreprises s'installent. Cela seul m'intéresse », M. Germain, maire de La Motte, par ailleurs directeur départemental adjoint de l'Agriculture, ne s'inquiète pas outre mesure des conséquences de l'enquête que le procureur de la République vient

de clore en transmettant le dossier à la Cour de cassation.

A la suite de la plainte de la FRAPNA, M. de Montgolfier n'a pu que constater « l'absence d'autorisation légale dans l'ouverture d'une installation classée destinée à recevoir des déchets industriels inertes ». Sur la base d'un rapport d'expertise réalisé par M. Michel Martin-Bouyer, responsable du département génie de l'environnement de l'université de Savoie, il a estimé de surcroît qu'elle comportait « des dangers réels de pollution et d'atteinte à l'environnement ».

« Quand il y a urgence, il faut se contenter d'expédients », M. Michel Maurin, président du syndicat intercommunal qui traite 68 000 tonnes d'ordures ménagères et environ 180 000 tonnes de déchets industriels par an, pour la

moitié de la Savoie, a beau multipler les initiatives, aucune solution globale n'a pu être mise en œuvre dans un département qui, sous couvert de Jeux olympiques, se veut pourtant exemplaire dans la gestion de son environnement (Le Monde du 14 février).

### « Nous avons pris toutes les précautions »

Lorsqu'en cours de l'été 1987, la ture du lac du Bourget a été fermée précipitamment, seule La Motte-Servolex a été proposée pour accueillir les déchets de l'usine d'incinération, afin d'étendre sa zone d'activité. Nous avons pris toutes les précautions sur la base d'un rapport technique du Centre d'études

techniques de l'équipement de Lyon. Toutes les analyses ont conclu à l'innocuité des dépôts », précise M. Maurin, qui conteste formellement les éléments de l'expertise judiciaire.

La préfecture reconnaît avoir fermé les yeux sur cette solution transitoire, adoptée en attendant la réalisation d'un centre d'enfouissement, prévu pour trente ans, dans une ancienne carrière, elle aussi située à La Motte-Servolex. Mais de ce projet grandiose, la commune, sous la pression des riverains, ne veut pas entendre parler. Deux enquêtes publiques ont abouti à un rejet. Un troisième dossier modifié sera présenté avant l'été. Avec la crainte pour M. Maurin d'un nouveau refus. Et des milliers de tonnes de déchets à ne savoir qu'en faire.

MICHEL DELBERGHE

## Chasse, Pêche, Nature, Traditions veut rester un mouvement non politique

Le mouvement Chasse, Pêche, Nature, Traditions, qui avait surpris en recueillant près de 5 % des voix (4,13 %) aux élections européennes du 18 juin 1989, a tenu congrès à Paris, le 3 mars. Il s'agit de faire le point sur l'action de l'association (1) et d'élire un bureau national, qui présidera évidemment le chef de file, M. André Goustat, chasseur périgourdin, maire de Manzac, directeur à la chambre de commerce de Bergerac.

Fort de leur démonstration lors du scrutin européen, les membres de l'association comptent accentuer leur pression, tant auprès des parlementaires français qu'après des instances de Bruxelles pour veiller à la pérennité de la chasse française.

On sait que le mouvement que mène au combat M. Goustat, de façon parfois musclée, conteste,

notamment, la légalité de la directive 79-409 sur la conservation des oiseaux sauvages, texte qui vise à protéger les espèces au moment de la migration et de la nidification. Les adhérents de Chasse, Pêche, Nature, Traditions lui reprochent d'ouvrir la porte à des restrictions de tir qui ne mettent pourtant pas en cause la survie des espèces d'oiseaux, si l'on peut dire, visées.

M. André Goustat a répété, lors du congrès, qu'il n'envisageait pas que son mouvement se constitue en parti politique. Le bouillant président de l'association a rappelé, en revanche, que ses « collègues et lui-même » assureraient une pression constante sur les parlementaires français dont l'élection pouvait dépendre d'eux. Il a également indiqué que des contacts avaient été pris avec les associations de chasseurs et de pêcheurs d'autres pays européens.

Chasse, Pêche, Nature et Traditions prépare, d'autre part, un Livre blanc qui aura l'ambition de définir les raisons historiques, sociales et économiques de son combat.

Enfin, le mouvement, dans plusieurs communiqués publiés à l'issue de ses travaux, s'est prononcé pour la chasse à l'arc, la tauromachie et en faveur des agriculteurs mis en cause par le ministre de l'environnement à propos de la pollution du sol-sol. Le paysage naturel de la France, reconnaît-il, a passablement souffert des effets de l'intensification des cultures. Bien difficile de contenter tout le monde.

G. L.

(1) 67, rue de Chabrol, 75010 Paris. Courrier à CPNT, rue des Chasseurs — ZE de Puymin, 16400 La Courmayeur.

## théâtre

Mer d'adieu  
Richard Galt  
9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

06 56 00 70

MARIO MAGRELLI

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 65.

## LUNDI 12 MARS

- S. 1. - Précieuses objets de vitrine. Boîtes en or. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.  
S. 2. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 3. - Bijoux, argenterie. Souvenirs Talleyrand. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 7. - 14 h 15 d'Extérieur-Orient. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Ferrier, expert.  
S. 10. - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).  
S. 11. - 14 h 15 AUTOGRAFES. Manuscrits littéraires. Lettres et importants ensembles d'autographes. BIBLIOTHÈQUE D'UN AMATEUR. Livres anciens. Histoire, Américains, Voyages. Éditions originales. Livres illustrés, éditions typographiques. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M<sup>re</sup> Nicolas et Laffine.  
S. 14. - CHANCO. - M<sup>re</sup> ROBERT.  
S. 16. - Estampes et tableaux modernes. - M<sup>re</sup> BINOCHER, GODEAU.

## MARDI 13 MARS

- S. 7. - 14 h 15 suite de la vente du 12 mars. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

## MERCREDI 14 MARS

- S. 2. - Importants dessins de Maîtres des 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. - M<sup>re</sup> AUDAR, GODEAU, SOLANET.  
S. 3. - Beaux bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>, orfèvrerie après 1830. - M<sup>re</sup> LIBERT et CASTOR.  
S. 4. - 14 h 15 Gravures 18<sup>e</sup> et début 19<sup>e</sup> siècles. Estampes 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M<sup>re</sup> Rousseau.  
S. 5. - Meubles et objets d'art. - M<sup>re</sup> MILLON, JUTHEAU.

## JEUDI 15 MARS

- S. 7. - Dessins et tableaux des 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et début 19<sup>e</sup>. Instruments de musique. Sculptures. Objets de vitrine, objets d'art et d'ameublement, meubles anciens, tapis d'orient et tapisserie. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).

## VENDREDI 16 MARS

- S. 5 et 6. - 14 h 15 Objets d'art et de bel ameublement des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Dillé, expert.

Veuillez contacter Colette Joignant  
au (1) 42-61-80-07 poste 434

- S. 7. - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).  
S. 8. - Affiches de cirque et de magie. - M<sup>re</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 11. - 14 h 30 Dessins anciens. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. de Bayser, expert.

Veuillez contacter Chantal Grangé  
au (1) 42-61-80-07 poste 446

- S. 12. - Extérieur-Orient. - M<sup>re</sup> BONDU.  
S. 13. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 15. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.

## SAMEDI 17 MARS

- S. 8. - Affiches de temps présent. - M<sup>re</sup> LENORMAND, DAYEN.



**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

MARDI 13 MARS à 20 h 30  
CÉRAMIQUES PRÉHISTORIQUES DU PÉROU  
M<sup>re</sup> RIBEYRE, BARON, Commissaires-priseurs.  
Exposition : le 13 mars de 10 h à 18 h.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAR, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHER, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-42-70-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Labos (75009), 42-61-50-91.  
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-34-51-20.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.  
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.

HOTEL DES VENTES DE SCEAUX (92330)  
33, rue du 11<sup>e</sup> Mars 1917, 46-60-84-25

## JEUDI 15 MARS à 20 h 30

VENTE D'ART D'ASIE  
M<sup>re</sup> SIBONI, Commissaire-priseur, M. Thillier, expert.  
Expositions publiques : le 15/3 de 11 h à 12 h, et de 14 h à 17 h

**LA BOURSE**  
**Le 1<sup>er</sup>**  
**AUX STAGES**  
**LE GRAND ORAL**  
de sélection de la BOURSE  
AUX STAGES aura lieu le  
mercredi 14 mars 1990 à  
l'ESCP (Ecole Supérieure  
de Commerce de Paris).

## SOCIÉTÉ

## Un projet de fichage informatisé des « bavures » inquiète les syndicats de police

Présenté par le ministère de l'Intérieur afin de remédier aux « bavures », un projet de fichage des policiers ayant tiré avec leur arme de service provoque des remous dans les rangs policiers. Aussi M. François Roussely, directeur général de la police nationale, a-t-il annoncé, mercredi 7 mars, que le système de fiches en question ne comporterait plus aucune mention du nom des policiers. Mais la Fédération autonome des syndicats de policiers (FASP) reste opposée à un fichage qu'elle estime « hors-la-loi ».

Les policiers sont gagnés par la phobie anti-fichage. A peine le tollé provoqué par les fichiers des renseignements généraux s'est-il calmé, qu'une autre polémique se développe. Ce sont à présent les comportements des policiers trop prompts à utiliser leur arme que le ministère de l'Intérieur veut mettre en fiches. Ce projet de fichage avait été officiellement annoncé, dès le 9 janvier, par M. François Roussely, en même temps qu'il était « très fermement » rap- pelé aux fonctionnaires les conditions légales d'usage de leur arme. C'est en fait la publication en première page du *Parisien libéré*, mercredi 7 mars, d'un article sur une note de service signée le mois der-

nier par M. Robert Broussard qui a remis le feu aux poudres. Dans cette note, le directeur des polices urbaines ne reprend pourtant que l'essentiel des dispositions précédemment annoncées.

### Évaluation technique et renseignements individuels

Si les syndicats s'attachent aux finalités avancées par le ministère - réduire les « accidents de police », améliorer la formation, - le projet de fichage informatique les a fait sortir de leurs gonds. La FASP accuse ainsi le ministère de se mettre « hors la loi » : elle a saisi la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) en vue de lui faire vérifier la conformité du traitement automatisé des données à la loi. M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la fédération, ajoute qu'« il est interdit par les statuts de la fonction publique de ficher les policiers » et que « tout renseignement administratif doit être renfermé dans le dossier individuel de chaque fonctionnaire ». De son côté, l'Union des syndicats catégoriels de la police s'élève contre « une brusque prolifération de divers fichiers » et considère que « les policiers sont déjà suffisamment contrôlés ».

« Notre souci est de connaître avec exactitude les circonstances réelles d'usage des armes », souligne M. Roussely, et d'observer dans quelle mesure les conditions pres-



crites par les textes sont respec- tées. Une étude a donc été confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN), « police des polices », début janvier, afin de corriger les erreurs par une meilleure formation au tir et d'évaluer les conséquences de l'usage des armes sur les plans judiciaire, administratif, disciplinaire et social. Pour mener à bien cette analyse, le ministre préconise d'établir un traitement informatisé de deux sortes de fiches. En premier lieu, le policier devra remplir les rubriques d'une « fiche d'évaluation techni- que » qui décrira les circonstances dans lesquelles il a tiré (conditions météorologiques, visibilité, caracté-

ristiques de l'arme, nature du coup de feu - légitime défense, tir d'intimidation, tir accidentel, tir de neutralisation sur véhicule (1)). D'autre part, une « fiche individuelle de renseignement » sera établie sous la responsabilité du chef de service, pour jauger le comportement, la personnalité et les antécédents du policier (notation administrative, durée de la formation initiale, stages de tir, incidents, sanctions éventuelles).

De « trop nombreuses inobservances » des règles d'emploi des armes ont été signalées par une enquête récente de l'IGPN note la direction générale de la police. Des policiers ont ainsi ouvert le feu sur des véhicules qui « fuyaient » des barrages routiers, alors même que leur vie n'était pas menacée (Mégrelon, les policiers sont seulement autorisés à tirer dans les cas de légitime défense). Durant les deux dernières années, la « police des polices » a mené plus de cent investigations relatives à des « usages irréguliers de l'arme administrative ».

ÉRIC INCYAN

(1) Information ou pas, le policier qui a déchargé son arme est tenu de rédiger un « compte-rendu d'utilisation ». Responsable de la mort de Malik Oussekine, en décembre 1986, le brigadier-chef Jean Schmitt avait été noté pour avoir écrit d'établir un tel « compte-rendu », alors que son revolver avait été retrouvé à l'endroit où le jeune homme avait été tué.

### À la cour d'assises de la Drôme

## Les fantômes de Patrick Thomas

Jugé depuis le 6 mars par la cour d'assises de la Drôme, Patrick Thomas, vingt-quatre ans, nie farouchement le viol et le meurtre d'un enfant de neuf ans et demi, François Gérard, tué le 5 février 1984 dans un jardin public de Valence. En l'absence de preuves formelles, l'accusation ne repose que sur un faisceau de présomptions principalement fondées sur les premiers aveux de Patrick Thomas, qui s'est rétracté au cours d'une instruction qui a duré six ans (*le Monde* du 8 mars).

### VALENCE

de notre envoyé spécial  
Patrick Thomas a sa logique. S'il a d'abord avoué le crime, c'était pour qu'on s'occupe de lui avec un peu plus de considération que dans des foyers de la DASS (direction des affaires sanitaires et sociales). Or il vivait depuis l'âge de douze ans. « Au début, je voulais m'accuser en espérant que la justice allait vite s'apercevoir que je n'y étais pour rien », explique Thomas. En fait, comme le DASS lui-même, « j'ai vu que ça allait très loin ». Il a fait machine arrière.

Mais sa démarche est encore plus subtile. Dans l'un de ses agendas, les enquêteurs ont trouvé des annotations portées lors de la période qui a immédiatement suivi le crime. « Si je pouvais le venger, je le ferais », écrivait Thomas qui se déclare ému par la mort de François Gérard. Dans ses écrits, il donne aussi son opinion sur l'auteur du meurtre : « C'est un salaud, un sadique. Pour moi, il ne mérite que la mort ». Plus loin, Thomas a écrit une phrase dans laquelle il se donne un lien affectif avec l'enfant : « C'est le frère de la fille avec qui je suis en ce moment. Je le considère comme mon frère ». Ces écrits sont d'autant plus étonnants que le président Jean-Claude Buet a souligné que Thomas n'en a jamais fait état, même après s'être rétracté, et c'est presque par accident qu'ils sont parvenus au juge d'instruction.

Dans l'esprit de Thomas, s'il avait inscrit ces phrases apparemment étranges, c'est dans l'espoir que sa sœur les lise et soit émue de son propre chagrin. « C'était pour me faire plaindre », résume Thomas. Et c'est dans cette même intention qu'il gardait précieusement sur lui un article du *Dauphiné libéré* concernant le crime et une photo de François Gérard. C'est d'ailleurs la présence dans son portefeuille de ces deux documents qui a alerté les enquêteurs. Mais à entendre Patrick Thomas, c'est bien avant d'être soupçonné qu'il s'était construit une histoire dans laquelle il jouait le rôle d'un proche de la victime frappé par le malheur et menant sa propre enquête pour retrouver le meurtrier. Ainsi, dans un autre carnet, figure un plan de la gare avec les emplacements où François Gérard

a été vu, selon les articles de presse, avec des mentions d'interrogation sur la date de la mort.

Pierre angulaire de l'accusation, les aveux de Patrick Thomas ont occupé l'audience pendant près de quatre heures. Harcelé par les trois avocats de la partie civile, par l'avocat général et par le procureur, l'accusé n'a pas répondu à sa version : « Les policiers m'ont dit : « T'as fait ça et t'as fait ça ». A chaque fois je répondais : « Oui », explique Patrick Thomas en détruisant ainsi toutes les interrogations créées par l'aveu de détails qu'il était censé ignorer. Le reste, il l'a puisé dans les articles de presse ou dans son imagination.

### « Vérités interdites »

M. Pallu, enquêteur à Carcassonne, a recueilli les premières confessions de Patrick Thomas lors d'une conversation amicale avec un policier qui connaissait Thomas depuis longtemps, au point que les deux hommes se tutoyaient. Aussi, le procès-verbal a été établi par d'autres inspecteurs qui viennent affirmer qu'ils se sont contentés de le laisser parler.

Fonctionnaire brillant, l'inspecteur principal Pierre Heynard décrit toute son enquête avec l'emphase d'un policier fier d'un succès obtenu grâce à sa délicatesse. « Il a pleuré, il a réclamé son père. Je lui ai dit qu'il valait mieux qu'il s'explique », raconte l'inspecteur au cours d'une longue déposition où il répète chaque phrase prononcée par Thomas lors de l'interrogatoire, comme si c'était lui-même qui passait aux aveux. Emporté par sa fougue, le policier crie : « J'ai pris le col de sa chemise et j'ai serré », et Patrick Thomas le regarde et lui répond : « Ça ne s'est pas passé comme ça. J'ai seulement répondu : « Oui ».

Il a fait d'autres aveux, dans d'autres circonstances, mais il s'agit de pièces annulées par la chambre d'accusation de Grenoble. Les témoins ne peuvent donc pas en faire état au grand regret de l'inspecteur désarçonné par ces « vérités interdites », dont le monde judiciaire a le secret. Le président le console en remarquant : « La justice, parfois, ça relève de l'acrobatie ».

MAURICE PEYROT

PRÉCISION. - A la suite d'une erreur technique, le texte de présentation de l'enquête par le secrétaire général de l'USM (Union syndicale des magistrats), M. Jean-Luc Sauron, sur la modernisation de la justice, a été tronqué (*le Monde* du 8 mars). Nous indiquons dans le passage manquant que M. Sauron, outre ses responsabilités à l'USM, est juge d'instruction à Pontoise et que l'USM est la plus importante organisation de magistrats : elle a recueilli 52 % des voix aux dernières élections professionnelles.

### Responsable de la mort de Saad Saoudi

## Un sous-brigadier de police de La Ciotat déferé au parquet de Marseille

Sous-brigadier de police au commissariat de La Ciotat, M. Jean-Claude Marin, responsable de la mort de Saad Saoudi, trente-cinq ans, tué mardi 6 mars lors d'un transfert (*le Monde* du 7 mars), a été déferé au parquet de Marseille, jeudi matin 8 mars. Jean-Claude Marin avait été placé en garde à vue après le décès de Saad Saoudi. Cette garde à vue avait été prolongée de vingt-quatre heures afin de permettre aux enquêteurs de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) d'encadrer le sous-brigadier sur les circonstances de la mort du jeune homme interpellé pour une affaire de coups et blessures volontaires.

Les premiers résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps de la victime monteraient que Saad

Saoudi, agent hospitalier à La Ciotat, a été tué par « un mous » trois balles tirées l'une dans la tête, les autres dans le dos. Selon la version du sous-brigadier Marin et d'un de ses collègues qui l'accompagnaient lors du transfert, Saad Saoudi aurait essayé d'échapper avec le bracelet de ses menottes le sous-brigadier qui conduisait le véhicule, puis, après avoir frappé violemment l'autre policier, aurait réussi à sortir de la voiture, tentant de s'enfuir. Et c'est à ce moment-là que le sous-brigadier Marin aurait ouvert le feu.

La famille de la victime, notamment son père, un ancien harki, conteste absolument cette version des faits et a décidé de déposer plainte avec constitution de partie civile pour homicide volontaire.

■ Avis favorable à l'extradition de trois Irlandais vers la RFA. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a donné, mercredi 7 mars, au gouvernement français, qui décide en définitive, un avis favorable à l'extradition vers la République fédérale d'Allemagne de trois Irlandais : Patrick Murray, quarante-cinq ans, Donagh O'Kane, vingt-neuf ans, et Pauline Drummond, vingt-trois ans, membres présumés de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). La cour a cependant émis une réserve destinée à

empêcher les autorités allemandes d'extrader par la suite, le cas échéant, ces trois personnes vers la Grande-Bretagne. Les trois Irlandais sont soupçonnés d'avoir participé à la pose de cinq bombes dans une caserne britannique à Osnabrück (RFA) dans la nuit du 18 au 19 juin 1989. Une seule charge avait explosé, il n'y avait pas eu de victime. Ils sont aussi soupçonnés d'avoir placé des bombes sous les voitures de deux militaires britanniques, le 2 juillet 1989 à Hanovre (un mort, plusieurs blessés).

### DÉFENSE

#### Au profit de Villacoublay

## Metz va perdre le siège de la 1<sup>re</sup> région aérienne

La ville de Metz va perdre le siège de la 1<sup>re</sup> région aérienne - il existe actuellement en France quatre commandements de région aérienne, - et des élus locaux viennent de désapprouver une telle initiative du ministère de la défense. Le député RPR de la Moselle, M. Jean-Louis Masson, estime « stupéfiante » et « scandaleuse » cette disposition qui devrait être effective en 1991, avec le transfert de ce commandement à Villacoublay (Yvelines), où se trouve le siège de la 2<sup>e</sup> région aérienne.

Au ministère de la défense, on explique que le plan « Armées 2000 » de réorganisation des forces françaises, approuvé l'an dernier par le gouvernement, conduit à dissocier le commandement de la 1<sup>re</sup> région aérienne de PC des forces aériennes tactiques (FATAC), qui se trouve à Metz et qui rassemble jusqu'à deux cent soixante-dix avions au total (dont des Mirage 2000 multirôles).

En réalité, ce mouvement des sièges de région aérienne était demeuré dans l'ombre à l'époque de la présentation du plan « Armées 2000 ». M. Jean-Pierre Chevènement se contentait d'indiquer aux parlementaires qu'il serait fixé ultérieurement après consultation des chefs d'état-major des armées concernées.

Le ministère de la défense ajoute que la ville de Metz devrait accueillir, dès l'été prochain, le PC de la 1<sup>re</sup> armée, qui sera déplacé de Strasbourg et qui se rapproche ainsi du commandement de la FATAC avec lequel il est amené à coordonner d'éventuelles opérations. La disparition du siège de la 1<sup>re</sup> région aérienne devrait entraîner le départ de cent cinquante cadres (sans compter leurs familles) de Metz, où l'armée de l'air emploie actuellement quatre mille officiers, sous-officiers et appels.

صلى الله عليه وسلم







## COMMUNICATION

Avec l'appui de toute la classe politique

## Nuit de violences à Saint-Denis de la Réunion pour « Télé Free-Dom »

SAINT-DENIS (La Réunion)  
(de notre correspondant)

Plusieurs policiers et journalistes blessés à la tête par des jets de pierres, des vitrines brisées, des voitures renversées, les locaux de la direction de l'équipement saccagés et incendiés : la ville de Saint-Denis a vécu le soir du 7 mars des scènes de violence liées à la suite d'une manifestation de soutien à Télé Free-Dom, une télévision privée qui émet depuis 1986 à La Réunion, sans autorisation.

La manifestation qui a rassemblé plus de 10 000 personnes, a débuté vers 20 heures alors que le président de Télé Free-Dom, le docteur Camille Sudre - adjoint au maire de Saint-Denis - se rendait à la préfecture pour exiger des pouvoirs publics une autorisation d'émettre pour sa station. Les premiers projectiles ont commencé à pleuvoir dès cet instant et les affrontements entre des manifestants incontrôlés et les forces de l'ordre se sont poursuivis très tard dans la nuit.

Quelques heures à peine auront suffi pour que la « manifestation des casseroles » (Télé Free-Dom avait appelé ses « fans » à faire beaucoup de bruit avec des casse-

roles sur la place du Barachois à Saint-Denis) bascule dans la violence. Depuis plusieurs jours, il est vrai, le public de Télé Free-Dom avait été chauffé à blanc par des messages aux allures très martiales diffusés sur les ondes même de la station. Au nom de la « liberté d'expression », le docteur Sudre avait appelé les Réunionnais à manifester contre le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) qui a accordé une autorisation d'émettre à Antenne-Réunion, un projet concurrent de Free-Dom pour la création d'une chaîne de télévision privée à La Réunion.

## Unité des élus

Estimant sans doute que l'antipathie de Télé Free-Dom sur les ondes réunionnaises lui valait une reconnaissance implicite d'émettre, le docteur Sudre a violemment contesté le choix du CSA.

N'hésitant pas à faire monter la pression - à aucun moment une interdiction d'émettre n'a été prononcée contre Free-Dom - le responsable de la station « pirate » a rallié à sa cause l'ensemble de la classe politique locale. Ainsi plu-

sieurs communes ou départements - notamment Saint-Denis (PS), Saint-André (UDF), Le Port (PCR) ou Sainte-Marie (divers gauches) - ont mis un nombre impressionnant d'autobus à la disposition de la population pour qu'elle puisse se rendre sur le Barachois. Certaines marées ont même réduit leur service à la population, mercredi après-midi. A droite comme à gauche, on a voulu faire de cette journée un moment de protestation contre la différence de traitement entre La Réunion et l'Hexagone en matière de paysage audiovisuel.

L'unanimité politique autour de Free-Dom est d'autant plus étonnante que la chaîne du docteur Sudre n'a qu'un seul mérite : celui d'exister. La programmation laisse en effet à désirer. Entre les séries américaines, les films de série B, les films de karaté ou à caractère pornographique diffusés à longueur de journée, la place à la production locale ou à la culture est réduite à sa plus simple expression. Ironie du sort, les programmes de Télé Free-Dom amoncelent pour jeudi soir, entre 20 h 30 et minuit trois films : « Ninja Fury », « Nuit d'enfer » et « Reactor ».

ALIX DJOUX

Les difficultés financières de l'agence d'images télévisuelles

## La société de production SWS devient l'actionnaire majoritaire de Sygma TV

Après de nombreuses semaines d'atermoiements, Sygma TV, filiale à 54 % de Sygma SA (première agence de photographie mondiale) devrait annoncer ce week-end le nom de son futur repreneur. Il s'agit de l'agence de presse audiovisuelle SWS (société internationale d'images et de son), dirigée par l'ancien journaliste Jean-Jacques Mauriat. Ce dernier devrait présider Sygma TV. La maison de production audiovisuelle, qui a connu à partir de 1987 de graves difficultés financières, était depuis quelques mois en quête d'un « partenaire » qui, en rachetant la totalité des parts des frères Marouani (33 %) et une partie des parts de la maison mère, jusqu'alors actionnaire majoritaire (34 %), deviendrait, avec 50 % des parts, son actionnaire principal.

Réuni mardi 6 mars, le conseil d'administration de Sygma SA (130 millions de chiffre d'affaires en 1989) a adopté le principe d'une augmentation de capital de 40 millions de francs, dont une partie devait être consacrée, selon M. Hubert Henrotte, PDG de

l'agence photo, « à combler le passif de l'agence télé ». Les pertes de Sygma TV, estimées à 3 millions de francs en 1989, s'élèveront au total, d'après l'un des repreneurs consultés, à 12 millions de francs, soit la moitié du chiffre d'affaires 1989 (23 millions de francs).

Créée en 1976 par Hubert Henrotte, Sygma TV n'a connu son véritable essor que huit ans plus tard, en 1984. Alors que l'agence venait de s'équiper de caméras Bétacam, Michel Parbot couvrait pour elle en exclusivité les événements de la Grenade ; dans le même temps, Sygma TV décrochait un contrat régulier de trois ans avec Canal+, qui comprenait notamment quinze minutes d'images quotidiennes pour Zénith. Lorsque, en 1987, le contrat n'est pas renouvelé, trente-cinq des soixante personnes attachées à l'agence travaillent alors pour la chaîne cryptée. La même année, le groupe Maxwell fait son entrée, à hauteur de 25 % des parts, dans la maison mère. En « dédommagement » de la promesse, non tenue,

de création d'une chaîne européenne qui aurait constitué pour la filiale télé un excellent débouché, le groupe anglais octroie un prêt de 3,5 millions de francs. Ce prêt est arrivé à échéance le 23 février dernier.

Ancien journaliste, successivement directeur délégué à l'information de RFO (1984) et directeur de l'agence internationale d'images (AITV) jusqu'en novembre 1986, M. Jean-Jacques Mauriat a finalement été retenu parmi tous les intéressés qui se sont présentés à M. Hubert Henrotte. M. Mauriat a également obtenu le poste de directeur de Sygma TV, un poste laissé vacant en décembre dernier par le départ de M. Alain Denvers, conseiller pour la production audiovisuelle auprès du groupe Maxwell et placé à ce poste un an plus tôt par le magnat de la presse britannique. M. Maurice Albert devrait être confirmé dans son poste de directeur en chef. M. Henrotte ne prévoit « en principe » aucun licenciement.

ARIANE CHEMIN

Un groupe européen à Hollywood

## Pathé communications lance une OPA sur la Metro Goldwyn Mayer

Les grands studios de cinéma d'Hollywood passent en des mains étrangères. Après le rachat de Columbia Pictures par le japonais Sony, pour plus de 3 milliards de dollars en septembre dernier (le Monde du 29 septembre 1989), la Metro Goldwyn Mayer - United Artists (MGM-UA) devrait passer sous le contrôle du groupe européen de M. Giancarlo Parretti Pathé communications (ex Cannon Group), qui a lancé le 7 mars une offre publique d'achat amicale de 1,2 milliard de dollars sur la célèbre firme au lion rugissant.

Il y a un peu plus d'un an, tout le monde s'était gaussé en entendant M. Giancarlo Parretti déclarer à notre journal : « Je veux marier Pathé avec la Metro Goldwyn Mayer. Quand nous aurons les 1 200 films du catalogue United Artists et les droits d'exploitation des films de la MGM, quand l'auront réunis MGM et Pathé, les deux plus vieux noms du cinéma mondial, ce sera un grand jour pour l'Europe ». C'est presque chose faite. L'accord exclusif de distribution conclu il y a quelques jours par Pathé communications et la MGM (le Monde du 7 mars) n'était qu'un galop d'essai. Mercredi 7 mars, le conseil d'administration de la célèbre compagnie hollywoodienne annonçait qu'elle acceptait l'offre publique d'achat

(OPA) de 1,2 milliard de dollars (7 milliards de francs) lancée par Pathé communications. L'OPA débutera dans les cinq jours et devrait se clore le 23 juin.

L'OPA porte sur la totalité du capital de la MGM, à raison de 20 dollars par action. Le principal actionnaire de la MGM-UA, M. Kirk Kerkorian, s'est engagé à vendre sa part (80 %) au groupe de M. Parretti. La compagnie hollywoodienne était depuis plusieurs mois la proie de rumeurs de vente et de rachat. Le japonais Sony, le magnat de la communication Rupert Murdoch (propriétaire de la Twentieth Century Fox), mais aussi le groupe L'Oréal étaient sur les rangs. L'an dernier, la société australienne Quintex avait fait une offre d'achat de 1,5 millions de francs qui avait finalement échoué, faute de garanties financières suffisantes (le Monde du 12 octobre 1989).

Afin de concrétiser son offre d'achat, Pathé communications a décidé de placer sous séquestre la somme de 200 millions de dollars, qui sera versée par échéances entre mars et juin. En outre, le groupe dirigé par le financier italien Giancarlo Parretti a accordé à MGM-UA certains droits de distribution jusqu'à concurrence de 70 millions de dollars, en guise de garantie supplémentaire. « Nous pensons que les réseaux de distribution de MGM-UA ainsi que son fantastique catalogue de films ne peuvent

que favoriser l'expansion actuelle de Pathé sur le plan international », a déclaré M. Parretti.

En dépit de la perte de ses studios de tournage, vendus à Lorimar, et de la cession de 3 650 films de la grande époque d'Hollywood, la Metro Goldwyn Mayer possède encore un département TV (productions de films et de vidéos), un département de merchandising et surtout le catalogue de United Artists riche de plus de 1 000 titres dont les *James Bond*, *Rocky*, la *Panther rose*, *Raiders*, etc. La firme américaine distribue également le catalogue Turner-MGM, qui comprend 2 950 titres. Pour autant, malgré des succès récents au box office (avec notamment *Un poisson nommé Wanda*), MGM-UA perdrait une cinquantaine de millions de dollars par mois.

Pathé communications, qui dispose d'un catalogue de 500 films et de 2 000 actualités filmées et qui gère un millier de salles en Europe et a indiqué que les deux sociétés poursuivraient, pour l'instant, leur activité séparément. Le PDG de MGM-UA, M. Jeffrey C. Berke, a été reconduit dans ses fonctions.

Mais des rumeurs circulent déjà sur une possible vente par Pathé communications des droits d'une partie des films du catalogue MGM-UA à Time-Warner. M. Parretti refusant d'indiquer comment il allait réunir l'argent nécessaire au rachat de la MGM.

Y.-M. L.

## L'audiovisuel public perturbé par les grèves

La CFDT radio-télé a confirmé le 7 mars son appel à la grève pour l'ensemble des personnels dans toutes les entreprises de l'audiovisuel public à partir de 0 heures, jeudi 8 mars, pour la défense du pouvoir d'achat des salariés. La CFDT fait valoir que les propositions avancées par l'Association des employeurs du secteur public sont « inacceptables ». « Verrouillée par les consignes gouvernementales, l'Association des employeurs du secteur public [a été] incapable de proposer les mesures salariales garantissant le maintien du pouvoir d'achat pour 1989, et aucune proposition n'a été faite pour 1990 », indique un communiqué du syndicat. Le Syndicat national de l'audiovisuel CFDT a également appelé à la grève le personnel de FR3 pour manifester son inquiétude quant à la survie de l'information nationale sur cette chaîne.

Radio-France, Antenne 2, FR3, RFO, RF7, et surtout Télédiffusion de France (TDF), devraient être touchés par cette grève, les téléspéctateurs de la région de Marseille ayant subi ses premiers effets dès mercredi soir, à minuit, toutes les émissions (émanant tant des chaînes publiques que des chaînes privées) étant brusquement interrompues. Le mot d'ordre de grève lancé, de son côté, par le Syndicat des journalistes FO de Radio-France a, quant à lui, été largement suivi, mercredi 7 mars à la rédaction de France-Inter. « Cela démontre la nécessité que s'ouvre sans délai des négociations avec la direction de Radio-France pour un véritable rattrapage des disparités salariales », affirme le syndicat dans un communiqué.

M. Marc Avril est nommé directeur général de l'Institut national de l'audiovisuel (INA). M. Marc Avril a été nommé, en conseil des ministres, mercredi 7 mars, directeur général de l'INA que préside M. Georges Fillouad depuis la mi-janvier.

[Né le 29 août 1945, M. Avril est entré à l'ORTF en 1963 avant d'être affecté à Télédiffusion de France en qualité de chef technique en 1972. Secrétaire général du Syndicat unitaire de radio-télévision (SURT-CFDT) de 1975 à 1982, il devient membre du haut conseil de l'audiovisuel de 1976 à 1982, puis chargé de mission au service juridique et technique de l'information (SJTI). Chargé à ce poste des problèmes sociaux de l'audiovisuel public, il devient secrétaire général de l'Association des employeurs du service public de l'audiovisuel après de M. Jacques Pompidou qu'il suit à l'INA. M. Avril y était directeur des moyens d'exploitation.]

## Détente dans la guerre pour le contrôle de Mondadori ?

M. Berlusconi prêt à s'entendre « sans conditions préalables » avec M. De Benedetti

M. Silvio Berlusconi, patron de la Fininvest, s'est déclaré prêt à une entente « sans conditions préalables » avec M. Carlo De Benedetti, dans le conflit qui les oppose à propos du contrôle du premier groupe d'édition italien, Mondadori. Dans un entretien publié le 6 mars par le quotidien romain *Il Tempo*, M. Berlusconi se dit « prêt à examiner toute proposition qui aille dans l'intérêt du groupe Mondadori et de ses actionnaires ».

Sans entrer dans le détail, « Sua Emittenza » a estimé que « les groupes européens doivent atteindre des dimensions suffisantes pour pouvoir être compétitifs face aux colosses étrangers ». Il a exprimé la crainte que « l'Italie ne devienne terre de conquête pour les grands groupes étrangers qui ne sont pas capables d'être présents avec un groupe à elle sur le marché international de l'édition ».

Des plumes qui, au sein de la guerre judiciaire que se livrent les deux hommes, paraissent indiquer qu'une détente est aujourd'hui possible. L'affaire Mondadori avait débuté en décembre dernier après le rattachement des héritiers de Mondadori, qui avaient rejoint M. Berlusconi et rompu avec M. De Benedetti.

## SPORTS

FOOTBALL : la Coupe de l'UEFA

## L'exil de la Fiorentina

L'AJ Auxerre s'est inclinée face à l'équipe italienne de la Fiorentina (1-0), mercredi 7 mars, à Pérouse, en match aller des quarts de finale de la Coupe de l'UEFA. Les chances de qualification auxerroises restent entières contre un adversaire florentin qui traverse la plus grave crise de son histoire.

## PÉROUSE

de notre envoyé spécial

Auxerre se prend au jeu de l'Europe. Au fil des tours, à mesure que tombent les adversaires - les Yougoslaves de Zagreb, les Albains de Fier, les Finlandais de Rovaniemi, puis les Grecs de l'Olympiakos - l'équipe entraînée par Guy Roux repousse les limites de ses possibilités, de ses rêves aussi. En n'étant battue que par 1 but à 0 par la Fiorentina, mercredi 7 mars à Pérouse, on match aller des quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, les Bourguignons ont préservé toutes leurs chances de qualification avant le match retour.

« C'est un bon résultat, sauf comme une équipe italienne », tempérait Guy Roux à l'issue de la rencontre, en faisant sans doute allusion à l'élimination de Sochaux au tour précédent par cette même formation florentine malgré un excellent match nul à Faller (0-0) en Italie. Pourtant, Auxerre se voit bel et bien offrir une chance unique d'accéder aux demi-finales. Non pas que les Italiens soient moins brillants que les Français : au contraire, ils le sont largement. Son stade étant en pleine rénovation en vue de la prochaine Coupe du monde, la Fiorentina doit en effet évoluer sur d'autres terrains. C'est ainsi qu'elle a dû affronter Auxerre à Pérouse, en Ombrie, à deux heures et demie de train de la cité des Médicis, autrement dit le bout du monde dans un pays plus morcelé que jamais lorsqu'il est question de football. Malgré l'enthousiasme des vingt mille Florentins qui avaient effectué le déplacement, la Fiorentina ne se sentait pas chez elle dans cette cité située à mi-chemin entre Rome et Florence et réputée pour son esprit d'indépendance. Du haut de ses collines, la vieille ville de Pérouse, recroquevillée derrière des remparts bâtis jadis par les Etrusques, paraissait narguer ces Florentins parqués quelques centaines de mètres plus bas, dans la plaine, sur les gradins d'un stade indigne de son rang.

Passé encore sur la onzième place au classement du championnat : bien que peu glorieuse pour une équipe qui s'est toujours targuée de concurrencer les Milan AC, Juventus et autres AS Roma, elle n'a rien de catastrophique au regard des malheurs qui accablent par ailleurs le club toscan, menacé de perdre sa place parmi les grands.

A l'origine de cette situation, le meilleur joueur italien actuel, adulé à Florence, redouté partout ailleurs, Roberto Baggio. Le jeune homme est si doué que son départ pour la puissante Juventus de Turin la saison prochaine aurait déjà été négocié entre le comte Flavio Pontello, patriarche de la famille du même nom, et M. Gianni Agnelli, grand patron de la Fiat, donc de la Juventus.

## Le départ de l'idole

Ces négociations auraient dû demeurer secrètes. L'affaire a tourné au scandale. Les supporters florentins ont hurlé à la trahison. Certains ont organisé de violentes manifestations contre le départ de l'idole. D'autres ont décidé de boycotter les gradins en signe de protestation. La polémique a pris une telle ampleur dans une ville où tout ce qui touche au football est toujours frappé du sceau de la passion que la famille Pontello, qui soutient le club depuis 1958, a annoncé son intention de le vendre pour 230 millions de francs.

De nombreux candidats se sont alors manifestés. Le nom du roi de la maille colorée et des tricot floco, Luciano Benetton, a été évoqué. Plusieurs journaux ont suivi des

pièces menant au Japon ou dans les Emirats. La candidature la plus sérieuse serait celle de Mario Cecchi Gori, un riche industriel producteur de cinéma, supporter passionné de l'équipe au maillot violet. Les négociations - les Pontello et Cecchi Gori se sont rencontrés mercredi 7 mars à Rome - restent en très bonne voie.

Les Pontello sont nobles. L'acheteur ne l'est pas. Le club passerait donc de l'aristocratie à la grande bourgeoisie. Mais les supporters ne s'en formalisent pas. L'essentiel est de se débarrasser des « traîtres » Pontello et de conserver l'idole Roberto Baggio. Mercredi, lors du match contre Auxerre, le stade était orné de banderoles à l'adresse du producteur (« Nous ne voulons pas de trahisons »). Les tifosi ont entonné à plusieurs reprises des couplets hostiles aux Pontello, narguant respectés (à défaut d'être aimés) et désormais détestés.

A l'annonce du transfert de Baggio à la Juventus et de la passation de pouvoirs qui devrait prochainement intervenir, est venue s'ajouter une affaire tragique dont le club se serait bien passé. Mardi 27 février, de jeunes supporters florentins ont agressé et gravement blessé trois immigrés nord-africains dans les rues de la vieille ville. Cette agression raciste a suscité de vives polémiques en Toscane et dans le reste du pays. Elle a contribué à ternir davantage encore la réputation d'un club qui se voulait à l'image de la ville, fantasque mais brillant, frondeur mais respectueux de certaines valeurs.

Les plus superstitieux voient là les multiples conséquences d'une grave infélicité à la terre toscane. Son stade étant en pleine rénovation en vue de la prochaine Coupe du monde, la Fiorentina doit en effet évoluer sur d'autres terrains. C'est ainsi qu'elle a dû affronter Auxerre à Pérouse, en Ombrie, à deux heures et demie de train de la cité des Médicis, autrement dit le bout du monde dans un pays plus morcelé que jamais lorsqu'il est question de football. Malgré l'enthousiasme des vingt mille Florentins qui avaient effectué le déplacement, la Fiorentina ne se sentait pas chez elle dans cette cité située à mi-chemin entre Rome et Florence et réputée pour son esprit d'indépendance. Du haut de ses collines, la vieille ville de Pérouse, recroquevillée derrière des remparts bâtis jadis par les Etrusques, paraissait narguer ces Florentins parqués quelques centaines de mètres plus bas, dans la plaine, sur les gradins d'un stade indigne de son rang.

Condamnée à l'exil, en passe d'être vendue à un roturier, la Fiorentina est mal en point et ne risque pas d'être dans un meilleur état, mercredi 21 mars, pour le match retour en France. Car le jeu de l'équipe est lui-même atteint. Ainsi les Florentins ont-ils largement dominé les Auxerrois, pratiquant un jeu aussi ciclé et lumineux que la façade de leur cathédrale. Mais ils n'ont marqué qu'un seul but, en début de match, par Giuseppe Volpesci (6<sup>e</sup> minute de jeu). Sans l'excellente prestation du gardien de l'équipe de France Bruno Martini et avec un peu plus de réussite, les attaquants Roberto Baggio et Marco Nappi auraient pu doubler ou tripler la mise. Ils n'y ont pu rien. Le sort, tout autant que le courage des Bourguignons, était contre eux. Il y avait dans leur obstination à tenter de nouvelles offensives comme une pathétique volonté d'échapper à la décadence, de conserver un rang que le club dans son ensemble mérite chaque jour un peu moins.

PHILIPPE BROUSSARD

## Résultats

## FOOTBALL

## QUARTS DE FINALE DES COUPES D'EUROPE

Coupe des clubs champions  
Marseille (Fra.) b. « Sofia (Bul.), 1-0 ; « Hellas (Bel.) et Milan AC (Ita.), 0-0 ; « Bayern Munich (RFA) b. PSV Eindhoven (P-B), 2-1 ; « Benfica (Por.) b. Dinamo Zoulov (URSS), 1-0.

## Coupe des vainqueurs de coupe

« Dinamo Bassein (You.) b. Partizan Belgrade (You.), 2-1 ; « Real Valladolid (Esp.) et AS Monaco (Fra.), 0-0 ; « Sampdoria Gênes (Ita.) b. Grasshoppers Zurich (Sui.), 2-0.

Coupe de l'UEFA  
1-0 : Juventus de Turin (Ita.) b. « Hambourg SV (P-B), 2-0 ; « Werder Brême (RFA) b. FC Lige (Bel.), 4-1 ; « FC Cologne (RFA) b. Royal Antwerp (Bel.), 2-0.

RECTIFICATION. - A la suite d'une erreur dans la transcription de l'interview du secrétaire général de la Fédération roumaine d'athlétisme, M. Nicolae Marzescu (le Monde du 6 mars), nous avons attribué la présidence du comité olympique roumain à la championne olympique 1988 du 1 500 m, Paula Ivan, alors qu'il s'agit à ce poste la championne olympique 1968 du lancer du disque, Lia Manoliu.

(1) *Et mon fantôme en rit encore*, Ed. du Rocher (1989).  
(2) Robert Laffont, 1978 (en cours de réimpression).

## LES SAMOURAIS

de Julia Kristeva.

L'ÉTOILE RUBIS

de René de Ceccatty.

Julliard 224 p., 90 F.

FANFAN

d'Alexandre Jardin.

Flammarion 234 p., 89 F.

**N**OUS avons tous été amoureux de Julia Kristeva, ceux qui l'ont connue dès 1966 à son arrivée à Paris, aussi bien que ses étudiants en sémiologie, ses amis plus ou moins dans la mouvance de *Tel Quel*, ses analystes *a fortiori* depuis qu'elle est analyste, et maintenant probablement les lecteurs de son gros roman autobiographique, à peine camouflé et tintinnabulant de clés diverses, plein de reflets, d'anecdotes, de souvenirs partagés et d'amour. Le charme de l'auteur, sa beauté chinoise, ne sont pas seuls en cause, mais aussi son intelligence souple et opiniâtre, son goût de la vie, sa générosité et sa droiture intellectuelle, toutes vertus cardinales qui ne se rencontrent pas souvent réunies, et peuvent à l'occasion tourner bien des têtes et en remplir avantagusement quelques autres.

La voici donc, aux premières pages de ces *Samourais* qui répondent à trente-six ans d'intervalle aux *Mandarins* de Simone de Beauvoir, en jeune Bulgare débarquant d'un Tupolev à Orly en 1965, dans le personnage d'Olga Morena, venue étudier la linguistique et la sémiologie, le temps d'une bourse. C'est l'hiver, la neige est vite sale à Paris et les Français lui semblent peu chaleureux avec leurs paquets-cadeaux de Noël, leur messe de minuit pour les touristes, à Notre-Dame. Mais c'est l'abondance tout de même, les gâteaux des pâtisseries sont si beaux qu'elle les photographie avant de les manger.

Quant aux intellectuels qu'elle est venue rencontrer, ils sont encore meilleurs que les gâteaux. Il y a Fabien Edelman, qui ressemble beaucoup à Lucien Goldmann, le théoricien du Dieu caché de Pascal, et Armand Bréhal, « le prof le plus chic qui soit, un artiste, un magicien du concept », dont la voix lente, « au vibrato lascel », parle si

bien de Proust, et qui ne peut être que Roland Barthes.

**C'**EST tout un réseau d'artistes méticuleux de la pensée qu'elle découvre, un flot miraculeux de philosophes et d'écrivains, débordant d'un enthousiasme austère mais incroyablement intense, gravitant entre Montparnasse, la rue d'Ulm et Saint-Germain-des-Près, où siègent les Éditions de l'Autre (Le Seuil) et la revue *Main-tenant* — alias *Tel Quel* — avec son jeune gourou Hervé Senteuil, traduisez Philippe Sollers, dont Olga-Julia tombe amoureuse après un dialogue serré Sollers-Barthes au Rosebud.

Le Paris des sixième et septième arrondissements, dans ces années-là, était-il est vrai un beau vivier d'espèces aujourd'hui fortement menacées. L'anthropologie était structurale avec Lévi-Strauss, l'inconscient structuré comme un langage avec Lacan (Lacan dans le roman), et on comptait assez sur la linguistique déjà chomskienne pour faire le pont entre les deux. Les idéologies n'étaient pas toutes mortes ni les frontières gauche-droite, Est-Ouest.

C'est ce qui surprend Olga, du reste, que ces gens brillants souhaitent que la France devienne le plus avancé des pays de l'Est, inconscients d'habiter ce « port cosmopolite et pourtant uniquement français, peut-être même exclusivement parisien par sa rapidité, sa désinvolture, son allégresse ». Bref, on vivait la fin d'une époque avec l'impression délicate de devancer un avenir qui se révélerait par la suite tout autre qu'on l'avait conçu, riche en renversements et désillusions, dans une rive gauche qui n'était pas encore la proie tondue des marchands d'habits et de la restauration rapide.

**C'**ETTE fin d'époque, on la sent vibrer sous la plume de Kristeva, notamment dans maints portraits de personnages dont les modèles réels ont acquis assez de notoriété pour qu'on les reconnaisse en dehors du cercle des initiés parisiens. La silhouette élégante de Barthes (« Le nez découpé en œuvre-botte perchait asymétriquement à gauche et lui donnait, au gré

## LE FEUILLETON

de Michel Brandeau



## Nous nous sommes tant aimés

des circonstances et des jeux du visage, un aspect simplet ou insolent. Le regard et la bouche affichaient sans frein le plaisir — ou, très facilement, l'ennui — qu'il éprouvait à écouter les autres. Celle plus carrée de Sollers (« C'était un jeune homme plutôt grand, corpulent, dont l'aspect physique ne trahissait en rien l'intellectuel d'avant-garde, le « pape de Saint-Germain », disaient les journaux, mais évoquait davantage un médecin posé et rusé consacrant ses loisirs au tennis et au golf »), dont elle aime l'ironie et le rire, avant de l'aimer, lui, tout à fait, jusqu'à l'épouser.

D'autres figures d'importance sont plus vite esquissées, pour ne pas dire expédiées. Scherner (alias Foucault, très en vus chez nos auteurs, ces temps-ci) est un peu réduit à son « rire idiot », à ses pratiques sexuelles, n'est pas « senti ». Lacan, avec sa cape à la Zorro et ses cigares tortillés,

n'est approché que dans la déconvenue d'un jour où il trouve sa fidèle Séverine avec un de ses disciples. Roman Jakobson (Romanski) et Emile Benveniste (Bensérade), les maîtres de Kristeva, sont peu apparents. Benveniste n'existe bien qu'au moment, touchant, de sa mort, aphasique. Comme lui, Barthes, Lacan, Foucault meurent avant la fin de ce livre qui aurait dû compter le double de pages pour leur rendre justice ainsi qu'à la période qui prit fin avec eux.

Pour rendre compte non seulement des riches heures de Philippe Sollers et de son épouse Julia Kristeva entre leurs retraites ensoleillées à l'île de Ré (excellente et fidèle description de l'île et de ses oiseaux) et leurs expéditions en Chine avec Barthes — lorgnant sur un jeune Chinois — ou à New-York dans les boiseries de l'hôtel Algonquin, mais aussi de l'espoir déçu ou dépassé

d'une génération. Laquelle ne se compose pas seulement des gens de même âge à peu près, mais aussi d'ancêtres très présents. Ne serait-ce que Sartre.

On aurait bien fait l'économie de nombreuses pages du journal intime de la psychanalyste Cabarus, de la correspondance de la jeune Carole, frigide et amoureuse d'un Martin comme il y en a tant, incapable de finir sa thèse, hésitant entre le terrorisme et la partouze mondaine — personnages et intrigues annexes servant d'éclairages latéraux, sinon d'appoint, de chambres d'écho — au bénéfice d'un développement plus aigü sur mai 68, survolté en quelques pages (Sollers « sauve sa bagnole » et nous des contacts avec le PC) ; il semble qu'un meilleur équilibre des densités aurait pu être soutenu, cela dit sans vouloir peiner l'éditeur ami, Claude Durand, qui lui aussi fut en ces temps-là acteur et témoin aux mêmes éditions. On a plus d'une fois l'impression de manquer un épisode important ; il est vrai qu'il fallait bien trancher dans le souvenir, les mille événements.

**L**E grand public comprendra-t-il ces mystères d'alcôves pensantes, ces débats de revue ? Peut-être, car les ressorts d'un roman « populaire » sont mis en œuvre, mais il risque de trouver les acteurs trop cultivés et les dialogues trop intelligents (Sollers et Barthes au Rosebud, Sollers et Philip Roth à Paris). Les complices de ces jours peu tranquilles à Paris s'étonneront de leur côté, sans doute à tort, d'une démarche inaugurée en toute rigueur sous les bannières de Joyce et de Mallarmé se contemplant aujourd'hui dans le plat miroir d'un roman comme les mignonnettes Mmes Fraïn ou Mancaux, genre honni jadis par l'auteur. L'art du roman, hélas, ne s'emprunte pas, il coûte trop cher.

Reste le récit d'une intégration passionnée, un chant d'amour à Paris, à Sollers, ce héros si français, et la joie de découvrir après tant d'années passées dans les livres et les luttes une saveur plus immédiate à la vie : « Les choses simples ne sont jamais d'une simplicité anodine quand on les découvre sur le tard ou après coup (...). Il y a une nature et vous en êtes. Il y a

une bêtise et vous en êtes. Il y a un rire innocent et vous en êtes ».

**O**N n'a pas que des relations amoureuses avec son éditeur, tant s'en faut, il en est de sordides, de méchantes ou de comiques. Dans la première partie de son huitième roman, *L'Étoile Rubis*, René de Ceccatty insère dans le beau récit d'une reconnaissance incertaine, d'un manuscrit perdu et retrouvé, la description d'une maison close où travaillent des travestis japonais, qu'il n'est pas trop difficile d'identifier comme une transposition acide de la maison Gallimard. L'auteur y est prostitué (e) sous le nom d'Oyoné et doit subir les caprices et les jérémiades des clients — les auteurs — avec patience et sans dégoût. Elle a pour protectrice la maquereolle Otake et pour camarade la spirituelle Oharu, une bonne fille.

Dans la rotonde, le vieux Ginkyo « se noie dans la vieillesse », au fond du jardin des clients décaillés trottent vers un pavillon des cancéreux qui a tout l'air d'un funéraire de la Pitié. Encore des clés et des serrures. La mieux bouclée n'est pas la grosse Osoné : « Elle surgit du vestiaire, tout enveloppée de ses couvertures riches et de ses jupes de paysanne. Elle a le cheveu dru et sain, grisonnant et abondant, elle a la couperose généreuse et, au milieu de son visage de poupon, un pif granuleux de buveuse de bière. » S'agit-il de l'illustre M<sup>me</sup> Vigny ?

Pour nous en assurer, reportons-nous à l'ouvrage d'un jeune poète de celle-ci, Alexandre Jardin. Dans *Fanfana*, sobre éloge de la rétrocession et du coit remis au lendemain, son père, l'écrivain dans un bordel pour écrivains rue de Naples, voit Mado la tenancière et agent littéraire, qui fait tourner son boxon en taxant 10 % de ce que touchent ses auteurs : « La porte s'ouvrit. Mado apparut, vêtue d'une robe-sac noire. Elle devait peser 100 kilos. Son regard de dinosaure extrêmement sensible et intelligent me fit peur. Tout de suite, je sentis qu'avec elle je ne pourrais pas tricher. » Ce doit être un compliment. On n'en attend pas moins le droit de réponse littéraire de M<sup>me</sup> Vigny. Il est annoncé, avec ses Mémoires, pour juin.

## Quand les Samourais répondent aux Mandarins

Suite de la page 19

« L'expérience de la grossesse et de la maternité a quelque chose de mystique, explique Julia Kristeva. Chacun des deux sexes la vit de manière incommunicable. Le pari de cette génération dont je parle dans les *Samourais* est qu'il est possible de joindre cette expérience du corps — et la complexité déchirée qu'elle suppose avec l'homme — avec une complexité intellectuelle.

« Je crois qu'en n'étant pas mère, Simone de Beauvoir a manqué quelque chose, mais nous manquons tous quelque chose. Ce qui me reste problématique chez elle, c'est qu'elle ne semble pas avoir eu le sentiment d'un manque. Je ne crois pas que la maternité soit la voie royale. Ce n'est pas la seule manière pour une femme d'être autre. Mais pour la grande majorité des femmes, cela peut passer par là, et l'essai de leur dire de rejoindre leur expérience biologique. C'est certainement dans cette image d'Olga en mère que les *Samourais* est le plus à l'écart des *Mandarins*, auquel il est par ailleurs une réponse, une

suite ironique, c'est-à-dire à la fois conviviale et distante.

L'itinéraire personnel de Julia Kristeva fait son geste de témoignage symétrique, à la fois semblable et inverse, de celui de Simone de Beauvoir. Mlle de Beauvoir a mis toute son énergie à s'arracher à la bourgeoisie française, au mariage convenable et aux thés d'après-midi auxquels elle était promise. La jeune femme bulgare s'exilant en France a accompli « une longue tentative de devenir française où intégration et « étrangement » coexistent ». Elle a voulu s'enrichir profondément, de cœur, d'esprit, de sensations, dans ce pays, dans une famille qui le symbolisait.

Elle y est parvenue au point de représenter, pour les Américains qui l'invitent sans cesse à faire des cours et des conférences, l'archétype de l'intellectuelle française. Et si elle continue d'accompagner par son récit la génération dont elle vient de commencer l'histoire, elle sera, définitivement, le témoin français d'une partie de sa mémoire.

Josyane Savigneau

**ISAAC ASIMOV**

**AZAZEL**

Les aventures hilarantes des Laurel et Hardy de la S.F., George qui aime rendre service et son comparse le diabolin Azazel, un extra-terrestre que George peut faire apparaître à volonté. Un chef-d'œuvre d'humour par un des grands maîtres de la science-fiction.

UNIVERS SANS LIMITES / PRESSES DE LA CITÉ

**actualités**

9-29 mars

MAME, deux siècles du livre

Exposition

10 h - 18 h, du lundi au vendredi

Vues et revues 18 h 30

21 mars Que sont devenues les nouvelles revues ?

26 mars Rencontre avec les revues de l'est

60 ans d'histoire dans les Annales

4 avril

Vertes lectures 18 h 30

7 mars Les âges de la lecture

28 mars Des genres et des critiques

25 avril

Bologne, ville ouverte

Livres du théâtre 18 h 00

26 mars La commande à l'auteur

23 avril La traduction est-elle une écriture ?

Entrée libre

Contacts et renseignements

Valérie Jchou

Centre national des lettres

53, rue de Vernueil

75007 Paris

tél. 45 49 30 85

minitel 36 14 code CNI.

**Culture**

ROMANS ET NOUVELLES

# L'humeur buissonnière de Jacques Bens

NOUVELLES DÉSENCANTÉES  
de Jacques Bens  
Seghers, 224 p., 98 F.

Comment raconter une histoire ? C'est en se livrant à des réflexions odysséennes sur cette épineuse question que Jacques Bens, le héros de la trilogie et dernier des Nouvelles désenchantées de Jacques Bens, traverse la place Ponceau-du-Terrail... C'est dire que l'imagination, certes, doit travailler. Mais qu'il faut avant tout un point de départ : une situation, un personnage, un nom, et un petit fait, apparemment anodin, de la vie quotidienne, un événement insignifiant que personne ne s'avait avoir remarqué. A partir de là naît, par une modeste mais curieuse alchimie, tout un petit monde qui reflète plus ou moins les goûts et les humeurs de l'auteur.

L'humeur de Jacques Bens est plutôt buissonnière : ironique sans méchanceté, joyeuse sans avec discrétion, rigoureuse sans ouïstrie. Car chaque nouvelle,

sous une apparence de fantaisie, est construite avec soin, et attention ! La présence d'un mot d'argot ou de l'absence d'un mot d'argot, le refus du hiatus et la colère contre la « confusion lexicale ». Avant tout, l'auteur de la Cinquantaine à Saint-Quentin (1) aime la précision. Le lieu, la date, l'heure, la profession des personnages, rien n'est laissé dans le flou. Cette nouvelle commence « le 4 juillet de cette année-là, c'était un vendredi, vers 11 heures et demie du soir », dans la forêt domaniale de la Grégoire, telle autre le 22 mai 1988, à Granville-sur-Oudon, sous le clocher de Sainte-Ursule.

Car toutes ces nouvelles, comme celles de Daniel Boulanger, se situent dans de petites villes de province où rumeurs, ragots, réputation, prennent vite d'importantes proportions. Etre vice-président de la Société ornithologique du bas Quercy ne console pas d'infortunes conjugales, pas plus qu'être sous-

ingénieur de l'équipement dans la circonscription de Noyon, quand on voit sa femme émigrer du numéro 37 au numéro 34 de la même impasse. C'est encore l'amour qui exerce ses ravages sur les habitantes de l'arrondissement de Villefranche-Rempnat (Vienne supérieure), peut-être parce qu'elles sont clientes de la même boutique de « Lingerie féminine-Frivolité »...

## Au-dessus des rascasses

Au fond, ces personnages sympathiques et cocasses sont de grands passionnés, qui frisent parfois l'exaspération : et là tous les endossements sont permis. Ainsi un amoureux d'écureuil se console lorsqu'il se découvre le singulier pouvoir de déclencher des averses en remuant les oreilles, et de déconstruire ainsi son rival, un météorologiste. Mais il peut s'agir aussi de passion scientifique comme chez le polissonnier Barthélemy, qui invente une mécanique dont le

mouvement perpétuel, faute de faire sa fortune, agite l'eau des aquariums et fait tourner le ventilateur au-dessus des rascasses.

Bens sait aussi énoncer des vérités générales ou particulières, comme celle par laquelle il met en garde les violoncellistes amoureux : « Le violoncelle est un instrument fragile et encombrant, dont on ne sait quoi faire à la fin du concert. » La plus drôle de ces nouvelles, « désenchantées » sans amertume, est celle où le prisonnier Baptiste Pastaud, creusant un mur à la petite cuiller, arrive par accident dans une cellule d'un couvent voisin. Le dialogue de l'offenseur repris de justice et de la couventine — qui n'a pas toujours mené une vie exemplaire — est particulièrement savoureux. On prend plaisir à lire ces nouvelles fraîches, légères, dont l'humour rappelle celui de Vialatte et de Queneau.

Monique Petitfon

(1) Seghers.

# Le réalisme au jour le jour de Claude Duneton

Comment raconter la monotonie sans se faire monotone ?



P. D. DESCHAMPS/VII

RIRES D'HOMME  
ENTRÉE DEUX PLUIES,  
de Claude Duneton,  
Grasset, 468 p., 125 F.

Dans le sillage de Raymond Queneau, Claude Duneton s'acharne à donner au français une leçon de savoir-vivre. Depuis le temps où il sévissait derrière son pupitre d'instituteur déjà marginal, son œuvre ne cesse de fonder la langue trop écrite et bien pensante jugulée par l'Académie. Je suis comme une truite qui doute, l'Ami-Mamuel de français, l'Ouille (1) ou la Fure à l'oreille (2) sont autant de dénonciations d'un verbiage bourgeois, centralisateur et sans fantaisie, figé entre les brancards des conventions de salon. Duneton, lui, écrit comme il parle et parle « pope ».

Son dernier roman, Rires d'homme entre deux pluies, donne un aperçu de la douce gouaille urbaine des années 70 et, à travers elle, d'un art de vivre ou de flotter. Naturaliste de la vie de bohème, Claude Duneton la peint comme elle va, en fil de la pluie et du beau temps. Car il y a des sentiments comme de la météo : le cœur connaît ses orages et ses embellies, passe du brouillard au ciel clair ou au givre. Des « rires d'homme entre deux pluies », cela surgit sans crier gare, aussi furtivement qu'un aro-cic-clac un peu fade.

Les personnages du roman n'ont ni le rire franc ni le désespoir

tenace. Funambules rêveurs et désinvoltes dans leur vieillesse immuable parisienne du neuvième arrondissement, ils se laissent porter au gré des amorceuses, des hasards et de la fauche quand il faut bien. On vitote son petit quotidien loin des grands états d'âme, nostalgiques entre deux rires et souriant dans la mélancolie, plus aux caprices du temps : « Je regardais tomber la pluie sur la place Saint-Georges. Je contemplais le ciel pourri, en me demandant si Dieu, un jour, allait colmater les fuites. » Il ne se passe pas grand-chose mais au bout de la vie on pourra bien se laisser dire, comme Zazie : « J'ai grandi ».

L'argot se conjugue à l'imparfait du subjonctif, s'articule en phonétique parigote et s'écrit comme il se respire : des relents de Raymond Queneau, quelques accents celtiques et une atmosphère à la Rohmer de réalisme au jour le jour. Le ton est donné, il n'y aurait plus qu'à se laisser emporter. Mais ces petites tranches de vie regardées à la loupe manquent décidément de poigne. Comment raconter la monotonie sans se faire monotone ? Quand on n'est pas Georges Perec, le « parler croquant » et même l'habileté des mots ne suffisent pas, loin s'en faut, à sauver la mise.

Marion Van Renterghem

# « Un extra terrestre chez les nègres »

A travers la quête d'un Africain entre deux continents, Henri Lopes chante la douleur du métissage

LE CHERCHEUR D'AFRIQUES  
d'Henri Lopes,  
Seuil, 301 p., 85 F.

C'était au temps où les jukobos jouaient Sidney Bechet, Eddie Constantine ou Mouloudji. Gare au gorille était interdit d'antenne. C'était au temps du jazz et du cha-cha-cha. Dans les boîtes on dansait « le vrai mambo, c'est vraiment beau ». Pour beaucoup, les Arabes s'appelaient des fellagas. En Algérie, c'était la guerre. En Afrique noire, c'était — pour quelques temps encore — le temps des colonies.

C'est dans cette atmosphère des années 50 qu'Henri Lopes, ancien ministre du Congo, situe son quatrième roman. Le Chercheur d'Afriques est un livre plus intimiste, plus personnel que le Pleurer-tirs dans lequel il racontait, sur un mode tragi-comique, les aventures de Tonton, tout-puissant chef d'Etat, disciple des libertés au même titre que Bokassa ou Amin Dada, qui impose la domination de son ethnicité de la façon la plus sanglante avec la bénédiction des anciens colons.

Le narrateur du Chercheur d'Afriques est un jeune métis — comme Henri Lopes — fils d'un médecin militaire colonial tôt revenu au pays des « Mourou-péens » et d'une femme noire qui

va l'élever dans le souvenir de son père, André Leclerc a hérité du « commandant » une certaine pâleur, des cheveux non crépus et des yeux verts qui font de lui « un extra terrestre égaré chez les nègres ».

Ni Blanc ni Noir. En Afrique, on se rit du « Blanc-maniac ». En France, on apostrophe « Sidi cacahuète », car la différence serait trop subtile à faire entre André le métis et un félag du FLN : « Là-bas on montrait le moulinet du doigt, ici on ricane du moricaud ».

## Une question de racines

A l'heure où l'on célèbre volontiers les richesses et les vertus du métissage, Lopes en chante plutôt la douleur : « Malgré l'affection dont on m'entourait, je me suis souvent demandé si je n'étais pas un enfant recueilli. A bien réfléchir, je ne pouvais être le fils ni du commandant ni de Ngahala (sa mère). Ma peau était différente de la leur, différente même de celle des albins. »

Pour retrouver son identité, pour échapper « à l'arrogance et à la grossièreté de ceux qui s'imaginent leur sang pur », il faut qu'André retrouve ses origines, recherche son père afin

peut-être de le renier, de le rejeter à son tour. Il a besoin de cette confrontation avec ses racines blanches, avec ce père qui l'a abandonné, mais qui l'a fait rêver, quand, pendant la guerre, il lisait les exploits de la division Leclerc, persuadé qu'elle était commandée par l'ancien médecin militaire.

Temps et continents se mêlent pour restituer cette quête qui nous fait passer de l'Afrique (celle des légendes, de l'enfance et de l'adolescence) à la France (celle des études, des amours et de la politique). André va retrouver son père à Nantes, où il fait deux séjours à quelques semaines d'intervalle. Le premier est placé sous le signe du carnaval, de la danse et de l'innocence, le deuxième sous celui de la solitude et de la faule. Les deux récits s'entrecroisent et s'éclaircissent. On comprend seulement dans les dernières pages du roman que la faule a marqué la fin du premier épisode nautique et déclenché la nécessité du second voyage. Nous ne dirons rien de cette faule sinon qu'elle touche deux êtres innocents, dévorés par une mauvaise conscience qui aurait dû être celle de leurs parents : la mauvaise conscience devant l'Afrique colonisée.

Ayant retrouvé son père, il doit retrouver l'Afrique. Mais

quelle Afrique ? Celle de son oncle, l'Afrique des ancêtres et des légendes, celle de son père adoptif, Joseph, le métis qui « proteste qu'il n'est pas nègre » et se moque des colons, « les petits Blancs, les hommes aux culottes courtes » ? André « a besoin de [se] rattacher à [sa] famille de la forêt » car « être Noir n'est pas une question de peau mais de racines ».

Mais pourra-t-il un jour retrouver ses racines ? Il retourne au Congo. Sortant de l'aéroport il s'adresse en lingala (2) à un chauffeur de taxi qui écoute de rire en lui répondant qu'il parle bien pour un Martiniquais.

Il ne lui reste plus qu'à aller au bord du fleuve, « contempler les jacinthes d'eau, les déracinées » dont « l'origine demeure nimbée de mystère ». André est condamné à flotter sur le fleuve, à errer entre deux continents, à chercher ses racines, à poursuivre sa quête douloureuse : « Savez-vous donc, ô vous tout d'une roche, la torture de la vie entre les eaux ? »

Alain Balles

(1) Editions Présence africaine (1982).  
(2) Langue largement répandue en Afrique centrale.

TAHAR BEN JELLOUN

Journal de silence à Tanger

RÉCIT

Tahar Ben Jelloun

Editions du Seuil

PANCOL

KATHERINE PANCOL

Les hommes cruels ne courent pas les rues

ROMAN

Katherine Pancol

Un ton juste et déchirant. Il y a une vraie invention langagière, un modernisme et une frénésie entraînants.

Éditions du Seuil

PATRICK GRAINVILLE

L'orgie, la neige

ROMAN

Grainville

Éditions du Seuil

DICTIONNAIRE  
DES PHILOSOPHES  
ANTIQUES.

Tome 1, Abam(m)on  
à Axioteia.  
Sous la direction  
de Richard Goulet.  
Préface de Pierre Hadot.  
Editions du Centre national  
de la recherche scientifique.  
842 p., 425 F.

LEU de société : nommez des philosophes grecs et romains. Notez vos résultats. Mieux de dix noms : retournez à l'école, ou trouvez d'autres récréations. De dix à trente : la bonne moyenne de l'homme qui n'a pas tout oublié de ses humanités, sans être aucunement spécialiste. Plus de trente ? Il y a chance que vous soyez helléniste, latiniste, ou les deux. On dit même que quelques joueurs, des professionnels sans doute, auraient dépassé la centaine de patronymes cités. Mais rien n'est sûr, et il n'est pas facile de savoir comment se répartissent les faits et la légende. D'ailleurs, certains pensent que ce passe-temps ne fut jamais pratiqué.

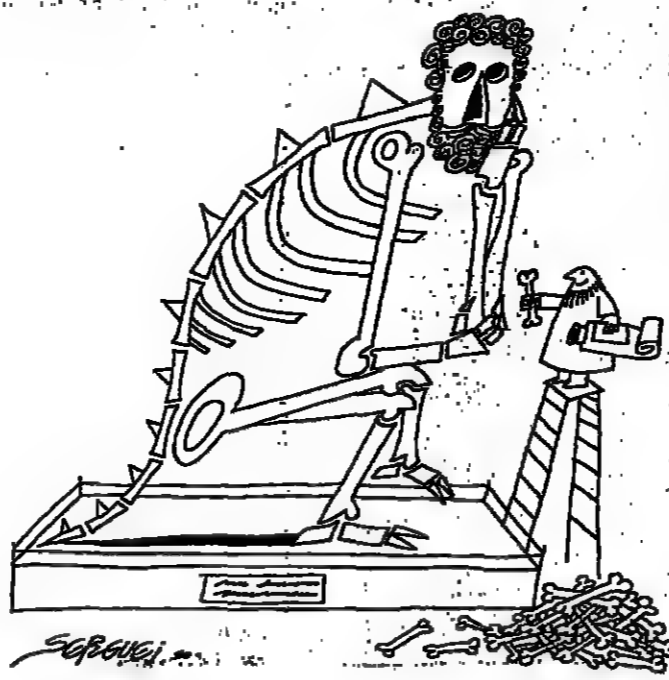
Il reste une vraie question. Savons-nous combien furent ces humains héroïques, qui cherchèrent un salut sur les chemins de la sagesse ? Fluctuait de bêtise de froid système, ils reculaient en eux-mêmes la vie et la pensée d'une part, l'autre. Devenir auteur d'une œuvre, au sens où nous l'entendons, n'était pas leur souci majeur. Il est donc malaisé de connaître exactement leur nombre, leurs noms, leur vie, leurs actes. Et puis, douze siècles séparent les auteurs présocratiques des derniers néoplatoniciens. Ce que nous appelons l'Antiquité, c'est plus d'un millénaire. Des mondes mentaux et sociaux très divers s'y sont affrontés ou mêlés. Les écoles et les courants s'y sont succédés ou combinés de façon complexe. Et la plupart des textes nous manquent. De nombreux philosophes antiques sont à jamais engloutis dans l'oubli — sans épitaphe, sans même la sépulture minimale d'un nom mentionné quelque part.

On ne les connaît donc jamais tous, filice de réputation. Mais il nous reste d'innombrables traces de leurs pas et de leurs voix. C'est pourquoi on a pu forger le projet de recenser, de manière exhaustive, toutes les données dont nous disposons à propos de ces philosophes, dans l'état actuel des connaissances. Richard Goulet, chercheur au CNRS, s'est attelé depuis une dizaine d'années à cette tâche gigantesque. Entouré de quatre-vingt spé-

cialistes internationaux, cet érudit éprouvé de grec, d'hébreu et d'informatique (1), a entrepris de rassembler et de répertorier tout ce qu'on sait, de tous côtés, sous toutes les formes, sur les philosophes d'expression grecque et latine.

Ce dessein démesuré aboutit déjà à d'étonnantes résultats quantitatifs. On croyait avoir repéré, au mieux, sept cents figures. Richard Goulet et ses collaborateurs en ont comptés... plus de quatre mille ! Avec plus de huit cents pages serrées et de cinq cents notices (dont certaines sont presque des livres), le premier tome de ce *Dictionnaire des philosophes antiques* n'épuise pas la lettre « A » (2), initiale plus fréquente en grec qu'en français. Quatre ou cinq autres volumes devraient achever l'ensemble dans les dix ans à venir. D'ores et déjà, on peut affirmer que cette somme, qui n'a pas d'équivalent dans le monde, va grandement faciliter bien des recherches en cours, et même en rendre possibles de nouvelles. Il est probable que, à long terme, l'image qu'on se fait de l'héritage philosophique s'en trouve modifiée. Comment et pourquoi ? Voilà qui demande quelques précisions.

REPARTONS du plus simple. Comme le rappelle Pierre Hadot dans une remarquable préface, la littérature philosophique de l'Antiquité a été victime d'un usage immense. La plus grande part en est détruite. Nous ne possédons qu'une infime partie des milliers de traités, notes de cours et autres vestiges d'une vie intellectuelle et spirituelle foisonnante. Décomposés, le papyrus, l'osier, la cire, les brèves, les tablettes. Les bibliothèques ? Brûlées ou évanouies. D'un philosophe, il ne nous reste bien souvent qu'un nom, quelques anecdotes, un propos rapporté, des dates approximatives. Dans certains cas nous possédons encore une liste de titres, parfois squelettiques, des ouvrages qu'on lui attribue. Au mieux, quelques citations, un fragment, un résumé succinct de doctrine nous sont parvenus. Au regard de ce qui fut, cette poussière, de

PHILOSOPHIES  
par Roger-Pol DroitUne boussole  
pour l'Antiquité

ruines, à l'évidence, est infiniment peu.

D'un autre côté, ces restes du passé ont engendré une multitude d'interprétations et de publications divergentes. Deux siècles de philosophie savante ont déjà produit des centaines de périodiques. Et leur prolifération va croissant. En effet, aux sources habillées de l'érudition — comme les grands manuscrits, déchiffrés de longue date, — sont venues s'ajouter de nouvelles données. L'information s'est enrichie d'adjudications glanées par exemple dans les découvertes de la papyrologie, ou dans les nouvelles inscriptions que déchiffrent les archéologues. Des renseignements abondants sur les œuvres des philosophes grecs et latins émanent aussi des travaux récents qui explorent des ensembles d'œuvres

arméniennes, géorgiennes, hébraïques, syriaques ou arabes jusqu'à nos jours. Bref, les éléments du puzzle antique sont aujourd'hui complétés, et transformés.

Cette expansion colossale des travaux érudits n'est pas dépourvue d'effets pervers. La recherche est comme empiétée d'elle-même, écartée de son propre point, paralysée de ses richesses. Faire le point sur un auteur ou sur un thème relève de l'exploit, quand les données le concernant sont disséminées dans des publications disparates, auxquelles bien souvent on ne peut accéder que dans des bibliothèques différentes. Dans ce dédale, le profane est perdu d'avance. Les chercheurs professionnels l'orientent à force d'habitude et d'intuition, mais au prix de fréquentes occasions manquées ou de

perspectives insoupçonnées. Un index complet des sources et des références disponibles fait défaut.

Le projet de Richard Goulet est de mettre un terme à cette situation faite de tâtonnements et de bouts de ficelle. Il souhaite que les historiens de la philosophie antique cessent d'être « des géographes sans atlas ». Son dictionnaire fournira donc une extraordinaire table d'orientation à tous ceux qui ont quelque passion pour la connaissance philosophique. La notice d'un philosophe contient d'abord une fiche d'identité. Elle regroupe les renseignements concernant son nom exact, ses origines, sa formation, sa carrière, ses lieux et dates d'activité, ainsi que les références des sources dont dépendent ces informations. Une deuxième section répertorie tous les titres des ouvrages attribués à cet auteur, que le texte en ait été perdu ou conservé, par bribes ou en totalité. Une dernière partie rassemble les indications bibliographiques de toutes les éditions, études et commentaires nécessaires à une recherche de première main sur le philosophe ou l'œuvre considérée. Quand des bibliographies abondantes existent déjà, le lecteur y est directement renvoyé.

ON s'en doute, ce fabuleux instrument de travail ne se lit pas comme un roman. Il a même quelque chose d'effrayantement austère, décrié de sigles abrégés, truffé de citations grecques, latines, allemandes, ou anglaises, toutes dépourvues de traduction. On y chercherait en vain un exposé des doctrines des philosophes à propos desquels il regroupe les pistes de toutes les documentations disponibles. Son objectif n'est pas d'écrire une histoire de la philosophie antique, mais d'épargner toutes sortes d'erreurs et de pertes de temps inutiles aux étudiants et aux chercheurs. N'aurait-il que ce mérite, la gratitude de bien des gens lui serait acquise.

Mais il a d'autres qualités, plus accessibles au public. Car rien n'empêche de faire de cet outil scientifique un usage récréatif. Même si la

boussole n'aura jamais le charme du paysage, pas plus que le cadastre n'a la saveur du village, ce fort volume réservera des surprises. On y croquera par exemple quelques silhouettes féminines, comme Axiothéa de Philote, dont Thémistius rapporte qu'elle quitta l'Arcadie pour Athènes après avoir lu la République de Platon, afin d'aller écouter le philosophe à l'Académie, en dissimulant qu'elle était femme. On découvrira que plusieurs disciples d'Epicure, malgré l'indifférence de leur maître en matière de politique, se sont mêlés aux affaires publiques, comme Apollonides de Pergame, auquel sa cité érigea une statue, pour l'avoir sauvé, précise une inscription, de nombreux dangers.

Si Alexandre d'Aphrodisie n'est pour vous qu'un nom, vous serez de quoi découvrir l'un des commentateurs d'Aristote, parmi les plus influents du monde antique. Et si vraiment Apelle, tout court, ne vous dit rien, vous en saurez quatre (sans compter Apelle de Chios, ami et disciple d'Arétas), et de quoi dépister à votre choix un néo-sceptique, un épicurien, un disciple de Chrysippe ou un gnostique alexandrin qui cédera à Rome sous l'empereur Commode. Les amateurs de famille seront comblés par celles de Platon ou d'Aristote. La disposition des bâtiments de l'Académie n'aura plus de secret pour les curieux. Entre autres.

On a finalement comme un vertige. Pas devant l'érudition pointilleuse, mais face au charme étrange que dégage cette carte d'état-major d'un vaste cimetière. Périple autour des pierres tombales, écornées ou disjointes. Lecture des inscriptions — certaines sont à demi effacées. Monuments sans tête, ou sans yeux. Et puis des ombres passent, des foules d'ombres pensantes, de siècle en siècle. Un vent ténue emporte à jamais leurs paroles. On entrevoit seulement quelques noms animés du désir fou de comprendre et du rêve insouciant de se surmonter soi-même, à force de vivre. Cela suffit à rêver.

(1) Il a notamment publié la *Philosophie de Moïse, essai de reconstitution d'un commentaire philosophique préplatonicien du Pentateuque* (Vrin, 1987). Outre ses très remarquables qualités philologiques, cette thèse présente la particularité d'avoir été entièrement composée par l'auteur sur son ordinateur Apple Macintosh, à l'aide notamment de polices de caractères grecs et hébreux créées par lui à cette occasion, et depuis commercialisées chez Vrin.

(2) Parmi les nombreuses notices consacrées aux divers aspects du corpus des œuvres d'Aristote, certaines ont en effet été reportées au tome II, qui couvrira les lettres B, C, D, et doit paraître en 1992.

100.000 LIVRES  
EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
9 RUE DE LA POMPE 75004 PARIS

STAGES D'ÉDITION  
— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition : fonctionnement d'une maison d'édition.  
— SPÉCIALISATION : Fabrication : service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.  
Rens. et inscriptions : S.I.P.E.L.  
8, pl. du Palais Bourbon, 75007.  
Tel. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

LES INTROUVABLES  
DU CNRS  
Vente exceptionnelle de 800 titres, plus de 5000 ouvrages introuvables, rares ou curieux, des cartes, des revues vendues à 20% - 30% - 50%.  
Librairie du CNRS  
295, rue St Jacques  
75005 PARIS  
9 Mars de 16h à 20h  
10 et 11 Mars de 11h à 18h

## De Platon à Damascius

L'abondance des publications consacrées à la philosophie grecque ne permet évidemment pas de les signaler toutes. Nous indiquons ici quelques titres, parmi les ouvrages. Ils permettent une première approche ou éclaircissent un aspect mal connu, depuis l'âge classique jusqu'à l'antiquité tardive.

Pour aborder la lecture de Platon, une désignation n'est pas suffisante. Il faut en saisir le système figé ou en décrypter toute la dynamique essentiellement ouverte, on peut se reporter au guide clair et simple que propose Abel Jeannière (*Lire Platon*, Ed. Aubier, « Philosophie de l'esprit », 280 p., 130 F.). On le complètera utilement par une anthologie intelligente de textes choisis et traduits par Louis Guillemin, publiée à titre posthume par les éditions de l'Éclat (*Platon par lui-même*, 189 p., 125 F.).

Des nouvelles traductions d'œuvres d'Aristote sont également à signaler. Pierre Pellegrin bouscule la tradition en mettant au pluriel le titre de cette œuvre tant commentée qu'est la *Politique*. En publiant cette nouvelle version des *Politiques*, la collection de poche « GF-Flammarion » se montre fidèle à son projet de proposer au plus grand nombre des volumes à la fois bon marché et conformes aux exigences de rigueur de l'édition contemporaine (576 p., 45 F.).

Sous le titre la *Décision* du sens, Barbara Cassin et Michel Narcy publient un travail absolument remarquable, philologique et philosophique, consacré au livre gamma de la *Métaphysique* d'Aristote. L'ensemble du volume comprend une édition critique du texte grec, une nou-

velle traduction et des commentaires, ainsi que d'abondantes et originales études introductives. Rappelons que ce livre est en un sens la pierre d'assise de l'édifice métaphysique occidental. Les fines analyses de Barbara Cassin et de Michel Narcy en restituent la complexité, les ambiguïtés, les aspects conflictuels et polémiques. Il est rare qu'un ouvrage soit à la fois si savant et si ouvert aux perspectives les plus contemporaines (Vrin, coll. « Histoire des doctrines de l'antiquité classique », 298 p., 219 F.).

Interlocuteurs ou adversaires de Platon et d'Aristote, les philosophes de l'école de Mégare, d'Épicure, de Stippon, sont longtemps demeurés méconnus. On a même mis en doute l'originalité de leur pensée, et contesté qu'une authentique école existât. Un regain d'intérêt pour leur apport philosophique se manifeste actuellement, comme en témoignent l'existence de deux éditions contemporaines de leurs fragments, dont une traduite en français par Robert Muller (*Les Mégariques*, Vrin, 1975). Ce même auteur propose aujourd'hui une introduction à la pensée des Mégariques, qui tente de mettre en lumière la cohérence et l'importance de leur apport, au moyen d'une interprétation globale des fragments très divers qui nous sont parvenus. On y découvrira notamment des précurseurs des stoïciens dans les domaines de la logique et de la morale (*Cahiers de philosophie ancienne*, Ouzès, 236 p., 135 F.).

Aux stoïciens est consacré un important numéro spécial de la *Revue de métaphysique et de morale*, qui rassemble, sous la

direction de Jacques Brunschwig, la traduction de travaux anglo-saxons récents (IV, 4, 1989, 140 p., 72 F.). Dans un autre registre, la collection « Biblio-Essais » du Livre de Poche réédite l'étude consacrée aux *Grandes Sophistes* dans l'Athènes de Périclès, par Jacqueline de Romilly, précédemment parue aux éditions de Fallois en 1988. Avec la clarté dont elle est coutumière, l'helléniste y brosse le tableau de ce que la culture grecque, et par contrecoup la nôtre, doit à ces esprits subtils et libres, qu'on a trop souvent décriés, par le fait d'une ignorance mêlée d'ingratitude (288 p., 36 F., 50).

Tandis que le monde antique va bientôt sombrer, la réflexion philosophique est portée à ses limites extrêmes par Damascius, au siècle de notre ère. Dernier responsable de l'école néoplatonicienne d'Athènes, il laisse une œuvre vertigineuse, qui demeurera pratiquement sans influence jusqu'au siècle dernier. Joseph Combès, qui édite ses textes en collaboration avec L.G. Westerling aux éditions Les Belles-Lettres, lui a consacré depuis vingt ans une importante série d'articles. Elle constitue la partie principale des *Études néoplatoniciennes* qui viennent de paraître. Leur lecture permet de mesurer l'apport précieux de Joseph Combès à l'intelligence de ce courant majeur, qui demeure trop peu considéré, bien que sa portée dépasse de très loin la seule histoire de la philosophie (Ed. Jérôme Millon, coll. « Krisis », 318 p., 115 F.).

Dans cet assemblage électrique de livres dissemblables, il revient à chacun de glaner son bonheur.

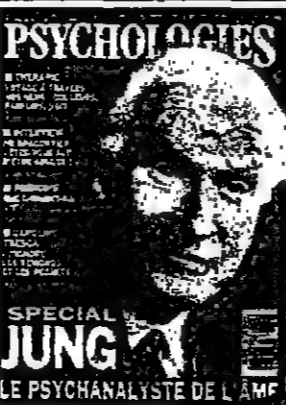
R.-P. D.

## JUNG, L'HOMME DES PROFONDEURS

Dans *L'homme à la découverte de son âme*, son livre clé, Jung, dauphin présumé de Freud, parle d'une autre psychanalyse. Il repère dans chacun de nos rêves la trace du sacré et la marque des grands mythes de l'humanité, et découvre alors l'inconscient collectif. Jung refuse dorénavant de limiter le fonctionnement de notre inconscient à la seule et exclusive théorie de la sexualité de Freud. L'héritier devient rebelle.

*PSYCHOLOGIES*, dans son numéro spécial de mars, lui consacre 35 pages : des articles de fond, des photos exclusives, des interviews, dont celle de Roland Cahe, traducteur de ses ouvrages, et analysé par Jung lui-même.

Une bibliographie exceptionnelle.



SPECIAL  
JUNG  
LE PSYCHANALYSTE DE L'ÂME

JUNG PSYCHANALYSTE  
DE L'ÂME  
PSYCHOLOGIES  
« SPÉCIAL JUNG »

N° 74 - MARS 1990 - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 28 F.

Rencon  
au  
somm



صحنه من العمل

ص: ا من الاصل

LIVRES • IDÉES  
PHILOSOPHIE

## Le retour du mal

LA TRANSPARENCE DU MAL  
de Jean Baudrillard.  
Galilée, 190 p., 98 F.

DU MAL  
de Denis Rosenfield.  
Aubier, 200 p., 93 F.

Voici deux livres qui traitent apparemment du même sujet : le mal. Et qui se ressemblent effectivement par le désir qu'ils ont tous deux de prendre au sérieux ce terrible concept. Pourtant, tout semble séparer leurs auteurs : Jean Baudrillard est sociologue ; Denis Rosenfield, philosophe.

Ce sont les rapports du mal avec la nature (Kant), la liberté (Schelling) et l'histoire (Hegel), qu'étudie celui-ci, tandis que celui-là s'intéresse exclusivement aux « phénomènes extrêmes » qu'il repère dans l'actualité des sociétés occidentales en cette fin du second millénaire.

Le mal fait donc retour dans la pensée. On ne l'y voyait plus guère : mis à part Lévinas, Jankélévitch et quelques moralistes, le problème de ce qu'on appelait jadis le « mal radical » n'était plus à l'ordre du jour de la philosophie contemporaine — qui n'y voyait sans doute qu'un reste d'idéologie chrétienne. A tort : le mal est un phénomène bien réel.

### L'être et son reflet

Il est partout, en nous et hors de nous. Aggressivité, sadisme, violence et terrorisme, épidémies et catastrophes de toutes sortes : le vingtième siècle, coïncé entre Auschwitz et Hiroshima, devrait en savoir un bout sur la question. Il était donc normal de voir celle-ci revenir au premier plan des préoccupations théoriques.

Classique — il s'agit de relire trois grandes philosophies du mal pour en tirer une problématique actuelle, — le

propos de Denis Rosenfield est servi par un style clair, une sensibilité moderne, une remarquable attention au dit et au non-dit des textes.

Jean Baudrillard, lui, se moue dans l'univers du quotidien redoublé par les médias, lesquels fabriquent jour après jour une image du réel plus « vraie » que le réel lui-même. Car telle est la loi de notre société du simulacre : l'enjeu n'y est plus l'être, mais un reflet de celui-ci — moyennant quoi les passions qu'il déclenche, rendues aveugles par ce jeu de miroirs, n'en sont que plus mortelles.

De quoi parlent donc les médias ? Du sida et du terrorisme, mais aussi de krachs boursiers purement spéculatifs et d'armes nucléaires heureusement inutiles. Le monde paraît s'effondrer à chaque seconde, happé par l'une ou l'autre de ces catastrophes, et pourtant il continue de tourner. C'est que, à force d'avoir mélangé le réel et l'imaginaire, nous ne savons plus les distinguer...

Face aux images de ruines provoquées par une bombe aveugle ou, à l'inverse, face au modèle transsexuel dominant illustré par les stars d'aujourd'hui (de Madonna à Michael Jackson), notre seul recours contre le mal réside, selon Baudrillard, dans l'ouverture à l'Autre. A condition de ne pas entendre par là une quelconque tentative d'OPA sur ce qu'on appelait en 1968 la « différence », laquelle relève encore du simulacre, mais une authentique reconnaissance de l'altérité, irréductible au même et à jamais rebelle à toute captation imaginaire.

Par où l'on retrouve Hegel. Et par quoi il se vérifie que Baudrillard est le plus philosophe des sociologues français. Ce qui, bien entendu, est le contraire d'un reproche.

Christian Delacampagne

## Kojève, le voyageur curieux

L'introducteur de Hegel en France,  
a traversé le monde avec entrain et ironie



Kojève par Giacometti

ALEXANDRE KOJÈVE  
de Dominique Auffret.  
Grasset, 458 p., 145 F.

Alexandre Kojève (1902-1968) fut l'un des philosophes français les plus importants de ce siècle. Né en Russie, passionné par les spiritualités orientales, il étudia à Heidelberg avant d'émigrer à Paris. Il tint, de 1933 à 1939, un séminaire fameux à l'École pratique des hautes études, au cours duquel il lut et commenta la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel devant un public d'autant plus attentif que l'œuvre de Hegel était alors à peu près inconnue chez nous.

Parmi ses auditeurs de l'époque, on retrouve bien des noms célèbres : Raymond Aron, Georges Bataille, Raymond Queneau, Jacques Lacan et d'autres, qui, grâce à lui, découvrirent les figures hégéliennes de la lutte

des consciences, du désir, du travail et de la guerre. Ne serait-ce que pour l'ampleur de cette influence culturelle, Kojève méritait d'être attaché à l'oubli dans lequel il semble être tenu depuis sa mort.

La biographie solidement documentée que vient de lui consacrer Dominique Auffret répare donc une injustice. Elle montre aussi la variété des intérêts du philosophe — qu'atteste d'autre part la publication d'un inédit de 1932 consacré à l'idée du déterminisme dans la physique classique et la physique moderne (1).

Regrettons seulement que, voulant à tout prix offrir une vision hégélienne de l'homme, il introduisit Hegel en France, Auffret prétend donner au moins un épisode biographique, au moindre texte de Kojève (qui publia peu mais écrivit beau-

VIENT DE PARAÎTRE



Eugenio Battisti

GIOTTO

120 pages, 56 ill., 138 FF

Le Monde  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

TEXTES DOSSIERS DOCUMENTS 14  
HULDRYCH  
ZWINGLI

DE LA PAROLE  
DE DIEU

La quatrième  
traduction  
de  
JAQUES  
COURVOISIER

DE LA JUSTICE DIVINE  
ET DE LA JUSTICE HUMAINE  
LE BERGER  
DEUX TRAITÉS  
SUR LE CRÉDO

LES QUATRE VOLUMES = 210 FF

BEAUCHESNE  
10 rue de la Harpe, 75005 PARIS

## Entre physique et métaphysique

Prix Nobel en 1933, Erwin Schrödinger  
était savant et philosophe

L'ESPRIT  
ET LA MATIÈRE  
d'Erwin Schrödinger  
Traduction et introduction  
par Michel Bitbol.  
Le Seuil, 256 p., 120 F.

Deux systèmes difficilement compatibles se partagent, au vingtième siècle, le champ de la physique : d'une part, la théorie de la relativité (Einstein), qui vient contester la mécanique classique ; de l'autre, la mécanique quantique, dont l'interprétation la plus répandue, celle de l'école de Copenhague (Bohr, Heisenberg), aboutit à une conception de la réalité fort éloignée de l'idée que nous nous faisons habituellement de l'espace et du temps. C'est entre les deux qu'il conviendrait de situer l'apport d'Erwin Schrödinger (1898-1961).

Bien que les travaux qui lui valurent en 1933 le prix Nobel aient pour l'essentiel porté sur la mécanique quantique, il n'accepta jamais l'interprétation de Copenhague et demeura jusqu'au bout persuadé, comme Einstein, qu'on finirait par trouver une explication plus conforme à nos schèmes spatio-temporels et à l'idée traditionnelle de « réalité objective ».

Mais Schrödinger ne fut pas seulement un grand savant. Il consacra également une part importante de sa vie à la philosophie. Et cet intérêt fut à l'origine de plusieurs livres, dont trois ont été traduits en français : *Ma conception du monde* (1), *Qu'est-ce que la vie* (2) et — tout récemment — *L'esprit et la Matière*. Rédigé en 1956, ce dernier ouvrage est le plus important des trois. Schrödinger y expose les raisons profondes philosophiques qui l'amènent à

croire en l'unité fondamentale de la nature, dont « matière » et « esprit » ne sont, selon lui, que deux aspects indissociables.

Ce « monisme » le rattache au courant panthéiste issu de Spinoza mais aussi à certaines philosophies traditionnelles de l'Inde. Comme nombre d'hommes de sa génération marquée par l'influence de Schopenhauer, il était particulièrement sensible aux pensées orientales et ne manqua jamais une occasion de souligner leur convergence avec les idées de la physique moderne.

La philosophie de Schrödinger s'appuie sur deux principes qui expliquent sa ferme opposition aux thèses de Copenhague : d'une part, l'idée selon laquelle la nature est compréhensible, de l'autre, l'affirmation du caractère indiscutablement réel et objectif du monde qui nous entoure. Fort de ces deux principes, Schrödinger développe, dans *L'esprit et la Matière*, une théorie originale du « sujet » de la connaissance, ainsi qu'une conception — très kantienne — des rapports entre science et religion.

Chacun de ces deux « principes », explique-t-il, a droit à son autonomie, mais aucune des deux ne peut imposer ses conclusions à l'autre, puisqu'elles ne parlent pas de la même chose. Voilà un distinguo qu'on aurait tort de croire banal. L'histoire de la pensée contemporaine abonde, hélas ! en exemples de confusions ou de glissements illégitimes de l'une à l'autre. De ce point de vue, la lecture de Schrödinger demeure une salutaire leçon de lucidité.

Ch.D.

(1) Merveille de France, 1982.  
(2) Ch. Bourgois, 1986.

## IL Y A PROSE ET PROSE

Fiction & Cie

Michel Chailou, Michel Deguy, Florence Delay  
Natacha Michel, Denis Roche, Jacques Roubaud  
L'Hexaméron



69 F

Editions du Seuil

## à Damascius

Le philosophe grec Damascius (Ve siècle) est l'un des derniers représentants de la philosophie néoplatonicienne. Son œuvre, qui traite de métaphysique, de cosmologie et de philosophie de la religion, est restée inconnue jusqu'au XVIIIe siècle. Elle a été découverte et traduite par des érudits français, dont Damascius lui-même. Son œuvre est une synthèse de la philosophie antique, qui cherche à concilier les idées de Platon, d'Aristote et des mystères de l'Orient. Elle est une œuvre majeure de la philosophie antique, qui a influencé la pensée médiévale et moderne.

## Rencontre au sommet.

KONRAD LORENZ  
KARL POPPER



L'avenir  
est ouvert

Flammarion

Flammarion

# Genèse de la « grande » Allemagne

De la migration des colons allemands vers l'Est, aux douzième et treizième siècles, aux contradictions de l'Empire à la fin du Moyen Âge

**LES ALLEMANDS EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE AU MOYEN ÂGE**, de Charles Higounet, Aubier, 434 p., 125 F.  
**LES ORIGINES MÉDIÉVALES DE L'ALLEMAGNE MODERNE** de Francis Rapp, Aubier, 436 p., 172 F.

A un moment où la « grande » Allemagne paraît faire un retour fracassant sur la scène de l'histoire, voici deux livres qui retracent parfaitement quelques aspects essentiels de sa genèse lointaine et qui devraient retenir l'attention. Jeune professeur d'histoire, Charles Higounet eut la malchance, comme beaucoup d'autres, de se trouver sur la ligne Maginot en mai-juin 1940. Il se retrouva donc dans un camp d'officiers en Silésie.

Il fallait bien passer le temps et, à l'instar de son illustre aîné Fernand Braudel dont on sait

qu'il écrivait son chef-d'œuvre, *La Méditerranée*, dans les mêmes conditions, le jeune Higounet choisit de poursuivre ses recherches historiques. Puisqu'il était en Silésie, pourquoi ne pas s'intéresser au phénomène qui avait tant marqué les destinées de ce pays : l'émigration, au cours du Moyen Âge, de milliers d'Allemands vers les pays de l'est de l'Europe ?

De retour en France, Charles Higounet ne perdit pas totalement de vue ce projet et il acheva, au début des années 80, seulement, un ouvrage sur l'émigration allemande au Moyen Âge. Dès 1986, ce livre était, signe de sa qualité, traduit et publié par un éditeur allemand ; il fallut toutefois encore quelques années pour que, après la mort de l'auteur, un éditeur français, Aubier, mette l'ouvrage à la disposition des lecteurs pour lesquels il avait été écrit.

Ce livre devrait pourtant permettre de dissiper les clichés — de ceux-ci aussi il faudrait écrire l'histoire — que les historiographes nationalistes, d'un côté comme de l'autre, avaient contribué à faire naître au dix-neuvième siècle et dans la première moitié du vingtième siècle. La migration de colons allemands (et hollandais) vers l'Est, c'est bien peu le « Drang nach Osten » des chevaliers Teutoniques, massacrés au nom de la foi les Pruthènes, habitants originels de la Prusse, avant que leur marche en avant ne soit elle-même brisée en 1410 par les guerriers du roi de Pologne sur le champ de bataille de Tannenberg. C'est encore moins la conquête ou la reconquête d'un prétendu espace vital par les Germains aux dépens des Slaves. Cette image caricaturale et an-

chronique pèsera pourtant lourdement, on le sait, sur les destinées de l'époque contemporaine.

La réalité que montre Charles Higounet est bien différente : aux douzième et treizième siècles, l'Occident connaît un vaste mouvement d'essor démographique et d'expansion économique. Partout en Europe, les défrichements de terres incultes allèrent bon train, des villages neufs furent créés, des faubourgs neufs entourèrent les villes anciennes et de nouvelles villes se développèrent. Les migrations vers l'Est sont un aspect de ce phénomène général.

## Au-delà de l'Oder

Des hommes que la Flandre, la Hollande, les régions de la vieille Allemagne produisaient en trop grand nombre partirent au-delà de l'Elbe et de la Saale, comme pour le Far-West, là où ils trouvaient, selon les promesses qu'on leur faisait, « une terre très bonne, vaste, riche en fruits, en poisson et en viande », en tout cas des terres qui, sans être désertes, étaient beaucoup moins peuplées que celles qu'ils quittaient.

Par la suite, d'autres hommes mais aussi certains descendants de ces premiers émigrants allèrent plus loin encore à l'Est, au-delà de l'Oder, dans les pays baltes, en Pologne, en Bohême-Moravie, dans les Carpates et en Hongrie. Toute une série donc de petites entreprises sans coordination entre elles.

Point de fièvre nationaliste dans tout cela. Les seigneurs et les princes qui faisaient venir ces hommes en leur promettant des terres et un droit avantageux étaient parfois des princes allemands qui s'étaient taillé un ter-

ritoire à l'Est comme le margrave de Brandebourg ou le duc d'Autriche, mais c'était tout autant des princes slaves, tels que les rois de Pologne et de Bohême, ou bien le roi de Hongrie. Ils savaient que le peuplement renforçait la solidité de leur domination et assurait l'accroissement de leurs revenus en mettant le sol en culture, en exploitant les mines, en animant l'artisanat et le commerce.

Mais à la faveur de ce vaste mouvement de migration à la rencontre des anciens habitants, c'est un monde nouveau qui naissait : un paysage agricole marqué par des terroirs tirés au cordeau et de grandes villages-rues on linéaires ; des grandes villes telles que Lübeck ou Berlin mais aussi Osnabrück (Dantzig) et Cracovie, ou encore Sibir et Brastov, devenant rapidement célèbres ; une civilisation nouvelle, car ces émigrants étaient venus avec leurs propres traditions ; une nouvelle géographie linguistique, l'allemand s'imposant dans de vastes territoires mais aussi cohabitait avec les langues déjà établies, comme le tchèque, ou bien coexistait avec elles ou moins facilement avec elles. Cette migration vers l'Est des douzième et treizième siècles est bien un fait fondamental de l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe centrale.

## Le rêve et la réalité politique

Le livre de Francis Rapp, publié simultanément par le même éditeur, se présente différemment. C'est une vaste fresque, bien élevée, de l'Allemagne à la fin du Moyen Âge, juste avant qu'un certain Luther ne publie des thèses qui devaient

changer la face du monde. Si un pays se définit par son poids politique, alors l'Allemagne de cette époque est bien peu de chose. Existe-t-elle même ? Ce qui existe, c'est en principe toujours l'Empire tel que les souverains allemands du dixième-onzième siècle l'avaient créé : une réunion des trois royaumes d'Italie, de Bourgogne (tout ce qui va du Jura à la Méditerranée) et d'Allemagne, dont le souverain élu par les princes est appelé à gouverner l'ensemble avec le titre d'empereur.

Mais l'Empire n'est plus que l'ombre de lui-même : en Italie, en Bourgogne, le souverain n'a plus d'autorité effective ; en Allemagne même, son pouvoir ne s'exerce que sur les territoires héréditaires de sa dynastie ; dans les autres régions, le pouvoir est aux mains de dynasties principières ou bien de gouvernements urbains autonomes. Certains empereurs ont essayé de revenir sur cette évolution. En vain.

Depuis la fin du quinzième siècle, il est définitivement acquis que les princes sont maîtres chez eux et qu'une grande assemblée, le Reichstag, se chargera de faire régner un minimum d'ordre en Allemagne. Mais sur la scène internationale, l'Empire et l'Allemagne en tant que tels ne comptent pas. Les Allemands souffrent de cette impuissance et de ce manque de considération alors qu'ils ont une haute conscience du passé glorieux de l'Empire et sont fiers d'en être les dépositaires.

L'Allemagne à la fin du quinzième siècle est sans doute déjà une nation, elle n'est pas un État. Et pourtant, c'est un pays bouillonnant de forces créatrices. Ce sont les Allemands qui font faire des progrès décisifs à l'extraction minière et à la métallurgie.

L'imprimerie est, chacun le sait, une invention allemande. Leurs bombardiers tiraient mieux que celles des autres. Le capitalisme allemand est déjà surprenant. Son plus brillant représentant est ce Jacob Fugger qui dira froidement à Charles Quint qu'il lui devait son trône et qui répondait à ceux qui lui conseillaient de prendre sa retraite : « qu'il voulait gagner aussi longtemps qu'il en aurait la force ». Et sur le plan culturel et artistique, le tableau n'est guère moins brillant : les noms d'Erasmus et de Reuchlin, de Dürer, de Grünewald ou des Holbein, parlent d'eux-mêmes.

Mais il y a aussi le revers de la médaille : les pauvres des villes et surtout les paysans pressurés par les exigences seigneuriales et chez qui la révolte gronde. Comme souvent au Moyen Âge, c'est dans le domaine de la religion que ces différents aspects du malaise allemand viennent s'exprimer : la ferveur religieuse est grande mais l'insatisfaction aussi. On accuse le clergé de compromettre le salut de tous ; on reproche au pape de ne pas vouloir qu'il exploite financièrement les Allemands en profitant de leur inexistence politique. L'idée d'une réforme qui serait à la fois politique et religieuse enflamme les esprits.

C'est à la fin du Moyen Âge, comme le montre Francis Rapp, que se met en place « ce climat d'opposition entre le rêve et la réalité politique, d'inadéquation entre l'État et les richesses matérielles, intellectuelles et spirituelles » qui pourrait bien avoir été, jusqu'à maintenant, un des principaux ressorts de l'histoire allemande.

Jean-Marie Moeglin

**magazine littéraire**

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

MARS 1990 - N° 275

**VIRGINIA WOOLF**

par Gérard de Cortanze, Jorge Luis Borges, Eleanor Leveaux, Cécile Wajsbrot, Gérard-Georges Lemaire, Viviane Forrester, Monique Huens, Diane de Margerie, Christine Jordis, Anne Bregance, Françoise Desfontaines, Chantal Chevalier, Dominique Rolin, Daniel Lang-maier et Françoise Pellier.

Entretien : Claude Simon.

Chez votre marchand de journaux : 26 F

**OFFRE SPÉCIALE**

6 numéros : 106 F. Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :

- ☐ Vladimir Nabokov
- ☐ Métrux
- ☐ Tocqueville
- ☐ Halls aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies : le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes : le dossier
- ☐ Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et médecine
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches du temps perdu
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ La robe des intellectuels

- ☐ Federico García Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits inédits
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen

Nom : ..... Adresse : ..... Règlement joint par chèque bancaire ou postal.

**magazine littéraire**

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

## Les promoteurs des cathédrales

La construction des cathédrales n'a pas été un mouvement spontané du peuple chrétien, mais une entreprise due à l'audace d'évêques bâtisseurs

**LA CATHÉDRALE** d'Alain Erlande-Brandenburg Fayard, 418 p., 195 F.

Dans notre imaginaire, la cathédrale est gothique, naturellement. Elle est entrée en littérature française avec *Notre-Dame de Paris*, de Victor Hugo (1831), et devenue modèle d'architecture peu après avec Viollet-le-Duc et quelques autres. La lecture que nous faisons de la cathédrale, est fille d'un dix-neuvième siècle qui, dans son élan romantique puis urbanistique, a sauvé le monument, mais l'a bien souvent sauvé seul, désertifiant ses abords, l'isolant au fond d'un vaste parvis désolé, qui doit plus à Haussmann et à ses émules qu'aux « bâtisseurs de cathédrales ».

Alain Erlande-Brandenburg, à qui l'on doit déjà au moins deux des meilleurs et des plus beaux livres sur l'art gothique (1), propose aujourd'hui de restituer le sens et les fonctions de la cathédrale dans le temps long, qui court des origines du christianisme à la fin du Moyen Âge, et dans l'espace de la cité antique puis surtout médiévale, en relation avec un ensemble de monuments dont elle est indissociable.

Les premières églises épiscopales, où se trouvait le siège de l'évêque (sa cathédre), ont été dès l'origine à l'intérieur des murs de la cité antique. Il faut ranger au magasin des illusions romantiques le christianisme des catacombes hors de la cité. Très vite, on a eu non pas une cathédrale, mais un « complexe cathédral » comportant le plus souvent deux basiliques, un baptistère et une maison pour l'évêque et le clergé. Dans la tradition de la romanité tardive, l'évêque carolingien fait encore figure de chef de la cité : le clergé s'organise autour de lui en collège de chanoines, ce qui se transcrit dans l'espace par l'apparition au flanc de la cathédrale du cloître canonial, puis d'un véritable quartier, où les chanoines remplissent deux fon-

ctions essentielles de la cathédrale : l'enseignement dans une école du cloître et l'assistance aux pauvres et aux malades dans un hôpital-Dieu.

Pourquoi imaginons-nous si mal une cathédrale romane ? Parce que la préservation du patrimoine est une idée récente ! On a sans scrupule détruit, à partir du treizième siècle, d'admirables cathédrales romanes à Orléans, à Rouen, à Auxerre ou à Chartres, pour les remplacer par les monuments gothiques que nous connaissons. C'est pourtant juste après l'an mille que, dans la vague d'expansion urbaine portée par l'expansion économique de l'Occident, la cathédrale s'est unifiée : une des basiliques originales a concentré les fonctions liturgiques. La nef est alors développée pour les fidèles, qu'il faut accueillir toujours plus nombreux ; les chanoines sont installés dans le chœur, au plus près du sanctuaire, et le baptistère est aussi intégré au monument principal. Restent alentour le palais épiscopal et l'école canonial qui tend à devenir un véritable quartier.

## La révolution gothique

La disposition générale n'est pas différente à l'époque suivante. La révolution gothique, symbolisée par l'achèvement dans les années 40 du douzième siècle de la façade de Saint-Denis, est stylistique. Elle concerne aussi bien l'architecture que la sculpture, le vitrail que les arts décoratifs. Elle est aussi dans l'ampleur des monuments et des chantiers qu'ils nécessitent. Il faut imaginer ces chantiers ouverts au cœur des villes, pendant plusieurs générations, le nouveau monument grignotant peu à peu l'ancien dans lequel il ne fallait pas interrompre le culte, le dépassant dans toutes les directions, rendant nécessaires de nombreuses des



Vue intérieure de la cathédrale d'Amiens

tructions plus ou moins bien acceptées, bouleversant le réseau traditionnel de circulation. La construction de grandes cathédrales a un aspect dramatique sur lequel ce livre attire justement l'attention.

D'ausi vastes chantiers ont été animés par des générations successives de bâtisseurs qui ont dû modifier le projet initial en fonction des difficultés rencontrées ou des évolutions du goût. De véritables colloques d'architectes se sont tenus à Gênes, Milan ou Sienne pour étudier les différents partis possibles. Et la mise en route de tels chantiers supposait des « décideurs » — généralement en France les évêques — animés d'une audace suffisante pour entreprendre, capables de comprendre les

possibilités de l'architecture nouvelle, susceptibles enfin de réunir les capitaux et les hommes nécessaires. Et nous voilà loin ici encore de l'illusion romantique du mouvement spontané du peuple chrétien porté par sa seule foi. La cathédrale est une énorme entreprise.

## Beauregard à la place de Notre-Dame

Le résultat, nous le connaissons et l'admirons dans beaucoup de villes d'Europe, mais d'abord d'Ile-de-France. L'ampleur de ces longs vaisseaux qui conduisent le regard vers le sanctuaire placé en pleine lumière saisit l'esprit le moins religieux. Et pourtant, l'homme

du Moyen Âge n'a sans doute jamais vu le monument ainsi. Le volume était divisé en plusieurs ensembles nettement individualisés. En particulier, la nef réservée aux fidèles était séparée du chœur des chanoines par un mur de pierres surmonté d'un jubé, qui barrant la perspective qui nous est familière.

C'est la réforme liturgique consécutive au concile de Trente qui devait amener la destruction des jubés au dix-septième et au dix-huitième siècle, sans davantage de scrupule que pour la destruction des cathédrales romanes ou préromanes cinq siècles plus tôt. A notre époque, où l'on demande souvent à la culture de tenir lieu de religion, la logique des « bâtisseurs de cathédrales » eût été de construire le Centre Georges-Pompidou à la place de Notre-Dame de Paris.

La cathédrale d'Alain Erlande-Brandenburg est un organisme vivant, qu'il nous donne à voir dans sa dynamique propre, insérée dans un environnement urbain qu'il contribue à façonner, dépendant aussi des capacités créatrices des sociétés qui l'engendrent. Montrer cela n'est en rien minimiser la foi de ceux qui ont élevé ces monuments. C'est obliger seulement à se méfier d'un certain nombre d'illusions ou de nostalgie, nées au dix-neuvième siècle du romantisme littéraire et de la restauration catholique pour comprendre, dans toute la densité de leur histoire, la cathédrale et ses bâtisseurs.

Michel Sol

(1) *L'Art gothique*, Mazenod, 1983 ; *La Conquête de l'Europe, 1260-1380*, Gallimard, « L'univers des formes », *Le Monde gothique*, tome II, 1987.

□ A signaler la réédition du livre devenu classique de Pierre du Colombier, *Les Chantiers des cathédrales*, Éditions Picard, 250 F, et chez le même éditeur, *Lorraine gothique*, par Marie-Claire Bernard, troisième titre de la collection « Moments de la France gothique », 350 F.

## A l'origine des civilisations

Un entretien avec Jean Grosjean et J.-M.G. Le Clézio qui lancent chez Gallimard une nouvelle collection : « L'aube des peuples »

« L'aube des peuples » : ce beau titre pour la collection qu'inaugurent, avec deux premiers titres (1), Jean Grosjean et J.-M.G. Le Clézio, est aussi une profession de foi en faveur de la jeunesse des cultures et des civilisations : jeunesse comme préservée, par la force et la nécessité de son jaillissement, de tout vieillissement. En deçà de la science des textes et de l'édition, « L'aube des peuples » donnera à lire, au rythme prévu de deux titres par an, les sources, littéraires, poétiques, religieuses, sur lesquelles les civilisations ont fondé leur identité.

Tirée du vaste fonds des origines, viendront ensuite : le Kalevala, (Finlande) ; l'Edda, poème en prose de Sauri Sturisson (Moyen Âge islandais) ; la Gesta Danorum, de Saxo Grammaticus (douzième siècle danois) ; des chants populaires afghans ; et plus tard, les annales d'un village préhispanique péruvien, un poète frison du dix-septième siècle, une anthologie tamoule...

Comment et pourquoi vous est venue l'idée de cette collection et de son nom ?

J.-M.G. Le Clézio : C'est un désir ancien que nous avons l'un et l'autre. Jean Grosjean l'a concrétisé plusieurs fois en traduisant le Coran, la Genèse... C'est moins l'ancienneté des textes qui nous attire que le fait qu'ils nous parlent directement, sans passer à travers une culture, une connaissance. Ce sont en quelque sorte des sources.

C'était aussi une manière de sauvegarder un trésor verbal. Je crois que le monde est changé quand quelque chose de cet ordre disparaît. Ce sont des livres qui ont une gravité. L'aube des peuples, c'est important, parce qu'on en vit un peu le crépuscule. On a le sentiment d'être très près de la fin. Il y a trop de communication, trop de livres, trop de culture et puis il y a surtout cette situation d'érudition

violente des cultures. On n'a jamais autant parlé de culture et on se rend compte en même temps que beaucoup de cultures ont disparu ou sont en voie d'extinction. Ces livres sont une manière de dire « souvenez-vous ».

Jean Grosjean : En les publiant aujourd'hui sous cette forme, on les sauve aussi de ceux qui veulent en tirer des symboles, des interprétations ésotériques suspectes.

### « Un projet fraternel »

Qu'est-ce qui rapproche ces textes ? Qu'y a-t-il de commun entre le Pop Wuh des Indiens d'Amérique et l'Histoire des rois francs de Grégoire de Tours ou les autres textes qui viendront ensuite ?

J.-M.G. Le Clézio : Je pense que l'élément commun serait la jeunesse. L'aube des peuples, c'est la jeunesse des cultures, lorsque la civilisation n'est pas encore enveloppée par l'écrit. Grégoire de Tours, par exemple, parle avec la voix de quelqu'un de très jeune et, quand on regarde les dates, on est sidéré de voir comme c'est ancien (2). La langue elle-même n'est pas un facteur important. Ce qui importe c'est ce qui passe à travers la langue d'authentique et de vrai. En Amérique aussi il y a des cosmogonies indiennes transcrites en espagnol.

Cette réduction de la géographie permet d'ouvrir un champ imaginaire beaucoup plus grand et de ne pas ramener l'être humain à sa circonscription et à sa civilisation. Elle permet toutes sortes de révisions.

Il s'agit donc davantage d'un projet poétique ou littéraire que d'un projet scientifique.

Jean Grosjean : Je dirai projet fraternel. C'est par le fond de l'âme que les peuples peuvent

être près les uns des autres. Au départ, l'âme est vraie, après, elle se voile. Comme l'enfant est plus direct que l'adulte.

J.-M.G. Le Clézio : La littérature préexiste à l'écriture, c'est certain. Ce qui est passionnant, c'est de voir que cela dure encore, qu'on peut lire encore ces textes et être touché par ce qu'il y a de simple. Cela révèle en nous ce besoin de simplicité, ce besoin de retrouver un fond vrai et une force dans la parole.

Jean Grosjean : Ce n'est pas faux.

J.-M.G. Le Clézio : Ce n'est pas non plus calculé. Ça n'a pas été dit, écrit, mémorisé pour nous convaincre.

Ces textes jouent un rôle fondateur. La forme littéraire qu'ils prennent est-elle importante ?

Jean Grosjean : Je ne sais pas s'il n'y a pas une forme de hasard dans la forme que cela prend. Dans l'Evangile, les gens s'étonnent de la manière de parler du Christ qui ne s'exprime pas comme les écrivains mais parle d'autorité. Et cela paraît évident. Hors de cette évidence, l'affirmation de l'autorité demeure gratuite. A chaque fois qu'il y a une autorité, on assiste au fond à un commencement. En ce moment — mais peut-être suis-je incrédule — je ne vois aucune autorité dans le monde. Personne ne me convainc plus par ses discours !

J.-M.G. Le Clézio : On n'est plus à l'aube !

Propos recueillis par Patrick Kéchichian

(1) Pop Wuh, le Livre des événements, version d'Adrian I. Chavez, traduit de l'espagnol par Amy Ambert, Gallimard, 182 p., 35 F. et L'Histoire des rois francs de Grégoire de Tours, traduit de l'allemand par J.J.E. Roy, précédé d'un texte d'Erich Auerbach, Gallimard, 200 p., 35 F.

(2) Signalons également la biographie de Grégoire de Tours, le père de l'histoire de France, par Jean Verdon aux éditions Horvath, 194 p.

Après la démission de M. André Schiffrin

## M. Alberto Vitale : « Poursuivre l'activité de Pantheon »

A New-York, après la démission de M. André Schiffrin, la manifestation et les divers témoignages de solidarité avec celui qui fut près de trente ans durant directeur de Pantheon Books (le Monde des 2 et 7 mars), M. Alberto Vitale, président du groupe Random House, souhaite apaiser l'émotion qui, en Europe et en Amérique, s'était exprimée dans le monde de l'édition.

était déficitaire depuis plusieurs années et perdait environ 2 millions de dollars par an.

Il fallait la collaboration complète de l'éditeur, qui a refusé, et nous avons nommé Frank Jordan, de Grove Weidenfeld, qui, nous l'espérons, pourra poursuivre l'activité de Pantheon en totale indépendance éditoriale et en préservant son image.

En ce qui concerne Pantheon, a expliqué M. Vitale, mon espoir était de pouvoir reconstruire la situation pour équilibrer le programme éditorial avec une base plus solide du point de vue financier, nous n-t-il dit. Pantheon Books, en effet,

Après la mise en vente de Grove Weidenfeld par Mrs Ann Getty et lord Weidenfeld, le président de Random House va étudier l'éventualité d'un rachat par son groupe.

Au cinquième Festival du livre

## Bohumil Hrabal à Nantes

Consacré cette année aux littératures de langue allemande (RFA, RDA, Autriche, Suisse), le cinquième Festival de Nantes installé pour la première fois sous un chapiteau au centre de la ville, place de la Petite-Hollande, près de la médiathèque, a connu un succès certain tant auprès des visiteurs que des auteurs invités.

Les lectures, les débats (« L'Autriche face à ses écrivains » ; « Le mur a-t-il donné naissance à deux littératures ? » ; « Existe-t-il un fonds commun aux écrivains de langue allemande ? ») firent le plein.

Enfin, en présence de M. Jean-Marc Ayrault, maire socialiste de Nantes, le Prix de littérature traduit fut remis à l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal (Vends maison où je ne veux plus vivre, Laffont ; La chevelure sacrifiée, Gallimard) et à sa traductrice Claudia Ancelot.

Arrivé de Prague, Hrabal a dit son bonheur d'être en France, « pays de la Révolution qui a engendré notre jeune révolution de velours ».

Le thème du 6<sup>e</sup> Festival en 1991 pourrait être la langue portugaise (Europe, Afrique, Brésil).

## La mémoire en disques de Bernard Frank

Il est né en 1929, l'année du krach et celle où fut vendagé un des meilleurs bordelais du siècle ; il a connu, sous l'Occupation, la vie inquiète d'un petit enfant juif ; il a fait ses débuts littéraires dans le Paris de l'après-guerre, sous la houlette de Jean-Paul Sartre, en compagnie avec Françoise Sagan, et les cinq livres qu'il écrit alors, il vient d'avoir l'audace de les redonner à lire comme s'il s'agissait d'œuvres toutes fraîches.

C'était une bonne idée de demander à Bernard Frank de remédier ses souvenirs devant un micro ; ce que fit Colette Fellous sur France-Culture au cours d'un de ses « Bons plaisirs ». A l'initiative de Francis Bueb, animateur de la FNAC de Strasbourg, ces entretiens viennent d'être gravés sur deux grands 33-tours, présentés sous une jaquette élégante, avec des préfaces de Jacques Brenner et de Raphaël Sorin.

Bernard Frank n'a pas, c'est une litote, la voix aussi alerte que la plume. Mais ce sont justement ses hésitations, ses bafouillages, son « ironie murmurante » qui font le charme de ces deux heures d'entretiens, coupés de témoignages, de lectures, de larges plages de jazz d'un démodé ému.

Renouant avec une tradition pas si ancienne qui permit, par exemple, à Léautaud de s'évader de son ermitage de Fontenay, les auteurs de ce disque ont estimé qu'à côté de la « grande » littérature, celle qu'on lit, il en existait une autre, celle justement des « à-côtés » — propos sans suite sur les livres, ceux qui les lisent, les écrivains, — et que cette littérature-là, il était préférable de l'écouter, de la « sucer avec l'oreille », comme Jules Renard le disait de la musique. C'est un pari ; on aimerait qu'ils le gagnent.

J.-F. S.

Au bon plaisir, de Bernard Frank. Deux disques, 140 F. En vente chez les disquaires, dans les FNAC et plus particulièrement à la FNAC de Strasbourg, 24, place Kléber. Tél. : 88-22-03-39.

## Les premiers pas des éditions Manyà

Appliqués au domaine de l'édition, la vitalité et l'esprit d'entreprise prennent vite des allures d'aventures et le risque y est sans doute plus facile à calculer que l'éventuelle rentabilité. Raison suffisante pour saluer la naissance d'une nouvelle maison d'édition au nom exotique, Manyà, dont les deux premiers titres seront en librairie le 12 mars.

Avec Paul Duflos pour le commercial et Pierre Drachline pour l'édition, Manyà s'attachera surtout à la littérature contemporaine tout en se donnant le plaisir de rééditer quelques textes rares ou peu connus. Ainsi, outre un roman grimpant à l'assaut de Daniel Zimmermann, les Virginités, paraît une œuvre de jeunesse de Balzac, datant de 1825, le Code des honnêtes gens ou l'art de ne pas être

dupe des fripons. Préfiguration de la Comédie humaine, ce texte n'avait pas été réédité depuis près de quarante ans. Dans le même sillage, est annoncé un Rêve de la Bretonne.

Avant d'élargir son horizon à la littérature étrangère, la nouvelle maison publiera en avril un livre de Jean Schuster (Tas vu ça d'la fêre) et un roman épistolaire, Lettres en liberté, conditionnelle de Mireille Bounelle et Alain Caillol, qui fut condamné et emprisonné dans l'affaire de l'enlèvement du baron Empain.

Un livre, c'est aussi l'apparence que l'éditeur lui donne. Dès à Marc Tazackoff, la maquette des deux premiers livres des Editions Manyà est une réussite.

P. Ke

## EN BREF

Quelques prix littéraires. — Marguerite Duras s'est vu attribuer le prix de Littérature européenne, décerné depuis 1965 par le ministère autrichien de la culture ; le prix Reconnnaissance a été décerné au philosophe Gustave Thibon pour le Voile et le Masque (Fayard) ; l'Aigle d'or de la ville de Nice est allé à Alfred Hart pour sa trilogie des Mogliano (Maren Sell) ; le prix Jean-Frensté a récompensé Marcel Schneider pour l'Eternité fragile (Grasset) ; le prix Contrepoint a été décerné à Régine Michel pour son roman les Petits Mensonges (Le Pré aux Clercs) ; selon le règlement de ce prix l'auteur devra verser un franc à chaque membre du jury, « pour la peine prise à lire son livre ». Le groupement des écrivains médecins a attribué le prix de l'Académie Littéraire aux docteurs Dobot et Role pour leur livre Bichat (Perrin) et le prix de la Nouvelle à Michel Jund et à Chantal Hérogne. Enfin plusieurs prix de poésie ont été récemment décernés : prix Max-Jacob à Pierre Torrelles pour Parages de séjour (Grasset) ; Marie-Claire Bancquart, pour Opéra des limites (José Corti) ; et Louis Pauwels pour Dix Ans de silence (Grasset) ont reçu le prix Alfred-de-Vigny. Les prix de poésie Jean-Malrieu ont été attribués à

Christian da Silva pour son manuscrit Hiverneale Patience et au Polonais Adam Zagajewski pour Palissade, marionnières, l'aveugle, Dieu (Fayard). Enfin, le prix Méditerranée est allé à Philippe Le Guillou pour la Runneur du soleil (Gallimard).

Exposition Traversière. — Une exposition consacrée aux réalisations des éditions Traversière se tient jusqu'au 12 mars à la bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou.

Rencontre autour de « l'Hexameron ». — A l'occasion de la parution de l'Hexameron (Seuil), la Maison des écrivains organise une rencontre autour des auteurs : Michel Chailion, Michel Deguy, Florence Delay, Natacha Michel, Denis Roche, Jacques Ronbaud, mardi 13 mars à 18 h 30, 53, rue de Verneuil, 75007 Paris. Tél. : 45-49-31-40.

Exposition Souci. — A l'occasion de la parution du livre Résonances (Actes Sud), qui rassemble des poèmes inspirés par les œuvres du peintre Souci, une exposition de celles-ci se tiendra du 8 au 31 mars à la librairie-galerie Biffures (44, rue Vieille-du-Temple — 75004 Paris). Les auteurs signeront le livre jeudi 8 mars à 18 h 30.

ROBERT SABATIER  
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE  
**LA SOURIS VERTE**  
ROMAN  
ALBIN MICHEL

**Le nouveau Robert Sabatier.**

Albin Michel

## KATASTROÏKA

d'Alexandre Zinoviev  
Traduit du russe par Vladimir Berelowitch. Age d'homme, 204 p., 95 F.

## CONFESSIONS D'UN HOMME EN TROP

d'Alexandre Zinoviev.  
Traduit du russe par Gala Ackerman et Pierre Lorrain, Olivier Orban. 504 p., 150 F.

L'ŒUVRE d'Alexandre Zinoviev apparut en France au printemps de 1977 avec la publication en français des *Hauteurs béantes*, satire mordante mais désespérée d'une société qui ne pouvait être réformée. Dans le ronron uniforme des écrits dissidents qui dissertaient tristement sur la trahison des idéaux du communisme, les paraboles de ce logicien firent l'effet d'une bombe : n'affirmait-il pas, contre tous, que les idéaux du communisme étaient effectivement réalisés dans son pays, que le principe « à chacun selon ses besoins » y était désormais appliqué et que celui qui n'en était pas convaincu s'excluait de lui-même du paradis ? Non seulement, il se montrait fier d'exposer publiquement une opinion non conforme à celle des autorités et, par voie de conséquence, à celle du peuple tout entier, puisque les dites autorités passent leur temps à exprimer les pensées et les aspirations profondes du peuple. Mais encore il osait démontrer en « logicien de la vie sociale » et grâce à une observation concrète la faillite de tout un système...

Paru en 1976 en russe à L'Age d'homme, les *Hauteurs béantes* firent immédiatement sensation à Moscou où l'on se repassait les exemplaires arrivés subrepticement. Quelques jours plus tard, il fut renvoyé de l'Université, puis bientôt chassé de l'Institut de philosophie où il travaillait depuis vingt-deux ans, boudé par la plupart de ses amis, privé de tous ses titres scientifiques et de ses décorations militaires, déchu de la nationalité soviétique en septembre 1978 alors qu'il se trouvait en voyage à Munich. « Mon plus grand crime n'était pas la parution d'un livre en Occident. C'était d'avoir écrit un livre sur mon entourage (l'intelligentsia russe), et qui plus est un livre pertinent, si l'on en juge par son succès. Si mon livre avait été mauvais et avait diffusé vraiment la réalité en la travestissant, on ne s'en serait pas pris à moi avec une telle véhémence ».

Après quinze années et quatre secrétaires généraux du PCUS, en dépit — ou à cause — des bouleversements survenus dans son pays, Alexandre Zinoviev, devenu citoyen allemand, poursuit méthodiquement son travail de démolisseur. Il publie cette semaine son vingtième livre, *Katastroïka*, en même temps que ses *Mémoires intimes* les *Confessions d'un homme en trop*, prouvant une fois de plus qu'il est toujours cet « otchitchépénets », cet exclu volon-

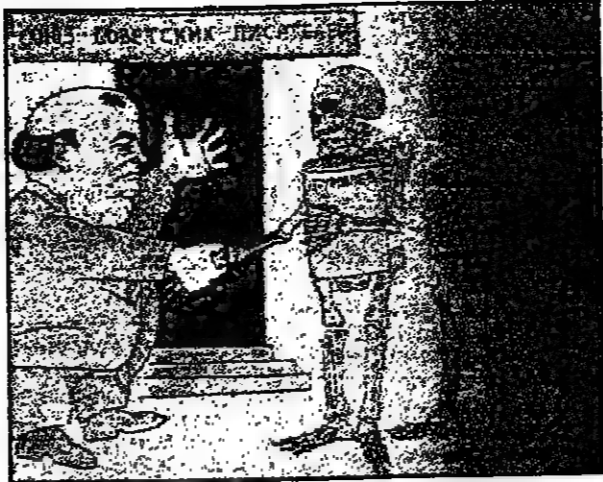
taire, cet « homme en trop » qu'il fut à Moscou jusqu'à cinquante-six ans. Jamais autorisé de publication en URSS jusqu'à ce jour (1), alors que les dissidents et les émigrés de toutes les époques sont édités : « Plusieurs personnes me disent que mes livres seraient bientôt publiés en URSS et que l'interdiction me frappant serait annulée. » On a réhabilité Kamenov, Zinoviev, Boukharine. On parle de manière positive de Trotski ! On autorise la publication de Goumliev, Pasternak, Akhmatova, Tsvetaïeva, Platonov, Boulgakov et tant d'autres. On mentionne dans la presse Soljenitsyne (2) Nekrassov, Galitch et Azimov. Un peu de patience, et votre tour viendra ! « Non ! Mon tour ne viendra jamais, car mes œuvres n'ont pas perdu et ne perdront pas de leur actualité. Leur objet principal, ce sont les lois et les mécanismes de la société communiste qui restent inchangés et immuables quels que soient les changements dans la vie courante du pays. Je décrirais et je continue à décrire ce qui ne peut être corrigé sans menacer l'existence même de la société soviétique. » Incroyant l'avenir radieux comme en la perestroïka, quitte à rester isolé, il veut surtout rester lucide. « Je suis sûr qu'en Russie, aujourd'hui, on comprendrait mes livres », dit-il.

**KATASTROÏKA**... Ce titre, qui pour Zinoviev n'est nullement un jeu de mots gratuit, va sans doute désespérer l'Occident qui a mis tant d'espérances en Mikhaïl Gorbatchev. Mais, inconsciemment, c'est là un livre qui devrait faire réfléchir les politiques au moins autant que les simples lecteurs, par son humour décapant. « Dès le début de la perestroïka gorbatchévienne, les choses changèrent radicalement, écrit-il dans son prologue. Non pas que l'aspect extérieur du pays et la vie des gens se fussent améliorés (au contraire tout cela s'aggrava). C'est le point de vue des dirigeants sur toutes ces choses qui changea en pire. Finie l'époque — la première période de l'histoire soviétique — où l'on cachait les défauts. La nouvelle ère reconnaissait les défauts, mais elle les montrait du doigt. Cette

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## Zinoviev et la logique de la « Katastroïka »



Dessin d'A. Zinoviev : Union des écrivains soviétiques, Goumliev, Pasternak, Platonov.

stigmatisation n'était du reste pas tant destinée aux citoyens soviétiques qui connaissent ces défauts mieux que quiconque, qu'à l'usage des pays occidentaux. On peut dire que ce fut une véritable orgie de contemplation complaisante des différentes tares du pays dont on entreprit de se vanter devant l'Occident (...). Puisque le pouvoir soviétique reconnaissait qu'en URSS les choses allaient mal et que les gens vivaient mal, les Occidentaux décidèrent que c'était signe que les choses n'allaient pas si mal. Du coup on pardonna à l'Union soviétique tout le mal qu'elle avait causé, parce qu'elle avait reconnu une infime partie de ce mal... Vaste entreprise d'autostigmatisation organisée.

Abandonnant Iebansk, la « ville-foutoir » des *Hauteurs béantes*, de l'*Avenir radieux* (Prix Médicis étranger 1978), des *Notes d'un veilleur de nuit*, Alexandre Zinoviev se transporte à Partgrad (la ville du parti), localité de province imaginaire qui va devenir un « phare de la perestroïka », une « cité-modèle de la nouvelle ligne générale » et qu'on va, sur ordre de Moscou, « ouvrir » aux étrangers enthousiastes pour leur montrer ce qui ne marche pas : huit itinéraires repartis d'un Baedeker (ou d'un Guide bleu) « nouveau style » pour une leçon édifiante d'histoire contemporaine et de sociologie dont le style féroce et dru, l'humour décapant ont été admirablement rendus par le travail de son traducteur attiré Vladimir Berelowitch (« Nous devons

réaliser une perestroïka de notre langage », propose l'auteur). Comment ne pas éclater de rire par exemple à la Roue sanglante, la désopilante parodie de la Roue rouge, de Soljenitsyne, un « écrivain émigré », qui met en scène Lénine dans son cercueil entouré de ses disciples parmi lesquels Khrouchtchev, Staline, Gorbatchev, Sakharov... Eltsine !

SEULES la déraison et la satire la plus burlesque, la plus grossière, obscène même, sont, selon l'auteur, aptes à rendre compte de la réalité afin de débusquer les fondements d'un système qui pousse la logique à un point d'aberration difficilement compréhensible pour les Occidentaux que nous sommes. Il est vrai, que Zinoviev n'éprouve pas vraiment pour nous de sympathie, ou d'estime. Et qu'il ne nous pardonne pas une crédulité entretenue par l'ignorance délibérée. Dans ses *Confessions d'un homme en trop* qui, par hasard (3), paraissent en même temps que *Katastroïka* (alors qu'elles ont été écrites l'année précédente), Alexandre Zinoviev — né cinq ans après la révolution d'Octobre — ne peut devenir un citoyen modèle dans une société communiste idéale, raconte comment il s'est toujours trouvé dans l'histoire, à contre-courant. Dans un style complètement différent de l'humour bouffon de *Katastroïka*, sans doute beaucoup plus destiné aux « étrangers » que ses autres œuvres, il tient à expliquer clairement, longuement, quitte à se répéter parfois, les faits marquants de son existence en corrélation très étroite avec les événements de son pays.

Souvent, pourtant, les deux livres se complètent : « Les gorbatchéviens », ne sont pas une poignée d'hommes réunis autour de Gorbatchev, précise-t-il avec beaucoup de clarté dans un des derniers chapitres des *Mémoires*. « Ce sont des centaines de milliers de fonctionnaires de tout genre qui ont commencé leur carrière dans les années khrouchtchéviennes, ou à la fin de la période stalinienne, et qui sont parvenus aux échelons moyens ou supérieurs du pouvoir sous Brejnev ou Andropov. Pour toute une série de rai-

sons, le phénomène prit l'Occident au dépourvu... La politique de démocratisation est une mesure temporaire des autorités d'un pays non démocratique en réponse au défi de la démocratie occidentale, dont le seul but est de résoudre des problèmes qui n'ont rien à voir avec la démocratie. Ceux qui connaissent la structure réelle du système soviétique savent bien que ce dernier ne changera pas de façon substantielle, même si cent pour cent des fonctionnaires sont remplacés par des sympathisants de Gorbatchev, même s'ils sont élus parmi des dizaines de candidats « non uniques » et même si les partis politiques sont autorisés. Cette démocratisation apparente cache un processus plus profond (...), Gorbatchev tend à mettre en place les mécanismes qui rendraient possible une dictature personnelle en dehors du parti. Ce serait donc un appareil de superpouvoir de type stalinien, d'où la volonté du numéro 9 de renforcer le pouvoir du Soviet suprême et du « président ».

DANS cette optique, il sera passionnant de considérer, vendredi soir chez Bernard Fivet le face-à-face d'Alexandre Zinoviev avec Boris Eltsine, de l'émigré déchu de sa nationalité pour avoir « nud au prestige soviétique », et du contestataire officiel, à condition évidemment que le nouveau député de Sverdlovsk — élu dimanche avec 85 % des voix — ne soit pas retenu par les exigences de sa candidature à la présidence de la Fédération de Russie... Quoi qu'il en soit, malgré (ou à cause de) sa mégalo-manie indubitable, son mode de pensée et d'expression typiquement soviétique, sa barge dans la lucidité, sa fécondité (21 titres publiés en français depuis 1977, dix articles, des manifestes, etc.), sa rancune irréconciliable à l'égard de ses « anciens condisciples, disciples, collègues, compagnons de bouteille et amis (qui) sont maintenant partie de l'ensauvage de Gorbatchev » (« J'ai eu beau multiplier les observations, je n'ai pas remarqué entre eux plus de différences significatives qu'entre les punaises qui se glissent dans les interstices d'une isba »), il fait la preuve une fois de plus qu'il existe, qu'on le veuille ou non, un « phénomène Zinoviev ».

(1) Il a été cependant l'objet d'une interview récemment à la télévision dans l'émission la plus inventive de l'époque de la perestroïka, « La cinquième roue », à propos des écrivains vivants en République fédérale d'Allemagne.

(2) La revue *Novy Mir* vient de fonder une maison d'édition dont les premiers livres seront des œuvres de Soljenitsyne en sept volumes dont trois de l'archipel du Goulag (la *Monde* de 7 numéros).

(3) En réalité, les Editions Olivier-Orban, qui annoncent pour avril la sortie des *Confessions*, ont avancé sa date de parution pour coïncider avec la venue de l'auteur à « Apotrophes » vendredi 9 mars face à Boris Eltsine, auteur de *Jusqu'au bout* (Calmann-Lévy).

## Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur penseur recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat décerné par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle, Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tél. 48 87 08 21.

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

ARAGON  
L'Œuvre  
Poétique

EN 7 VOLUMES

ÉDITION DÉFINITIVE

TOMES I, II, III, IV, PARUS

TOMES V, VI, PARUTION MARS

TOME VII, PARUTION AVRIL

NOMBREUX INÉDITS

## Tennessee Williams, puritain et débauché

Suite de la page 19

Son frère, qui s'était rendu compte de l'« étrangeté » de sa sœur le jour où, sur le ton le plus sérieux, elle lui demanda s'il était vrai que les étoiles avaient cinq pointes, ne se pardonna jamais d'avoir laissé pratiquer une telle intervention chirurgicale, qui condamna la victime à l'hôpital psychiatrique pour le restant de ses jours.

Garçon timide, efféminé, que son père surnommait « Miss Nancy » — et dire que, bien des années plus tard, Visconti l'appellerait Blanche DuBois, du nom de l'héroïne du *Tramway nommé Désir* ! — Tennessee sut, en lisant Tchekhov, Rilke, Hart Crane... — que son destin était la littérature. Des nouvelles, des poèmes (3) qu'il publiait dans des revues firent d'emblée reconnaître son talent, avant qu'il ne se voue à la scène où, après quelques échecs, il obtint, en 1945, un succès vite devenu mondial avec la *Ménagerie de verre* — pièce autobiographique où l'on voit, conduits par un narrateur derrière lequel se cache, mal, l'auteur, ses parents déçus et sa sœur.

## Scandales à répétition

On connaît la suite : les années triomphales, le *Tramway*, qui lance un inconnu, Marlon Brando, et que Cocteau adapte ; la *Rose tatouée*... et cela jusqu'à cette *Nuit de l'iguane* qui marque, en 1961, sa dernière réussite. Entre-temps, il y aura eu de

nombreux amants — « J'ai toujours suivi des inconnus... », dit Blanche DuBois, — son ami pour Carson McCullers, pour Gore Vidal ; ses voyages en Europe, ses longs séjours à Rome. Et les scandales à répétition que, surtout dans son pays, ses pièces provoquent et, insupportable de celles-ci, lui-même, à qui l'on reproche son homosexualité affichée.

Fervent de D. H. Lawrence, il n'arrive pas à imposer, comme l'Anglais, à travers ses personnages l'idée de sacré et d'innocence dans la sexualité. Puritain et débauché comme seuls les puritains savent l'être, la sexualité a, pour lui, la saveur de la réalité, qui est amère quand, satisfaite, survient une culpabilité diffuse qui cherche en vain à être pardonnée...

En tête des inquisiteurs à ses trousses, *Time Magazine*, qui renouvelle ses attaques à l'occasion de chaque première à Broadway : « Maréage fétide », titre un jour l'hebdomadaire — et la presse française, à quelques exceptions près, ne sera pas en reste, qui parle de « stupéfiant magma de hideurs », quand elle ne prend pas des airs de vieille fille pour s'avancer « vilainement attirée, attirée, attirée par ces drames hideux » (bis). Soyons justes : en France, Williams finira par recueillir quelques éloges, et, en tout cas, on le raille plus à cause de ses plongées dans les eaux bourbeuses de la psychanalyse qu'en raison de son « immoralité ».

On lui reproche ses invraisemblances, bien que, comme l'observait Boileau, « le vrai puisse quelquefois n'être pas vraisemblable ». Et aussi ses exagérations. Et, certes, personnages et situations souffrent d'un certain décalage, d'une certaine rupture entre eux et le réel, de sorte que, comme dans les romans de Faulkner, tout en sachant que ce qui a lieu est atroce, on ne sait pas toujours avec précision ce qui a lieu. Mais c'est là sa manière à lui de rendre visibles certains aspects du monde ; c'est là une sorte de réseau métaphorique dont il a besoin pour faire sourdre la poésie. Réprouver l'exagération n'est, au demeurant, qu'une manière de puritanisme esthétique, d'ascèse « minimaliste ».

## Comme à la fin d'un film de Fellini

Après la *Nuit de l'iguane* commence une suite ininterrompue d'échecs. Et l'alcool et la drogue, jusqu'à cette nuit de 1983 où, dans un grand hôtel de New-York, Tennessee Williams avale le bouchon d'un flacon de médicaments et meurt étouffé.

Publiés jadis ici et là, voici en un seul volume, et par ordre chronologique, toutes les nouvelles de Williams, soit quarante-neuf au total. La première fut écrite lorsqu'il avait dix-sept ans ; la dernière — admirable symétrie en miroir des chiffres — à l'âge de soixante et onze.

Comme à la fin d'un film de Fellini — auquel le mot « exagé-

ration » fait songer, — les masques tourbillonnants exaltés par la scène et par l'écran s'estompent ; dans leurs loges, les acteurs se dégringolent ; les créatures de Williams ne ressemblent plus ni à Brando ni à Magnani. Et si l'on trouve dans ces nouvelles, comme dans ses pièces, un perpétuel et effréné besoin d'amour, l'obsession de la chair à travers laquelle les êtres cherchent à se réconcilier avec eux-mêmes, une musique plus intime, plus interpersonnelle se fait entendre, comme du Satie murmuré par Billie Holiday.

Encore plus que dans son théâtre, on est frappé par la recherche obstinée de solidarité, de ces contacts dits humains qu'éprouvent des personnages réduits à des rencontres de hasard, à l'alcool qui réchauffe l'âme et qui, un moment, efface la douleur du monde, rend Dieu superflu — sans que, pour autant, ils versent dans la sentimentalité, convaincus qu'ils sont que « le monde est un texte comique que l'on doit lire à l'envers » et que, à l'envers, « il n'est pas tellement comique ».

La solitude les guette, et ils finissent tous par la choisir, les uns comme un moindre mal, les autres comme un privilège — ceux du moins qui savent que, sur cette planète, la solitude est une denrée qui se fait rare et qu'il faut en être digne.

Hector Bianciotti

(3) Dans *l'hiver des villes*, Seghers, 1964 (épaves).

صلى الله عليه وسلم

28 1989, année chaude pour le nucléaire français  
Scania investit à Angers

30 De Beers crée une filiale en Suisse  
41 à 43 Le Monde Affaires

44 Marchés financiers  
45 Bourse de Paris

BILLET

Yeux doux franco-japonais

Au moment où à Bruxelles les ministres des Douze, déchirés entre le clan des « durs » et celui des « ultra-libéraux », se chamaillent sur la politique de la CEE vis-à-vis des importations japonaises, dans les provinces, le ton des responsables économiques est beaucoup plus poli.

Dans le somptueux décor de la salle des chasses de François I<sup>er</sup>, à Chambord, a été ratifié le 6 mars un protocole d'accord mettant en place le « club d'affaires franco-japonais ». Sous l'égide de l'Association des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), qui prend la relève de la déshéuée Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI), quatorze chambres de commerce aussi diverses que celles de Marseille, Strasbourg ou Charleville-Mézières ont entrepris avec la Chambre japonaise en France, qui regroupe 230 entreprises, une association pour promouvoir, en dehors des aïdes politiques, les échanges et le partenariat entre les deux pays. C'est la très puissante chambre de commerce de Paris (257 000 entreprises, 4 000 salariés, 10 000 étudiants, un budget de près de 2 milliards de francs) qui pilote l'opération.

Pour bien montrer que sur le terrain la logique française peut se démarquer de celle qui est défendue à Bruxelles, le préfet du Loiret-Cher et l'ambassadeur nippon en France, assis côte à côte, ont oint ce baptême de leur symbolique présence.

Sans doute ce club ne permettra-t-il pas de gommer toutes les frictions commerciales entre les deux pays, mais il contribuera peut-être à faire mieux comprendre comment raisonnent les industriels nippons... et qu'économie française ne se résume pas au foie gras et aux parfums.

« D'accord pour une libéralisation des importations », a précisé M. Philippe Clément, président de l'ACFCI, mais par étapes et sur un pied d'égalité. La présidente de la chambre japonaise en France, M. Yuki Hiko Sato, a eu cette formule : « Comme il y a un Euro-tunnel entre la France et la Grande-Bretagne, notre club doit devenir l'Euro-Asie Tunnel. » Il reste que la France demeure moins séduisante que ses voisins européens pour l'accueil sur son sol d'investissements japonais. Ceux-ci n'auront représenté à la fin de l'année dernière que la création de 1 200 emplois liés surtout à l'extension d'usines implantées au début des années 80. Région-phare pour faire les yeux doux aux firmes de l'empire du Soleil-levant : l'Est et surtout l'Alsace.

F. Gr.

Nombreux incidents dans plusieurs villes

Les contribuables britanniques rejettent le nouvel impôt local

Depuis plusieurs semaines, l'Angleterre et le pays de Galles sont le théâtre d'une véritable rébellion des contribuables contre la réforme controversée de l'impôt local qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril.

LONDRES

de notre correspondant

Une véritable bataille rangée opposant manifestants hostiles à l'impôt local et forces de l'ordre devant la mairie de Bristol fait vingt-cinq blessés. Plusieurs centaines de protestataires contraignent les conseils municipaux de Reading, Maidenhead, Exeter et Bradford à interrompre leurs délibérations. Plus de deux mille personnes défilent à Manchester. L'ensemble des conseillers conservateurs du comté de l'Oxfordshire, riche en universités, châteaux, fermes et cathédrales, démissionnent en bloc pour protester contre l'impôt néfaste. Le conseil municipal travailliste de Liverpool évoque une nouvelle faillite, similaire à celle de 1985, plutôt que d'accepter les consignes officielles.

Le changement de l'assiette et du mode de prélèvement de la taxe locale (« poll tax »), déjà en vigueur depuis l'an dernier en Ecosse, et prévu pour le 1<sup>er</sup> avril, provoque une fronde depuis plusieurs semaines en Angleterre et au Pays de Galles qui a surpris le gouvernement conservateur de M<sup>re</sup> Thatcher. Parce qu'ils comprennent mal cet impôt « par tête » qui fait payer les pauvres autant que les riches et entraîne un accroissement moyen de la charge de 30 %, de nombreux Britanniques, toutes tendances politiques confondues, sont descendus spontanément dans la rue.

Plusieurs motifs à cette fronde sans précédent. L'injustice d'un impôt qui frappe désormais toute personne âgée de plus de dix-huit ans, indépendamment de tout signe extérieur de richesse, choque un public qui, après dix ans de « révolution » libérale thatcherienne, aspire à une pause. Ensuite, cette charge, fixée par les autorités locales en fonction de leurs besoins de financement, varie d'un bourg à l'autre. Les habitants des municipalités travaillistes, plus démunies, paient davantage que ceux des bourgs dirigés par les Tories, plus soucieux de respecter les restrictions budgétaires imposées par l'édifice de Downing Street. Goodwyn-Vale, une rue du quartier de Finchley, dans le nord de Londres, la circonscription de Margaret Thatcher, est le meilleur exemple de cette iniquité : la facture des numéros pairs, situés sur le territoire de la commune tory de Barnet, s'élève à 268 livres par tête (soit 2 500 F), celle des numéros impairs, dépendant du bourg de Haringey (Labour) atteint 573 livres.

Erreur psychologique

Le système pénalise autrement les familles modestes car les enfants de la classe ouvrière ont l'habitude de rester à la maison jusqu'à leur mariage. En revanche, les jeunes de la classe moyenne ont tendance à désertir très tôt le toit familial pour aller étudier dans une autre ville. Or les étudiants bénéficient d'abattements. Retenues sur les salaires et les versements de sécurité sociale, la saisie de biens : les lourdes pénalités prévues en cas de non-paiement par un dispositif encourageant de surcroît la délation choquent l'opinion publique.

Le ministère de l'environnement, responsable en Grande-Bretagne des collectivités locales, a également commis une grave erreur psychologique : craignant une rébellion des élus modérés de la majorité, les responsables ont volontairement sous-évalué l'impôt nouveau. Les citoyens redevables ont découvert en janvier que l'addition serait plus salée que prévu : 100 livres de plus, en moyenne, par rapport au montant de l'ancienne taxe par unité d'habitation. Or les Britanniques, dont 70 % achètent leur logement à crédit, sont déjà confrontés à des taux d'intérêt astronomiques - plus de 15 % - destinés à contenir une inflation qui dépasse les 9 %.

Tous les sondages mettent aujourd'hui l'impôt local au premier rang des préoccupations de l'opinion et accordent au Labour une avance de près de vingt points sur les conservateurs. Opposés dès le départ à ce chambardement fiscal, les travaillistes ont pourtant insisté sur la nécessité de respecter une loi qu'ils s'engagent à supprimer en cas de victoire lors du prochain scrutin général, au plus tard en juin 1992. Acculés, les Tories réagissent en dénonçant le rôle des trottoirs derrière la soudaine flambée de violence.

La polémique n'épargne même pas la reine Elizabeth II. La caisse du duc de Lancaster répliquera les taxes locales du personnel résidant dans les châteaux de Balmoral et de Sandringham, ses domaines privés. Les employés du palais de Buckingham, propriété de la couronne, qui dépendent eux de la liste civile, n'ont pas cette chance. Que l'impôt prélevé par le très conservateur conseil de Westminster soit l'un des plus bas du royaume constitue une bien maigre consolation. Honni soit qui mal y pense. — (Infirm.)

Malgré des interventions concertées des banques centrales

La hausse du dollar continue

Pour la quatrième journée consécutive, l'intervention des banques centrales sur les marchés des changes n'a pas réussi à endiguer la hausse du dollar, jeudi 8 mars. Malgré la volonté des autorités du « G 7 », réunies au Japon depuis mercredi, de maintenir le dollar en dessous de 150 yen et de 1,70 deutschemarks.

A Tokyo, malgré la vente d'un milliard de dollars en milieu de séance par la Banque du Japon, la devise américaine a finalement terminé en hausse de 0,08 yen à 150,83 yens. A Francfort, au cours des premiers échanges entre banques, le dollar était en léger repli par rapport à la veille, mais dépassait toujours les 1,70 marks.

« La dépréciation du yen est excessive »

L'autorité du directeur monétaire informel que constitue le « G 7 » (Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada), réunie au Japon depuis mercredi au niveau des adjoints des ministres des finances ou des gouverneurs des banques centrales, est ouvertement battue en brèche. Dans la journée de mercredi, l'agence japonaise Jiji, citant une « source de confiance internationale », annonçait que le G 7 avait décidé de maintenir le dollar en dessous de 150 yens et de 1,70 deutschemark. D'habitude, la plus grande discrétion entoure ce genre d'objectif, pour ne pas donner aux opérateurs des marchés des changes le sentiment qu'il y a un « plafond » jusqu'auquel on peut aller en toute sécurité (les interventions

des banques centrales menacent en effet ceux qui ont acheté au-dessus de ce plafond de lourdes pertes de change). Or, dès mercredi après-midi, il était clair sur toutes les places que l'intervention des banques centrales et les démonstrations d'intimidation du G 7 n'étaient pas en mesure de casser la hausse du dollar.

La raison en est toute simple : la monnaie américaine reste la plus demandée. Le yen souffre de l'incertitude entrecroisée au Japon sur une éventuelle hausse des taux. Le vice-gouverneur de la Banque du Japon, M. Hiroshi Yoshimoto, a affirmé jeudi qu'il n'y avait pas de raison de relever le taux d'escompte japonais (actuellement à 4,25 %), alors que chacun s'attendait à un nouveau relèvement après le retour à Tokyo du gouverneur Yasushi Mieno, en voyage en Europe.

Quant au mark, les détenteurs de capitaux se montrent prudents dans la perspective de la prochaine union monétaire entre les deux Allemagnes, qu'ils analysent comme porteuse de risques, notamment d'inflation.

Tant que les arbitrages des opérateurs joueront objectivement en faveur du dollar, les interventions formelles limitées des banques centrales se noieront dans la masse énorme des transactions (quelque 500 milliards de dollars par jour). Les appels, même les plus explicites, du groupe des Sept, n'y peuvent rien changer.

Jeudi matin devant la presse le ministre français de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a pour sa part déclaré : « On peut considérer que la dépréciation du yen est excessive. Aux Japonais de prendre les mesures correctrices appropriées. »

S. G.

Une bonne année pour l'emploi

Suite de la première page

Après avoir progressé de 2 % en 1987, puis de 3,8 % en 1988 et encore de 3,7 % l'année dernière, la richesse nationale exprimée en termes de produit intérieur brut marchand (PIB) croît de 3 % en rythme annuel au cours du premier semestre 1990.

En fait, ce ralentissement de la croissance est déjà, en grande partie, derrière nous s'il ne l'est pas tout à fait. Les chiffres de l'INSEE montrent que si l'activité a été très forte au premier semestre 1989, atteignant le rythme annuel de 4,4 %, elle s'est nettement ralentie durant la seconde partie de l'année, revenant à un rythme annuel de 2,6 %. Le premier semestre 1990, s'il suit bien une pente annuelle de 3 %, comme le prévoit l'INSEE, enregistrerait donc plutôt une légère accélération de l'activité par rapport à la fin de l'année dernière.

De même faut-il voir, comme le souligne l'INSEE, que la décélération du PIB par rapport à 1988 et 1989 ne s'explique pas par un phénomène général de ralentissement mais par une moindre activité industrielle dans la branche de biens intermédiaires et dans l'auto-

mobile. Les autres branches - biens d'équipement et biens de consommation - restent, elles, très dynamiques.

Pourquoi ce fléchissement des industries produisant des biens intermédiaires ? A cause de l'affaiblissement de la demande étrangère qui manifeste la très rapide décadence des effets. Quand l'automobile se porte mal ou moins bien aux Etats-Unis, ce sont les ventes françaises d'acier et de métaux non ferreux qui fléchissent. Il en est de même avec la Grande-Bretagne, dont l'activité économique fléchit elle aussi.

Vires tendues

Ces facteurs de freinage peuvent être durables. Mais il n'en va probablement pas de même pour d'autres facteurs comme la sécheresse, qui a réduit l'utilisation des engrais et donc les ventes des usines de produits chimiques, si ce n'est pour les grèves des établissements Peugeot, qui ont fait complètement stagner la production automobile au second semestre 1989. Si le marché automobile américain s'est littéralement effondré à la fin de l'année dernière, le marché européen, lui, a très bien résisté. A cela s'ajoute le fait que les branches produisant des biens d'équipement ménager, celles aussi de la construction mécanique, aéronautique et navale, celles de la pharmacie et de la parachimie ont connu une année 1989 aussi brillante que 1988. Et si la construction de logements neufs est moins dynamique qu'en 1988, les travaux publics connaissent une activité très soutenue alors que l'ensemble bâtiment-génie civil entre dans sa cinquième année d'expansion.

Cette croissance un peu moins rapide de la production a l'avantage de réduire les tensions sur l'appareil productif qui restaient vives, soumis jusqu'au printemps 1989. Depuis 1987, le taux d'utilisation des capacités de production n'a cessé d'augmenter et il a fait plus vite que chez nos concurrents étrangers du fait du retard d'investissements pris par la France jusqu'en 1984. Ce taux d'utilisation des usines de production a dépassé le très haut niveau de 85 % atteint à la fin de 1979.

La croissance que connaît actuel-

lement la France est donc plus vertueuse qu'apparaît. Elle l'est pour des raisons involontaires qui tiennent au ralentissement de l'activité outre-atlantique et outre-Manche. Mais elle l'est aussi pour des raisons positives puisque ce sont les investissements - très importants effectués par l'industrie française ces dernières années qui ont étendu l'appareil productif et ont évité tout à la fois un emballement des prix et un déficit extérieur plus important.

L'INSEE rappelle les très gros efforts d'équipement accomplis par l'industrie française ces dernières années : + 5,7 % en 1987, + 11,2 % en 1988, + 9 % en 1989. Si l'effort d'investissement de l'ensemble des

caire, ce qui témoigne, souligne l'INSEE, de leur confiance dans l'avenir. Attitude qui se justifie : les importants efforts d'investissements accomplis ces dernières années n'ont permis d'accroître les capacités de production (l'offre potentielle) que de 2,5 %, beaucoup de dépenses d'équipement ne faisant que remplacer du matériel déclassé. L'effort productif n'est donc probablement pas encore suffisant pour répondre à la demande intérieure et étrangère. Cela, les industriels l'ont compris.

Autre effet vertueux de l'investissement : il permet aux entreprises françaises de beaucoup exporter. L'aggravation du déficit du commerce extérieur passé de 33

ont progressé de 9 % en volume, ce qui est le meilleur résultat depuis dix ans. Mieux : pour la première fois depuis quatre ans, la part du commerce extérieur français dans le commerce mondial ne s'est pas réduite. Cela grâce à une compétitivité prix qui ne s'est pas dégradée. L'INSEE souligne que la demande étrangère adressée à la France reste soutenue, la RFA et l'Europe continentale dans son ensemble compensant le fléchissement des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Faut-il voir dans cet ensemble de bonnes nouvelles les fruits des efforts consentis par la France ? Toujours est-il que l'INSEE parle de croissance vertueuse, soulignant que l'évolution des salaires du secteur privé reste modérée, même si elle s'accroît un peu : + 3,3 % en 1987, + 3,4 % en 1988, + 4 % en 1989. Ce qui compte finalement le plus est la sagesse des augmentations du pouvoir d'achat : 0,8 % par tête dans le secteur privé l'année dernière après + 1,1 % en 1988 et + 0,3 % en 1987. Sagesse générale même si la progression est nettement plus forte dans le secteur public avec + 2,9 % de gain de pouvoir d'achat en 1989. Mais celle-ci était peut-être exceptionnelle.

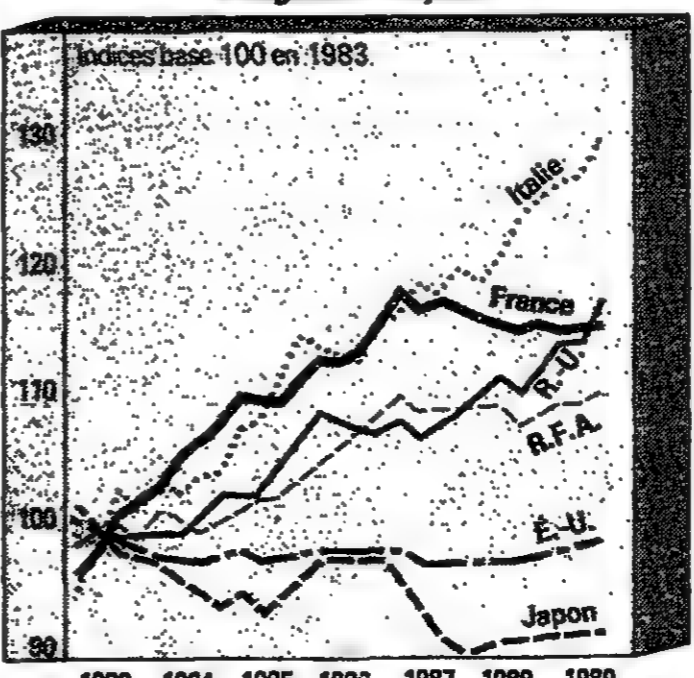
Tout compte fait, la consommation des ménages reste soutenue mais ne s'emballe pas (+ 3 % l'an) en partie à cause d'une forte croissance des prélèvements sociaux et finalement des prélèvements obligatoires qui s'alourdissent de 0,2 point : en partie à cause d'une remontée du taux d'épargne revenu à 12,7 % en 1989 après 11,5 % en 1987.

Cette sagesse française entretient la croissance économique sans déséquilibre majeur. L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors énergie et alimentation, est inférieure à 3 % : 2,8 % en 1989, soit le taux le plus faible depuis 1964.

Ces évolutions très positives rendent finalement crédible l'analyse de l'INSEE qui prévoit tout à la fois la poursuite de nombreuses créations d'emplois, une meilleure stabilité de ces emplois et la baisse du taux de chômage, qui reviendrait de 9,4 % de la population active fin 1989 à 9 % au cours de l'été prochain.

ALAIN VERNHOLES

Coûts salariaux unitaires : la sagesse française



entreprises s'est un peu ralenti l'année dernière (+ 6,5 % après + 9,4 % en 1988), c'est à cause du secteur tertiaire, des services, et non pas de l'industrie, qui ne se contente pas de renouveler ses équipements mais augmente ses capacités de production.

Fait notable : les chefs d'entreprise ont vu se réduire un peu leur capacité d'épargne du fait notamment de la hausse des taux d'intérêt. En même temps, leur capacité d'autofinancement diminuait. Malgré cela, ils ont eu davantage recours au crédit ban-

INSOLITE

La fin d'une escale

L'aéroport de Prestwick, à 35 kilomètres au sud de Glasgow, va perdre son monopole sur les vols intercontinentaux au départ et à destination de l'Ecosse. C'est M. Cecil Parkinson, ministre britannique des transports, qui l'a annoncé mardi 6 mars, à la grande satisfaction des compagnies aériennes qui le demandaient depuis des années.

Jusqu'à présent, les compagnies désiraient desservir les Etats-Unis au départ de Glasgow devaient obligatoirement faire escale à Prestwick après quelques minutes de vol à peine. Prestwick se trouve en pleine campagne et n'accueille qu'un peu plus de trois cent mille pas-

sagers, au lieu de quatre millions à Glasgow et deux millions à Edimbourg. Mais ce monopole était farouchement défendu par le député local, M. George Younger, qui était jusqu'à l'an dernier, ministre de la défense. Le principal titre de gloire de l'aéroport est son implantation à portée de « swing » du parcours de golf de Troon, où a lieu régulièrement la British Open, et à proximité d'une usine de British Aerospace.

C'est la fin d'une escale, et, pour tout dire, la fin d'une tradition.

## ÉCONOMIE

1989, année chaude pour le nucléaire français

## Le rapport Tanguy : une autocritique sans complaisance

En construisant  
une usine de camionsLe groupe suédois Scania  
va créer  
1 500 emplois à Angers

Le groupe suédois Scania devrait annoncer, vendredi 9 mars, la construction de trois usines de camions à Angers représentant un investissement de 1,7 milliard de francs et la création de 1 500 emplois d'ici à quatre ans.

Angers avait été retenue pour la mise en service d'une usine de voitures par le japonais Subaru en 1988 qui aurait créé 900 emplois, mais les services du ministère de l'Industrie avaient tardé à donner leur accord et le projet fut abandonné. Scania, la division du groupe suédois qui fabrique les camions, cherchait un nouveau site en Europe pour compléter ses installations en Suède et aux Pays-Bas. Avec un chiffre d'affaires de 15,4 milliards de francs en 1988, Scania est le constructeur de camions européens le plus rentable (3,4 milliards de francs de bénéfice).

L'ensemble comportera une usine de moteurs, une autre de carrosseries et une troisième d'assemblage final. Une part de 70 % à 80 % de la production devrait être exportée.

Angers était en concurrence avec la Grande-Bretagne et l'Espagne du Nord pour ce projet. La mise à disposition de l'ancienne usine de matériels agricoles de International Harvester a facilité la conclusion de la négociation.

La France accordera des aides (300 millions de francs au total dont environ 200 millions du budget de l'Etat) au groupe suédois mais sans dépasser le plafond de 17 % de l'investissement total pour respecter la réglementation européenne.

Le nucléaire français traverse une crise. Le ralentissement général des programmes depuis la catastrophe de Tchernobyl, la multiplication des petits incidents dans l'Hexagone..., autant de motifs d'interrogation sinon d'inquiétude. A la demande du gouvernement, trois « sages », MM. Rouvillois, Guillaume et Pollat, ont ausculté sans complaisance la filière électronucléaire française. Par ailleurs, le rapport annuel sur la sûreté nucléaire, de M. Tanguy, qualifié de « chaude » l'année écoulée.

Les conclusions de ces deux rapports sont publiées au moment où, paralysés par les discussions d'avant congrès socialiste, le gouvernement hésite devant les décisions à prendre dans le nucléaire, que ce soit sur le choix d'un site de stockage des déchets (remis à un an) ou sur le lancement d'une usine de combustible Mox (plutonium-uranium). Seul le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) a fait l'objet récemment d'une réforme approfondie.

« S'il ne m'apparaît pas que la sûreté des centrales EDF ait été réellement mise en cause en 1989, on doit constater que sont survenus au cours de ces douze derniers mois des incidents d'exploitation qui méritent d'être pris sérieusement en considération. » Le ton est modéré mais il ne fait pas de doute pour M. Pierre Tanguy, inspecteur général pour la sûreté nucléaire à l'électricité de France, qu'une utilisation maximale du parc électronucléaire français « exige d'abord une bonne sûreté, car sinon l'image sera ruinée, immédiatement ou à terme, et l'outil sera inexploitable ».

De ce point de vue, 1989, « année chaude pour la sûreté » a permis de prendre pleinement conscience de l'enjeu que cette dernière représente et des nouvelles orientations à prendre pour l'améliorer. Trois problèmes rencontrés dans l'exploitation quotidienne des centrales illustrent, selon M. Tanguy, ce propos.

Premier exemple : les anomalies relevées dans les procédures, qui auraient dû être modifiées à la suite du chargement de combustible Mox (Oxyde mixte d'uranium et de plutonium) dans le cœur du réacteur de Saint-Laurent B.

« Cette anomalie, découverte par les inspecteurs du Service central de sûreté des installations nucléaires, (...) a mis en évidence des défaillances de l'organisation, tout en confirmant que la sûreté de la centrale n'a jamais été vraiment en cause. » Mais nul ne « pourrait affirmer », écrit M. Tanguy dans le rapport de sûreté 1989, rendu public mercredi 7 mars, que nous

ne découvrirons pas d'autres anomalies similaires dans l'avenir ».

Le deuxième type de problèmes, selon M. Tanguy, est lié au vieillissement des installations. Ainsi, l'usure des grappes de contrôle des réacteurs de 900 mégawatts s'est révélée plus rapide que prévue. Si le Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) et EDF s'accordent pour considérer que le problème, une fois découvert, a été correctement traité sur le plan technique, ils s'interrogent en revanche sur le fait de savoir « s'il n'aurait pas pu être légèrement anticipé ».

Des erreurs  
de maintenance

Troisième exemple enfin : celui de modifications de conception ou de fabrication, sur des systèmes dont on pouvait penser qu'ils étaient éprouvés. A cet égard, « deux problèmes généraux majeurs sur les tranches de 1 300 mégawatts, touchant directement la sûreté, marqueront sans contexte l'année 1989 » : des défauts de soudure sur les pressuriseurs et « le nouveau type de déformation observé sur les tubes des générateurs de vapeur ».

De même, M. Tanguy souligne deux erreurs de maintenance ayant affecté les centrales de Dampierre et de Gravelines. La première concernait le maintien en place « pendant plus de deux ans » de deux pièces rendant indisponibles un circuit de sauvegarde « qui n'est nécessaire qu'en cas d'accident de faible probabilité ». La seconde a

mis en cause pendant quinze mois le fonctionnement des sécurités de suppression de la centrale de Gravelines. Incident classé 3 dans l'échelle de gravité et qui, de l'avis de M. Tanguy, pourrait être, après analyse, « déclassé au niveau » 2.

« Quel qu'il en soit, ces incidents ont appelé notre attention, et celle des autorités de sûreté, sur la possibilité de dysfonctionnements graves du système d'assurance de qualité dans les opérations d'entretien des matériels importants pour la sûreté. » C'est pourquoi il est bon, selon l'inspecteur général, que l'expérience acquise en matière d'exploitation en 1989 sur le parc électronucléaire français ait permis « à tous de reprendre conscience de la spécificité du nucléaire » et qu'il devienne évident que « dans les stratégies de rupture, le risque d'accident ou d'incident nucléaire ne doit pas être ignoré ».

A l'appui de cette profession de foi, le rapporteur conseille de concentrer les efforts sur trois types d'incidents :

« les incidents de niveau 3 dans l'échelle de gravité, tel celui qui a connu la centrale de Gravelines ou, dans un passé plus lointain, celui survenu en 1984 à la centrale du Bugey. Deux incidents en cinq ans sur une quarantaine de réacteurs, « c'est peu (...) mais il est certain que secouer l'opinion publique avec un tel « quasi-accident » n'est pas la meilleure méthode pour améliorer l'image de la sûreté nucléaire en France ».

« les accidents, qui sans être graves d'un point de vue radiologique, impliqueraient néanmoins des

contrôles dans l'environnement ».

« enfin les accidents graves conduisant à un risque radiologique suffisamment important pour que les pouvoirs publics jugent nécessaire de déclencher sur le site le plan d'urgence. « Il faut considérer », souligne le rapport, que dans l'état actuel de sûreté du parc EDF, la probabilité de voir survenir un tel accident sur une des tranches du parc dans les vingt ans à venir peut-être de quelques pour cent ».

Il est donc bon « qu'EDF se fixe comme objectif de réduire significativement le risque de ce type d'accident ». Mais, estime-t-il, l'objectif fixé par le directeur général d'EDF, d'une meilleure sûreté des centrales françaises n'a de chance d'être atteint « que si des progrès notables sont faits dans la qualité des hommes à tous les niveaux, leur motivation, leur culture de sûreté ». Reste que cela ne sera pas suffisant, selon le rapporteur, si rien n'est fait pour réduire le fossé qui sépare la réalité de la « sûreté nucléaire » de la perception qu'en ont les élus et le public.

Or, estime M. Tanguy, « l'affirmation d'indépendance du Service central de sûreté des installations nucléaires par des critiques dures de la manière dont EDF exploite ses centrales, a surtout conduit le public à perdre la confiance qu'il avait dans l'exploitation du nucléaire. L'utilisation de l'échelle de gravité comme instrument de pression du SCSIN sur EDF conclut-il, ne paraît pas détenir un quelconque effet sur le bon sens technique que l'on s'attend à voir à la vérité technique ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Le rapport Rouvillois :  
une photographie sans retouche

Tout le monde en parlait depuis l'été dernier, mais personne ne l'avait vu, à l'exception des pouvoirs publics, auxquels il était destiné. Brusquement, le rapport Rouvillois fait irruption dans l'actualité : il sera divulgué vendredi 9 mars par la CFTI.

S'il brosse un tableau sans complaisance du comportement des grands acteurs du feuillet nucléaire français, il ne remet à aucun moment en question les grandes orientations du pays. Bien au contraire : les trois auteurs (1) dressent un bilan très élogieux du programme électronucléaire français, « exempt à peu près unique au monde de réussite technique ». Grâce à une « politique d'équipement cohérente » et à une standardisation des équipements, les coûts d'investissement sont les plus bas du monde. Cependant, affirment-ils, « la situation de surdimensionnement du parc EDF conduit à avancer ce tableau sans toutefois remettre en cause son bilan largement positif ».

« Suréquipement, surcapacité, surdimensionnement... ». Tout le vocabulaire de l'excès de taille est utilisé pour évoquer les erreurs de prévision d'EDF dans les années 70 qui conduisent à un suréquipement de sept à huit tranches nucléaires. Estimations erronées qui se repercutent sur l'ensemble de l'industrie du cycle. Ainsi, le stock d'uranium d'EDF atteint dix ans au lieu des trente-six mois réglementaires, ce qui représente pour EDF « une immobilisation de l'ordre de 53 milliards de francs ». Et dans l'industrie française du combustible, « des réductions d'effectifs devront être envisagées au cours des prochaines années, et la fermeture d'une des usines n'est pas à exclure si les progrès envisagés à l'exportation ne se concrétisent pas ».

Le CEA  
sévèrement critiqué

Cette situation s'inscrit dans un contexte général de stagnation de l'électronucléaire dans le monde. Il ne faut pas attendre la reprise d'investissements significatifs avant 2010, estiment les auteurs du rapport. « Dans tous les pays, la clé du redémarrage résidera dans la réponse apportée aux problèmes de sûreté et d'environnement », et si l'effet de serre causé par les combustibles fossiles peut jouer en sa faveur, « les mérites du nucléaire à cet égard seront progressivement reconnus à condition que la gestion de la fin du cycle soit convenablement effectuée ».

Constatant que, en France la peur des déchets radioactifs semble progresser plus rapidement que celle des centrales, ils estiment, entre autres, que les problèmes de stockage « n'ont peut-être pas assez mobilisé l'attention des pouvoirs

publics » alors qu'ils sont cruciaux pour « l'acceptation durable du nucléaire par l'opinion ». Selon eux, « la cohérence théorique du dispositif (NDLR : des séparations des combustibles irradiés et de gestion des déchets) est incontestable ». Des problèmes concrets importants restent à résoudre, notamment en ce qui concerne le plutonium.

Ils s'interrogent en particulier sur la rentabilité de la construction éventuelle d'une usine à Marcoule pour la fabrication de combustible Mox (mélange d'uranium et de plutonium). Tous ces problèmes mal résolus « pourraient éventuellement conduire EDF à recourir d'avantage dans le futur au stockage temporaire des combustibles irradiés afin d'éviter l'accumulation en aval des stocks de plutonium, ceci jusqu'à ce que l'évolution de la technologie permette d'utiliser plus complètement les combustibles de retraitement », écrivent-ils, évoquant ainsi une solution totalement absente du discours officiel français mais largement pratiquée à l'étranger.

Enfin, les auteurs préconisent « que le choix du site (NDLR : de stockage souterrain pour les déchets hautement radioactifs) soit fait rapidement par les pouvoirs publics » pour éviter un phénomène de rejet du type de celui de Plogoff dans les années 70.

Le CEA, commissariat à l'énergie atomique, dont le nouveau directeur général n'est autre que l'un des trois auteurs du rapport (M. Rouvillois), est sévèrement critiqué, les rapporteurs allant jusqu'à parler de « fluxisme doctrinal » à propos des surgénérateurs. Évoquant un rapport non publié de la Cour des comptes, ils portent un « jugement sévère sur la gestion interne » du commissariat, qui, d'ailleurs, vient d'être réformé profondément (le Monde du 23 février).

Quant aux pouvoirs publics, leur « attitude a été d'avantage d'accompagner la mise en œuvre des décisions antérieures (...) que de conduire une véritable politique ». Seule exception à ce schéma : le refus de poursuivre dans la voie des surgénérateurs. « Mais le sentiment prévaut qu'il s'agit d'avantage d'une non-décision prolongée de ne pas lancer de superphénix II que d'une prise de partie très consciente ».

JEAN-PAUL DUFOUR  
et FRANÇOISE VAYSSE

(1) Le rapport « Rouvillois », remis aux pouvoirs publics le 20 mai 1989, a été rédigé par MM. Henri Guillaume, aujourd'hui à la tête de l'ANVAR, René Pollat, actuel président du CNRS, et Philippe Rouvillois, administrateur général du CEA depuis peu.

DU 8 AU 19 MARS 1990

LES JOURS FOUS  
CITROËN

VÉHICULES NEUFS ET D'OCCASION

Venez chercher votre  
bulletin jeu chez Citroën.Des financements  
Des reprises  
Des séries spéciales  
Des cadeaux pour tous  
100 SÉJOURS  
A NEW YORK\*\* 50 voyages pour 2 personnes, 4 jours consécutifs  
entre le 20/04/1990 et le 30/06/1990.

CITROËN préfère TOTAL

سكيا من الامم

# Le sans complaisance

Le rapport Rouvillois : photographie sans retouche

Le rapport Rouvillois, publié hier, est une photographie sans retouche de la situation financière de l'UAP. Il révèle que l'UAP dispose de 220 milliards de francs d'actifs, dont 165 milliards sont gérés. Ces actifs sont répartis entre des obligations, du capital des entreprises françaises et des locaux commerciaux et d'habitation. Le rapport souligne également que l'UAP est le premier investisseur privé français, gérant plus de 220 milliards de francs pour le compte de ses clients.

## Le rapport Rouvillois : photographie sans retouche

Le rapport Rouvillois, publié hier, est une photographie sans retouche de la situation financière de l'UAP. Il révèle que l'UAP dispose de 220 milliards de francs d'actifs, dont 165 milliards sont gérés. Ces actifs sont répartis entre des obligations, du capital des entreprises françaises et des locaux commerciaux et d'habitation. Le rapport souligne également que l'UAP est le premier investisseur privé français, gérant plus de 220 milliards de francs pour le compte de ses clients.

### Le rapport Rouvillois : photographie sans retouche

Le rapport Rouvillois, publié hier, est une photographie sans retouche de la situation financière de l'UAP. Il révèle que l'UAP dispose de 220 milliards de francs d'actifs, dont 165 milliards sont gérés. Ces actifs sont répartis entre des obligations, du capital des entreprises françaises et des locaux commerciaux et d'habitation. Le rapport souligne également que l'UAP est le premier investisseur privé français, gérant plus de 220 milliards de francs pour le compte de ses clients.

...deux cent vingt milliards de francs d'actifs : la solidité de l'UAP.

#### Les chiffres clés de l'UAP

Données consolidées (en millions de francs)	1987	1988	1989(e)
Chiffre d'affaires	50.525	55.633	64.000
Résultat net (part du Groupe)	2.550	2.852	3.300 à 3.400
Résultat net par action (en francs)	37,95	42,44	49,1 à 50,6
Valeur des actifs gérés (e)	165.567	202.881	220.000
Cours de l'action (c)	h 437 b 188	350 205	726 315

(e) : chiffres estimés. (c) : cours en données ajustées, h : le plus haut, b : le plus bas.

Sécurité et rentabilité : deux principes permanents de notre stratégie d'investissement. Premier investisseur privé français, l'UAP gère plus de 220 milliards de francs pour le compte de ses clients. Près de la moitié de ces actifs est représentée par des obligations ; un quart est investi dans le capital des entreprises françaises les plus performantes. L'UAP est également propriétaire de quelque 3,5 millions de m<sup>2</sup> de locaux commerciaux et d'habitation. En 1990, l'UAP investira plus de 30 milliards de francs dans l'économie française.

Pour se donner les moyens de poursuivre son développement national et international, l'UAP augmente son capital. Associez-vous à cette opération.

**UAP**  
**N°1 OBLIGE.**

## Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

## appartements ventes

8<sup>e</sup> arrdt

62, RUE DE PONTREU 8<sup>e</sup> arrdt. 3 chbres, 2 sds, terrasse, s/jardin. 2 p'tings. S/p. j. et vend. de 13 h 30 à 17 h 30. Tél. : 47-82-72-78

77<sup>e</sup> Seine-et-Marne

Particulier vend. dans résidence (dans parc 2 ha), bel appartement, 5 pièces, 108 m<sup>2</sup>, balcon 8 m. Vue d'ensemble. Celler. 2 salles de bain, 2 w-c., cuisine équipée, chère, escalier, école, collège, lycée, commerces, RER à 5 mn. Torcy-Marnes-la-Vallée. Tél. : 06-40-11-42, de 11 heures à 19 heures

TORCY 77. Au dem. de. imm. 87, 73, 64 m<sup>2</sup> + b. et log. 12 m<sup>2</sup>, s/p. 21 m<sup>2</sup>, 2 sds, cuis. am. et b. ferm. Prox. imm. RER (200 m), lycée, nat. hypermarché. Frais not. réd. : 3 500 F. 64-80-41-92 (apr. 18 h)

## 94 Val-de-Marne

CHARENTON 94. 3 rue Pissard appart. 2 p't. Vieux vend. sem. et dim., 14 h-18 h

## propriétés

LA CELLE-ST-CLOUD 78. Maison direction 167 m<sup>2</sup> hab., 431 m<sup>2</sup> de terrain, 4 350 000 F. Tél. : 30-82-01-28

LOUVECIENNES. Sur plan, 3 800 m<sup>2</sup> de terrain, 320 m<sup>2</sup> hab., 11 millions. Tél. : 30-82-01-28

Vende ALPS Var, entre mer et les dunes 19 p., salle de bain, cabanon de toilette, cave, garage, sur terrain 2 000 m<sup>2</sup> avec 3 hectares. Vite ! 1 200 000 F. Tél. : 94-70-03-32

## A SAISIR

1 h Paris direct aut. Sud. MONTARGIS (46). Vite ! 1 200 000 F. Tél. : 30-82-01-28

DEPART. A saisir 1 h Paris direct aut. Sud. MONTARGIS (46). 1 h Paris, direct aut. Sud, maison, centre village, 20 comm., docteur, pharmacien, supermarché, 6 p't. + 2 chbr., grenier aménageable + dépendances, gar. Le t/s son splendide terrain clos paysagé. 3 000 m<sup>2</sup>. P. total : 300 000 F. Crédit 100 %. P. Caisse d'épargne. Tél. : (1) 36-52-22-23 24 h/24

## maisons individuelles

Part. vd. à AVIGNON à 200 m des remparts maison 5 p. avec dépend. et jardin de 600 m<sup>2</sup>. P. 700 000 F. 84-84-22-28 p. 18 h

## bureaux

DOMICILIATION. Bureau, télécopie, fax. AEGEO : 42-94-05-28

VOTRE SÈCLE SOCIAL. DOMICILIATION. Constitution de sociétés et tous services : 42-55-17-50

Location bur. école, réunion, journée ou demi-journée. Domiciliation, sociétés, constitution, rédaction tous actes. FIDASSIST. Paris 9<sup>e</sup> : 42-59-58-28. Départ. 95 : 34-54-18-12

GROUPE ASPAC. 1<sup>er</sup> réseau national de centres d'affaires. Proximité bureaux et suite de réunion équipée tout confort. 10 services : 10, 15, 20, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100. Boulogne 46-20-22-26. Strasbourg 88-75-75-78. Marseille 91-72-45-00. Paris 9<sup>e</sup> : 42-59-58-28. 42-59-58-28. + de 20 centres en France. Info. Minitel : 9316 ASPAC

fonds de commerce. Vente. Part. vend. cause santé, fonds de commerce prêt-à-porter prêt, centre de Lyon, prêt. 78-26-34-63

OFFRES D'EMPLOIS. Sté de crédit cherche. CORRESPONDANTS(ES) pour Paris, bureaux et provinces. Convient à la recherche de bureaux ou assurances. Ecr. à : C.V. S.M.O., 215, rue St-Henri, Paris 1<sup>er</sup>

COLLÈGE PRIVÉ SURVEILLANT. plein temps. Tél. : 42-27-44-06

DEMANDES D'EMPLOIS. MONSIEUR LE CAUVITE. 25 ans expérience. Réf. administrative. Recherche emploi stable. Tél. : 34-74-35-48 ap. 19 h. Graphologie recherche poste stable. env. 100 000 F. Tél. : 143-07-91-11

propositions diverses. L'AGENDA. Roumanie. Entrepreneurs : 1<sup>er</sup> correspondant pour la Roumanie. Tél. : 58-57-02-58 province

Décoration. L'ENTREPOT DU CANAPÉ. Les 9 et 10 mars vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombreux modèles en cuir et tissu. Par exemple Canapé 3 places entièrement déhoussable : 2 490 F. Canapé 3 places cuir pleine fleur aniline 9 800 F. au lieu de 17 450 F. Venez vite pour avoir le choix, sous les modèles sont disponibles. Entrepôt de canapés 20, rue des 7 Arpents. La Pré-Saint-Gervais. Tél. : 48-44-92-47. Ouvert de 10 h à 19 h.

Livres. ACHAT DE LIVRES. tous genres, du poche à l'encyclopédie, comp. 33 p. Paris. Tél. : 43-54-58-23

MIPIM 90 - COLLOQUE CDE/FNAIM. Le CDE, COMPTOIR DES ENTREPRENEURS, présidé par Mme PAULE DUFOUT, également Présidente de l'Association Europe Entreprises, et la FNAIM, FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER, présidée par Jacques LONGUET, organisent un colloque sur le thème :

« LOCALISATION DES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS EN EUROPE, CHOIX ET CRITÈRES DES ENTREPRISES NON EUROPÉENNES »

le lundi 12 mars 1990 lors du MIPIM, Premier Marché International des Professionnels de l'Immobilier, au Palais des Festivals de Cannes avec la participation de :

- PAULE DUFOUT, CDE ;
- HENRI MONOD, HOECHST ;
- GARY GERST, LASALLE PARTNERS (USA) ;
- HIDEYUKI MIYASAKI, YASUDA (JAPON) ;
- DAVID SPITLES, THE INDEPENDANT (G.-B.) ;
- CIVE LLEWELLYN, FEAU HAMPTON (France) ;
- JEAN-JACQUES PIETTE, CDE (France) ;
- CHRISTIAN GIRERD, AGF (France) ;
- DAVID YORKE, WEATHERHALL (G.-B.) ;
- HEINRICH VII PRINZ REUSS, MULLER GmbH (RFA) ;
- PEDRO GAMERO del CASTILLO, VALLEHERMOSA (Espagne) ;
- PIERRE BONDELE, JONES LANG WOOTTON (Belgique) ;
- JEAN-LOUIS THOUARD, JEAN THOUARD (France) ;
- JACQUES LONGUET, FNAIM (France).

MIPIM - PALAIS DES FESTIVALS, CANNES. Tél. : 93-39-01-01

## AGENDA IMMOBILIER

**259.000 F**

Avec 10.360 F à la réservation (49%)

Au calme d'un village typiquement provençal, votre maison 2 pièces tout équipée à Forcalqueiret, dans l'arrière-pays de Hyères.

Piscine et tennis privés

Existe également en maisons 3 pièces.

Financement personnalisé. Crédit 100% possible.

(0) 42.25.25.25

Bon documentation sur FORCALQUEIRET

Nom : \_\_\_\_\_ Tél. dom. : \_\_\_\_\_

Tél. bur. : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

**FERINEL**  
vacances

Le Monde  
IMMOBILIER  
AGENDA IMMOBILIER  
mercredi + jeudi + vendredi  
+ samedi (RADIO-TÉLÉVISION)  
PUBLICITÉ :  
RENSEIGNEMENTS & RÉSERVATIONS :  
45-55-91-82, poste : 43-24

## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Pour échapper aux effets négatifs de ses liens avec l'Afrique du Sud

### De Beers, numéro un mondial du diamant crée une filiale en Suisse

Conséquence des bouleversements récents en Afrique du Sud, le groupe minier De Beers se réorganise. Le numéro un mondial du diamant a annoncé, mardi 6 mars, à Londres, la création d'une nouvelle compagnie, De Beers Centenary AG, basée à Zurich, qui regroupera tous ses intérêts non sud-africains du groupe de Kimberley.

## LONDRES

## correspondance

« L'objectif de cette réorganisation est de souligner le caractère international de la De Beers et d'éliminer la moins-value politique qui frappe notre titre en Bourse », a déclaré M. Julian Ogilvie Thompson, le président du club diamantaire De Beers, qui contrôle 80 % des ventes mondiales de diamant non taillé, à l'occasion de la publication des résultats « satisfaisants » de l'année 1989.

Basée à Zurich, la nouvelle société De Beers Centenary (allusion à la fondation par Cecil Rhodes en 1888 de cet empire de la gemme) reprendra avoirs miniers et financiers dans les autres pays africains. Les stocks de diamant détenus par les filiales commerciales hors Afrique du Sud, les avoirs étrangers de la société de vente Central Selling Organisation (CSO), les usines de diamant synthétique à usage industriel (Suède, Irlande) et les participations financières dans certains holdings (Minorco, Anglo-American Corporation of South America...).

## Un « attachement romantique »

Pour sa part, De Beers Consolidated Mines poursuivra les intérêts purement sud-africains : mines, filiale de Kimberley du CSO et participations dans la maison mère Anglo-American Corporation. De Beers Mines demeure l'actionnaire majoritaire de la nouvelle compagnie. Les deux sociétés auront le même patron, en l'occurrence M. Thompson, qui tient aussi désormais les commandes de la maison mère, l'Anglo-American Corp., et le même conseil d'administration. Les titres des deux entités ne pourront pas être négociés séparément en Bourse. « Nous maintenons le cordon ombilical sud-africain par souci de défendre les intérêts de nos actionnaires et des diamantaires et aussi un peu par attachement romantique à l'épopée de Kimberley », a expliqué M. Thompson.

En créant cette société suisse, De Beers espère gommer ce label sud-africain qui, malgré la libération de Nelson Mandela et le processus de réformes en cours dans ce pays, sent toujours le soufre dans la City et à Wall Street. « JOT », comme l'appellent ses collaborateurs, estime qu'une image plus internationale vaudra notamment les réticences des organismes de placement, des caisses de retraite, des unit trusts américains et britanniques, qui drainent d'énormes capitaux à la recherche d'un placement rémunérateur à investir dans un groupe sud-africain à la lumière d'un assouplissement possible des sanctions occidentales contre le régime de l'apartheid.

## Des résultats satisfaisants

Malgré les résultats excellents de 1989-1990, le titre De Beers n'a cessé de sombrer, en raison de l'effet négatif sur l'ensemble de l'économie sud-africaine des mesures punitives prises par la communauté internationale en 1985 et 1986 à l'encontre de Pretoria.

Pourquoi la Suisse et non pas Londres, où est basé le CSO, voire une autre capitale de la CEE, comme siège de la nouvelle compa-

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CHRYSLER CORPORATION

Le Conseil d'Administration de la société CHRYSLER CORPORATION a, dans sa séance du 1<sup>er</sup> mars 1990, décidé la mise en distribution d'un dividende de 30 cents par action ordinaire déductible, payable le 16 avril 1990, aux actions inscrites à la date du 15 mars 1990.

Les actions ordinaires seront négociées ex-coupon à la Bourse de New-York à compter du 9 mars 1990.

gnie ? De Beers possède déjà une filiale à Lucerne, la Diamant Trading Company, qui, au même titre que Londres et Kimberley, tient régulièrement des « vues » (sights), l'attribution des lots aux diamantaires membres du « syndicat » de la CSO.

Par ailleurs, selon le secrétariat du Commonwealth à Londres, cette filiale s'occupe également d'organiser le détournement du courant commercial traditionnel des diamants bruts sud-africains de la Grande-Bretagne vers la Suisse en raison des menaces de nouvelles sanctions de la CEE. Accusations que dément catégoriquement la De Beers.

Pour l'exercice 1989, la De Beers affiche des résultats globalement satisfaisants. Les bénéfices globaux avant impôts s'élevaient à 1,5 milliard de dollars contre 1,2 milliard l'année précédente. Les profits tirés du commerce des diamants ont augmenté de 12 %. Reste que les ventes de la plus brillante des pierres précieuses ont diminué de

2 % en 1989, atteignant 4,68 milliards de dollars contre 4,77 milliards pour l'année précédente. Ce recul est attribué au ralentissement de la demande de grosses pierres aux États-Unis et à l'augmentation des prix de 15 % survenue en mars 1989.

Les ventes en Europe ont souffert de la fermeté du dollar. Les meilleurs résultats ont été toutefois obtenus sur le marché japonais et en Asie du Sud-Est.

Pour les analystes de la City, des facteurs négatifs pèsent sur l'évolution future du cours : les déclarations de M. Nelson Mandela, chef du Congrès national africain, en faveur des nationalisations des mines, la poursuite de la guerre civile en Angola qui retarde l'application de l'accord de coopération signé en 1988 avec les autorités de Luanda, les intentions du nouveau gouvernement en Namibie et la politique de vente de l'URSS, suspecte d'être le premier producteur mondial, plus que jamais en quête de devises fortes.

MARC ROZEN

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE DE GESTION MOBIILIERE

CGM

Les conseils d'administration de la CAISSE DE GESTION MOBIILIERE et de sa filiale CGM-INTERMEDIATION se sont réunis les 28 février et 6 mars 1990 pour statuer sur les comptes de l'exercice social 1989.

Au titre de la CAISSE DE GESTION MOBIILIERE, le total du bilan s'élevait à 19,684 milliards de francs. Pénalisé par l'inversion de la courbe des taux et la baisse des cours sur le marché obligataire, le bénéfice s'élevait à 74 669 000 F contre 84 969 605 F lors de l'exercice précédent. Le conseil a décidé de proposer la distribution d'un dividende de 90 F par action jusqu'à ce que l'impôt payé au Trésor de 30 F.

Au titre de CGM-INTERMEDIATION, le total du bilan s'élevait à 2,416 milliards de francs et reflète la nouvelle activité de cette société qui a repris l'agrément de spécialiste en valeurs du Trésor à la CGM et qui a acquis une part significative du marché de l'intermédiation obligataire. Les résultats s'élevaient à 6 613 290 F et tiennent compte des frais de démarrage de cette nouvelle activité.

Le bilan consolidé, dont le périmètre de consolidation s'est enrichi de la société de Bourse Roger Kempf SA, totalise 21 milliards de francs, le bénéfice consolidé du groupe s'élevait à 77 062 000 F et tient compte du retraitement des survalues et des dévaluations.

A l'issue du conseil d'administration de CGM-INTERMEDIATION, M. Jean-Patrick Chailion a été amené à remettre, pour convenances personnelles, la démission de ses fonctions de président. M. Jean-Noël Barthélemy a été appelé à lui succéder. Représentant cette décision, les conseils d'administration ont tenu à rendre hommage à M. Jean-Patrick Chailion et à le remercier pour sa participation active au développement du groupe CGM depuis plus de onze ans.

Les conseils ont également pris connaissance des budgets prévisionnels. L'activité et le résultat des deux premiers mois s'annoncent déjà supérieurs aux prévisions.



SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 7 février 1990 a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV VALREAL en assemblée générale extraordinaire sur première convocation, le 3 avril 1990 à 15 heures 30 afin de leur soumettre un projet de modification des statuts prévoyant notamment la capitalisation des intérêts conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1989 et de la loi du 29 décembre 1989. Par ailleurs, le conseil a arrêté les comptes du 8<sup>e</sup> exercice couvrant la période du 2 janvier au 29 décembre 1989.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie le 17 avril 1990 à 15 heures 30 d'affecter à un compte de réserves le montant des revenus distribuables soit 544 136 510,22 francs, conformément aux statuts modifiés prévoyant la capitalisation des revenus acquis par la SICAV.

L'option en faveur de la capitalisation permettra pour chaque actionnaire, une meilleure valorisation du capital tout en bénéficiant d'un traitement fiscal plus favorable.

Il est rappelé que les actionnaires qui ne souhaiteraient pas bénéficier de la capitalisation peuvent demander le rachat de leurs actions sans frais.

Siège social et bureaux :

5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris - tél. : (1) 49.27.63.00

صكنا من الراجل

OMIE

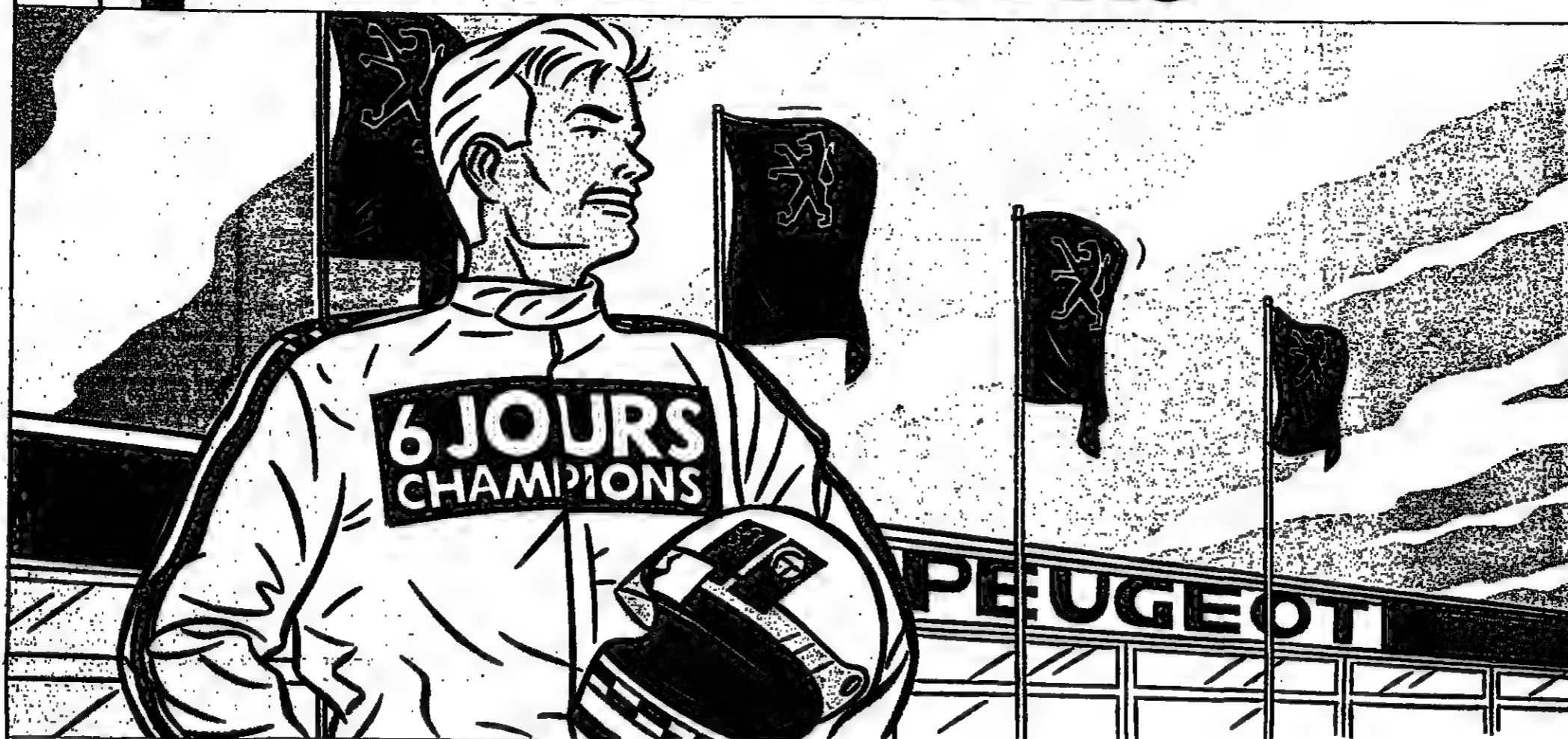
mondial du diamant  
ale en Suisse

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



du 8 au 14 MARS

# 6 JOURS CHAMPIONS



# 6 JOURS D'OFFRES EXCEPTIONNELLES

Du 8 au 14 mars, les hommes du réseau Peugeot Talbot vont se faire les champions d'offres exceptionnelles. Alors rendez-vous chez votre Concessionnaire ou Agent, pour bénéficier des offres exceptionnelles des 6 jours champions.

PRÉSENTATION  
DE LA LIGNE 205  
ROLAND-GARROS

**RESEAU PEUGEOT TALBOT**

MICHEL SWISS

vous accorde  
les mêmes  
remises exceptionnelles  
qu'aux touristes étrangers

PARFUMS

ACCESSOIRES HAUTE COUTURE  
PRODUITS DE BEAUTÉ  
MAROQUINERIE  
PORCELAINEPLACE  
DE L'OPÉRA16, rue de la Paix  
75002 Paris 2<sup>e</sup> étage  
Tél. 42.61.61.11  
Du lundi au samedi  
de 9 h à 18 h 30  
sans interruption

LES GRANDES MARQUES

DAKS

Nouvelle collection  
Printemps/Été 90ONE LOOK  
TELLS YOU IT'S DAKSParis  
269, rue Saint-Honoré  
75001 Paris  
Téléphone 42.60.22.19  
Monte-Carlo  
Galerie du Sporting d'Hiver  
Place du Casino  
98000 Monaco  
Téléphone 93.50.46.20

# NOUVELLES COLLECTIONS

**L**e printemps approche et, avec lui, l'envie irrésistible de renouveler votre garde-robe, vos parfums et vos bijoux. Les nouvelles collections arrivent fort à propos. Découvrez avec nous quelques-unes des boutiques où s'allient avec bonheur le charme français et le chic anglais. Au détour de cette page, vous trouverez la réponse à vos exigences et à vos envies.

## • LA CHAUSSURE CLASSIQUE

Ashford vous propose, monsieur, des chaussures made in Great Britain, de haute qualité, montage en double peau, finition cousue Good Year, en noble cuir box-calf. Les modèles existent en trois coloris, noir, marron et bordeaux, du 38 au 48 avec demi-pointure, et, souvent, en double largeur. Bref, voici de superbes mocassins, de splendides Derby à boucle, de magnifiques chaussures à pompons, de merveilleux Richelieu à bout fleuri, pour la campagne, des semelles en gomme. De 715 F à 835 F. Ashford, 4, rue du Général-Lamaze et 4, rue de Châteaudun, à Paris.

## • LES COSTUMES ULTRA-LÉGERS!

La Vogue, le grand rendez-vous de l'élégance masculine, à deux pas de l'Opéra Garnier, vient de recevoir la nouvelle collection proposant bon nombre de costumes magnifiques et signés Pierre Cardin et Louis Ferrand. Ils sont taillés dans des lainages très légers et très agréables à porter, à partir de 2 390 F. Vous trouverez également des vestes et des pantalons en laine super 100, une laine merveilleuse! Des costumes Prince de Galles en pure laine à 2 290 F seulement, signés M. de Pussan. A noter, aussi, les chemises, unies ou fantaisies, en voile de coton suisse, c'est vraiment ce qu'il y a de plus agréable à porter, 495 F, signés Cardin, 38, bd des Italiens, 75009 Paris.

## • LE SPÉCIALISTE DE SUPER 100

Dans les magasins Club des Dix (58, fig. St-Honoré, ouvert même le dimanche) et David Shiff (4, rue Marbeuf) vous trouverez toujours, au 1<sup>er</sup> étage, la laine super 100 qui est la vedette de la collection masculine. Voici, toujours à des prix imbattables, des costumes en plusieurs coloris et modèles à partir de 2 895 F l'un, 4 995 F l'un, 2 895 F les deux. Bien sûr, vous trouverez aussi d'autres textures tels le coton, le lin, la soie... Pour madame, de très belles robes et ensembles habillés dans un grand choix de coloris et de coupe sans oublier les tailleurs, bien sûr! Le tout placé sous le signe de l'élégance et griffé par les plus grandes marques françaises et italiennes, à des prix de rêve. Qui dit mieux?

## • BIJOUX « HAUTE COUTURE »

Les années 60 sont à la mode et, s'il y avait un pionnier dans la création de bijoux pendant ces années-là, c'était bien Jacques Gautier. La maison Nina Ricci le sait bien, elle lui a demandé de réaliser des bijoux pour sa collection de haute couture printemps 64-1990. Pour cela, Jacques Gautier a repris ses modèles des années 60, aux formes géométriques noir et blanc, tout en créant de nouveaux modèles dans le même esprit : des bracelets en émaux dans une mosaïque noir et blanc, des pendentifs comme des flammes noires, des ceintures en émail blanc barrés d'un trait noir... Bref, les bijoux qui ont marqué une époque et qui s'imposent dans une autre. C'est tout cela les bijoux intemporels de Jacques Gautier. 36, rue Jacob, 75006 Paris.

## • LA ROLLS DES IMPERMEABLES

Les vêtements de pluie ont une griffe : « Aquascutum », vous le savez déjà! En effet, elle vous propose les plus beaux imperméables. Il y en a même de voyage, dont les poches intérieures sont à fermeture éclair, c'est plus sûr pour les portefeuilles! En voici encore, des pliables et ultra-légers. Bref, des imperméables à partir de 2 470 F.

Pour hommes, n'oublions pas les costumes et les vestes d'été dans les principes de Galles et des écossais superbes. Pour vous, madame, des tailleurs mûlins dans des tons raffinés, des prince de Galles fondus et beaucoup de tons de rose. En soie ou en laine, par exemple, de 4 800 à 6 800 F, ainsi que des jupes et des sweatshirts avec des écossais brodés. 10, rue Castiglione, 75001 Paris.

## • DAKS POUR LES BEAUX JOURS!

Un seul regard suffit et vous reconnaîtrez la signature du vêtement : Daks. Tout d'abord, de beaux matériaux : toile de lin et coton divers en compagnie des lambswool et des cachemires légers. Pour monsieur, deux lignes : une plus stricte et indémodable aux côtés d'une autre, plus « relaxe », sans oublier les magnifiques gilets réversibles aux couleurs vives et aux dessins cachemire coordonnés à l'envers! Pour madame, des tailleurs et vestes classiques, bien sûr, ainsi que des vêtements plus fluides, jeunes et sportifs! Nouveaux, pour tous les fous du « green », voici « Daks Golf », une ligne qui vous propose des vêtements prestigieux et vus à la décaturation... 269, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

## • HABILLES-VOUS COUTURE

Allez chez « Toutes griffes dehors » voir des griffes françaises et à des prix défiant toute concurrence! Comment cela est-il possible? C'est parce que dans ces trois boutiques vous trouvez, griffées ou dégriffées, des fins de séries, des retours d'exportation (les marques ayant été livrées trop tard) ainsi que des modèles prototypes (pour des séries, la taille mannequin est de rigueur). Voici donc une collection printemps-été aux allures dynamiques et haute en couleur, avec des chemises à partir de 390 F, des ensembles veste avec jupe culotte ou pantalons à partir de 790 F et des robes à partir de 590 F. 34, rue de Sèvres - 76, rue Saint-Dominique, et 17, rue Lecourbe à Paris.

## • LES MONTRES MASCULINES!

Les célèbres chaussures Bowen ont fait de cette griffe une marque prestigieuse qui persiste et signe dans la tradition et les valeurs sûres! En effet, sa nouvelle ligne de montres nous le confirme. Elles sont en acier inoxydable, parfois plaquées or ou parfois les deux. Elles ont une verre bombé avec une petite loupe pour voir la date du jour. Pour des modèles plus chers, voici les phases de la Lune et, encore, deux mini-cadras indi-

quant le jour de la semaine ainsi que la date. Ces cadras existent en blanc cassé, cannelé et vert très foncé. Quant aux bracelets, ils sont superbes et « couture seller ». C'est le retour, enfin, des montres vraiment masculines! De 990 F à 1 990 F dans toutes les boutiques Bowen.

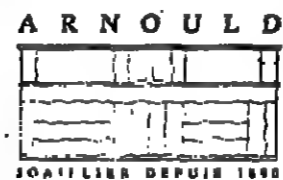
## • ACCESSOIRISEZ-VOUS!

Cela se passe au deuxième étage (ascenseur) et c'est une adresse en or, à savoir Michel Swiss, au 16, rue de la Paix, à Paris. Là, vous pouvez bénéficier de prix réduits sur tout ce qui touche l'univers du rêve : parfums, bijoux, accessoires, maroquinerie... Oui, les touristes étrangers ne manquent jamais ce rendez-vous, pourquoi pas vous? Voici de superbes bijoux Yves Saint Laurent, ou signés Stern, en pierres de couleur. Vous aimez peut-être les foulards Dior, Celine et Yves Saint Laurent? Ils y sont tous, et à des prix incroyables. Voici encore de la maroquinerie Lanvin, Didier, Lammotte et autres marques italiennes magnifiques, sans pour autant oublier tous vos parfums et vos crèmes de beauté préférés!

## • ARNOULD UN JOAILLIER NIVE GAUCHER

Arnould, un nom que les initiés connaissent bien puisque installé à Paris depuis 1890. Cette maison est un lieu privilégié dans le domaine de la création traditionnelle et originale de bijoux et plus particulièrement de bagues. Actuellement dirigé par deux jeunes passionnés de joaillerie : Romain Said et Emmanuel Benetrou, la maison Arnould propose avec un égal succès des modèles raffinés de pierres précieuses ou de pierres plus insolites (tanzanite ou alexandrite). Ces bagues aux lignes élégantes ont parfois plusieurs styles : moderne, classique ou années folles.

Notons également que ces deux jeunes créateurs fidèles à la tradition joaillière française proposent à leur clientèle la création personnelle de leurs bijoux. 7, rue Racine, 75006 Paris.



7, RUE RACINE 75006 PARIS

TEL. 43.54.77.98

## Ça vient de sortir

Parfums nouveaux!

D'abord, il y a Christian Lacroix, le champion de ces dames, qui vous propose son premier parfum. « C'est la vie »! La fragrance est très sensuelle, fleurie et subtile. Le flacon est beau et drôle à la fois, ce qui est tout à fait dans le ton du créateur Lacroix. Ensuite, il y a l'anglais « Cottage anglais » de Laura Ashley, déjà célèbre pour ses tissus décoratifs, qui nous propose maintenant son parfum, « N°1 ». Il est présenté dans un très joli flacon imprimé de fleurs, dans une fragrance fraîche et fleurie.

## Splash

Deux nouvelles façons de prendre son bain! Commencez avec le parfum « Madame Rochas », né en 1950, qui, trente ans plus tard, se voit agrandir d'un ligne de bain. Faites aussi un splash dans la mer Morte! Oui, parfaitement, et cela chez vous! En effet, sous le nom de « Massada », vous trouverez des sels, des boues, des baumes, des huiles, des baumes amincissants, mais aussi des minéraux de la mer Morte.

## Cosmétique pour stylos

Waterman, la grande marque de l'écriture, inventeur des cartouches à encre, continue d'innover en créant la cartouche nettoiyante. En effet, le stylo-plume avec tendresse à s'encrasser d'impuretés et autres poussières dans le débit de l'encre. D'ores et déjà, ce sera plus qu'un nouveau stylo. L'étui de 7 cartouches à 8,10 F.

## Chaque son shampoing

Pour les messieurs à la coupe grassement, faites attention aux réflexes jaunes, il n'y a pas pire. Voici votre shampoing, « Physique » de Phytonale, à l'extrait de camomille, 35 F pour 150 ml. Pour ceux qui ont des pellicules et qui ont déjà tout essayé, Bonol propose son shampoing 2P 11 Formula. Pour les cheveux gras avec des squames et démangeaisons, voici le shampoing traitant de Neutrogena, « T-Gel », à base de goudron de houille efficace comme tout! 44 F seulement les 125 ml.

## Spécial déco!

Comment restaurer un meuble ancien, peindre un vernis? « Véronique », grand spécialiste en la matière répond à votre question en vous donnant des explications sous forme d'une bande dessinée. Essai gratuit sur simple demande à Véronique, 106, avenue des Battoirs-Hauts, BP 44, 91540 Mennecy Cedex.

GUNNAR P.

## Toutes griffes dehors

LE SPÉCIALISTE DU GRIFFÉ DÉGRIFFÉ  
DES GRANDES COUTURIÈRES

### COLLECTIONS DE PRINTEMPS

Chemisiers à partir de 390 F - Robes à partir de 690 F  
Ensembles à partir de 790 F17, rue Lecourbe 15<sup>e</sup> - 45-67-87-8584, rue de Sèvres, 7<sup>e</sup> - 45-67-00-8476, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup> - 45-51-68-14

## griffes douces

Tous ceux et toutes celles qui recherchent à la fois élégance, qualité et prix savent que, désormais, les discounters de luxe sont... incontournables. Au Club des Dix comme au Club David Shiff, une étonnante collection de printemps dont un prêt-à-porter couture qui met l'accent sur les robes et ensembles habillés. Pour homme, costumes et vestes en super 100, les plus beaux cachemires et les grandes griffes. Des prix très inférieurs à ceux pratiqués en boutique.

Club des Dix, 58, fig. St-Honoré, 10 h à 18 h même le dimanche. Club David Shiff, 4, rue Marbeuf, 10 h à 18 h sans dimanche.

Emaux Noirs et Blancs  
de  
JACQUES GAUTIER

Bracelet « Mosaïques » et  
Boucles d'oreilles en  
émaux noirs et blancs  
36, rue Jacob.  
75006 PARIS.  
42-60-84-33.

## EXCEPTIONNEL Du 5 au 17 mars

Les modèles Ashford sont  
tout cuir, cousus « Good Year »,  
le montage  
main et la  
double  
couture  
dans la se-  
melle (pour  
faciliter le  
ressem-  
lage), ga-  
rantissent l'authentique style  
anglais de qualité.

Mocassin Pompon 245 F 645 F

4, rue du Général Lamaze,  
Paris 17<sup>e</sup> - 8<sup>e</sup> Étage  
Tél. 48 88 98 46  
74, rue de Châteaudun, Paris 10  
8<sup>e</sup> M.B. de Lavette  
le pour style anglais

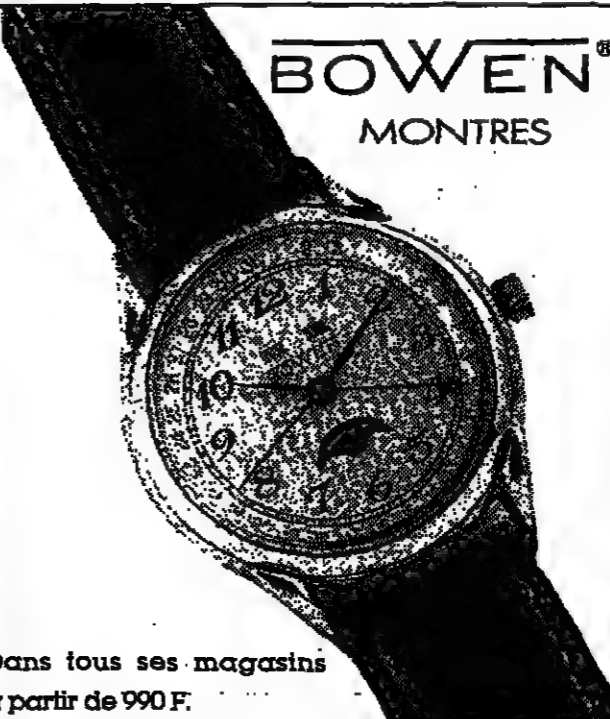
Ashford

Le printemps  
au rendez-vous de l'élégance masculine  
costumes, vestes, chemises,  
griffes prestigieuses  
choisies à :

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)  
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

## Aquascutum

NOUVELLE COLLECTION  
hommes et femmes10, RUE DE CASTIGLIONE - PARIS 1<sup>er</sup> - TEL. 42.60.09.40Dans tous ses magasins  
à partir de 990 F.

صحنه من العمل

Ca vient de sortir

# Le Monde

# TECHNOP

# POLES

## NANCY-BRABOIS

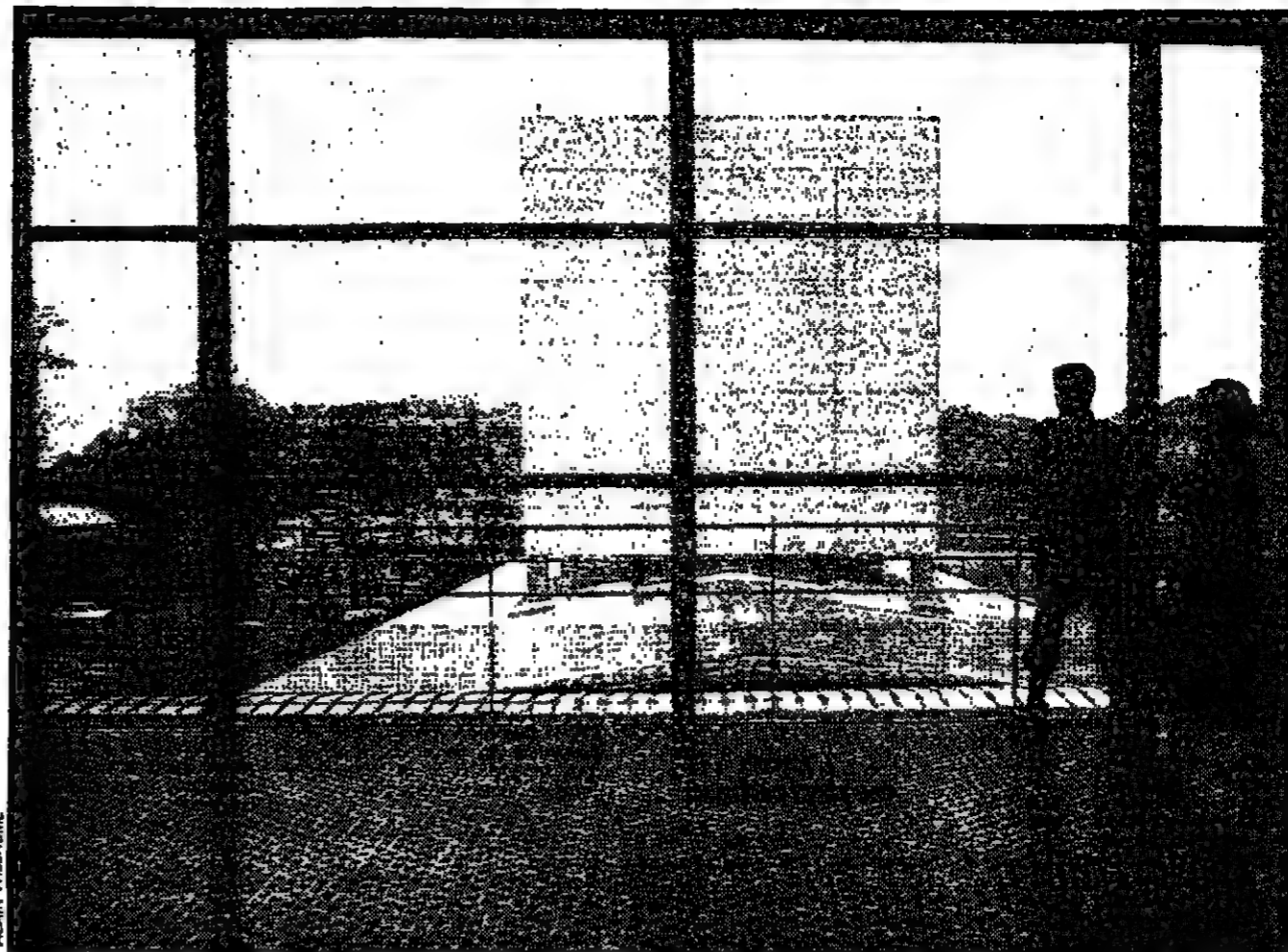
LES innovations les plus surprenantes ne sont souvent que la reprise de vieilles idées. Pierre Laffitte, qui fut le créateur de la formule « technopôle » dont il lança l'application en créant Sophia-Antipolis, l'admet tout à fait. « La créativité, explique-t-il, a toujours été liée au choc des idées, aux échanges entre scientifiques, philosophes, marchands et banquiers, qui s'organisaient dans l'agora de la cité antique, les jardins de la Renaissance, les salons du XVIII<sup>e</sup> siècle. » « Depuis la révolution industrielle, ajoute-t-il, cette convivialité urbaine a éclaté. Industriels, universitaires, chercheurs, n'habitent plus ensemble, ne se rencontrent plus, ne peuvent plus s'échauffer mutuellement. »

L'objectif du technopôle est de leur permettre de retrouver cette convivialité créative. C'est l'idée qui a présidé en 1968 à la création de Sophia-Antipolis puis, quelques années plus tard, de la ZIRST de Meylan à Grenoble et de Nancy-Brabois. Il s'agissait - démarche parallèle à celle qui était menée autour de quelques grandes universités américaines - de rassembler en un lieu agréable des chercheurs, des universitaires, des chefs d'entreprise dynamiques et de les inciter à échanger leurs projets et leurs soucis.

Le succès de la formule a prouvé sa pertinence. Peu de villes de quelque importance qui, aujourd'hui, ne jouent ou ne veulent jouer la carte « technopôle ». Les plus importantes ont leur club international et le modèle occidental est en passe d'être copié à l'Est.

« Le modèle est universel », aime à rappeler Pierre Laffitte. Il a aussi beaucoup évolué. Sans s'engager dans une querelle sémantique, on est en train de passer, pourrait-on dire, de l'âge du technopôle à celui de la technopole. Les villes prennent désormais en charge les préoccupations et les ambitions de leur technopôle qui n'était en somme, jusqu'à présent, qu'une zone industrielle plus « branchée » installée à leurs abords. Elles deviennent des technopoles, ces cités de la fin du vingtième siècle dans lesquelles les échanges retrouvés entre le monde universitaire, scientifique et industriel sont en passe de créer une nouvelle culture urbaine.

J.-F. Simon



ALAIN WILLAUME

## Les quinze ans d'une idée neuve

Le gadget des années 70 mobilise aujourd'hui les ambitions de l'agglomération

MILLE neuf cent quatre-vingt-trois. Dans une Lorraine coupée en deux par l'annexion allemande, Nancy oublie lentement la défaite de 1871 en digérant l'arrivée massive, depuis vingt ans, des Alsaciens-Lorrains qui ont choisi la France. Tout un petit peuple d'ouvriers, d'artisans, de paysans a accompagné dans l'exode les riches industriels et financiers qui ont pu rapatrier leurs capitaux. Pour la Lorraine du Sud, c'est une manne qui va progressivement réhabiliter une économie mise à mal par l'effort de guerre.

Dans ce contexte laborieux mais optimiste, l'industrie de la brasserie, en pleine reconstruction, découvre la nécessité et les vertus de la formation. En 1893, le pasteurien Duclaux, le doyen Bouc et le brasseur Antoni Moreau fondent la première grande école professionnelle de la ville. Intégrée à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires (ENSAIA), l'école de brasserie rejoindra en 1971 quatre autres écoles d'ingénieurs au sein de l'Institut national polytechnique de Lorraine, l'INPL. Et en ville vieille, l'Ecole d'électricité et de mécanique, l'ENSEM, est toujours logée à l'enseigne de la « fondation Solvay », du nom de la famille d'industriels belges qui la créa au début du siècle. « A Nancy, la symbiose entre les entreprises et les universitaires existe depuis un siècle », raconte le professeur Michel Boulange, président de l'université Nancy-I, dans son bureau installé au premier étage de la somptueuse demeure style école de Nancy de l'imprimeur Bergeret.

Anecdoticquement, d'autres n'hésitent pas à faire remonter cette véritable tradi-

tion au dix-huitième siècle de Stanislas Leszczyński.

Pourtant, dans les années 60, les ambitions intellectuelles de Nancy semblaient devoir se confirmer dans des limites de plus en plus étroites, au fur et à mesure que s'affirmait la vocation industrielle de sa puissante voisine, Metz. « La Lorraine dispose d'un puissant capital industriel, et sa vocation et son dynamisme ne sont contestés par personne (...). La Lorraine de l'université et de la recherche est moins connue, et c'est une surprise pour de nombreux visiteurs de découvrir le nombre et la qualité des laboratoires, instituts de recherche publics ou privés, souvent de niveau très élevé, et atteignant parfois une réputation mondiale dans leur spécialité », constatait en 1977 un petit groupe d'élus et d'économistes locaux, qui lançaient l'idée d'un « regroupement de la matière grise » pour recréer les complémentarités du début du siècle.

### Pour sortir du ghetto

Telle est bien l'origine du pôle technologique aménagé par la SOLOREM, la Société lorraine d'économie mixte, sur le plateau de Brabois, un espace boisé et vierge, situé dans les limites de la commune de Vandœuvre, à quelques dizaines de mètres de la faculté de médecine et de l'énorme centre hospitalier universitaire. Soutenu plus tard à tour de bras par le baron Bernard Guerrier de Dumast, personnage incontournable de la vie régionale, le projet suscita d'abord un beau scepticisme. Gadget, jouet pour les élus... Que n'en a-t-on pensé, dit et écrit l'aujourd'hui, Bernard Guerrier de Dumast et ses amis peuvent savourer leur victoire. Le technopôle de Nancy-Brabois est considéré, par son importance, comme le troisième de France, après ceux de Sophia-Antipolis à Nice et de Grenoble, et toute l'agglomération reconnaît que son propre développement est en partie lié à l'évolution de la zone de Brabois. Ce qui n'empêche qu'en célébrant son quinzième anniversaire, le technopôle nancien se pose la question de sa finalité, sinon de son efficacité.

Le technopôle actuel n'est pas sans présenter quelques faiblesses. Si son aménagement est considéré comme une réussite irréprochable, en particulier grâce à la préservation soignée de la qualité naturelle de l'environnement boisé, on lui reproche souvent le caractère hétéroclite de ses occupants. A côté de petites unités

issues plus ou moins directement de la recherche scientifique se sont installées des activités dont la spécificité technologique laisse songeur, depuis la direction régionale du réseau Renault jusqu'à celle des pompes funèbres générales, entre autres. « C'est une question de mesure », explique Gérard Rongier, directeur de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération de Nancy (AUAN). « A la limite, la présence de ces établissements évite la constitution d'un ghetto et donne au site sa crédibilité. Mais il faudra désormais bloquer ce type de développement pour privilégier le thème des technologies de pointe. »

Le credo du technopôle reste néanmoins la dynamisation des transferts de technologies et de compétences. L'exemple de la petite société Mediacom, créée en 1986 par un universitaire, Daniel Fernandes, en est une belle illustration. Fondateur en 1973 du centre audiovisuel de l'université Nancy-I, Daniel Fernandes anime aujourd'hui une unité de réalisation de supports de communication à l'usage presque exclusif du monde médical. Avec trois collaborateurs, il développe en particulier la création graphique par ordinateur grâce aux contacts obtenus dans le réseau universitaire. Pourtant, Daniel Fernandes n'est pas installé sur le technopôle proprement dit, mais à quelques dizaines de mètres de là. « L'infrastructure du technopôle ne m'aurait rien apporté ; en revanche, je ne serais peut-être pas lancé s'il n'y avait eu l'incitation créée par l'esprit de technopôle », estime-t-il.

Mediacom n'est même pas passée par le CAT, le Centre d'accueil des technologies, la pépinière d'entreprises créée par l'association Promotech. Son marché était suffisamment assuré pour n'avoir pas besoin d'être expertisé, ce qui est l'une des missions de Promotech. L'autre consistait à accompagner les candidats à la création d'entreprise jusqu'à la réalisation de leur projet. Dans ce domaine, le CAT constitue un des meilleurs outils du technopôle de Brabois.

« Le technopôle, pour moi, c'est d'abord un environnement », insiste Daniel Fernandes. De fait, l'animation pour les responsables de Brabois, réunis au sein de l'association NBI (Nancy-Brabois Innovation), une priorité essentielle. Elle s'est traduite par la création d'un « centre de vie » - bureau de poste, restaurant rapide, cafétéria - et par l'instauration de rendez-vous, les « petits déjeuners » bimensuels. S'y ajoutent la lettre mensuelle d'informations de NBI et les « Entretiens de Brabois », colloques internationaux à périodi-

cité variable qui attirent sur le site des experts de toutes les disciplines. Quant au nerf de la guerre, il est présent avec le fonds commun de placement, dont l'objectif est de rassembler 30 à 50 millions de francs à investir dans les entreprises innovantes.

Tout cela finit par composer un dispositif complexe, qui n'a plus guère de rapport avec les 50 hectares du site initial. Isolée à l'origine sur son plateau de Vandœuvre, le technopôle de Brabois est aujourd'hui en correspondance avec un système qui s'étend progressivement dans toute l'agglomération nancienne - au point que ses promoteurs commencent à évoquer, un peu rapidement peut-être, la constitution d'une « technopole ». Des convergences se forment avec, par exemple, le Centre régional de recherche image, plate-forme informelle de rassemblement des recherches graphiques à laquelle est associé l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA). Brabois attend également beaucoup du « pôle de gestion » qui s'édifie au cœur de la ville, autour de l'Institut commercial de Nancy.

Voilà de quoi, espère-t-on, régénérer la « concentration de matière grise » qui existe déjà à Brabois avec l'important capital universitaire qu'on y trouve. La liste est longue. Des formations dispensées dans les deux universités de Nancy (27 500 étudiants, 1 500 chercheurs), les cinq grandes écoles et l'unité de formation en génie des systèmes industriels de l'INPL (800 élèves - ingénieurs, plus de huit cents chercheurs). Il faut y ajouter les travaux menés dans les laboratoires du CNRS, de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) ou de l'INRIA ainsi

que la capacité de recherche générée par le centre hospitalier universitaire, ne serait-ce que par l'intermédiaire des unités de l'INSERM, et par les pôles de compétences disséminés dans l'agglomération, depuis l'Institut des biotechnologies (IBN) jusqu'à l'Institut lorrain des matériaux, via le NanCIE, Centre international de l'eau...

### Aujourd'hui changer d'horizon

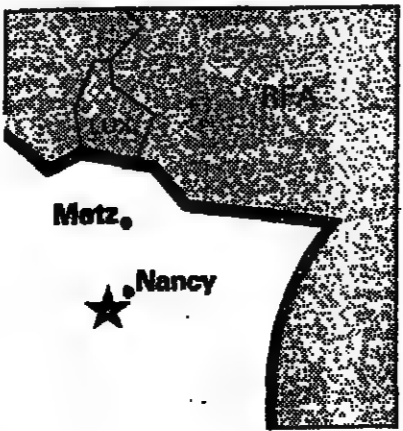
A coup sûr, la création du technopôle a permis l'émergence ou le renforcement d'une partie de ces potentialités. D'autres auraient vécu leur vie de toute façon, et auraient produit les mêmes effets. Dans quelle proportion ? C'est tout le fond du débat. « L'ouverture d'un certain nombre de portes et l'effet de « vitrine » de Brabois ont des conséquences impossibles à mesurer, estime le président de l'INPL, Michel Gantois. Il fallait bien, un jour ou l'autre, matérialiser géographiquement le vœu d'un esprit économique en vigueur à Nancy. »

Mais aujourd'hui, l'« effet-technopôle » a atteint à Nancy une limite. Il s'agit désormais d'aborder un nouveau siècle avec la fondation d'une métropole technologique à dimension européenne. C'est un formidable pari dont les industriels et les scientifiques regrettent qu'il soit, trop souvent, posé en termes trop étroitement politiques. Il y a, là aussi, une nouvelle dimension à acquiescer par les responsables nanciens, qui ont commencé à raisonner sur le principe de l'agglomération. Ici se trouve peut-être la clef de la mutation provoquée, il y a plus de dix ans, par une poignée d'utopistes volontaires.

BERNARD MAILLARD

### Dans ce numéro

Le laboratoire à la rencontre de l'entreprise	34
Convictions d'un président	34
Les mordus et les sceptiques	35
Redécouverte du design	36
Une usine à traiter l'information	36
Du technopôle à la technopole	38
Pour sortir des querelles lorraines	40
La Bourse joue la proximité	40



Aquascutum  
NOUVELLE COLLECTION  
HOMME ET FEMME



## NANCY TECHNOPOLE

## Le laboratoire à la rencontre de l'entreprise

La difficile catalyse des transferts de technologie

**B**OCKEL, Marchand, Asselard, Antonczak... Dans la salle de travail n° 21 de la faculté des sciences de Nancy, André Pentenero, professeur de chimie-physique, distribue des conventions de stage. Ici la Suisse, là la République fédérale d'Allemagne, un peu plus loin Lyon et encore Paris. Chaque année, quatre cents étudiants en maîtrise partent ainsi pour trois mois en stage en entreprise. Beaucoup y restent, « Voilà un véritable transfert, qui plus est issu d'une tradition ancienne. On en parle peu, parce que le système fonctionne à merveille », explique le professeur Pentenero. Chaque année, les offres de stages des entreprises dépassent largement les possibilités.

C'est d'ailleurs au sein de la faculté des sciences que sont nées au début du siècle les cinq grandes écoles d'ingénieurs de Lorraine, pas encore fédérées dans l'Institut national polytechnique (INPL). « Les transferts de savoir ou de technologie sont, il est vrai, les héritiers d'une longue tradition nancéienne depuis le début du siècle », confirme le professeur Michel Gantois, président de l'INPL. Ainsi, l'Ecole des mines travaille actuellement sur des problèmes de solidification des fontes pour le compte de Pont-à-Mousson SA. Il s'agit là, semble-t-il, de la vingtième opération de recherche avec PAMSA en dix ans.

## Mille chercheurs

En fait, on ne sait plus très bien, tant les passerelles sont nombreuses. Les exemples sont multiples : de l'Ecole d'électricité et de mécanique, qui intervient lorsque le groupe sidérurgique SOLLAC décide de réviser la conception de ses processus d'élaboration de l'acier, aux chercheurs de la faculté des sciences, qui créent en liaison avec les industriels lorrains de l'agroalimentaire une structure commune, ARILEST... La naissance du technopôle de Nancy-Brabois n'a pas été un simple coup de baguette magique politique destiné à calmer une Lorraine traversée par les crises successives de la sidérurgie et du textile. Mieux vaut voir la cristallisation d'une « démarche technopolitaine ».

Attirer des entreprises intéressées par les recherches conduites à Nancy ou, mieux encore, favoriser des créations nouvelles par le biais des transferts de compétence ou de technologie était la philosophie qui a présidé à la création du technopôle. La réalité est plus floue. « La quasi-totalité de mes contacts sont hors Lorraine », nuance Jean-Paul Haton, cher-

cheur à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA). En intelligence artificielle, « 80 % des étudiants lorrains que nous formons quittent la région ». En matière de transferts, l'INRIA n'est intervenu que sur la réalisation de quelques systèmes experts, en particulier d'aide au placement financiers avec la Société nancéienne et Varin-Bernier (SNVB, membre du groupe CIC) et d'aide à l'apprentissage de consignes pour la coulée continue avec SOLLAC. Et, sur le technopôle même, dans un travail de rééducation vocale des malentendants avec la société ECM.

« Normal ! », répond le professeur Gérard Beck, délégué régional du CNRS. La France est à peine de la taille de la Californie. A Nancy travaillent mille chercheurs qui réalisent 250 millions de francs de chiffre d'affaires. Comment voulez-vous que nous limitions nos transferts à la région, a fortiori au technopôle ? Notre rôle en Lorraine doit s'entendre comme un soutien technique aux entreprises.

Nancy subit le défaut de tout créatif, l'individualisme. « Demander aux universitaires nancéiens de se lancer dans l'industrie revient à peu de chose près à demander à un grand cuisinier d'ouvrir une pizzeria », commente le docteur Max Amor, tête pensante de la société Médicorp. Un homme qui sait de quoi il parle puisque avant de se lancer sur le technopôle, dans la production industrielle de cathéters, il fut en qualité de cardiologue l'un des piliers hospitalo-universitaires du CHU. « Leur devise reste « publier ou mourir », et ils arrivent mal à intégrer dans leur démarche la cuisine commerciale qui est notre lot quotidien. » Si Nancy-Brabois n'a pas encore atteint sa masse critique, c'est sans doute parce que l'interpénétration université-technopôle y est encore trop faible.

## L'attrait des aides publiques

A la nuance près que là où le technopôle, zone géographique, semble marquer le pas, le technopôle-système, état d'esprit cher au baron Bernard Guerrier de Dumast, président de Nancy-Brabois-Innovation (NBI), s'en tire beaucoup mieux. De nombreux transferts technologiques réussis ces quinze dernières années relèvent certes d'une « démarche technopolitaine », mais hors technopolitaine.

A titre d'exemple, la société SEPAREX s'est installée en 1983 sur la zone industrielle de Champigneulle, dans la banlieue nord de

Nancy. Spécialisée en chromatographie industrielle, SEPAREX développe ces procédés de purification à grande échelle de produits jusqu'alors impossibles à purifier par les méthodes classiques de distillation ou de cristallisation. Ces techniques ont été mises au point à l'Institut des biotechnologies de Nancy.

« Brabois n'est qu'à un quart d'heure de voiture. Être à Champigneulle ne m'empêche pas d'avoir des contacts de recherche avec l'université Nancy-I ou l'Ecole nationale supérieure des industries chimiques », explique Pierre Bourgeois, le PDG de SEPAREX, qui ne se cache pas d'avoir choisi ce site en raison des aides publiques. Même le président de l'INPL, Michel Gantois, a installé il y a treize ans les Ateliers de traitement thermique et ionique (ATTI) et l'École des métaux métallurgiques avancés (TMA), deux sociétés spécialistes du traitement thermochimique dont il est à l'origine, sur la zone industrielle d'Hellécourt, à une quinzaine de kilomètres de Brabois. « La préservation d'un certain style d'apparence du technopôle était incompatible avec les moyens industriels dont nous avions besoin ainsi qu'avec la production de machines lourdes », souligne-t-il aujourd'hui.

Quant aux échecs de transferts, ils semblent être essentiellement dus au fait que la dimension économique du projet n'est que trop souvent prise en compte dès le début du processus : « Il ne suffit pas de mettre en un même lieu universitaires et entrepreneurs pour obtenir un transfert », estime Henri Bégout, directeur d'études à l'Ecole nationale supérieure d'électricité et de mécanique (ENSEM), maire de Malzeville et vice-président du district, délégué aux affaires universitaires. Encore faut-il les mobiliser autour d'un projet commun viable dans une opération qui inclut dès le départ tous les aspects de la question, y compris l'étude du marché.

A l'unité 284 de l'INSERM, on répond cino sur cino. Avec une cinquantaine de chercheurs, l'unité dirigée par le professeur Jean-François Stoltz oriente ses recherches vers la biologie cellulaire, l'immunologie, le génie cellulaire et la biotechnologie des protéines. Parallèlement, l'unité dispose d'une équipe destinée à valoriser économiquement ses travaux, une troisième équipe testant les prototypes en situation de laboratoire de routine. Sur la dizaine de transferts réalisés en cinq ans par l'unité 284 de l'INSERM, huit l'ont été avec la société SEPAREX, spécialisée dans le génie médical.

« Nous gagnerions certainement plus d'argent avec des contrats de recherche pour des grands groupes industriels français ou étrangers, souligne le professeur Stoltz, mais cette valorisation de nos recherches sur le plan local n'est pas pour nous déplaire. »

## Faire communiquer

Pour l'heure, Nancy-Brabois revendique une quinzaine de créations d'entreprises directement issues de la recherche locale. Mais là n'est certainement pas sa principale réussite. Son succès réside plutôt dans l'état d'esprit qu'il a su générer pour faire communiquer entre eux des gens de culture différente qui se complètent mais qui n'ont pas l'habitude de vivre ensemble. « Il faut reconnaître que, sans lui, il nous serions pas lancés dans notre projet de plateforme de recherche et développement agro-bio-industrielle, concèdent les professeurs Engasser et Bagrel, de l'Institut des biotechnologies. L'exemple des autres nous a aidés à nous jeter à l'eau. Sans Nancy-Brabois, le projet n'aurait certainement pas existé, ou du moins il serait venu beaucoup plus tard. »

La symbiose est loin d'être parfaite au royaume Brabois. « Il serait bon que tous nos chercheurs parviennent une PMI, souhaite Gérard Beck. Le chercheur passerait au moins une journée par mois dans l'entreprise. Cela ne pourrait qu'être bénéfique pour l'un comme pour l'autre. » Quand à Henri Bégout, il appelle de ses vœux un rapprochement sous forme de convention avec la région lorraine : « Là-bas, beaucoup de PME alimenteraient des relations plus étroites avec des laboratoires qui, malheureusement, débordent de demandes. Nancy a certainement la carte à jouer. »

L'intérêt de Nancy-Brabois ne réside finalement pas tant dans les transferts qu'il facilite que dans ceux qu'il n'aurait pas entraînés s'il n'avait pas existé. C'est d'autant plus vrai que la concurrence entre technopôles est chaque jour plus aiguë. Récemment, Gérard Beck a reçu un appel téléphonique d'un cabinet parisien, chargé d'une étude pour la ville de Strasbourg. Il souhaitait en savoir plus sur les atouts nancéiens en matière d'information, la capitale alsacienne projetant de créer chez elle un grand pôle informatique. « Voilà qui est quand même inquiétant », note Beck, même si, dans le cas présent, c'est le nain qui s'attaque au géant.

OLIVIER LEDERLE

## L'eau sous toutes ses facettes

Une concentration de moyens de recherche et d'audit au service des collectivités locales

Au cœur de la démarche généraliste de Nancy-Brabois, est venue se greffer depuis 1985 celle, radicalement thématique, du Centre international de l'eau de Nancy, le NANCIE, et de son « Pôle de l'eau », au service des collectivités locales en matière d'audit, de recherche, de formation et de transferts technologiques.

Pôle de l'eau. Une idée neuve à Nancy, née d'un constat : l'eau, élément vital, devient rare et chère. Cette situation oblige désormais à une question quant à la gestion quantitative des ressources dans le monde entier. La démarche du Pôle de l'eau est de regrouper en un même lieu différentes structures privées ou publiques capables, par leur complémentarité, d'offrir une palette de services abordant tous les problèmes, y compris ceux liés aux loisirs.

« La volonté constante de l'agglomération et le rôle moteur de notre association scientifique et technique ont permis d'attirer des institutions et des équipements qui dépassent aujourd'hui le domaine de l'eau », souligne Claude Guillard, député de Meurthe-et-Moselle et président du NANCIE. De cette volonté est donc né un pôle thématique aux multiples facettes, ancré dans le tissu des cuves, basses, tuyaux voisins avec des laboratoires, une usine de traitement ultra-moderne et même une piscine, tous nichés sur le site de l'ancienne usine des Eaux Saint-Charles, entre deux jardins municipaux de Vandœuvre.

## Diagnostic des piscines

Parmi la douzaine d'institutions publiques, parapubliques ou privées installées sur le pôle, la plus originale est sans doute Aquapromo-Conseil. APC est un bureau de diagnostic des piscines. Avec une particularité : son premier contrat avec l'Europe, l'université Nancy-I. APC travaille en étroite collaboration avec les autres organismes du pôle qui assurent, chacun dans leur domaine, la gestion d'initiatives propres ou d'opérations concertées. C'est en particulier le cas pour le laboratoire d'analyse et de recherche du pôle qui abrite sur 3 000 mètres carrés plusieurs structures privées ou publiques.

C'est également Nancy qu'a choisi la SOGEA - l'un des trois grands distributeurs d'eau français - pour développer son centre de recherche national sur les eaux usées. La Fédération française de natation, celle des maîtres nageurs-sauveurs, ainsi que l'Ecole française de natation, ont décidé le transfert de leur siège respectif de Morzine à Nancy, dans le cadre du Centre international d'étude, de

recherche et de formation aux métiers de l'eau. « Notre site réside sans doute dans notre structure thématique, qui peut directement engendrer des retombées concrètes pour les institutions du pôle, explique Patrick Falvre, responsable des contacts internationaux et de la formation au NANCIE. Nous privilégions aussi dans notre réflexion la dimension « loisirs ». Nous avons doté la nouvelle piscine de Vandœuvre d'équipements sportifs qui en font un site expérimental dans le domaine des eaux de loisirs. »

## Un jeu indispensable

L'idée qui a présidé, il y a cinq ans, à la création du NANCIE, la locomotive du pôle de l'eau, était de faire un centre de recherche, de formation et de transferts technologiques qui s'appuierait sur le potentiel scientifique et technique lorrain. En peu de temps, le NANCIE a acquis ses lettres de noblesse : par ses expertises d'Alger à Moscou en passant par Tunis, Rabat ou Monaco ; par ses recherches sur la gestion automatisée des réseaux d'assainissement, mais aussi par la signature en novembre 1987 d'une convention avec l'Organisation mondiale de la santé. Il a obtenu pour l'OMS l'attribution de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement en Europe. (Les premiers résultats seront communiqués au juin prochain à Belgrade).

Dans notre hall-pilote en eau potable, nous travaillons actuellement au programme « Biofilms » d'étude de la qualité des eaux tant à l'étape de leur traitement que de leur distribution, indique Thierry Coulon, responsable de l'innovation et de la recherche au NANCIE. Ces travaux sont menés en liaison avec l'Agence de protection de l'environnement des Etats-Unis (EPA) qui passe à son premier contrat avec l'Europe. Même démarche, avec OTV, filiale de la Générale des eaux, qui vient d'acquiescer la licence du programme Biofilm, un nouveau procédé d'épuration biologique, utilisant la technique des biofilms. La recherche - un budget de 13 millions de francs en quatre ans - reste donc le point d'ancrage du NANCIE et du pôle de l'eau : « La recherche doit impérativement se solder par un transfert vers l'industrie qui génère des rentrées d'argent. Celles-ci induiront elles-mêmes de nouveaux programmes de recherches. Il s'agit pour nous d'un jeu indispensable », note Patrick Falvre et Thierry Coulon.

O. L.

## Les convictions d'un président

Bernard Guerrier de Dumast, le moral et la morale

Si l'on pose quelques questions, forcément indiscrètes, sur sa vie et sa carrière, Bernard Guerrier de Dumast, 57 ans, de l'Association de la noblesse française ?

« Quel intérêt ? » Le président de Nancy-Brabois-Innovation (NBI), secrétaire général du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, accepte d'exister publiquement, mais ne le revendique pas. Il se méfie de l'esbroufe, des effets médiatiques. Il pense au fond de lui-même que les choses avancent à petits pas, dans la discrétion. A condition d'être portées par une volonté.

Lui en a une - presque une passion - qu'il s'est découverte au fil des années : le développement régional. Surtout ne pas lui parler du technopôle de Brabois comme d'une fin en soi. « Tout ne passe pas et ne se résout pas par le technopôle-système. C'est un élément parmi d'autres. » Vie professionnelle aux activités multiples, engagement municipal (sièdant au maire de Nancy chargé du développement économique) et présence dans tout ce que la Lorraine compte de structures économiques ne font qu'un chez ce personnage de cinquante-huit ans, qui pose sur les hommes et les organisations un regard presque candide, paraissant faire peu de cas des aléas de la politique politicienne pour ne retenir que l'essentiel : le moral et la morale. Les deux vont de pair, souligne-t-il dans un petit recueil de billets éditoriaux qu'il écrit pour la lettre de la chambre de commerce (1).

Une notice biographique de onze centimètres dans le Who's who ? Le baron Dumast, pour un peu, demanderait qu'on l'en excuse. Et cette noblesse, issue du Kousillon d'avant qu'il soit français ? Cette plaque Guerrier de Dumast sur

une rue proche de la place Stanislas (un trisaïeul, Prosper, commissaire ordonnateur des guerres, comme plusieurs ancêtres de la famille) ? Cette vice-présidence régionale de l'Association de la noblesse française ?

## Service 1

La réponse tient en un mot : service. « La noblesse n'a de sens que si elle est au service des autres. Les Guerrier de Dumast ont toujours été au service de l'Etat. Nous sommes, avec l'un de mes frères, la première génération qui travaille dans le privé. Mon engagement dans la vie publique est dans le droit fil familial. »

Chevalier de l'Ordre de Malte : service. Engagement dans le développement économique et la vie politique locale : service. Et surtout pas service d'un parti. « Je respecte ceux qui militent, mais je tiens tellement à ma liberté ! La politique, je la vois au sens grec du terme et je suis capable de travailler avec des gens qui ne sont pas de mon bord. » Bernard Guerrier de Dumast aime se définir comme un « libéral éclairé » car « le libéralisme a ses limites ».

Mais les « politiques », eux, ne se servent-ils pas de l'homme, de son action, du succès de Nancy-Brabois après des années de travail dans l'ombre ? « Les politiques ont soutenu dès le départ le technopôle. S'ils s'en servent maintenant pour l'image de Nancy, ça ne me choque pas. Et s'ils se servent de moi à des fins d'intérêt général, je suis d'accord. »

Même s'il n'en est pas l'inventeur (2), Bernard Guerrier de Dumast personnifie aujourd'hui le technopôle qu'il préside depuis le 16 juin 1984. « Chargé du développement économique dans la municipalité d'André Rossiniot, il m'est

très vite apparu qu'il fallait quelques instruments pour mener une action efficace. J'ai découvert le technopôle. Ce pouvait être un moyen de développement. J'ai demandé à en prendre la présidence, qui était vacante. »

A l'époque, en pleine reconversion lorraine, on songeait seulement à faire venir les entreprises. « J'ai commencé en faisant le voyageur de commerce. Et je me suis progressivement rendu compte que le problème n'était pas de vendre de l'espace, mais de vendre l'intelligence et le savoir-faire concentrés sur le technopôle. »

Le néophyte se convertit aux principes du père fondateur, Pierre Laffitte. Il théorise à son tour, opposant « l'espace » à « l'esprit », et proposant un « concept systémique » imposant le partenariat entre le monde économique et le monde scientifique et universitaire. Son modèle : « le souk ». « Je crois que concentrations d'activités, de concurrence et d'entraide et il en naît une fécondité féconde. » Une démarche empirique, progressive, et qui ne peut aboutir qu'à l'élargissement de la fonction technopôle : « L'objectif n'est pas de parfaire la ZAC de Nancy-Brabois, mais de contribuer au développement au sens large. »

## Faire vite

Le moment est maintenant arrivé où la ville et la région vont pouvoir valoriser le travail accompli. Avec la rançon du succès. Pour garder l'esprit. Bernard Guerrier de Dumast et son équipe refusent l'implantation d'entreprises qui ne viennent à Brabois que pour « bénéficier de l'image ». Ce que lui reproche, par exemple, André Rousselot, le maire socialiste de Vandœuvre, l'une des communes

où se situe NBI.

Tenir le cap, ne pas confondre la fin et les moyens : voilà aujourd'hui le souci de Bernard Guerrier de Dumast. Ce technopôle, « élément fédérateur de l'agglomération », à quoi doit-il servir au fond ? L'emploi, d'abord. « Il a un effet starter sur les créations d'emplois. » Pour le président de NBI, « l'esprit technopôle » (...) « a un caractère pré-révolutionnaire sur les plans économique, industriel et sociologique ». Il favoriserait une nouvelle manière de vivre et conduirait à de nouvelles formes d'emploi.

Autre finalité : l'Europe. « Tout le monde le dit, l'Europe future sera celle des villes. Ne pourront prétendre accéder à ce réseau des euro-cités que les villes-technopôles. L'agglomération Nancy-Metz, avec ses complémentarités, en est une. Il faut faire vite, c'est notre seule chance. »

C'est, bien sûr, du long terme. Car, Bernard Guerrier de Dumast en est conscient, il y a parfois loin de discours à la réalité. « Rien n'est joué, on est loin d'avoir gagné. Mais il y a des choses qui marchent. La difficulté, c'est d'animer en permanence. Cela demande un effort énorme et constant pour remonter tout cela. » Le long terme, il en a fait sa vocation. Même si ce n'est pas toujours très payant politiquement. Mais cela ce n'est pas son affaire.

YVES AGNES

(1) Et après ? Presses universitaires de Nancy, 1986.  
(2) Le premier président était son prédécesseur au secrétariat général de Pont-à-Mousson, Bernard de la Roche-Saint-André, décédé.

**C e n t r e**  
**R é g i o n a l**  
**de Recherche-Image**



• Audio-visuel •  
• Médico-Scientifique •  
• Industriel •

**Pôle Image de Nancy**  
9, rue Michel Ney BP 3329 - 54014 NANCY CEDEX  
• TEL : 83 32 15 02 • FAX : 83 35 18 98 •

صكنا من الاعمال

# NANCY TECHNOPOLE

## Les mordus et les sceptiques

Il reste du chemin à parcourir pour faire se rencontrer le petit monde de la « high tech ».

Le technopôle ne se livre pas d'un coup et les non-initiés, perdus dans la circulation en centre-ville, sont loin de se douter que la direction à suivre est celle du terrain de camping de Brabois, savoureux rappel d'un ballastage archaïque. Après deux ans de palabres entrecoupées de campagnes électorales, aménageurs, municipalité et points et chaussées viennent enfin et seulement de se mettre d'accord pour donner au cœur nancien de la « high-tech », une signalisation digne de ce nom.

Une fois gravie la rude côte, le visiteur découvre dans la foule centres de recherche, campus universitaires, ensemble résidentiel, parc d'entreprises confirmées et pépinière d'entreprises balbutiantes. Une maquette d'architecte grandeur nature qui se conjugue en vert : forêt de hêtres et de châtaignes, sapinière, herbe de l'hippodrome et parc du château de Brabois enveloppant, en effet, les bâtiments du technopôle.

Au dire des responsables une véritable fourmilière : des étudiants qui envahissent les locaux des sociétés prestigieuses - Matra, Alsthom, laboratoires Boiron, - les chefs d'entreprise investissant les laboratoires des chercheurs, ces derniers faisant le siège des sociétés, inventions en tête, ou encore mieux, fondant leur propre entreprise dans la couveuse rose du Centre d'accueil des technologies. En fait, ce qui frappe, c'est avant tout le silence, à peine troublé par le chant des oiseaux et le bruit de l'autoroute de Lunéville, masquée par les arbres. Où bas le cœur de ce technopôle ? Par quels canaux est cachée cette énergie qui transforme en organisme vivant ce qui ressemble encore trop à une zone industrielle cinq étoiles avec ses places de parking bien délimitées et ses routes proprement bornées de billots de bois ?

« Au Centre de vie, sans doute », imagine tout d'abord le visiteur. Ce centre d'accueil et de restauration inter-entreprises devrait forcément être le lieu de rencontres de toute

cette matière grise en suspension. En fait, la réalité est plus prosaïque. Des « petits déjeuners » bimensuels y sont bien organisés, pour que tous les habitants du technopôle se retrouvent, en toute décontraction, autour de conférences-prétextes. Certains en profitent pour présenter leurs derniers-nés, d'autres pour échanger des tuyaux : « Tu es content de tes stagiaires de l'ENSM ? » « Ton problème de commercial en Rhône-Alpes, comment tu l'as réglé ? » Mais, ombre au tableau, tout le monde ne vient pas, certains par désintérêt, d'autres par manque de temps. « Ce n'est pas parce qu'on s'y congratule qu'on y traite les dossiers au fond », lâche un sceptique qui pourtant vient de temps en temps pour « montrer sa bobine ».

### Un « club house » au château

Installé au cœur du campus industriel, le « centre de vie » est, avant tout, un restaurant d'entreprises, géré par la Sodexho, qui sert quelque deux cent cinquante repas par jour. Les « transferts inter-entreprises » se limitent généralement à la moultarde. On aurait même tenté de « s'y essayer ferme entre midi et deux », la seule animation existante - une agence de voyages - ayant déserté l'an dernier, faute de clients.

Les aménageurs du technopôle n'ont toutefois pas dit leur dernier mot. Ils logent désormais du côté du château de Brabois, installé derrière l'hippodrome et qui abrite actuellement un restaurant et un centre équestre, l'Eperon de Nancy. Les murs rongés du château, les pavés disjointes de la cour et les murets en ruine tranchent singulièrement avec l'immense bateau en aluminium de l'Institut national d'information scientifique et technique (INIST) que l'on aperçoit par-dessus les hangars. Qu'importe, tout est déjà dans les cartons des aménageurs : l'Eperon sera rebaptisé dans de nouveaux bâtiments, le château, transformé en « club house ». Une



Une entreprise de pointe à Brabois : Mediocorp spécialisé dans les catheters

façon pour les aménageurs d'essayer de retenir sur le plateau des travailleurs qui s'empressent de redescendre en ville, une fois leur journée finie.

Pierre Blondelet en sait quelque chose. Comme 25 % des résidents du plateau, il travaille et vit dans « la ville au vert ». A la tête de l'association Vivre à Brabois, créée en juin dernier, il tente de faire se rencontrer ce monde « high-tech » dans des séances de gymnastique ou des tournois de tarots. En septembre, quelque cent vingt foyers étaient déjà venus grossir les rangs de ce club et le journal trimestriel gratuit était diffusé à plus de 2 000 exemplaires. « Une misère à côté de ce que cela pourrait être ».

L'animation sur le technopôle ? Un vœu pieux et ce ne sont pas les étudiants installés sur le plateau qui diront le contraire. Les occupants de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie et des industries agroalimentaires (ENSAIA) semblent largement indifférents à ce qui se passe « de l'autre côté de l'hippodrome ». Penchés sur leurs épreuves et leurs ordinateurs, enfermés dans les serres ultramodernes reproduisant tous les climats du monde, ils envient plutôt leurs collègues chanceux de l'Ecole des mines... restés en centre-ville. Les étudiants de l'ENSAIA sont, eux, parqués dans des petits blocs de quatre étages et, démunis de moyens de locomotion après huit heures du soir, il ne leur reste plus qu'à se croquer les godasses jusqu'au centre-ville.

### « L'important, c'est d'y croire »

Dans l'esprit technopole, une passerelle timide a bien été jetée entre étudiants et industriels avec la récente création d'une junior-entreprise, l'ADN (Agro-alimentaire développement Nancy). Mais l'essentiel des relations se limite encore, selon un des responsables de l'ADN, à « la tenue des entreprises pour récupérer des sponsors ».

Nombre de ces entreprises sont venues sur ce « Silicon plateau » parce que tout le monde y est et que cela fait chic. Les rapports entre sociétés relèvent plutôt du bon voisinage. Cet ingénieur de TRI-TI - une filiale de Philips chargée de maintenance informatique - n'a, par exemple, jamais vu un chercheur et n'a, de toute façon, besoin de personne pour régler ses problèmes : c'est le rôle de la maison mère. Seuls

quelques stagiaires de l'Institut national polytechnique de Lorraine (INPL) défilent chaque année dans ses locaux. Dans cette quête d'une vie collective, il ne reste plus que le Centre d'accueil des technologies (CAT), pépinière d'entreprises, installée sur un monticule à l'extrémité ouest du plateau. Avec ses deux ailes reliées par un couloir de verre, le CAT embrasse d'un coup d'œil tout le technopôle jusqu'à la barre du CHU Brabois. Dans l'aile gauche, Promotech et l'Institut européen des entrepreneurs de Lorraine ; dans la droite, l'UFRI en génie des systèmes industriels animés par Maurice Castagné et Claudine Guidé de Queiroz, maîtres de conférences. Ces deux universitaires s'en-

forcent, eux, d'insuffler vie à la coquille de Nancy-Brabois. Avec leur bataillon de consultants-juniors et d'ingénieurs thésards, ils coopèrent en permanence avec les PME du site et d'ailleurs, réalisant des études et défrichant de nouveaux marchés à l'étranger. « Pour une fois qu'on les a tous sous la main ! », s'enthousiasme Claudine Guidé de Queiroz, qui, à trente-deux ans, mène une triple vie de chef d'entreprise, universitaire et consultante.

Chefs d'entreprise-vedettes du technopôle, Bernard Deymié et Max Amor sont de la même trempe. Le premier a volontairement installé son Institut français des boissons et de la brasserie-malterie sur le plateau, pour profiter de la présence

des centres de recherche. « Nous faisons sous-traiter par eux ce que nous ne savons pas faire », explique cet industriel qui voudrait voir s'installer autour de lui « encore plus de chercheurs et d'un encore plus haut niveau ».

Brillant cardiologue, Max Amor a, lui aussi, délaissé les rails d'une carrière confortable, pour monter sa société de matériel médical de pointe. Ultime pied de nez, aux mandarins du corps hospitalier, ce remuant petit-fils du grand rabbin du Maroc a installé sa société sur le technopôle en face de la barre du CHU Brabois. A charge pour cet adepte des méthodes américaines de, tout à la fois, tester ses prototypes à la faculté de médecine, confier des études aux chercheurs et dénicher de futurs collaborateurs parmi la cinquantaine de stagiaires testés chaque année.

Grâce au travail de ces « bulldozers », le petit monde du plateau s'ébroue lentement, sous le regard intéressé des penseurs du technopôle, réfugiés, eux, en centre-ville dans l'ancienne Manufacture des tabacs. Cela fait quinze ans qu'à Nancy, élus, fonctionnaires et animateurs du technopôle se battent pour faire vivre une abstraction ! Parmi eux, une quinzaine d'anciens cadres supérieurs, retraités ou laissés sur le bord de la route par la crise économique, qui, depuis le départ, ont été associés à cette folle aventure. Ces ex-banquiers, commerçants et industriels de haut vol se sont repartis le travail, suivant la règle de deux hommes par poste. « histoire », précise Jean Courquin, co-directeur du technopôle, de profiter un peu de nos petits-enfants ».

## Computervision, l'occasion manquée

Tout au fond du technopôle de Brabois, en bordure immédiate de l'autoroute A 33, un immense bâtiment et des parkings vides. Et une enseigne, bleue sur fond blanc : Computervision. Ici rôdent les fantômes d'un beau rêve, et le souvenir d'une aventure qui, tout de même, ne fut pas pour rien dans la notoriété de Nancy-Brabois : l'éphémère implantation de 1985 à 1988, de la seule usine française d'un géant américain de l'informatique. Accueillie dans l'euphorie par les élus locaux, elle est repartie en catimini vers la République irlandaise, qui offrait de meilleures conditions financières, en particulier grâce aux primes de la Communauté européenne.

Fondée en 1969 à Bedford (Massachusetts), la Computervision Corporation a rapidement pris place parmi les leaders mondiaux en matière d'automatisation du processus industriel, grâce à ses systèmes de conception et de fabrication assistés par ordinateur. En 1982, la firme ajouta à ses six usines américaines un premier centre de production en Europe, à Francfort-sur-le-Main (RFA). La même année, elle se mettait en quête d'un site d'assemblage en France et le trouva à Nancy-Brabois. Le protocole d'achat d'une surface de 5 hectares était signé en mai 1983, la première pierre était posée, en grande pompe, le 19 mars 1984. Un an plus tard,

l'inauguration d'une première tranche de 5 000 mètres carrés - il ne devait pas y en avoir d'autre - était saluée avec enthousiasme comme le premier événement majeur sur le technopôle.

Les félicitations qu'on s'adressait alors à Nancy ne manquaient pas de fondements. D'abord parce que les dirigeants de Computervision eux-mêmes s'y associaient sans arrière-pensée : « La qualité de l'accueil que nous avons reçu ici, comme l'originalité du site, ont pesé pour beaucoup dans notre décision », répétaient-ils à l'envi. Un bon point pour les initiateurs du pôle, qui avaient tenu à lui conserver son environnement naturel... à l'américaine.

Mais le départ - à l'anglaise - de Computervision a aussi mis en évidence les carences locales. En matière d'incitation tarifaire, et dans le domaine des communications. A leur arrivée, les Américains avaient prévu : « Nous avons besoin d'une bonne desserte aérienne pour notre fret. » « Aucun problème, nous construisons à 20 kilomètres d'ici un aéroport régional », avaient répliqué les Lorrains. Promesse téméraire. La première pierre de l'aéroport Metz-Nancy n'a été posée qu'en 1989, et les responsables de Computervision avaient transféré leur unité de production en Irlande depuis près de deux ans.

B.M.

## Un steak en trente secondes

UNE omelette cuite en cinq secondes, un steak en trente. Et cela grâce à un alliage miracle pour les poêles à frire inventé après la rencontre entre un chercheur du CNRS et une PME de la grande banlieue nancienne, France-Grignotage à Sommerwiller.

Ci n'est pas tous les jours que mathématiciens et chercheurs viennent au secours de la restauration rapide ! Surtout lorsque la collaboration portant à l'origine sur un programme de recherche quasi fondamentale se traduit par des résultats économiques aussi concrets. C'est pourtant ce qui est arrivé à cette petite entreprise, fondée en 1985 et spécialisée dans les équipements pour restauration rapide.

L'histoire - presque de la science-fiction - commence il y a un peu plus de quatre ans en Grande-Bretagne où un groupe de mathématiciens met au

point un être mathématique à plusieurs dimensions. Peu de temps après, un chercheur nancien, Jean-Marie Dubois, tente d'appliquer les travaux de ses confrères britanniques à son domaine d'activité : les allages. Bien vite, les résultats dépassent les espérances de toute l'équipe du laboratoire de sciences et génie des matériaux métalliques du professeur Beck qui travaille dans les sous-sols de l'Ecole des mines de Nancy.

Au même moment, à Sommerwiller, Jean-Charles Weber, gérant de la SARL France-Grignotage, réfléchit sur les difficultés que rencontrent les restaurateurs pour détruire les odeurs et nettoyer grilles et plaques de cuisson.

C'est autour de ces deux questions que le chemin de l'industriel croise celui du chercheur, lorsque Jean-Marie Dubois publie ses travaux sur les allages quasi cristallins. C'est-à-dire des alliages de cristaux métalliques, « très résistants à l'abrasion, à la cor-

rosion, d'une très grande dureté et d'une conductibilité surprenante », de l'avis même de Jean-Charles Weber, qui ne se fit pas prier pour lancer France-Grignotage corps et âme dans la fabrication industrielle des grilles, casseroles, poêles à frire, barbecues et autres plaques de cuisson.

Rançon de la gloire, la petite PME de Meurthe-et-Moselle commence à être courtisée par des multinationales qui verraient de meilleur effet son nouveau matériau, appliqué à leur gamme de produits.

La société vient, d'autre part, de se voir attribuer le prix de l'innovation de la région Lorraine en même temps qu'elle portait sur les fonts baptismaux à Giraumont, dans le pays lorrain, la nouvelle unité de production « HTTI », pour « haute technologie thermique industrielle », qui devrait employer cinquante personnes d'ici à trois ans.

OL



*Nous avons choisi la Meurthe et Moselle*

JVC - CLARION  
KIMBERLY-CLARK - DAEWOO  
RAFLATAC (UPM) - PANASONIC  
PHILIPS...

COMITE D'AMENAGEMENT, DE PROMOTION, ET D'EXPANSION DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
8, rue Baron-Louis, B.P. 378 - 54007 NANCY Cedex  
Tél. 83.37.22.29 - Fax 83.37.52.94  
CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

en sous toutes ses facettes

un président

## NANCY TECHNOPOLE

## Redécouverte du design

L'esthétique industrielle prend un nouveau départ

**D**ESIGN : « Esthétique industrielle appliquée à la recherche de formes nouvelles et adaptées à leur fonction », nous dit le dictionnaire Robert. Dans le français courant, ce mot désigne surtout une esthétique fortement teintée de modernisme. Mais cette définition — réductrice — est loin de coïncider avec le vocabulaire professionnel. Pour les spécialistes, le design est d'abord « la gestion de l'innovation », formule qui englobe aussi bien l'esthétique de l'objet fabriqué que son ergonomie (la science de l'adaptation des outils au corps et à l'esprit humain), la sécurité, l'hygiène, ses rapports harmonieux avec l'environnement ou son ingénierie. Il s'agit donc d'une discipline qui touche tous les secteurs d'activité, de la banque aux transports en passant par l'agro-alimentaire et la machine-outil.

Mais cette discipline a du mal à s'imposer en France. Beaucoup de professionnels la perçoivent comme un investissement peu rentable, réservé à quelques grosses entreprises (l'aéronautique, la SNCF ou les constructeurs automobiles). De ce fait, beaucoup de produits français sont absents du marché international parce qu'ils n'ont pas subi les contraintes de la concurrence internationale et sont souvent plus chers. Car la beauté et la qualité sont indissociables, affirment les apôtres du design industriel.

Ce sont eux qui ont créé en 1989, à Nancy, un Centre du Design-Est France qui vise essentiellement les PMI-PME. Sa vocation, souligne Jacky Chef, son directeur, est de « développer une aide aux entreprises dans le domaine de la normalisation, de l'ergonomie et de la sécurité. Ce centre de design doit favoriser les relations entre les industriels et les métiers de conseil impliqués dans la démarche design et en faire découvrir les vertus aux industriels ». Promotion, information et conseils sont donc les trois axes de son action.

## Révolution aux Beaux-Arts

Le centre est installé sur le technopôle du plateau de Brabois. Cette implantation a coïncidé avec une petite révolution qui touche l'Ecole des beaux-arts de Nancy, un établissement qui a longtemps vécu dans le souvenir frileux de ses grands aînés — Gallé, Prouvé, Majorelle — inventeurs de formes nouvelles au début de ce siècle. Désormais, les beaux-arts s'intitulent : Ecole supérieure de création industrielle. Un changement de nom opéré avec l'arrivée d'un nouveau directeur, Joël Gauvain, intronisé, l'an passé, par Dominique Bozo, alors délégué aux arts plastiques. La mise en place d'un nouveau programme d'étude a

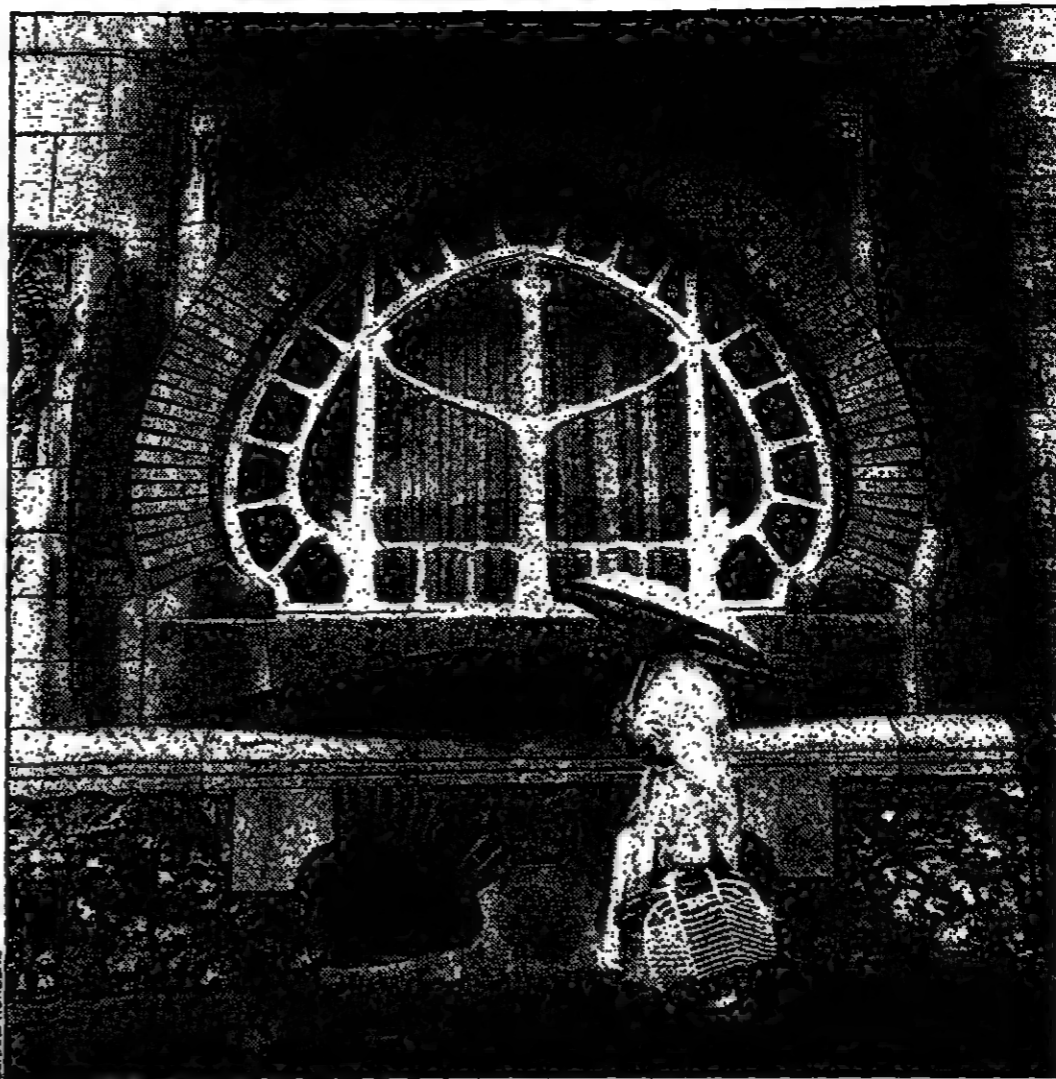
rapidement suivi la nouvelle appellation. Ce qui n'a pas été sans quelques grincements de dents du côté du corps enseignant. « L'école doit s'ouvrir aux disciplines nouvelles, issues des mutations accélérées de l'audiovisuel, des arts graphiques et de l'industrie, affirme Joël Gauvain. L'enseignement artistique ne sera pas oublié, mais il sera sans doute différent : nous devons former des gens capables d'appréhender des situations nouvelles, en liaison avec la vie active ».

Les 160 élèves de l'école — ils devraient bientôt être 200 — suivront deux années de formation commune avant de choisir une option propre : arts plastiques, design ou communication audiovisuelle. Ceux qui suivront les deux dernières filières seront particulièrement instruits dans le domaine du design industriel et graphique, mais tous seront initiés aux nouveaux médias, infographie, installation, photographie, vidéo, etc. « Les matières traditionnelles — dessin, peinture, sculpture — ne seront pas oubliées mais leurs problématiques seront renouvelées », note M. Gauvain qui indique les trois bases du nouveau enseignement : l'information (sur les pratiques du monde artistique, marché compris comme sur l'évolution des formes industrielles, du marketing ou de la vie des entreprises), la formation (avec les outils mentaux et conceptuels d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'informatique et ses dérivés), et la transversalité (chaque étudiant devra faire son chemin à travers les disciplines de son choix, de la sémiologie à la philosophie en passant par la mécanique appliquée).

Arts, sciences, entreprise seront les mots d'ordre de la nouvelle école qui semble renouer avec une sorte de positivisme que ne renierait pas Auguste Comte. Elle veut tisser des liens étroits avec le monde industriel et les universités dites de pointe. Elle désire également accueillir comme professeurs associés des professionnels européens dans tous les domaines. Les premiers contrats sont signés. Bien sûr, cette réforme se fera graduellement. Elle devrait être complètement achevée au bout de cinq ans (le temps d'une promotion).

L'ambition de Joël Gauvain ? Que l'on vienne étudier à Nancy en fonction d'un choix et non plus seulement à cause d'une proximité géographique. La situation régionale de la capitale lorraine, à proximité de l'Allemagne, de la Suisse et du Benelux, est un atout à l'heure du grand marché européen. Peut-être un handicap à Bâle, Cologne, Bruxelles, Sarrebruck et Karlsruhe seraient des partenaires mais aussi des concurrents.

EMMANUEL DE ROUX



L'école de Nancy a aussi profondément marqué l'architecture de la ville

## Espaces de la culture

La ville projette la construction de nouvelles salles

Nancy a longtemps vécu à l'heure du théâtre. Quand un certain Jack Lang présidait aux destinées d'un festival de théâtre qui était vite devenu l'affaire de toute la ville. Aujourd'hui, la musique a pris le relais. D'abord parce que Nancy a « produit » quelques musiciens qui ont fait parler d'eux : Charliette Courure et son frère, Tom Novembre ou le groupe Kas Product. Mais aussi parce que son festival de jazz est devenu une institution, présentant au fil des ans un panorama de plus en plus complet des musiques du monde entier, de la salsa à la samba en passant par le jazz et les sons indiens. Et que la culture rock est solidement implantée dans la capitale lorraine. Un festival — Trace Rock — le troisième du genre, a eu lieu au début de l'année, à l'initiative de Patrick Métais, directeur de la MJC de Libéroux.

Cette locomotive a tiré derrière elle toute une série d'expositions, de photos (Kris David, Jacky Joennes), d'arts plastiques et de graphismes divers (Manuel Poydenot, Sophie Guinzbourg) ou de nouveaux mobiliers (Philippe Zunino). Dominique Répécaud a réussi à faire de la cité-dortoir de Vandœuvre — à l'anneau du centre André-Malraux — un des hauts lieux du rock lorrain. Le groupe Double Nelson, originaire de Nancy, tourne aux quatre coins de la France. S'il est aujourd'hui écrit à Paris (Cobalt), sur place, deux labels indépendants, les Disques du Soleil et de l'acier, de Gérard N'Guyen et Pémis de construire, de Richard Fanoux, poursuivent leur travail.

Mais le gros problème de la ville est le manque de place. La salle Poiré — excellente pour les concerts classiques, mais qui sert trop souvent de salle des fêtes — ne peut accueillir que 800 personnes et souffre de son sous-équipement technique. L'opéra (800 places) est réservé au lyrisme et à la danse (et encore les Ballets français de Nancy ne bénéficient pas d'un espace de répétition dans les lieux). Le Centre dramatique de Lorraine ne dispose que de 320 places. Le petit théâtre de la Cuvette (150 places) animé par Michel Benoit ne répond plus aux normes de sécurité. Les espaces d'expositions sont pratiquement inexistantes.

E. de R.

## Parole de « rétro »

Au fond de la cave voûtée où il a installé son bureau, sous la petite librairie du centre-ville qu'il tient depuis 1954, Roland Clément s'interroge. L'avenir technologique de Nancy ne paraît guère à cet archétype de l'étudiant local, conseiller municipal socialiste depuis 1981.

« Brabois ? J'en garde le souvenir de très agréables promenades dans un parc superbe. » Ce qui l'inquiète, lui, c'est l'avenir de sa ville. « Comme franc-comtois, je suis à la recherche d'un humanisme intégral qui ne sépare pas l'essence de l'homme de l'essence de l'univers », résume-t-il. « C'est pour cette raison que je mets en avant le génie du lieu, c'est-à-dire, à Nancy, l'héritage des Ducs, celui du XVIII<sup>e</sup> siècle de Stanislas, celui de l'école de Nancy, celui enfin de l'industrie. Concilier la modernité et la tradition classique nous amène, à Nancy, à concilier des logiques contradictoires. »

A coup sûr, ce Nancien de soixante-deux ans, a le senti-

ment de se faire le porte-parole d'un bon nombre de ses compatriotes en exprimant ses doutes. « Le technopôle, n'est-ce pas simplement l'importation d'une mode américaine ? Et puis, toujours, le problème de l'intégration : « Pour ceux qui y vivent, Nancy s'arrête à la Meurthe, à Beaurgard, au Haut-du-Libre... Brabois n'est pas vraiment intégré à ce cœur de la cité. » Pour autant, Roland Clément n'a aucune intention de partir en guerre. Il entend en revanche qu'on n'y sacrifie rien de son « génie du lieu ». « Les biotechnologies, la centre internationale de l'eau... c'est très bien. Mais il faut qu'il y ait des gens capables de maintenir à travers tout cela la continuité de la ville. Parce que, si les universitaires, via Brabois, trouvaient leurs sources profondes au profit de la seule utilité, alors nous y construirions tout sauf une civilisation. » Parole de « vieux Nancien ».

B. M.

**Ce soir, dînez en mer !**  
Poissons, plateaux d'huîtres et de fruits de mer.

**EXCELSIOR**  
Un authentique chef-d'œuvre de l'Ecole de Nancy classé monument historique. Décor Art Nouveau.

50, rue Henri Poincaré - Nancy  
Réservation : 83.35.24.57  
Restaurant ouvert tous les jours jusqu'à 0 h 30 du matin

**HO**  
TRADITION

## Une usine à traiter l'information

Le CNRS a regroupé à Nancy sa documentation scientifique

**D**EPUIS le 15 novembre dernier, une usine tournée à plein régime sur le plateau de Brabois. Destinée par Jean Nouvel, l'architecte qui crée (entre autres) l'Institut du monde arabe à Paris, ses lignes et ses matériaux, aluminium et béton, tranchent sur les bâtiments environnants.

Sa maîtrise première aussi puisqu'il s'agit de... l'information. L'INIST (Institut de l'information scientifique et technique), dépendant du CNRS, a pour mission de collecter, traiter et diffuser les résultats de la recherche française et internationale. Il gère, pour en démultiplier l'accès, 20 000 titres de périodiques scientifiques par an ; revues spécialisées françaises ou étrangères, compte rendu des congrès du monde entier, thèses et rapports de recherches français.

A la différence des industries traditionnelles, celles qui, par exemple en Lorraine, transforment le charbon en acier, la matière change ici de forme sans perdre pour autant son état d'origine. Un grand bâtiment de stockage, abrite, soigneusement classés, l'ensemble des ouvrages sur les sciences, les technologies ou la médecine, reçus à l'Institut, après qu'ils ont été traités, c'est-à-dire indexés pour figurer dans la base de données Pascal.

Le tiers du personnel de l'INIST, qui emploie en tout 440 personnes, travaillent à cette tâche : 80 d'entre elles sont toujours basées à Paris, à la Maison des sciences de la recherche, réalisent la banque de données Francis, spécialisée dans les sciences humaines. Un système d'indexation assisté par ordinateur est en cours d'étude.

La bibliothèque de l'INIST, ses

banques de données documentaires qui engagent 500 000 références par an, constituent une mine d'information pour les chercheurs du monde entier. Ceux-ci peuvent obtenir la liste des références bibliographiques relatives à n'importe quel sujet en se connectant de tout point du globe aux ordinateurs des sociétés qui hébergent Pascal ou Francis. Il est aussi possible de s'y connecter à partir d'un minitel, en composant le 36-29-36-01 ou en se procurant les bulletins édités à l'INIST, ou le CD-Rom, disque compact numérique qui stocke une année de références de Pascal. Après avoir sélectionné les documents les plus pertinents, ils peuvent ensuite en demander la photocopie ou une traduction.

## Installation pilote

L'INIST traite actuellement 450 000 demandes de documents par an. Transmises par minitel, téléphone ou simple courrier, ces demandes sont ensuite traitées manuellement. Dans un avenir, les 2 000 périodiques (sur lesquels se concentrent 80 % des demandes), seront numérisés et enregistrés sur des disques optiques numériques. Un automate ressemblant à un juke-box ira chercher le disque contenant le document recherché et pourra en commander l'impression sur imprimante laser ou l'écran directement vers l'ordinateur via le réseau Numérus. Une installation pilote sera terminée fin avril. Les clients de l'INIST devraient alors pouvoir recevoir en quarante-huit heures les documents recherchés. Ce système, dont l'investissement

initial est de 10 millions de francs (auxquels s'ajoutent 6 millions de francs par an pour la numérisation des documents), serait une première mondiale.

L'INIST commercialise aussi son savoir-faire et effectue des missions de conseil et de formation en sciences de l'information. Il intervient également à la demande pour mettre en place des centres de documentation. Pour commercialiser ces prestations, il a créé l'INIST Diffusion, Société de droit privé, filiale du CNRS. Son objectif est de mieux faire connaître les services de l'Institut auprès du CNRS, et d'autres types de clients peu servis jusqu'à présent, les PME en particulier. Actuellement, 5 % seulement des demandes émanent de chercheurs ou d'ingénieurs du CNRS ; plus de la moitié proviennent de grands groupes industriels et 25 % de l'étranger.

Parmi les projets de l'Institut un des plus prometteurs est le couplage avec le centre d'informations scientifiques de Karlsruhe en RFA très demandeur d'un tel mariage qui, s'il se réalisait, permettrait de disposer dans cette région d'un instrument d'information et de documentation véritablement unique en Europe.

## 25 « Parisiens »

La décision de transférer ce qui s'appelait alors le Centre de documentation scientifique et technique (CDST) du CNRS de Paris à Nancy fut prise par Laurent Fabius en 1984. Décentralisation oblige. Mais le déplacement de cet organisme quinquagénaire ne fut pas du goût de tous, et ce n'est qu'en mars 1988 que le décret de création de l'INIST fut officiellement

publié. Sur les 400 personnes qui travaillaient au CDST, 25 seulement acceptèrent d'être mutées à Nancy.

Pour déménager, les 70 000 caisses de papier, les responsables de l'INIST ont travaillé pendant un an pour mettre au point une organisation qui s'est avérée être d'une efficacité redoutable. Pour M<sup>me</sup> Nathalie Dusoulier, directrice de l'INIST, qui, avec sa compétence, son dynamisme et sa ténacité souriante fut la véritable cheville ouvrière de toute l'opération, il était impératif que le service de l'INIST puisse fonctionner sans interruption pendant le déménagement. Il fallait donc que les documents soient transférés au plus vite pour pouvoir répondre aux demandes de la clientèle. Tous les soirs pendant quelques semaines, trois semi-remorques étaient remplis à Paris pour être déchargés à Nancy au petit matin. Les documents, déjà dans le bon ordre, étaient pris en main par le personnel du centre pour être classés sur les étagères déjà étiquetées. Les camions, vidés le soir même, pouvaient repartir vers Paris pour une nouvelle rotation. Un exemple que les responsables de la future Bibliothèque de France seraient déjà en train de méditer.

ANNIE KAHN

INIST : 2, allée du Parc de Brabois, 54514 Vandœuvre-lès-Nancy. Cedex ; tel : 83-50-46-00.

صبرنا من الامل



Ecole de Nancy, 1908. Vitrail du peintre-verrier Jacques Gruber.

## Quand on n'arrive pas à choisir entre l'art et l'industrie on va à Nancy

L'agglomération nancéienne, c'est une longue tradition de créativité appliquée. Tout l'Art Nouveau et le mouvement de l'Ecole de Nancy en sont issus. Des artistes, des architectes, des artisans, des techniciens qui ont réussi dans les domaines de l'architecture, des arts décoratifs, du mobilier, ce fameux "mariage de l'art et de l'industrie" après lequel court notre époque.

Près d'un siècle avant la Silicon Valley, Nancy inventait le maillage des compétences et le transfert de technologie. Une légitimité qui lui vaut aujourd'hui de prétendre à un positionnement fort et durable sur

la carte des métropoles européennes. Recherche, universités, nouvelles technologies, lieux d'activités... l'agglomération joue la carte de l'innovation et du croisement des compétences. Un véritable espace de créativité où peuvent s'exprimer tous les talents. En adaptant son patrimoine aux nouveaux styles de vie, en créant des sites performants, en privilégiant l'urbanisme et la diversité des services, Nancy continue à faire école.

Une stratégie globale et maîtrisée de développement impulsée par André Rossinot, Député-Maire et

Président du District Urbain, dans le cadre d'un projet d'agglomération. Situés au cœur de l'Europe industrielle, dans un environnement de qualité, Nancy et son agglomération n'ont toujours pas envie de choisir.

Art et industrie, finance et hautes technologies, culture et qualité de vie, c'est toute l'histoire d'une ville à forte personnalité.

**NANCY**  
AGGLOMÉRATION

VIVA

### la culture

Union de...  
L'agglomération nancéienne, c'est une longue tradition de créativité appliquée. Tout l'Art Nouveau et le mouvement de l'Ecole de Nancy en sont issus. Des artistes, des architectes, des artisans, des techniciens qui ont réussi dans les domaines de l'architecture, des arts décoratifs, du mobilier, ce fameux "mariage de l'art et de l'industrie" après lequel court notre époque.

### Information

Information...  
L'agglomération nancéienne, c'est une longue tradition de créativité appliquée. Tout l'Art Nouveau et le mouvement de l'Ecole de Nancy en sont issus. Des artistes, des architectes, des artisans, des techniciens qui ont réussi dans les domaines de l'architecture, des arts décoratifs, du mobilier, ce fameux "mariage de l'art et de l'industrie" après lequel court notre époque.

## NANCY TECHNOPOLE

## Du technopôle à la technopole

Les responsables de l'agglomération misent sur le succès de Brabois



Source : Atlas de l'agglomération de Nancy.

**«A**UJOURD'HUI, le technopôle génère l'activité. Lancé par Jacky Chef, directeur de l'association Promotech, ce constat justifie à lui seul la convergence des huit groupes de travail constitués par le district urbain de Nancy pour la préparation d'un « projet d'agglomération ». Tous, à un stade ou à un autre de leur réflexion, ont noté la nécessité impérieuse de prendre en compte le développement du technopôle de Brabois dans la définition des perspectives du bassin de Nancy.

Le « projet d'agglomération », ce pourrait être le grand œuvre du député et maire UDF de Nancy, André Rossini, qui l'a mis en chantier en mai 1989, un mois après son élection à la tête du district. Objectifs : établir un diagnostic de l'agglomération, dans sa plus large acception, avant d'établir une stratégie globale de développement. Ambitions : placer Nancy dans le réseau des villes européennes, dynamiser le développement économique, et créer une véritable « solidarité d'agglomération ». Et sans doute aussi, se préparer à une probable refonte nationale des collectivités locales, notamment en s'armant face au poids des régions.

En janvier dernier, les premiers « rapports d'étape » des commissions du projet d'agglomération sont arrivés sur le bureau du

maire. « L'esprit technopôle s'est largement répandu sur l'ensemble de l'agglomération, y lit-on, et il faut aujourd'hui considérer que c'est une démarche technopolitaine qui doit s'appliquer à l'ensemble du territoire. » « Aujourd'hui, le développement n'est plus endogène, mais exogène », explique Gérard Rongéot, directeur de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération de Nancy (AUAN).

En d'autres termes, dix ans après sa fondation, le technopôle de Nancy-Brabois doit se préparer à laisser la place à une technopole, en pratiquant l'essaimage à tout va. Brabois aborde les années 90 dans un relatif état d'isolement géographique, par rapport au cœur de l'agglomération, et économiquement, du fait de sa spécificité même.

## Développer les communications

« Il ne convient pas de laisser Brabois aspirer les activités qui pourraient s'implanter sur d'autres sites de l'agglomération », ajoute Gérard Rongéot. Au-delà, les rapporteurs du district urbain estiment venu le moment où le technopôle doit provoquer dans l'agglomération « des retombées en termes d'implantations d'entreprises ou de développements technologiques ». A défaut, on verrait le technopôle s'essouffir et passer à côté de ses objectifs.

Première réponse suggérée par le projet d'agglomération : désenclaver le site. Un important programme de voirie a été proposé, qui comporte en premier lieu la création d'une liaison directe entre le technopôle et l'important campus de la faculté des sciences.

Le désenclavement de Brabois passe aussi par l'amélioration de son réseau de télécommunications. Dès la mi-mars, France-Télécom mettra en service sur le plateau le réseau numérique RNIS, préfiguration d'un projet bien plus important de liaisons par fibres optiques, connecté sur l'extérieur. Rien ne s'opposera plus alors à la relation des entreprises entre elles, qu'elles se situent ou non dans les limites de l'espace technopôle.

Rester à intégrer Brabois à l'agglomération. Concrètement, « il faut que les Nancéiens identifient le parc technologique autrement que comme une poignée à fic », affirme Gérard Rongéot. Ce qui passe d'abord par l'« affichage ». A l'étude depuis deux ans, un plan de jalonnement de toute l'agglomération devrait permettre la diffusion d'une image plus nette, tout comme le traitement esthétique des voies d'accès et des abords du site. « Un site pauvre n'attire que des activités pauvres », tranche le directeur de l'AUAN.

L'enrichissement du site, c'est aussi son équipement physique et intellectuel. C'est pourquoi s'im-

pose de plus en plus l'idée de polaire l'animation autour du château de Brabois. Un golf de six ou neuf trous, un restaurant, un hôtel, des salles de réunion seraient autant d'éléments propres à « transformer Brabois tout entier en point de rencontre », explique Gérard Rongéot.

Tout ce plan ne vise en effet qu'un objectif : créer à Nancy le « réflexe-technopôle ». « Nous passons d'une zone de 50 hectares à un complexe de 500 hectares », affirme le directeur de l'AUAN. Le technopôle de 1980 devient ainsi le centre d'un immense complexe urbain qui annexe des établissements proches, tels que l'Institut national d'information scientifique et technique (INIST), tels que les unités de recherche de l'INSERM enfermées dans l'enceinte du centre hospitalier universitaire, tels que le centre de recherche que constitue le centre de médecine préventive de Vandœuvre. Mais ce faisant, il doit aussi servir de moteur à l'aménagement d'autres sites plus ou moins technologiques dans toute l'agglomération : à Lœudres, qui s'est lancée son « boulevard des technologies », à Maxéville, où l'implantation d'une usine Thomson n'a guère eu d'effet démultiplier, à Nancy même, qui cherche de nouvelles vocations pour son ancien secteur d'entrepôts.

BERNARD MAILLARD

Il est des endroits où l'on peut rencontrer instantanément les plus grands scientifiques de la planète



Oui, chaque jour, chaque heure à Nancy, au cœur de l'Europe, vous pouvez entrer en contact avec les plus grands scientifiques de la planète. Pour vous, l'INIST collecte, traite et diffuse les résultats de la recherche scientifique et technique du monde entier. Nouvellement implanté dans un bâtiment avant-gardiste et ultra fonctionnel, l'Institut utilise les technologies les plus avancées pour élaborer des produits de communication de haute performance. Ses 450 spécialistes traitent les connaissances de tous les domaines de la science dans un seul objectif : vous rendre le savoir immédiatement accessible.

Aujourd'hui, avec plus de 10 millions de références informatisées et 34 kilomètres de revues scientifiques, l'INIST est la première source d'information européenne au service de tous les utilisateurs de la recherche. Pour tout renseignement sur nos produits, un contact : INIST DIFFUSION - 2, allée du Parc de Brabois - 54514 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex.

**INIST**  
INSTITUT DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## Nouvelle piste, nouveaux rails

Il n'aura pas fallu moins d'un quart de siècle aux Lorrains pour décider de se doter d'un véritable aéroport régional, symboliquement et diplomatiquement baptisé « Metz-Nancy », dans le respect de l'ordre alphabétique. L'idée avait été lancée en... 1963 par la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Meurthe-et-Moselle et par la ville de Nancy, pour pallier les insuffisances des aéroports locaux de Metz-Frescaty, Nancy-Essey et Mirecourt, dans les Vosges.

La querelle portait essentiellement sur le site et le financement. Depuis septembre dernier, le chantier est ouvert sur la commune de Pagny-lès-Goin, en Moselle, près de Louvigny, à égale distance de Metz et de Nancy, et l'inauguration prévue pour 1991.

Quant à l'investissement de près de 380 millions de francs, il est assuré conjointement par le conseil régional, l'Etat, le FEDER (fonds européen de développement des régions), le département de Meurthe-et-Moselle, la ville et le district de Nancy.

La pose de la première pierre, le 8 septembre dernier, a provoqué un véritable soulèvement, non seulement chez les hommes politiques, mais aussi dans le monde économique.

La desserte aérienne de la Lorraine est ressentie comme une véritable nécessité pour l'accueil des entreprises. Encore faudrait-il concrétiser la réalisation d'un

bâtiment réservé au fret, qui ne figure dans le dossier qu'à titre d'« option ».

Tout aussi importante était pour la région la construction d'une ligne TGV connectée aux réseaux français et européens. Le principe en est désormais acquis, grâce à l'accord qui s'est dessiné sur le tracé et le financement de la ligne Paris-Strasbourg.

Comme pour l'aéroport, les décisions ont été précédées de longues tergiversations non dépourvues de sous-entendus politiques largement dirigés contre le président du conseil régional, M. Jean-Marie Rausch, maire de Metz et membre du gouvernement, auquel ses anciens amis ne pardonnent guère d'avoir rejoint la majorité présidentielle.

Les propositions de Philippe Essig, ancien président de la SNCF, ont été finalement retenues : la TGV franchira la Moselle entre Nancy et Metz, les deux villes étant raccordées au réseau par des voies nouvelles qui en desserviront directement les centres. La Lorraine apportera un milliard de francs, dont 800 millions à la charge du conseil régional et 200 millions répartis entre les quatre départements de la région.

B.M.

## Le travail sans accident

L'INRS cherche à comprendre et à réduire les accidents du travail

DANS une pièce, des rats et des souris déambulent dans 28 « chambres à gaz ». Dans une autre, une chambre sourde (c'est-à-dire isolée de tous les bruits et vibrations extérieurs), des instruments de mesure traitent les sons émis par une machine et analysent la façon dont ils se propagent. Dans une troisième, un opérateur travaille face à un écran cathodique d'ordinateur : ses performances, son électrocardiogramme, son électroencéphalogramme sont enregistrés en fonction de l'éclairage de l'écran, du niveau de bruit extérieur, etc. Toutes ces expériences visent un même objectif : essayer de mieux comprendre et donc de réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles. Avec bien d'autres appareils, de toutes sortes, ils sont la propriété de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS), dont le centre de recherche et de formation est, depuis 1968, situé à Nancy, sur le plateau de Vandœuvre.

L'INRS est, en fait, un centre de recherche et de documentation de la Sécurité sociale. Il est placé sous une triple tutelle : le ministère du budget, la direction de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales et la caisse nationale d'assurance maladie qui lui alloue son budget (250 millions de francs environ cette année). Il est prélevé sur les cotisations versées chaque année, à la caisse, par les entreprises au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles. Régi par un statut

d'association, son conseil d'administration est paritaire et comprend 9 représentants du CNPF et 9 représentants de syndicats de salariés. Ses effectifs (600 personnes) se répartissent entre Paris (180 personnes) et Nancy.

Les travaux, s'ils visent tous un même objectif, sont toutefois pluridisciplinaires. Biologistes, physiologistes, mathématiciens, psychologues s'y côtoient pour analyser la toxicité des produits industriels, réduire les pollutions chimiques ou sonores, améliorer la sécurité des outillages et leur confort d'utilisation. C'est à l'INRS que fut conçu un dispositif « anti-vibratil » pour rendre les marteaux piqueurs plus silencieux. L'Institut a aussi développé un logiciel d'analyse d'images obtenues par tomographie laser pour modéliser l'écoulement des gaz polluants ; il a permis d'optimiser des systèmes de ventilation de cabines de peintures dans des garages automobiles.

L'INRS exerce en outre une activité de conseil et d'assistance auprès du ministère du travail : il contrôle les nouveaux produits chimiques et délivre les visas d'examen techniques pour les machines jugées « dangereuses » vendues en France. Il participe aux commissions de normalisation des réglementations dans le domaine de la sécurité. Il vient de créer non loin de Nancy, à Neuves-Maisons, un centre de formation pour les agents des caisses régionales d'assurance-maladie et les médecins du travail.

A.K.

صلى الله عليه وسلم

هكذا من الأهل

# Nancy Agglomération un territoire privilégié pour l'esprit d'entreprise

*"Nous avons construit notre développement international à partir de la Lorraine, de Pont-à-Mousson et de l'agglomération nancéienne. Nous y sommes donc en accord avec une longue tradition 'productive'. Nous apprécions les efforts de formation, la qualité des échanges permanents avec la vie économique et culturelle de l'agglomération."*

**Pierre Blayau** - Directeur Général de Pont-à-Mousson S.A.

*"Une position centrale sur le Grand Est, l'ouverture directe sur des activités internationales, une infrastructure financière dynamique, une administration locale qui joue le jeu et de forts tempéraments d'entrepreneurs..."*

*"Autant d'atouts pour inciter les entreprises à se développer sur Nancy — et pour fidéliser depuis 1935 les cabinets de Conseil que nous sommes."*

**Emile Blin** - Directeur associé de KPMG Fiduciaire de France

*"A travers l'Ecole de Nancy et le mouvement Art Nouveau, Daum s'inscrit pleinement dans l'histoire de l'Agglomération Nancéienne. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Daum qui a su renouveler techniques et esthétiques est un nom synonyme de créativité."*

*"Les liens culturels sont aujourd'hui toujours aussi vifs et Nancy, lieu de création scientifique et artistique, reste le point de départ privilégié et indispensable de notre rayonnement international."*

**CFC Daum**

*"Une activité financière telle que la nôtre — première banque régionale française et dont le siège est à Nancy — ne peut que se saisir de la position de l'agglomération à portée d'autoroute des capitales européennes que sont Bruxelles et Luxembourg."*

*"Il faut ajouter le fait que Nancy est une place boursière, donc financière. Ce qui facilite l'ingénierie financière sous tous ses aspects, mais aussi la formation et le recrutement des hommes."*

**Bernard Yvoncourt** - Président-Directeur Général de la SNWB

*"Les biotechnologies ont un besoin essentiel et, je dirais, 'vital' de recherche. D'où notre position à Nancy, à laquelle s'ajoute pour nous une situation au cœur de la première région française de production laitière."*

*"Si nous sommes présents sur les marchés internationaux (tels que le Japon), c'est grâce à des innovations mises au point en liaison avec les laboratoires scientifiques locaux (Bifidus Actif)."*

**Jean-Luc Rémy** - Directeur Général de Saint-Hubert

*"Depuis 1870, nous vivons en étroite collaboration avec l'agglomération nancéienne."*

*"Notre activité de tuyauterie-chaudronnerie étant orientée vers des activités industrielles internationales hautement technologiques (nucléaire, agro-alimentaire...), nous apprécions particulièrement la présence à proximité d'un pôle de recherche très performant."*

**Philippe Lenoir** - Président-Directeur Général de Nordou

L'«homo economicus» pratique peu l'épanchement. Il aime la rigueur des chiffres et des arguments. C'est pourquoi, lorsqu'il parle de l'agglomération de Nancy (18 communes - 300 000 habitants), il cite volontiers l'intérêt d'un véritable projet d'agglomération qui organise et répertorie les lieux d'activités : sites à vocation technologique comme Brabois ou Maxéville - Saint-Jacques ; concepts de surfaces multiples avec entreprises, environnement et habitat (Stanislas - Meurthe) ou zones industrielles comme Essey - Pulnoy ou Ludres - Fléville.

Il évalue mentalement le nombre de kilomètres qui le relient grâce aux autoroutes, l'aéroport et T.G.V. en cours de réalisation, au réseau des métropoles européennes (Bruxelles, Luxembourg, Düsseldorf...) qui l'entourent. Se rendra au cœur du monde des chiffres

avec la bourse interrégionale et les métiers européens de la finance. Associera chiffres et matière grise, comme le fit l'Art Nouveau (Daum, Majorelle, Prouvé...), pour quantifier en termes de recherche et développement, ou de transferts de technologie, les 40 000 étudiants, les 3 500 chercheurs, les 400 laboratoires et l'un des plus grands centres d'information scientifique européens (INIST). Il aimera les chiffres qui en disent long lorsqu'il évoquera le nombre de représentations de l'Opéra-Théâtre ou la quantité d'espaces de loisirs qu'offre l'agglomération.

Car il sait que, sur ces chiffres, entreprises et agglomération bâtissent ensemble leur développement. Une histoire d'amour un peu arithmétique, mais en économie, contrairement au dicton, quand on aime, on compte.

**NANCY**  
AGGLOMÉRATION

## NANCY TECHNOPOLE

## Gestionnaires entre eux

Dans l'ancienne Manu un véritable « pôle de gestion »

LES ouvriers l'ont désertée depuis longtemps. Ultimes vestiges du passé industriel de la Manufacture des tabacs de Nancy, une immense cheminée de briques noircies défie le ciel, et des rails à moitié recouverts de boue se perdent dans le chantier de rénovation de la « Manu ». En quête d'une nouvelle jeunesse, ces lieux centenaires se tournent aujourd'hui résolument vers l'avenir en se préparant à accueillir le futur « pôle de gestion » de Lorraine.

A partir de la rentrée 1990, près d'un millier d'étudiants dépendant de Nancy-II occuperont progressivement les 9 000 m<sup>2</sup> aménagés dans l'aile nord de l'ancienne usine. Cette concentration estudiantine, qui portera le pôle lorrain au rang européen, regroupera notamment, outre l'Institut commercial de Nancy (ICN), un Institut d'administration des entreprises, des maîtres de sciences de gestion (MSG) et d'informatique appliquée à la gestion (MIAGE), un DEA de sciences de gestion pour relancer la recherche, et un centre de documentation de gestion de haut niveau.

Principale nouveauté du « pôle de gestion », ce centre de documentation devrait apporter aux entreprises une information concrète directement exploitable en matière, par exemple, d'innovations comptables ou de programmes communautaires. Belle performance pour la Lorraine qui a réussi à transcender, non sans mal, la concurrence Nancy-Metz pour réaliser ce projet d'un montant total de 60 millions de francs, financés à 85 % par les collectivités locales et la chambre de commerce.

Autre joli coup dû à l'initiative de Gérard Druvès, président de l'université de Nancy-II : l'inscription du pôle de gestion de Lorraine dans le cadre d'une des missions pilotes du plan européen ERASMUS - the European Credit Transfer System (ECTS), - projet destiné à faire écarter les cloisonnements de l'enseignement supérieur au sein de la Communauté. Ainsi les étudiants du pôle seront libres d'aller poursuivre leurs études dans la quinzaine de filières de gestion retenues à travers la CEE et, inversement, le pôle accueillera plus en plus de jeunes étudiants européens.

Ce déménagement sera parallèlement l'occasion, pour chaque filière, de se refaire une beauté. Ainsi M. Jacques Thévenot, directeur de l'ICN, qui en était à louer des salles dans les banques et les hôtels pour loger ses étudiants, a plusieurs projets de développement dans ses cartons. Il s'agit, par exemple, de créer une nouvelle filière de formation (en trois ans) de commerciaux qui seront

recrutés au niveau du BAC « sur leurs trépas plutôt que sur leur savoir ». Autre projet en direction des commerciaux diplômés de DUT ou de BTS : offrir à ces jeunes embauchés une formation supplémentaire d'un an, à raison d'une semaine de cours par mois.

M. Thévenot envisage, de surcroît, de renforcer les liens de l'ICN avec le monde de l'entreprise. Déjà, un accord de partenariat signé avec la SNCF permettait à une quinzaine de salariés candidats à la promotion interne de suivre cinq mois de cours théoriques à l'école de Nancy avant d'effectuer un stage dans une entreprise extérieure et un séminaire de fin d'études à l'étranger en compagnie d'étudiants de troisième année. Des contacts sont pris pour élargir cette expérience à d'autres entreprises.

Fidèle à sa vocation internationale, l'ICN entend aussi renforcer ses liens avec d'autres écoles outre-mer ou internationales. Ainsi la signature d'une convention avec l'école de commerce de Fort-de-France tournée vers le marché des Caraïbes va-t-elle permettre l'envoi, au printemps, d'une mission-export au Venezuela. Les élèves de l'ICN qui y participeront pourront ainsi débiter de nouveaux marchés pour les entreprises lorraines.

Cette connivence entre l'école et l'industrie, on la retrouve encore plus nettement dans le nouvel Institut européen des entrepreneurs de Lorraine, animé, tambour battant, par M<sup>me</sup> Hélène Herzog et M. Georges Clément, directeur général d'IBM. En marge du pôle de gestion - il est installé sur le technopôle de Nancy-Brabois, - cet institut se propose de former des managers de choc confrontés, tout au long de leur année d'étude, aux réalités du terrain. Depuis le début de l'année, les neuf premiers étudiants de l'institut ont déjà participé à la création de trois entreprises, en ont redressé trois autres sous l'égide du tribunal de commerce de Nancy et ont monté trois dossiers de reprise de société. A la suite de leur stage en entreprise, les attendent des séminaires de vente, communication, négociation et de conseil en développement des entreprises.

L'initiation de ces neuf « privilégiés », sélectionnés sur leur punch, avait, de surcroît, débité par un sout en parachute, histoire de les prémunir définitivement contre le vertige de cette aventure. Avatar régional de l'institut européen des entrepreneurs fondé il y a dix ans par HEC, cet institut devrait être à terme entièrement financé sur fonds privés et accueillir jusqu'à quarante élèves par promotion.

V. D.

## Pour en finir avec les querelles lorraines

Chèreque, Rausch, Rossinot, trois parrains sur le même projet

**G**RAND frère passe encore : mais tuteur, pas d'accord. C'est en ces termes tranchées que se rebiffent - ou que marquent les limites - les socialistes du sud de la Meurthe et Moselle, le député, l'ancien ministre Michel Dinet en tête, lorsqu'on évoque devant eux les velléités « impérialistes » du maire UDF de Nancy André Rossinot.

L'échiquier politique se présente en effet à la fois sous un jour limpide, mais aussi selon un équilibre subtil. L'ancien ministre radical de Jacques Chirac réagit sans contestation aucune sur la ville, « et tous les observateurs apprécient déjà sa durée puisqu'il est très rare dans la cité du bienfaiteur Stanislas, roi de Pologne, mais non moins duc de Lorraine au XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'un maire accomplisse deux mandats consécutifs. Le district ? Il le domine aussi. Le comité d'expansion, bras séculier économique du conseil général ? C'est son premier adjoint. Claude Gaillard, ingénieur, député (UDF), qui même s'il se dit « anticonformiste en politique » le préside avec un enthousiasme d'ailleurs communicatif.

Mais devant André Rossinot, du côté de Lunéville et de Toul, se dressent trois députés socialistes. Sans oublier une autre figure connue, appréciée à droite comme à gauche, et qui compte bien en 1993 conduire la liste socialiste aux élections régionales : le ministre de l'aménagement du territoire, conseiller général de Pompey, ancien ouvrier d'usine du cru de Jacques Chèreque. Bref, dans sa citadelle pour laquelle il nourrit des ambitions endiablées, culturelles et économiques, André Rossinot, s'il ne va pas jusqu'à parler de situation d'assise, se tient prêt à contrer toute manœuvre trop pressée d'expansion qui viendrait à entamer l'hégémonie (le mot est de Jacques Chèreque) du maire de Nancy.

Contre le technopôle de Brabois, aujourd'hui personne dans la classe politique ne songe à décocher des flèches. C'est un vrai pôle d'excellence et de concentration des talents », lance sans ambages Jacques Chèreque. « Une implantation prestigieuse comme le pape Jean-Paul II l'a fait à la proximité du technopôle, mais c'est un élément qualitatif qui a joué », Michel Dinet va plus loin : « La technopole est une bonne chose dans sa conception, son esprit, la variété des activités, la qualité du site et de l'architecture. Et c'est le maire d'une petite commune rurale de cinq cents habitants qui pourrait pourtant éprouver de la jalousie vis-à-vis de la grande ville qui vous le dit. On ne peut pas demander tout à Brabois. Ne rêvons pas : les entreprises qui y sont installées ne peuvent, à elles seules, irriguer tout le département ainsi que les Vosges et la Meuse ».

Mais comment dans une deuxième étape qui s'ouvre d'ici à l'an 2000, parvenir à démultiplier par des réseaux en tâche d'huile le dynamisme de Brabois sur tout l'arrière pays de Nancy ? Com-

ment ne pas tomber dans le travers d'un égocisme qui réserverait Brabois à la seule grande ville de Nancy ? Ces questions, tous les responsables se les posent. « Il faut élargir l'esprit de Brabois sur d'autres sites de l'agglomération », répond André Rossinot en dépliant une grande carte du district. Outre Brabois, nous prévoyons de développer deux autres pôles forts : les rives de la Meurthe connues comme l'ancien quartier de la Soupe maigre, et celui de Saint-Jacques. Brabois doit à l'avenir être plus une philosophie et un modèle de développement qu'un site à proprement parler ».

Jacques Chèreque, pour sa part, toujours haaté par l'idée de reconquête économique, voit mal aujourd'hui se dessiner « à partir de Brabois les tendances qui donneront naissance dans les dix ans qui viennent à des filières industrielles opérationnelles. Je voudrais qu'André Rossinot affiche plus nettement sa volonté politique de se servir, au delà du territoire contrôlé par ses amis politiques, de ce splendide outil qu'est Brabois ».

« Ce grand débat politique, stratégique n'a toujours pas eu lieu », regrette Michel Dinet. « Comment faire pour que ce laboratoire fertile soit le pôle d'excellence du plus grand nombre ? Et pour que dans une complémentarité entre la ville et la campagne à réinventer, il soit de nature à mobiliser le monde rural qui vit dans son orbite ? »

Evoquer le deuxième âge du technopôle conduit nécessairement à s'interroger sur la stratégie urbaine de Nancy dans l'ensemble de la Lorraine. Même s'il est par son budget le plus important de France, le district correspond-il à la forme administrative la plus judicieuse, adaptée aux ambitions du Nancy de demain ? André Rossinot veut raisonner en termes de « bassin de vie » qui regroupe les trois cent cinquante mille habitants de l'agglomération. Il avance le concept de « sillon lorrain »,

regrette que les ouvertures de toutes sortes, notamment routières à partir de Nancy vers le sud, c'est-à-dire en direction de Besançon, Bâle et Belfort « soient si médiocres ». Mais, prudent, il prévient : « Avant de songer à créer une nouvelle structure administrative plus étendue, pensons à un projet urbain pour mieux vivre ensemble. J'opère un peu comme Michel Rocard vis-à-vis de l'île de France. Dans un an, l'agence d'urbanisme pourra proposer un livre blanc sur le triangle Toul, Lunéville, Pont-à-Mousson, dont le centre est Nancy ».

Dans cette optique, les Nancéiens pourraient utilement s'inspirer de la politique de Montpellier, où là aussi, un technopôle maintenant prestigieux cherche à irradier alentour. La ville de Georges Frêche vient en effet de signer avec Millau un accord de coopération.

## « Chèreque doit trancher »

Elles sont sur toutes les lèvres la querelle historique et la tout autant complémentarité logique entre Metz et Nancy. Tout le monde a son idée pour assagir le couple terrible des deux villes.

« Nancy doit être une ville qui ose et qui lance des expérimentations », martèle Claude Gaillard. « Pragmatiquement, sujet par sujet, cherchons à décaler des points d'accord avec Metz, sur la culture, puis l'université, ou la promotion à l'étranger. » André Rossinot aime bien le concept de communauté métropolitaine lorsqu'il songe à l'entité Metz-Nancy. « Il faut absolument profiter des futurs aménagements de l'aéroport et du TGV pour établir un plan de la Lorraine centrale. Faisons nous aussi tomber notre mur de Berlin entre les deux villes ! ». Le maire de Nancy lance un appel à Jacques Chèreque : « C'est à lui de réunir autour d'une même table tous les partenaires intéressés des collectivités locales. Pour ma part, j'y suis prêt. Le problème vient de Jean-Marie Rausch,

le maire de Metz qui fait la sourde oreille. » On ignore à ce jour si Jacques Chèreque est disposé ou en mesure de jouer ce rôle de « justicier ».

Jean-Marie Rausch, qui cumule - cas de figure unique - les fonctions de maire de la capitale régionale, président du conseil régional et ministre, a délibérément choisi une stratégie internationale dont Nancy n'est qu'un pion. Ces orientations sont d'ailleurs inscrites en toutes lettres dans le plan de la Lorraine 1989-1993 approuvé par le conseil régional à la fin de 1988. « Pour tenir une place reconnue en Europe, nous Dominique Schmitt, directeur général des services du conseil régional, il faut une région d'au moins 5 millions d'habitants (la Lorraine n'en compte que 2,4) et une métropole de un million de personnes. D'où l'idée de mettre en place une province d'Europe composée de cinq régions pour souder la Lorraine à l'axe vital européen Londres-Francfort-Milan ».

Du coup, le couple Metz-Nancy apparaît trop étiré et Jean-Marie Rausch raisonne déjà en termes de « métropole quadripartite » autour de Luxembourg, Sarrebruck, Metz et Nancy. Réseau d'autoroutes, métro interurbain rapide, aéroport international, TGV, villes connectées en fibre optique, voilà les ingrédients d'une vraie ville européenne en train de naître. Avec à la clé un schéma de technopôles qui devraient être complémentaires et non concurrents : Nancy-Brabois, le pôle européen de Longwy, le cheval de la Lorraine, la Belgique et le Luxembourg, Metz 2000 (spécialisé sur les métiers de la communication) et Sarrebruck, avec qui Metz a signé un accord pour vivre le mieux possible ensemble l'Europe technologique du XXI<sup>e</sup> siècle.

FRANÇOIS GROSCHARD

De METZ à EPINAL

Radio France

**NANCY**

LA PREMIÈRE RADIO  
RÉGIONALE D'INFORMATIONS  
EN LORRAINE

DIK-NEUF RENDEZ-VOUS QUOTIDIENS.  
Les grands événements sportifs en direct

- **METZ**  
3, place Saint-Martin 57000 METZ Tél. 87.36.31.00
- **NANCY**  
14, route de Mirecourt 54042 NANCY CEDEX Tél. 83.57.54.54
- **ÉPINAL**  
2, rue de la Chipotte 88000 ÉPINAL Tél. 29.64.23.63

## La Bourse mise sur la proximité

Objectif : attirer les nouveaux entrepreneurs de la région

**P**RES de soixante dix ans après sa création, le 3 août 1921, la Bourse de Nancy vit une révolution qui pourrait si elle n'y prend pas garde l'amener à disparaître. En effet, tout comme les cinq autres bourses régionales (Lyon, Marseille, Lille, Nantes et Bordeaux), elle perdra dès le 1<sup>er</sup> janvier 1991, son monopole local de cotation sur lequel reposait jusqu'à présent sa légitimité. A elle et aux intervenants pour survivre d'y maintenir un certain attrait en utilisant l'un de leurs atouts : la proximité.

Dans moins d'un an, toutes les sociétés de Bourse opérant sur le territoire pourront négocier directement la soixantaine de titres cotés en Lorraine sans pour cela passer par l'un des quatre intermédiaires présents. Les transactions pour les valeurs cotées sur le marché officiel et le second marché ne s'effectueront alors plus à la criée dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie entre 12H30 et 14H30 heures. Elles se réaliseront à l'importe où, durant toute la journée, par le biais du système informatique CAC de cotation assistée en continu sur lequel se traitent déjà la plupart

des actions et obligations françaises.

Ce mouvement, décidé en mai 1989 entre dans le cadre de la loi de réforme des marchés financiers de janvier 1988 qui dans un premier temps a supprimé la notion d'agent de change et permis aux sociétés de Bourse d'ouvrir leur capital. C'est désormais chose faite à Nancy où depuis le mois de décembre les quatre sociétés sont toutes affiliées à des groupes financiers nationaux (1).

## Une nouvelle légitimité

Pais, aux premiers jours de cette année la notion de cotation en continu a fait son entrée dans la cité. Sept puis seize valeurs supplémentaires ont été intégrées dans ce système de négociation électronique. L'objectif est qu'à la fin du premier trimestre l'ensemble des titres, à l'exception de ceux négociés sur le hors cote, soient incorporés au CAC. Toutefois, l'instauration d'un tel système est loin de faire l'unanimité auprès des sociétés de bourses nancéiennes. Certains dirigeants, comme M. Daniel Blazat, de chez Tuffier, Ravier,

Py, reprochent à l'équipement d'être non seulement trop coûteux et peu adapté aux faibles échanges mais surtout d'agiter artificiellement avec peu de transactions les cours des entreprises.

« Notre défi est à présent de trouver une nouvelle légitimité basée sur une compétence de proximité et non plus sur celle du lieu de cotation », Ce sentiment exprimé par M. Hubert Vogelweil, secrétaire général de la Bourse interrégionale de l'Est, est partagé par l'ensemble de la place, d'autant que l'enracinement local de la clientèle privée et des sociétés est important. « Dans la plupart des successions, il n'est pas rare de trouver des portefeuilles de valeurs comprenant des actions de firmes régionales comme Gantois, Baccarat ou Clairefontaine », affirme le représentant de la Société des bourses françaises.

Pour cela les intermédiaires entendent utiliser à plein leur rôle de sociétés de bourses « spécialistes ». Cette connaissance régionale leur permet, par exemple, d'être l'un des interlocuteurs privilégiés des entreprises lors de montages d'opérations financières. Les autorités boursières ont entrepris, de leur côté, toute une série

de promotions par le biais de publications, d'expositions itinérantes et même par la création d'un club des sociétés cotées. Car la deuxième place régionale derrière Lyon par sa capitalisation boursière (20 milliards de francs) souffre d'un appauvrissement de sa cote, conséquence de la crise économique qu'a traversée la région et des OPA dues aux restructurations en cours.

Tout est donc fait pour attirer vers la Bourse les nouvelles PME nées sur les friches industrielles. « Nous sommes dans la situation de Lyon, voici cinq ans, juste avant l'explosion de son second marché », affirme M. Christian Mermet directeur général de la Société de Bourse Kempi. Mais à trop tarder, ce deuxième printemps de la Bourse de Nancy n'arrivera-t-il pas trop tard ?

DOMINIQUE GALLOIS

(1) Sur les quatre sociétés de Bourse, deux étaient déjà intégrées à des groupes nationaux (Schelcher et Tuffier, Ravier, Py). Durant l'été M. Roger Kempf a cédé la charge à la CGM, Caisse de gestion mobilière, filiale de Suez, Enfia, en décembre, M. Jacques Doubliez s'est approprié de la BUE, Banque de l'Union Européenne.

سكس في الامل

# Le casse-tête américain du Club Méditerranée

L'aventure outre-Atlantique de l'entreprise de loisirs a failli mal tourner. Les résultats se sont améliorés en 1989 mais le cours de l'action plafonne

DANS la salle à manger géante, une kyrielle d'enfants costumés et hilares arpentent les tables à la queue-leu-leu. Les parents, pour la plupart new-yorkais, extirpent leurs caméras de leur housse afin de capter leur progéniture en mouvement. Ce n'est pas une soirée de remise des prix mais un dîner au Club Méditerranée en Floride, le deuxième village américain de l'entreprise de loisirs. La clientèle, composée à 90 % de familles, n'ira pas ce soir en discothèque. « Les enfants d'abord », explique un des invités. Mais que sont devenus les bronzés d'antan ?

Au même instant, au quartier général de Club Med Inc. à New York, la filiale américaine du Club Méditerranée, l'atmosphère est au soulagement. Les résultats nets de 1989, 21 millions de dollars (incluant la zone asiatique) permettent de digérer l'amère pilule de l'année précédente, qui avait vu ceux-ci chuter de 50 %. Les investisseurs commerciaux affichent des progrès : le taux d'occupation et le nombre de vacanciers a crû dans les villages de la région nord-américaine. Mais Wall Street n'a pas enregistré la bonne nouvelle : le cours de l'action, plafonné à 19 dollars il y a plus de cinq ans, en octobre 1984, « Pourrait, c'est le juste prix », assure Edmond Swort, l'analyste financier de Value Line.

L'ensemble de la profession donne cependant raison à Serge Trigano, le patron de Club Med Inc. quand celui-ci répond : « Le marché sous-évalue notre titre. » Quoi qu'il en soit, malgré un succès initial incontesté, l'aventure américaine du Club Méditerranée a failli mal tourner. Et la réponse modeste du leader

mondial des vacances a conduit à des dilemmes inextricables. Depuis près d'un quart de siècle, l'entreprise de Gérard Blitz et Gilbert Trigano « met le paquet aux États-Unis », selon l'expression d'Edmond Swort. Partie de néant en Guadeloupe, la filiale a bâti vingt villages et accueilli plus de deux millions d'adhérents durant cette période. En 1984, elle réussit une entrée en Bourse au New York Stock Exchange, s'assurant 52 millions de dollars d'argent frais tout en ne concédant que 25 % du capital. Jusqu'à ce jour, la stabilité et l'autonomie financière vis-à-vis de la société mère s'est renforcée. « Avec 57 millions de dollars de trésorerie en 1989 (le double d'il y a deux ans) et un ratio de dettes à long terme de 34 %, Club Med a les moyens de sa politique d'expansion », explique Dan Lee, un analyste de Drexel Burnham Lambert.

## La formule prend racine

Sur le plan commercial, Club Med s'impose progressivement. Dans un pays où l'instinct collectif et la pratique intensive du sport sont fortement ancrés, la formule prend racine. Pourtant, au départ, « les gens croyaient que la marque avait trait à un organisme médical », raconte Mary Hermann, vice-présidente d'Amnara, l'agence de publicité de la firme.

An fil des ans, le produit s'ouvre sur la culture américaine et abandonne son caractère strictement hexagonal. Dans les spectacles, les chefs de village substituent le mime et la comédie musicale au café-théâtre à la française, et les plaisanteries aseptisées remplacent l'humour gauchiste. Le concept intrigue et



Gilbert Trigano et le fondateur du Club, Gérard Blitz, décédé le week-end dernier.

les spots publicitaires gagnent deux « Clio Awards », les Oscars de la profession. Le message « Antidote de la civilisation » frappe les esprits. Les Yuppies célibataires des trois marchés-cibles (l'Illinois, la Californie et la côte est) qui rêgissent aux « trois S » (sex, sex and sex) constituent plus de la moitié des vacanciers en 1982 (147 000). Enfin, le taux de satisfaction des clients dans la zone américaine progresse continuellement : 94 % annoncent leur intention de retourner pour un autre séjour au Club. « C'est la clef de leur succès », estime Dan Lee.

Entre-temps, des difficultés imprévues s'accumulent. En Haïti, l'instabilité politique force la fermeture d'un village de 700 lits, avec un coût d'immobilisation annuel de 3 millions de dollars depuis 1986. Quelques mois après la réfection des sites en Guadeloupe et au Mexique, le cyclone Gilbert dévaste tout sur son passage. Il faudra des mois pour remettre en marche ces villages situés au bord de la mer des Caraïbes, exposés aux intempéries d'octobre.

Or la zone américaine, à l'inverse de l'Europe, fait le plein l'hiver grâce aux vacanciers fuyant les froids new-yorkais. Le taux d'occupation atteint alors 75 % contre 50 % en été. La haute saison à l'eau, l'entreprise équilibre à peine ses comptes pour l'exercice 1988. « Nous avons réalisé qu'un coup de vent suffisait à faire chavirer Club Med », commente Ernie Levenstein, le vice-président de Tucker Anthony, qui suit l'entreprise de loisirs.

Dans une économie rivée aux

tableaux de bord trimestriels, les déboires de Club Med ne passent pas inaperçus. A Wall Street, le cours de l'action plonge, passant de 32 à 18 dollars en 1988. Malgré plus de trois millions de titres négociables à la cote, le nombre d'actions échangées quotidiennement dépasse à peine 2 000.

La passivité, l'attentisme des investisseurs (les gestionnaires de portefeuille détiennent 1 250 000 actions) démontre leur méfiance. « On doit encore faire la preuve de notre crédibilité aux États-Unis, reconnaît Trigano. Il est possible que la confiance de certains investisseurs ait baissé. Nous démontrons à présent que 1988, c'était un accident de parcours. Quand on affronte autant d'éléments adverses au cours d'un seul exercice, on doit s'attendre à des réactions de la communauté financière. »

Par ailleurs, de nouvelles tendances sociologiques ont émergé dès 1985. La méfiance vis-à-vis du deuxième S s'accroît. La crainte du sida, la recrudescence du puritanisme aux États-Unis durant l'ère Reagan, la « Cocoon Culture » vont à l'encontre de l'image véhiculée par le Club Med. De plus la clientèle américaine rechigne face à l'hébergement spartiate : habituée au confort des hôtels d'affaires, elle demande des clés pour les chambres et du luxe pour les 1 000 dollars dépensés à chaque séjour d'une semaine.

## Il fallait segmenter

Deux types de concurrents tirent parti du concept créé par Trigano en l'imitant. De Jamaïque éclot une série de firmes, où de véritables « clones de GO » selon Mary Hermann, organisent des fêtes au

rythme du reggae. Sous des noms évocateurs (Sandals, Couples ou Hedonism), elles s'attaquent à Club Med en attirant 150 000 visiteurs au cours de l'hiver 1989. A grands renforts médiatiques, les croisières font peu à peu sauter le secteur du « tout compris », ce sont les seuls concurrents directs du Club. Carnival Cruise, Norwegian Cruise s'alignent progressivement sur le Club en réduisant l'âge médian de leur public de cinquante-cinq ans en 1982 à trente-neuf ans. « Le danger est proche », avoue Mary Hermann. La menace apparaît clairement à l'équipe de Trigano. Le produit « Made in America » se démarque peu à peu sans pour autant résoudre tous les dilemmes posés. Club Med Inc. offre désormais des vacances modulaires, quasiment à la carte : week-end, famille, célibataire, tout en se lançant dans les séminaires professionnels et les tournois de golf. Le bateau de croisière inauguré en janvier sillonne les Caraïbes, voguant contre proue avec les firmes américaines. « Nous pourrions baisser les bras ou nous adapter à une demande plus segmentée qu'en Europe », explique Trigano. Les clés pour les chambres apparaissent et la télévision fait déjà l'objet de débats au sein de la direction. La séparation tacite entre les célibataires et les familles s'opère.

« Il fallait absolument segmenter », raconte Orian Chapon, car les Américains ne habitent pas au sein des villages. C'est très différent de l'Europe. A titre d'exemple, la Floride accueille désormais principalement des familles avec enfants tandis que Turquoise sera mieux adaptée aux célibataires », dit Abdel Zouari, le patron du village de Floride. A chacun son soleil en somme.

ALEX SERGE VIEUX  
Lire la suite page 42

# Les ilotes de la fête

Les gentils organisateurs font peau neuve. Aux États-Unis, les bronzés ont été remplacés par des professionnels, assagis

C'EST le matin des magiciens. De jeunes hommes et femmes habillés de blanc de pied en cap débarquent de la nuit noire en claquant dans les mains au rythme d'une musique antillaise. La trentaine de vacanciers européens qui s'apprêtent à quitter le club de Sandpiper agitent des mouchoirs. Les yeux écarquillés face à ce spectacle final. La fête s'achève. Quelques baisers furtifs, quelques larmes égarées au passage, le bus s'enfonce dans l'aube et amorce le retour vers la civilisation. Les formes blanches, professionnelles des adieux, s'éparpillent, affairées, dans les méandres du village. Il est 6 heures du matin et pour les 120 GO du Club Méditerranée, une nouvelle journée commence.

Quatre décennies ont suffi pour enraciner dans l'imaginaire collectif européen le concept des vacances tout compris, entourées d'une atmosphère d'animés, les GO. « Ce sont les pivots, la véritable constante du système », confie le directeur général, Serge Trigano. Cependant, la constante, les petites mains du Club Méditerranée, change.

Chaque année, alors que le Club emploie 10 000 GO (dont 500 dans les villages), 60 000 candidats se précipitent aux différents centres de recrutement. Le faible nombre de postes vacants, 3 500, ne décourage pas les postulants. « Sans aucun doute, nous bénéficions d'une mystique », constate Michel Perchet, le directeur des ressources humaines. Certes, dans certains métiers, l'offre ne répond

pas à la demande. Le Club recherche toujours des spécialistes (boulangers, éclairagistes), et « nous nous efforçons de trouver la sorte de écoles », explique Amal Benatiss, le directeur de la formation.

En bref, la formule fascine. Pourquoi ? La fuite, en premier lieu. Abrités du monde réel, nombreux de GO s'échappent des échecs personnels qu'ils ont essuyés, souvent d'ordre sentimental. Le village isolé dans les îles Caraïbes ou la plage sténoïdale offre un refuge aux âmes en peine en quête d'oubli d'un passé peu éloquent. Liz Sexton, une GO américaine originaire de l'Arizona, avoue faire « un mariage raté et un divorce pénible ». « Une légion étrangère du plaisir, en quelque sorte », ironise le professeur Greenberg de l'université Yale.

## Parcours du combattant

En second lieu, l'invitation au voyage. Nomade permanent qui déménage tous les six mois, le GO peut passer du Brésil au Colorado, des Bahamas à la Malaisie. Pour ces jeunes de vingt-trois ans en moyenne, le Club Méditerranée, c'est l'aventure avec une dimension touristique. « On rencontre des Italiens, des Japonais et des Brésiliens chaque semaine sinon dans un village ? » interroge Jenarda Harris, une jeune Américaine titulaire d'un diplôme de maîtrise de l'université Northwestern à Chicago. Pour les Américains qui ne parlent qu'anglais, l'entreprise de Trigano se transforme en « un stage intensif culturel et linguistique », selon l'expression de Howard McCarty, un chef de village en formation. Un « super Berlitz », en quelque sorte.

Accessoirement, le GO y apprend un métier. « L'intensité du travail force les jeunes à acquiescer une certaine discipline », constate Michel Verdure, un ancien chef de village devenu patron d'une agence de photographes à New York. La pluridisciplinarité, le passage des travaux comptables dans l'après-midi au métier de la scène dans la soirée développe des talents « que les GO ne se connaissent pas », confirme Jean-Luc Orian Chapon, le bras droit de Serge Trigano. Mais les



Le Club Med de Floride : une clientèle familiale à 90 %.

mutations de ce groupe soulèvent des problèmes complexes pour la direction.

Des changements structurels affectent le recrutement des GO et alimentent leur malaise. D'une part, la mondialisation du Club Méditerranée et de ses adhérents contraint l'entreprise de loisirs à accélérer l'internationalisation des troupes. Tandis que les chefs de service étaient à 80 % francophones en 1985, la dernière génération issue du centre de formation de Pompadour n'en compte que 20 %. 32 nationalités participent aux villages, dont 1 200 Américains, recrutés pour la plupart au cours des cinq dernières années écoulées. Dans tous les villages (sauf aux États-Unis, pour des raisons afférentes aux visas de travail), 20 drapeaux sont fréquemment représentés parmi les gentils organisateurs.

D'autre part, les nouveaux animateurs possèdent souvent un bagage éducatif non négligeable. 75 % des GO américains détiennent un diplôme universitaire équivalent à la licence. Parmi les Européens, selon Amal Benatiss, plus de la moitié des recrues a étudié trois ans après le baccalauréat et maîtrise trois langues vivantes. « Le temps des marginaux et des aventuriers, c'est fini », s'exclame Michel Perchet. Abdel Zouari, le patron du village en Floride, poursuit : « Les bronzés ont été remplacés par des professionnels du loisir. »

Du fait de ce constat, le bât blesse. La direction reconnaît que la qualité du séjour des GO pâtit des exigences accrues des adhérents, qui requièrent un service hors pair (quasi hôtelier). Aux douze heures de travail quotidien, sept jours par semaine, six mois dans l'année, se conjugue le devoir d'une disponibilité totale à l'égard des GO (gentils membres). « Le plus dur fut de supporter la faigue constante, comme un comble », se souvient Patricia Martin, une ancienne infirmière du Club.

Le travail s'apparente souvent autant au parcours du combattant qu'à une colonie de vacances pour ces ilotes de la fête, qui portent les bagages des vacanciers, jouent au café-théâtre en sus de leurs obligations quotidiennes. La promotion interne, fondée sur la satisfaction des adhérents, concourt à accroître l'anxiété des GO. « On leur en demande de plus en plus », reconnaît Orian Chapon avec euphémisme.

D'ailleurs, les soupapes traditionnelles des GO disparaissent. Les galejades au détriment des adhérents ne sont plus de mise, la complicité, presque la promiscuité, entre les GO et les GM cédant la place à une relation de service. Le libertinage, contre toute attente, s'estompe. Bien que les réputations aient la vie dure, les études prou-

vent que la sexualité des GO demeure en retrait de celle des jeunes de leur âge inscrits en université. L'endogamie des animateurs remplace le « don juanisme » débridé, tombé sous les coups du sida. La drogue prend le relais avec 60 % des GO qui fument du hashish. Ce chiffre, accepté par les dirigeants du Club, suscite des frayeurs : ces jeunes de vingt-trois ans s'occupent parfois d'enfants en bas âge. Certes, cette statistique, inférieure à la situation prévalant sur les campus des universités américaines, inquiète les chefs de village. Abdel Zouari avoue : « On ne peut pas placer un policier derrière chaque GO, qui est prévenu. Si la drogue a des effets sur son travail, on le renvoie. Sans discussion. »

Face à ces mutations, la direction confronte un malaise qu'elle doit résorber de toute urgence. Les jeunes diplômés aspirent à une progression rapide, en évitant le parcours initiatique traditionnel d'une dizaine de saisons (cinq ans). La rémunération mensuelle ne justifie pas les efforts des GO (450 dollars par mois, soit 2 500 francs), qui « grâce aux clients ne viennent pas au Club pour acquiescer une sécurité financière, sinon ils se seraient trompés d'endroit », conclut Jenarda Harris.

## Les bouchées doubles

Après sept ans, le chef de village lui-même ne gagne que 12 000 francs par mois bien qu'il gère des budgets de millions de francs. Mais, raisonne l'analyse de Wall Street de Tucker Anthony, Ernie Levenstein, « tout le monde y trouve son compte : les quotidiens américains bénéficient bien du travail des petits livreurs de journaux ».

L'équation américaine paracheve le casse-tête. Les étudiants des meilleures universités affluent mais ne peuvent progresser au rythme de leurs ambitions. « La rémunération hors marché entraine une hémorragie des talents », confesse Michel Perchet. L'absence de fidélisation et la forte rotation des GO accentue le vide au niveau des cadres. Or gérer des Américains requiert l'utilisation de méthodes de consensus et d'encouragement continu que la formule à l'hexagonale, plus directe et autori-

taire, considère secondaire. « L'Amérique doit appartenir aux Américains », affirme Serge Trigano.

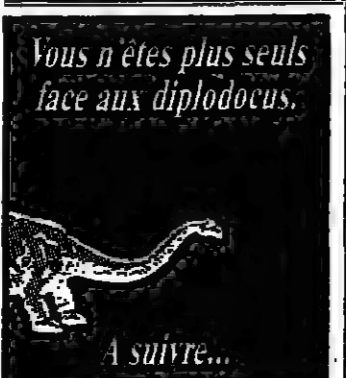
Aussi le Club met-il les bouchées doubles en réajustant les salaires de ceux qui restent et en accélérant la promotion des diplômés. Déjà quelques chefs de village (dont un ancien avocat allemand) ont été promus au bout de deux ans. « La moyenne d'âge des chefs de village décroît », annonce Trigano qui ajoute : « Et ce n'est qu'un début. »

Quoi qu'il en soit, les GO sont heureux : « Les jeunes Japonais apprennent à être plus débrouillards, les Américains plus polis », dit Amal Benatiss avec humour. La direction du Club vit de ce sang neuf qui le maintient en contact avec la société civile. Les adhérents, « véritables bénéficiaires », selon le professeur Greenberg, jouissent de la compagnie de professionnels assagis, mieux éduqués.

Pour les GO, c'est l'auberge espagnole. Certains s'arment de patience et en font un métier (1 sur 20 aux États-Unis). Les autres partent du Club avec une « expérience monnayable », comme Patricia Martin désormais représentante de produits médicaux à Toulouse.

Les anciens chefs de village deviennent directeurs d'hôtel de stations balnéaires ou de ski, grâce à leurs qualités d'animateur. Mais avant la quille, tous participent à cette brigade internationale du plaisir qui, contre une saison aux Tropiques, troque sa liberté. Et joue les fantômes, vêtus de blanc, au petit matin, concluant un semaine des vacanciers en menant une sarabande endiablée.

A. S. V.



*En France, une petite moitié d'entreprises se transmettent dans le giron familial.  
Encore faut-il que les héritiers fassent la preuve de leurs compétences*

*drier », se souvient Bernard Chauvin.*

## Un personnel démobilisé

Un schéma qui excluait le directeur général, de dix ans son aîné, et trois autres cadres. Tous ont quitté l'entreprise en même temps que son père. « Bernard n'avait pas envie de s'entendre dire : votre père aurait agi autrement », commente simplement Paul Chauvin. Aujourd'hui, la stratégie de la « rupture » a porté ses fruits. Le laboratoire ne compte désormais qu'un seul effectif cadres presque double. Chiffre d'affaires et bénéfices progressent quant à eux à un rythme plus que raisonnable. Un parcours sans faute dont le succès tient au respect de quelques règles : des exigences claires et exprimées dès le départ.

tion, s'en mêle à son tour. « Les salariés venaient d'exposer leurs problèmes et tentaient d'obtenir de moi ce qu'il n'avait pas eu de Philippe Neuter », se souvient Henri Gruner. Un jeu de « ping-pong » dangereux qui risquait à terme de déstabiliser toute l'entreprise. « Peu à peu, nos griffes se sont usées, et nous sommes parvenus à faire passer Philippe à la production, le contrôle de gestion, la main-d'œuvre et je supervise la stratégie commerciale de l'entreprise. Nous nous tenons mutuellement informés des décisions que nous prenons, et il nous arrive même de nous conseiller », ajoute Henri Gruner.

Quand Paul Chauvin, fondateur du laboratoire qui porte son nom, annonce son intention de passer le flambeau à son fils dans un délai de deux ans, la situation est tout à fait différente. L'arrivée de deux ans plus tôt du « fils du patron », médecin généraliste, à la tête du département recherche et développement, avait fini par semer le trouble parmi l'encadrement. « Clarifier les choses devenait essentiel si l'on ne voulait pas se mettre en péril l'entreprise. Nous nous sommes alors réunis avec le directeur général pour définir ensemble les règles et convenir d'un calen-

Quant aux anciens, ils se félicitent tous d'avoir su passer le relais au bon moment. Ni trop tôt, ni trop tard. « Sinon, on arrive à des géronocraties épouvantables qui donnent aux jeunes générations toutes les raisons pour faire mal 68 plutôt deux fois d'une », souligne, pragmatique, Paul Cheuvin.

Retraités actifs, ils regardent, non sans un certain amusement, leurs rejets se débattre dans les « offres de la direction d'entreprise ». Transmettez, il en restera toujours quelque chose.

**Suite de la page 41**

L'objectif sous-jacent résulte de la volonté de Club Med d'augmenter le nombre de ses de ses adhérents (290 000 en 1989). Le potentiel global du marché s'élève à 8 millions d'âmes et l'entreprise de loisirs souhaiterait accélérer sa progression. En témoignent les 12 millions de dollars de la campagne publicitaire mise en œuvre lors de l'US Open en septembre dernier.

moins pour que le GM s'habitue au folklore du Club, aux GO, à l'essence du produit. Or, sans ce lien, comment conserver le taux de retour dans un village du Cimb (dans les vingt-quatre mois) de 40 % qui a constitué la norme dans le passé. « Il faudra travailler plus en amont du voyage de l'adhérent », promet Trigano. Le casse-tête se forme. Or, toute formation en amont requiert une force de vente spécialisée.

Des successions qui se terminent mal, Daniel Galli en sait quelque chose. Sur les six entreprises en difficultés qu'il a reprises, trois d'entre elles n'avaient pas digéré le départ de leur fondateur, et surtout, l'arrivée de leurs successeurs, habitués à ce qu'on leur « trace le chemin » à suivre.

**prise ne tournera pas. » Avant d'arrêter ma décision, ajoute Daniel Gaill, je consulte le personnel. Je me présente, et leur expose mes conditions. Je les décourage au maximum. Ensuite, je leur propose de s'exprimer à bulletin secret sur ma candidature. »**

« Quand on veut reprendre une entreprise au bord de la faillite, il faut commencer par étudier quel incident de parcours est à l'origine des difficultés, analyser son âme. Une entreprise, c'est d'abord un climat, un état d'esprit. Il faut savoir déceler les aspirations des salariés et les dynamismes étouffés », explique Daniel Galil.

« On dirige les gens de façon stupide sans même se demander s'ils sont bien à leur place, tempête-t-il. La principale qualité d'un chef d'entreprise repose sur sa capacité à stimuler le personnel. »

Les recettes de ce « chef de troupe » consistent à s'appuyer sur les hommes en place. « Dans la reprise d'une petite entreprise, quelle qu'elle soit, ce qui compte, c'est un, les hommes, deux les hommes, trois le marché, et quatre, loin derrière, l'argent. On peut bien avoir le plus bel outil du monde, si le patron n'obtient pas le soutien des salariés, l'entre-

Un principe qu'il applique au quotidien dans les six entreprises qu'il dirige. Finies les augmentations générales systématiques. Celles-ci sont désormais fonction des résultats et fixées au mérite. Mais attention : chaque salarié est noté, non par son seul supérieur direct, mais par lui-même, ses collègues, directs ou non, et des cadres plus éloignés. Résultat : sur cent personnes, seules vingt-deux y ont perdu au change. « Le succès n'est jamais le fruit du hasard. »

M. G.

## DÉJEUNERS RIVE DROITE

**YVONNE** F. vent. cuir et cuir. Veste Chinois de Tien  
13, rue de Bassano, 16<sup>e</sup> 47-20-98-15 frais, confit de canard

RIVE GAUCHE

**DODIN BOUFFANT** 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h  
25, r. Frédéric-Santon (Memb.-Métallurg) F. fin. 10000 L55 F. Polym.

**ALSACE A PARIS** 43-26-89-36 Au cœur du QUARTIER  
8, rue Saint-Ambroise des Arts 67 Tili Sommer Grillades

60 couverts. Sur dem

**LA PETITE CHAISE** 42-22-13-35 Fine cuisine dans une  
36, rue de Cornelle, 7<sup>e</sup> T.l.j. spécialité. Service juif

\_\_\_\_\_

Etien. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Coquilles au naturel. Poids gros  
Carte 250/300 F. Delvaux Club P. Mouquet. **CHIVERT DCM.**

---

24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont les fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Loggia.

**TIER LATIN**, dans un cadre à découvrir. Dénjners. Dîners.  
Thourrontes Boissons Comptables Selon pour 16 20 30

de, étude de prix.

cadre d'époque. Menu-carte 150 F, vin et s.c. Vaste choix de  
qu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent. Banquets, réceptions.

---

## NOUS AVONS UNE PÊCHE

100% AVIENS UNE PÊCHE  
FANTASTIQUE - JUSQU'À

**3<sup>h</sup> DU MATIN.**



**LA CHAMPAGNE**  
La grande brasserie  
de la mer.

**CHEZ HANSI**  
La grande brasserie  
situationnée

3, place du 18-Juin-1940  
Paris 6<sup>e</sup>  
Angie Montparnasse

<p>Page 9</p> <p>Réservation : 48.74.44.78</p>	<p>Don de Rentes</p> <p>Réservation : 48.48.98.42</p>
--	---

### Les Européens intéressés

La sophistication du produit et des alternatives justifie un service personnalisé qu'on ne peut offrir aux États-Unis, où 83 % des séjours sont vendus par des agences indépendantes (contre 30 % en France). De surcroît, celles-ci sont passées de 7 000 à 30 000 en cinq ans, avec un taux de mortalité annuelle de 50 %. « Difficile d'expliquer le concept à des revendeurs qui n'ont pas visité le Club Med, confie un spécialiste de BBDO *Wied*, de leur demander d'en faire la promotion ».

Enfin, comment américaniser une formule sans en altérer la philosophie. L'expression de Trignano à l'*'Amérique américaine'* a redonné confiance aux GO auto-américains, qui doutaient de pouvoir faire passer au sein de la firme. Au contraire, semble-t-il, leur promotion est accélérée (*voir article sur les GO*). « Mais la particularité des costumes américaines, leur perception de la fête et de ses modalités valent-elles, que le Club Med s'essaie à les convaincre de venir », demande un ancien chef de village résident en Europe. En d'autres termes, les Américains méritent-ils le folklore des signes démentis ? Le salut viendra-t-il d'Europe ?

Depuis l'été dernier, les Français et les Britanniques ont envahi la zone américaine. L'entreprise de loisirs encourage désormais la venue des estivants de la Communauté européenne afin de réduire la saisonnalité de ses villages en Amérique du Nord.

A cela s'ajoute la perspective d'excursions à Cap Kennedy et à Disneyworld, attractions à portée de roues : « *Cela comble la soif d'apprendre de vacanciers qui veulent désormais jumeleur loisir et savoir* », dit Abdel Zouari. « *Et cela rapporte des devises* », ajoute le très prosaïque Ouzan Chapon. Serge Trigano, quant à lui, n'est pas pressé. Flissant les yeux à la japonaise, il explique à qui veut l'entendre que, pour conquérir l'Amérique, il faut savoir prendre son temps et construire de l'intérieur. Il conclut : « *Après, cela viendra tout seul*... » *Sayonara.*

**ALEX SERGÉ VIEL**

صبرًا من أجل

AFFAIRES

# Pendant les tempêtes, le tunnel continue

La vie sur le plus grand chantier du monde semble peu troublée par les rumeurs boursières et les coups de vent. Côté français on continue de creuser. Un chantier presque ordinaire

SANGATTE  
(Pas-de-Calais)  
de notre envoyée spéciale

**L**ES remous financiers ont beau se creuser à Paris et à Londres autour des états-majors du tunnel sous la Manche, sur le terrain en tout cas, rien ne semble pouvoir arrêter les hommes du chantier. Pas même la tempête qui a fait rage, mercredi soir 28 février, sur cette partie de la Côte d'Opale.

Le vent a eu beau s'engouffrer à plus de 130 kilomètres à l'heure sous le hangar qui recouvre l'énorme puits reliant la surface aux tunnels, les travaux n'ont pas été ralentis. La respiration des pompes qui évacuent les déblais

de craie bleue à l'extérieur du puits rythme, comme d'habitude, la vie du chantier, tout comme les treuils qui schématisent, en cadence, les palettes de cinq voussoirs de béton armé nécessaires pour tapisser d'un anneau supplémentaire les parois du tunnel. Seuls les projecteurs vacillants et les routes gorgées d'eau rappellent l'apreté du climat.

A 65 mètres sous terre, les cinq équipes qui se relaient, jour et nuit, sur les quatre tunneliers en service avancent à bonne allure. Alors que le vent s'était déjà levé, lundi, les ouvriers du tunnelier Brigitte - du nom de l'épouse du patron du chantier, Pierre Mathéron - ont encore progressé de plus de 22 mètres, dépassant une fois encore l'objectif, fixé ce jour-là à 18,70 mètres.

Dans ce tunnel de service, long de plus de 8 kilomètres, trois quarts d'heure de drainage sont nécessaires à ceux que l'on appelle les « banlieusards » pour gagner leur lieu de travail. A la relève, le nombre d'anneaux posés reste la dernière préoccupation de la cinquantaine d'ouvriers étendus qui viennent de passer huit heures au fond. Ils vont devoir encore rentrer au puits, remonter en surface et se déshabiller dans la « salle des pendus ». L'immense vestiaire où, comme à la mine, les ouvriers suspendent au plafond vêtements de ville et bleus de travail.

## Une paix sociale plus grande

En comptant les temps de trajet, les travailleurs du tunnel auront passé jusqu'à douze heures loin de chez eux et ce six jours sur sept. L'enjeu en vaut la chandelle puisqu'à la fin du mois les primes de production et de péibilité du travail attribuées aux ouvriers du tunnel peuvent augmenter leur salaire de moitié.

Qu'importe la fatigue, la chaleur, la boue et les difficultés techniques, ces hommes-là sont devenus « les stars du chantier du siècle ». Journalistes, visiteurs, officiels, n'ont-ils que pour eux.



Sur les chantiers, des débuts difficiles pour les ouvriers embauchés localement, confrontés à une maîtrise habituée à se comporter en « colons ».

Cela ne va pas sans faire grincer les dents de ceux qui assurent l'indépendance. Les tunneliers seraient rapidement paralysés si les wagonnets qui assurent en permanence la liaison avec le puits pour l'acheminement du matériel et l'évacuation des déblais étaient bloqués. Comment survivre à 8 kilomètres sous terre sans la climatisation, l'électricité et l'eau amenées au fur et à mesure?

Les hommes des tunneliers en ont d'ailleurs déjà fait l'expérience lorsque, en septembre dernier, un piquet de grève a bloqué durant huit jours les fardiers, sortes de grosses sauterelles montées sur seize roues qui transportent les palettes de voussoirs de l'usine de préfabrication - la « préfa » - au puits. Bilan : deux jours et demi d'arrêt de creusage, après épuisement des stocks tampons, alors même que ce mouvement de mauvaise humeur n'avait touché que ceux qui se sentent les plus frustrés du succès de leurs camarades des tunneliers : les « parisiers » et les « faloches » de la « préfa ». A mesure que le chantier progresse, l'inquiétude grandit

chez ces ouvriers qui démontent et lisent les voussoirs à la chaîne.

Moins qualifiés que leurs collègues, ils seront aussi les premiers à être déposés à la fin de l'ouvrage. Et dans cette région du Nord-Pas-de-Calais sinistrée économiquement depuis vingt ans, le retour au chômage des ouvriers du tunnel serait une véritable catastrophe. Plus de 90 % de l'ensemble des ouvriers de ce chantier, et notamment ceux de l'usine de préfabrication, sont, en effet, originaires de la région.

Les directions d'Eurotunnel et de Trans Manche Construction (1) ont, dès le départ, choisi d'embaucher et de former des jeunes locaux dévalorisés. « Le chantier est ainsi mieux accepté par la population », explique Gérard Vidal, directeur régional d'Eurotunnel. Il résume une paix sociale plus grande, et on réalise une plus-value en matière de formation au niveau de toute une région.

Dans le Calaisais, ce n'était pas un luxe : « Certains avaient à peine figure humaine quand ils sont arrivés », se souvient ainsi Marie-Andrée Decroque, médecin

du chantier. « Avant d'être embauchés, poursuivit-elle, ils passaient leur temps à manger des frites trois fois par jour, boire et dormir, vivant de l'aide sociale ou du travail au noir. D'autres n'avaient jamais consulté un médecin de leur vie. » Cela n'a pas toujours été facile, et l'entreprise a dû gérer de nombreux cas sociaux liés à l'alcoolisme ou au réveil des créanciers dès la tombée de la première paye.

## Apprendre à travailler ensemble

Sur les tunneliers, les ouvriers mécaniciens, automaticiens, électriciens, embauchés localement, ont été au début victimes du mépris de leurs agents de maîtrise, baroudeurs de grands chantiers, habitués à se comporter en « colons » vis-à-vis de la main d'œuvre « autochtone ». Le coup était rude aussi pour ces ETAM, arrivés tout droit des travaux du métro de Caracas, des grands barrages d'Egypte et d'Afrique du Sud, ou de la basilique de Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, où ils régnaient en maîtres, et qui se sont retrouvés en travail posté, soumis à une hiérarchie de plus en plus lourde. « Il y a tellement de chefs ici, constate même un cadre, que pour la remise de la Légion d'honneur à Pierre Matheron, le 5 mars, on a dû tirer au sort ceux qui seraient invités, afin de ne pas heurter les susceptibilités. »

En deux ans, les hommes ont quand même appris à travailler ensemble. Gérard Vidal et Pierre Matheron se sentent fiers de voir leurs embauches locales, qui n'avaient, pour certains, jamais quitté leur campagne, rêver à leur tour de grands espaces. On s'échange déjà, sur les tunneliers les plus avancés, des informations sur les futurs chantiers du métro de Toulouse, du tunnel du Danemark ou même du réseau parisien LASER. Les épouses n'en revien-

nant pas. La direction de Trans Manche Construction se préoccupe aussi de l'après-chantier. En liaison avec l'Etat et les collectivités locales, elle met actuellement en place la CELLOR, cellule de réorientation de la main-d'œuvre embauchée, destinée à aider les salariés à élaborer un projet professionnel pour la suite. Opérationnelle d'ici au mois de mai, la CELLOR disposera à terme, selon Katia Vidal, responsable de la formation de TMC, du « plus beau fichier de travailleurs souverains du monde ». Les travailleurs les plus mobiles attireront sans difficulté, selon elle, les futurs employeurs.

Car il ne faut pas se leurrer : « Pas plus de cinq cents personnes [sur quatre mille cinq cents aujourd'hui] seront récupérées pour l'exploitation du tunnel », estime Gérard Vidal. En attendant, pendant les tempêtes - financières ou naturelles, - les travaux continuent.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

## Un surcoût encore incertain

Les besoins de financement supplémentaire pour le tunnel sous la Manche s'élevaient à « sûrement plus » de 15 milliards de francs, a indiqué M. André Bénard, président d'Eurotunnel, la société chargée de la réalisation du tunnel, à l'occasion du lancement du dernier tunnelier sur le chantier, lundi 5 mars.

En fait, en dépit des derniers conflits sur le règlement des travaux déjà effectués et sur la direction d'Eurotunnel, le calcul du coût « définitif » de l'entreprise est « encore imprécis et l'on reste dans le cadre du schéma défini en janvier dernier (le Monde des 11 et 13 janvier). Dans ce cadre, des études continuent actuellement pour préciser le surcoût probable des travaux.

Les évaluations faites par Eurotunnel comme par le maître d'œuvre, les cabinets d'ingénierie Setec et Atkins, à la fin de l'année dernière, aboutissaient à un coût global de 70 à 72 milliards de francs (valeur 1985). La plus grande partie, 40 à 42 milliards de francs, concernait la construction du tunnel : environ 17 milliards de francs pour les tunnels eux-mêmes, 14,8 milliards pour les travaux « à forfait » (terminaux, gares, équipements de signalisation, de gestion du trafic) et quelque 7 milliards pour les fournitures de matériel roulant.

A quoi il fallait ajouter environ 30 milliards de francs pour les frais d'Eurotunnel, les frais financiers, etc. Les experts tiendront compte aussi, dans leur évaluation des coûts, de l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation.

L'accord conclu en janvier, mais pas encore vraiment entré en vigueur en raison des dernières disputes, prévoyait pour les tunnels un ajustement du « prix-objectif », porté de 12,9 à 15,8 milliards de francs (1985) : au-delà, les surcoûts seraient partagés entre Eurotunnel, pour 70 %, et les entreprises de construction, pour 30 %. Le supplément de crédits nécessaire doit être apporté, pour les trois quarts, par une rallonge de prêts bancaires, et pour 25 % par une augmentation de capital d'Eurotunnel d'ici à la fin de l'année 1990. Le montage financier devrait être mis au point en mai.

## L'industrie du luxe se sent vulnérable

Un marché américain difficile. Une concurrence internationale intensive. Les industriels du luxe s'inquiètent pour leurs exportations

**E**T si l'avenir du luxe français sur les marchés étrangers n'était pas garanti pour toujours ? C'est l'inquiétude que manifestent les responsables du Comité Colbert pour l'exportation de leurs produits. Pour mobiliser la profession et les pouvoirs publics, ils ont décidé d'organiser un colloque sur le thème « L'industrie du luxe, un atout pour la France » qui se déroulera le 7 juin à l'Institut d'études politiques de Paris.

Sans doute, l'atout principal de cette industrie, qui est de faire frimer luxe et France, subsiste et, en 1988, les exportations ont progressé dans tous les secteurs. Mais deux points faibles apparaissent qui rendent vulnérables les maisons françaises : la difficile conquête du marché américain et la capacité de concurrence des industries des autres pays.

En 1988, les soixante-dix adhérents du Comité Colbert ont réalisé à l'étranger 70 % de leur chiffre d'affaires total, soit 15,4 milliards de francs. Les ventes de champagnes, parfums, sacs, cravates,

robes, porcelaines, bijoux étaient notamment un point fort les 16 et 17 mai à New-York.

Paradoxalement, cette tentative de séduction des consommateurs américains a permis aux industriels français de constater qu'ils n'étaient pas seuls à vendre des palettes et du cachemire, du rêve et du confort. « Il n'y a pas d'autre homogénéité du secteur », estime Christian Blanckaert, président délégué du Comité Colbert. Mais chacun de nos produits est maintenant confronté à de sérieux concurrents. Notre problème est d'ailleurs d'avoir une analyse objective de la compétition sur ce marché où beaucoup rêvent d'entrer. »

Et il est vrai que les Américains, les Italiens, les Japonais et les Allemands deviennent très crédibles sur les champagnes, les parfums, le prêt-à-porter ou les arts de la table. Pour y voir plus clair et mieux mesurer les atouts et les handicaps de nos industries, le Comité Colbert a demandé au cabinet américain Mc Kinsey de réaliser une étude qui sera présentée lors du colloque du printemps prochain.

FRANÇOISE CHIROT

## L'effet bicentenaire

Les industries du luxe semblent en effet avoir profité de l'effet bicentenaire et des opérations de promotion menées par le Comité Colbert autour de l'exposition sur « L'art de vivre » à New-York. Au cours de l'année 1989, plusieurs manifestations ont ainsi été organisées dans des grands magasins de plusieurs villes aux Etats-Unis. Par exemple, Bergdorf Goodman, habituellement rétif aux expositions consacrées à tel ou tel pays, avait décoré ses vitrines sur le thème de la littérature française et Marcel Proust y était en bonne place. Le Comité Colbert veut poursuivre

## REVENUS 1989

## CALCULEZ VOS IMPOTS

Le Monde

sur minitel  
36.17 code IMP

Un homme est parti en croisade contre les diplodocus de l'assurance-vie.

A suivre...

Le récit passionnant d'une vie en forme de croisade pour la défense des épargnants.



"DAVID ET LES DIPLODOCUS"  
GÉRARD ATHIAS

11, RUE DE VERNÉUIL - 75007 PARIS

David  
et  
les diplodocus

Gérard Athias

(Illustration de J.L. Bouché)



POUR EN SAVOIR PLUS

## MARCHÉS FINANCIERS

## Fin du conflit

## La DG Bank va payer les banques françaises

Comme on pouvait le prévoir (le Monde du 6 mars 1990), « l'affaire de la DG Bank » a été réglée, après des discussions difficiles et épuisantes qui se sont tenues à Paris, mardi 6 mars, et surtout mercredi 7 mars 1990. D'importantes mandats par son conseil d'administration, dont la réunion à Francfort, vendredi 2 mars, avait été houleuse, M. Helmut Guthardt, président du directeur de la DG Bank, s'est rendu personnellement dans la capitale française pour mettre fin à un conflit très dommageable pour son établissement.

Mercredi, en fin de matinée, au terme de quatre heures de négociations très dures, menées du côté français par M. Jacques Wahl, directeur général de la BNP, l'établissement le plus concerné avec 1,25 milliard de deutschemarks (4,3 milliards de francs) de capitaux en cause, M. Guthardt a conclu un accord sur les bases suivantes : la DG Bank, conformément aux souhaits des banques françaises, dénoue les opérations qu'elle effectuait antérieurement avec elle, essentiellement des pensions sur titres allemands et des achats-ventes à terme, l'établissement de Francfort conservant l'ensemble de ces titres, actuellement dépréciés de 8 % à 15 %, ce qui évite toute perte à ces banques françaises.

## Une affaire assez lamentable

La DG Bank paiera des intérêts de retard sur ses opérations, solides au 9 mars 1990. Ces dispositions, qui concernent la BNP et aussi deux autres établissements qui négociaient la Caisse des dépôts et le Crédit du Nord, seront également applicables aux autres établissements français impliqués dans l'affaire : Banque Louis Dreyfus, Banque monétaire et financière, Société industrielle et financière pour l'Amérique du Sud et Viel Finance.

Par ailleurs, la DG Bank a diffusé un communiqué faisant état de cet accord, dont « la substance est que les modalités techniques d'une solution du problème ont été définies de manière concrète. Les parties sont convenues de régler, dans les douze mois, les aspects juridiques du problème concernant la compensation, qui permettra de tenir compte des résultats des enquêtes judiciaires en cours ».

Le porte-parole de la DG Bank a ajouté que la question des pertes potentielles sur une opération restait à régler dans le cadre des questions juridiques en suspens, mais que les obligations (d'une valeur de 6 milliards de marks environ, soit une vingtaine de milliards de francs) seraient détenues par la DG Bank en attendant que le problème soit résolu.

En clair, cela signifie que l'établissement allemand a voulu arrêter les frais et, surtout, éviter une action judiciaire et des mesures de rétorsion de la part des banques françaises (la BNP et la Caisse des dépôts en ont les moyens). Il s'exécute donc, suivant la face, en réservant ses droits éventuels devant les tribunaux allemands pendant un an, au cas où des irrégularités seraient constatées du côté français. C'est un peu une clause de style qui a été néanmoins acceptée par les banques françaises, dont la satisfaction est visible, que ce soit la BNP, la Caisse des dépôts et le Crédit du Nord, pour lequel « tous les litiges avec la DG Bank sont terminés ». Le président-directeur général de la SOGEMAL, M. René Geronimus, qui avait négocié bilatéralement avec la DG Bank, déclare être « satisfait et ne plus rien réclamer ». Seul, M. Patrice Combes, président-directeur général de Viel-Finance, a émis des réserves sur les termes de l'accord, du fait qu'il est en procès avec la DG Bank.

Ainsi se termine une affaire assez lamentable, qui n'aurait jamais dû voir le jour, du moins publiquement, et qui ébranle inutilement le crédit à l'étranger de la DG Bank, peut-être le plus gros établissement du monde, puisqu'il coiffe trois mille six cents banques locales et réunies, en RFA, les moyens, en France, du Crédit agricole, du Crédit mutuel et des Banques populaires. Une telle affaire a été, à Francfort, une chef-d'œuvre de non-communication, dont le règlement a été hâté, pense-t-on, par le souci d'en finir des dirigeants de la DG Bank, fortement impliqués dans le tissu politique allemand. Mais la banque en portera longtemps les traces, dans les milieux financiers internationaux tout au moins.

FRANÇOIS RENARD

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE À COURT TERME DES ASSOCIATIONS

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 13 février 1990 a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV SICAV-ASSOCIATIONS en assemblée générale extraordinaire sur première convocation, le 12 avril 1990 à 15 heures 30 afin de leur soumettre un projet de modification des statuts prévoyant notamment la capitalisation des intérêts conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1989, et de la loi du 29 décembre 1989.

Il est rappelé que les actionnaires qui ne souhaiteraient pas bénéficier de la capitalisation peuvent demander le rachat de leurs actions sans frais.

Par ailleurs, le conseil a arrêté les comptes du 7<sup>e</sup> exercice clos le 29 décembre 1989. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie le 26 avril 1990 à 15 heures 30 d'affecter à un compte de réserves le montant des revenus distribuables soit 501 541 676,02 francs, conformément aux statuts modifiés prévoyant la capitalisation des revenus acquis par la SICAV.

Ainsi SICAV-ASSOCIATIONS permet de nouveau à ses actionnaires de transformer quotidiennement l'intégralité des revenus en plus-values, tout en maintenant la régularité de la progression de la valeur liquidative de l'action.

Siège social et bureaux : 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris - tél. : (1) 49.27.63.00

NEW-YORK, 7 mars ↓  
Prises de bénéfice

La hausse enregistrée, mercredi, à l'ouverture de Wall Street, a tourné court peu de temps avant la clôture dans un marché assez actif. L'indice Dow Jones a terminé en baisse de 7,21 points à 2 669,59. Quelque 165 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des baisses était légèrement supérieur à celui des hausses : 740 contre 724. Le cours de 502 titres restait inchangé. La tendance était donc indécise tout au long de la séance. Les analystes gardent l'espoir d'une reprise de la croissance de l'économie américaine malgré les signes de ralentissement constatés actuellement. Si les statistiques concernant le chômage, qui seront publiées vendredi, laissent apparaître une amélioration ou une stabilité dans ce domaine, le marché pourrait repartir de l'avant, estiment les experts, dans l'ensemble assez optimistes.

Les taux d'intérêt des bons du Trésor à treize ans, principale valeur de référence, ont évolué légèrement avant de se stabiliser à 8,57 %, inchangés par rapport à la veille.

MGM-UA a gagné 3 3/4 à 17 3/4, après l'annonce du rachat du groupe américain par Pathé Communications. Colgate a progressé de 1 3/8 à 59 3/4. USX Corp. a perdu 3/8 à 25 5/8. Edson Hotel a coté 5 3/8 à 61 et Seay 1 1/4 à 53 1/8.

VALEURS	Cours du 7 mars	Cours du 8 mars
Alcoa	96 1/2	96
AT&T	40 5/8	41
Bell	55 1/4	55 1/8
Chemical Bank	22 3/8	22 1/4
Du Pont de Nemours	38 3/4	39 1/8
Eastman	52 1/2	52 1/2
Exxon	47	46 5/8
Ford	47 3/8	47 1/8
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	46	45 1/4
Goodyear	26 3/8	26 3/8
IBM	104 1/2	104 1/2
ITT	64 1/2	64 1/2
Mobil Oil	62 5/8	62 5/8
Pepsi	61	60 3/4
Rockwell	68 1/8	68 1/8
Timco	59 3/4	60 3/8
U.S. Corp. de Wings	135 1/8	134 1/2
Union Carbide	114 1/2	114 1/2
USX	27	26 5/8
Westinghouse	72 3/4	72
Yarn Corp.	53 3/4	53 3/4

LONDRES, 7 mars ↑  
Reprise

Après la baisse enregistrée en début de semaine, la Bourse de Londres s'est redressée, mercredi, en raison notamment des achats effectués par les investisseurs institutionnels. L'indice FTSE a terminé en progrès de 14,3 points à 2 230,3.

Le volume des échanges s'est établi à 415,3 millions d'actions contre 407 millions mardi. Le réveil des investisseurs institutionnels, dans le cadre de la scène à surprise les teneurs de marché qui étaient, à court de titres.

D'autre part, UBS-Phillips and Drew, qui a pris le contrôle d'autres maisons de courtage, plutôt pessimistes dans leurs prévisions, recommande à ses clients de regagner leurs portefeuilles. La maison de courtage prévoit même un FTSE à 2 500 fin de l'année.

Les emprunts d'Etat ont évolué tranquillement avant de clôturer sur une note ferme.

Le groupe de composants automobiles GKN et le fabricant de câbles BICC ont entamé le mouvement de hausse après l'annonce de bons résultats. Le conglomérat minier Rio Tinto Zinc a progressé sur sa hausse de la veille, toujours sensible à la fermeté du cours des métaux tandis que Rothmans International groupait après une recommandation de broker.

## FAITS ET RÉSULTATS

La fusion entre les banques Mitsui et Taiyō Kobe approuvée par le ministre des finances.

Le ministre japonais des finances a approuvé mardi 6 mars, la fusion entre Mitsui Bank Ltd. et Taiyō Kobe Bank Ltd. qui interviendra en avril prochain. Ce rapprochement avait été décidé au cours de l'été dernier (le Monde du 30 août).

Le calendrier annoncé voici sept mois a été respecté et donnera naissance au numéro deux mondial bancaire en terme de dépôts juste derrière le champion, également japonais, Dai-ichi Kangyo. La nouvelle entité, baptisée Mitsui Taiyō Kobe Bank Ltd., a pour environ 366 milliards de dollars d'actifs (2 200 milliards de francs) et 262 milliards de dollars en dépôts (1 550 milliards de francs). Il faudra désormais parler des « six grandes », le nouvel ensemble devant les banques Sumitomo, Fuyo, Mitsubishi et Sanwa.

Singapore Airlines commande deux cent trente-quatre moteurs. Singapore Airlines a commandé deux cent trente-quatre moteurs Pratt et Whitney PW 4000 pour équiper les quatre Boeing 747-400 et les vingt McDonnell Douglas MD 11 qu'elle avait commandés en janvier. Selon un porte-parole du constructeur, cette commande, d'un montant de 2,2 milliards de

PARIS, 7 mars ↑  
Mieux en clôture

La Bourse de Paris est restée, mercredi, sous l'emprise de l'incertitude. Pendant une grande partie de la journée, les fluctuations de cours ont été faibles. Toutefois, à la hausse, tantôt à la baisse. Après une hausse de 0,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a chuté, en début d'après-midi, une baisse quasi symbolique. Mais, en fin de séance, l'indice se redressait, gagnant 0,44 %.

Après la sensible reprise enregistrée la semaine précédente, le marché continue à consolider ses gains. Mais les investisseurs se gardent bien de prendre des initiatives importantes, car les incertitudes sont encore trop grandes. Surtout dans le domaine des taux d'intérêt. Jusqu'à présent tout le monde s'attendait à une hausse substantielle du taux de l'escompte japonais, aujourd'hui cette éventualité est moins sûre. Des observateurs commentent plutôt vers une légère détente des taux aux États-Unis, appuyant leur raisonnement sur les nouveaux signes de déclatation de la croissance aux États-Unis en janvier (baisse de plus de 5 % des commandes industrielles). La situation en Allemagne est également observée à la loupe par les opérateurs. Mercredi, lors d'une prise en permission en RFA, les taux n'ont pas varié.

Dans l'ensemble, les volumes des échanges sur actions étaient encore faibles. Le titre Paribas a gagné 3 % après la décision de remettre en vente en France, et très prochainement aux États-Unis, les petites bouteilles d'eau pétillantes. Exor, qui a une participation importante dans Paribas, a montré de 3 % mais avec une poignée de titres échangés. Quelques grandes valeurs comme Pechiney International ont encore été recherchées.

La MATIF était faible, cédant 0,20 % en moyenne.

TOKYO, 8 mars ↑  
Hausse de 1 %

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse de 1 %, jeudi 8 mars, le Nikkei gagnant 328,55 yens à 33 690,89 yens.

Selon les opérateurs, la reprise de la Bourse est due à des investisseurs à la recherche de bonnes affaires, encouragés par la hausse du yen face au dollar. De plus, les intervenants ont apprécié les propos du vice gouverneur de la Banque du Japon, M. Hiroshi Yoshimoto, selon lesquels il n'y avait pas de raison de relever le taux d'escompte. Dans ces conditions, l'activité a sensiblement repris. Le volume des échanges s'est établi à 600 millions de titres, contre 442 millions la veille.

VALEURS	Cours du 7 mars	Cours du 8 mars
Alai	1 130	1 210
Brigance	1 820	1 820
Canon	1 590	1 610
Fujitsu	3 150	3 170
Honda Motor	1 670	1 670
Mitsubishi Electric	2 070	2 090
Mitsubishi Heavy	890	898
Sony Corp.	8 670	8 680
Toshiba Motor	2 250	2 300

PARIS :  
Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Association	432	432	Le gélère du monde	475	475
Amis de l'Association	71 40	71 40	Le gélère du monde	281	281
B.A.C.	225	225	Le gélère du monde	142	142
B.A.C.	577	577	Le gélère du monde	218 30	218 30
B.A.C.	190	190	Le gélère du monde	228	228
B.A.C.	650	650	Le gélère du monde	1190	1190
B.A.C.	230	230	Le gélère du monde	240	240
B.A.C.	2516	2516	Le gélère du monde	615	615
B.A.C.	750	750	Le gélère du monde	460	460
B.A.C.	750	750	Le gélère du monde	620	620
B.A.C.	1800	1800	Le gélère du monde	770	770
B.A.C.	234 60	234 60	Le gélère du monde	616	616
B.A.C.	220 80	220 80	Le gélère du monde	301	301
B.A.C.	661	661	Le gélère du monde	257 80	257 80
B.A.C.	720	720	Le gélère du monde	232	232
B.A.C.	285	285	Le gélère du monde	656	656
B.A.C.	1146	1146	Le gélère du monde	310	310
B.A.C.	386 10	386 10	Le gélère du monde	112 80	112 80
B.A.C.	650	650	Le gélère du monde	330	330
B.A.C.	671	671	Le gélère du monde	519	519
B.A.C.	485	485	Le gélère du monde	300 50	300 50
B.A.C.	181	181	Le gélère du monde	218	218
B.A.C.	246	246	Le gélère du monde	235	235
B.A.C.	18 25	18 25	Le gélère du monde	319	319
B.A.C.	100	100	Le gélère du monde	175	175
B.A.C.	400	400	Le gélère du monde	540	540
B.A.C.	216 10	216 10	Le gélère du monde	157	157
B.A.C.	822	822	Le gélère du monde	1044	1044
B.A.C.	268	268	Le gélère du monde		
B.A.C.	305 20	305 20	Le gélère du monde		
B.A.C.	138	138	Le gélère du monde		
B.A.C.	300	300	Le gélère du monde		
B.A.C.	1111	1111	Le gélère du monde		

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

Marché des options négociables le 7 mars 1990  
Nombre de contrats : 20 812.

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
		Mars	Mars
		dernier	dernier
Bouygues	560	20	6
CCF	260	14	12
EDF-Agip	560	63	1
Environnement SA-FLC	60	1,10	4,90
Environnement SC	110	4	12
Elf	1500	9	43
Elf-Agip	325	38	43
Michelin	148	12	9
Mil	1200	34	89
Paribas	600	34	9
Peugeot SA	1167	71	115
Peugeot SA	720	115	145
Rhône-Poulenc CI	380	34	1
Saint-Gobain	520	42	2,50
Sourire Perrier	1600	38	95
Société générale	520	58	75
Suez Financière	440	14	29,50
Thomson-CSF	140	4,70	6,50

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 mars 1990  
Nombre de contrats : 74 901.

COURS	Mars 90	Sept 90	Sept 90
Dernier	98,18	98,28	98,16
Précédent	98,26	98,42	98,42

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept 90	Sept 90
98	1,58	2,05
	1,24	1,70

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,7440 F ↓	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
Le dollar s'est légèrement	6 mars 7 mars
taillé, jeudi 8 mars au matin,	Valeurs françaises ... 91,5 91,5
dans les échanges entre banques,	Valeurs étrangères ... 94,5 95,3
Paris ayant eu la même	(SBR, base 100 : 31-12-81)
réaction que Francfort, tandis	Indice général CAC 904 NC
qu'à Tokyo, la devise américaine	(SBR, base 1000 : 31-12-87)
s'était redressée malgré l'interven-	Indice CAC 40 : 1 872,38 1 880,57
tion de la banque du Japon.	NEW-YORK (Indices Dow Jones)
Le marché parisien s'est montré	Industrielles ... 2 676,80 2 689,59
prudent à l'annonce d'une probable	LONDRES (Indices Financial Times)
réunion au sommet des pays	Industrielles ... 1 745,7 1 757
du G7, le 6 et 7 avril à Paris.	Mines d'or ... 286,8 286,5
FRANCFORT 7 mars 8 mars	Fonds d'Etat ... 71,53 77,70
Dollar (en DM) : 1,965 1,965	TOKYO
TOKYO 7 mars 8 mars	7 mars 8 mars
Dollar (en yens) : 150,75 150,85	Nikkei Dow Jones ... 33 362,34 33 694,99
MARCHÉ MONÉTAIRE	Indice général ... 2 516,27 2 534,54
(effets privés)	
Paris (8 mars) : 9 15/16-10 1/16	
New-York (7 mars) : 8 5/16-9	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SEUL ... 5,7400 5,7300 + 88 + 100 + 200 + 225 + 605 + 700			
SEUL ... 4,8200 4,8100 + 125 + 180 + 215 + 225 + 551 + 407			
SEUL ... 3,2000 3,1900 + 89 + 107 + 193 + 225 + 583 + 651			
DM ... 3,3700 3,3600 + 26 + 73 + 122 + 140 + 337 + 394			
SEUL ... 3,0800 3,0700 + 35 + 44 + 81 + 99 + 244 + 293			
SEUL ... 16,2200 16,2100 + 73 + 80 + 132 + 150 + 351 + 407			
SEUL ... 3,2200 3,2100 + 43 + 56 + 102 + 120 + 331 + 382			
SEUL ... 4,5700 4,5600 + 112 + 131 + 193 + 225 + 522 + 638			
SEUL ... 5,4600 5,4500 + 38 + 50 + 93 + 110 + 285 + 345			

## TAUX DES EUROMONNAIES

SEUL	1/16	3/16	6/16	3/4	6/4	3/8	6/8	1/2
SEUL	8 1/16	8 5/16	8 3/16	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
SEUL	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
SEUL	8 3/8	8 5/8	8 3/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
SEUL	8 3/8	8 5/8	8 3/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
SEUL	11 5/8	12 1/8	12 3/8	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
SEUL	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16
SEUL	10	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

صكوك من الامم

## BOURSE DU 7 MARS

Compan-	VALEURS	Cours	Prémier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Prémier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Prémier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Prémier	Dernier	%
ny		précéd.	cours	cours	+/-	ny		précéd.	cours	cours	+/-	ny		précéd.	cours	cours	+/-	ny		précéd.	cours	cours	+/-
3882	C.N.E. 3% +	3890	3881	1055	+ 0 05																		
1028	B.N.P. 2 1/2	1053	1051	1052	+ 0 19																		
1281	C.F.P. 1 1/2	1230	1230	1230																			
1044	C.R. Lyon 2 1/2	1046	1046	1046																			
2084	Phonop-Pst	1727	1728	1728	- 0 41	1240	Chif. Fonder	1240	1240	1250	+ 0 81	2630	Lut. Belfort	2420	2402	2420		2510	Steucon	2280	2265	2141	- 5 27
1238	St-Gabriel 2 1/2	1220	1215	1217	+ 2 15	496	C. F. Interim	508	507	507	- 0 29	805	Lutheg-Copple	350	350	352	90	547	Salep	550	539	550	
945	Phonop-Pst	945	945	945	- 0 44	706	C. R. Lyon	706	706	706	+ 2 15	1210	Lutheg-Copple	1250	1256	1256		946	Salep	1005	1000	1009	+ 0 40
610	Air Liquide	609	611	670	+ 0 12	1310	Chif. Fonder	1310	1310	1318	+ 1	1560	Lutheg-Copple	1560	1560	1560		154	Salep	1560	1570	1599	+ 0 39
2130	Air Liquide	2095	2125	2125	+ 0 84	330	C.S.E. 2 1/2	330	334	337	+ 1 20	1000	Lutheg-Copple	1800	1800	1800		889	St-Gabriel	324	323	320	- 0 31
505	A.L.S. 3 1/2	506	506	506	- 1 08	1085	Chif. Fonder	1085	1085	1085	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		1500	Salep	1600	1600	1600	+ 0 67
2490	A.L.S. 3 1/2	2490	2490	2490	- 1 08	1085	Chif. Fonder	1085	1085	1085	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
615	A.L.S. 3 1/2	615	615	615	+ 0 18	1220	Dix. P.A.C. 1 1/2	1210	1210	1210	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770	770	775		848	Salep	872	870	865	- 0 22
576	A.L.S. 3 1/2	576	576	576	+ 0 37	310	Dix. P.A.C. 1 1/2	310	310	310	- 1 36	770	Lutheg-Copple	770									

## Comptant (sélection)

VALEURS	% du rev.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	
Obligations			C.I. Médiane	830	Magnésie Unipol	183	Wm. Watson S.A.	190				
Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	8 894	Cosco Int.	230	Mogran S.A.	286 50 d	Stam. du Mexic.	322				
Exp. 9 % 77 ..	96 18	8 890	Chen	887	Manitoba Port.	...						
10,85 % 75/76 ..	99 71	1 444	Colindale Ltd.	385	Mitl. Delaval	805						
12,35 % 80/90 ..	100 60	10 058	Com. Selsol	720	Mitig. (Ind. d.)	175 50						
16 % juin 82 ..	101 22	11 078	Comp. Lyon-Alco.	8500	Optis	425 50						
14,50 % 83 ..	102 66	9 780	Corona Ind.	1250	Optis S.C.I.	2100						
14,30 % 83 ..	106 65	2 580	C.N.P.	45 35 d	Oliver-Ondine	2090						
12,20 % oct. 84 ..	103 25	5 014	Crd. Gl. Ind.	493	Petro. Novosibirsk	1170						
11 % 16 ..	103 30	0 422	C. Universal Glad	709	Petro. Novosibirsk	1170						
10,25 % sem. 86 ..	98 08	10 108	C. Universal Glad	140	Parafin	652						
DAT 10 % 2000 ..	98 40	7 719	Carley S.A.	885	Petrol-Can	238 50						
DAT 8,50 % 1987 ..	98 85	2 278	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
DAT 8,50 % 1996 ..	97 38	9 975	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
Co. France 2 %	144 10	1 470	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
CHB Pacific	99 40	1 573	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
CHB Suez	100 36	1 573	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
CNI Jan. 82 ..	99 38	1 573	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
FTT 11,20% 96 ..	100 48	1 188	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
CFP 10,20% 98 ..	94 85	2 967	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
CNT 11,50% 95 ..	101 48	7 855	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
CNT 9% 86 ..	98 80	7 412	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
CRH 10,50% oct. 85 ..	100	1 801	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
C.N.C.A.T. 7 %	100	110	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
Comex 4% ..	2000	198	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
C.E.E. 8% Jan. 88-98	50 50	50 50	Depraent	885	Petro-Can	318 20						
Desent Am. Gl. com.			Depraent	885	Petro-Can	318 20						
VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		
Actions			Cours préc.	Dernier cours	Actions			Cours préc.	Dernier cours	Actions		
Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	
A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	
Alstom	170	Alstom	170	Alstom	170	Alstom	170	Alstom	170	Alstom	170	
Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	
Atorg	330 80	Atorg	330 80	Atorg	330 80	Atorg	330 80	Atorg	330 80	Atorg	330 80	
Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	
Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	
Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	
Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	
B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	
B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	
B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	
Cambridge	891	Cambridge	891	Cambridge	891	Cambridge	891	Cambridge	891	Cambridge	891	
C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	
Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	
C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	
Comex	993	Comex	993	Comex	993	Comex	993	Comex	993	Comex	993	
Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	
Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	
Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	
10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	
12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	
16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	
14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	
14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	
12,20 % oct. 84 ..	103 25	12,20 % oct. 84 ..	103 25	12,20 % oct. 84 ..	103 25	12,20 % oct. 84 ..	103 25	12,20 % oct. 84 ..	103 25	12,20 % oct. 84 ..	103 25	
11 % 16 ..	103 30	11 % 16 ..	103 30	11 % 16 ..	103 30	11 % 16 ..	103 30	11 % 16 ..	103 30	11 % 16 ..	103 30	
10,25 % sem. 86 ..	98 08	10,25 % sem. 86 ..	98 08	10,25 % sem. 86 ..	98 08	10,25 % sem. 86 ..	98 08	10,25 % sem. 86 ..	98 08	10,25 % sem. 86 ..	98 08	
DAT 10 % 2000 ..	98 40	DAT 10 % 2000 ..	98 40	DAT 10 % 2000 ..	98 40	DAT 10 % 2000 ..	98 40	DAT 10 % 2000 ..	98 40	DAT 10 % 2000 ..	98 40	
DAT 8,50 % 1987 ..	98 85	DAT 8,50 % 1987 ..	98 85	DAT 8,50 % 1987 ..	98 85	DAT 8,50 % 1987 ..	98 85	DAT 8,50 % 1987 ..	98 85	DAT 8,50 % 1987 ..	98 85	
DAT 8,50 % 1996 ..	97 38	DAT 8,50 % 1996 ..	97 38	DAT 8,50 % 1996 ..	97 38	DAT 8,50 % 1996 ..	97 38	DAT 8,50 % 1996 ..	97 38	DAT 8,50 % 1996 ..	97 38	
Co. France 2 %	144 10	Co. France 2 %	144 10	Co. France 2 %	144 10	Co. France 2 %	144 10	Co. France 2 %	144 10	Co. France 2 %	144 10	
CHB Pacific	99 40	CHB Pacific	99 40	CHB Pacific	99 40	CHB Pacific	99 40	CHB Pacific	99 40	CHB Pacific	99 40	
CHB Suez	100 36	CHB Suez	100 36	CHB Suez	100 36	CHB Suez	100 36	CHB Suez	100 36	CHB Suez	100 36	
CNI Jan. 82 ..	99 38	CNI Jan. 82 ..	99 38	CNI Jan. 82 ..	99 38	CNI Jan. 82 ..	99 38	CNI Jan. 82 ..	99 38	CNI Jan. 82 ..	99 38	
FTT 11,20% 96 ..	100 48	FTT 11,20% 96 ..	100 48	FTT 11,20% 96 ..	100 48	FTT 11,20% 96 ..	100 48	FTT 11,20% 96 ..	100 48	FTT 11,20% 96 ..	100 48	
CFP 10,20% 98 ..	94 85	CFP 10,20% 98 ..	94 85	CFP 10,20% 98 ..	94 85	CFP 10,20% 98 ..	94 85	CFP 10,20% 98 ..	94 85	CFP 10,20% 98 ..	94 85	
CNT 11,50% 95 ..	101 48	CNT 11,50% 95 ..	101 48	CNT 11,50% 95 ..	101 48	CNT 11,50% 95 ..	101 48	CNT 11,50% 95 ..	101 48	CNT 11,50% 95 ..	101 48	
CNT 9% 86 ..	98 80	CNT 9% 86 ..	98 80	CNT 9% 86 ..	98 80	CNT 9% 86 ..	98 80	CNT 9% 86 ..	98 80	CNT 9% 86 ..	98 80	
CRH 10,50% oct. 85 ..	100	CRH 10,50% oct. 85 ..	100	CRH 10,50% oct. 85 ..	100	CRH 10,50% oct. 85 ..	100	CRH 10,50% oct. 85 ..	100	CRH 10,50% oct. 85 ..	100	
C.N.C.A.T. 7 %	100	C.N.C.A.T. 7 %	100	C.N.C.A.T. 7 %	100	C.N.C.A.T. 7 %	100	C.N.C.A.T. 7 %	100	C.N.C.A.T. 7 %	100	
Comex 4% ..	2000	Comex 4% ..	2000	Comex 4% ..	2000	Comex 4% ..	2000	Comex 4% ..	2000	Comex 4% ..	2000	
C.E.E. 8% Jan. 88-98	50 50	C.E.E. 8% Jan. 88-98	50 50	C.E.E. 8% Jan. 88-98	50 50	C.E.E. 8% Jan. 88-98	50 50	C.E.E. 8% Jan. 88-98	50 50	C.E.E. 8% Jan. 88-98	50 50	
Desent Am. Gl. com.		Desent Am. Gl. com.		Desent Am. Gl. com.		Desent Am. Gl. com.		Desent Am. Gl. com.		Desent Am. Gl. com.		
VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		
Actions			Cours préc.	Dernier cours	Actions			Cours préc.	Dernier cours	Actions		
Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	Agrib. (Ind. Fin.)	1830	
A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	A.B.G. (Soc. Ind.)	1071	
Alstom	170	Alstom	170	Alstom	170	Alstom	170	Alstom	170	Alstom	170	
Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	Applic. Hydrol.	320	
Atorg	330 80	Atorg	330 80	Atorg	330 80	Atorg	330 80	Atorg	330 80	Atorg	330 80	
Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	Autor. Publicité	1850	
Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	Bain C. Monaco	700	
Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	Banque Paribas	641	
Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	Banque Paribas (Soc. Ind.)	4100	
B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	B.N.P. International	291	
B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	B.H.F. (Soc. Ind.)	3538	
B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	B.T.C. (Soc. Ind.)	187 80	
Cambridge	891	Cambridge	891	Cambridge	891	Cambridge	891	Cambridge	891	Cambridge	891	
C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	C.A.M.E.	196 80	
Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	Caracore-Louisville	873	
C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	C.E.G. (Soc. Ind.)	444	
Comex	993	Comex	993	Comex	993	Comex	993	Comex	993	Comex	993	
Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	Desent Am. Gl. com.	149	
Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	Exp. 8,80 % 77 ..	117 25	
Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	Exp. 9 % 77 ..	96 18	
10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	10,85 % 75/76 ..	99 71	
12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	12,35 % 80/90 ..	100 60	
16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	16 % juin 82 ..	101 22	
14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	14,50 % 83 ..	102 66	
14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	14,30 % 83 ..	106 65	
12,20 % oct. 84 ..	103 25	12,2										

## SICAV (selection)

VALEURS	Enlèvement Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Enlèvement Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Enlèvement Prime incl.	Rachet net
A.A.A.	1063 11	1062 55	Penne-Orléans-Blois	111 83	109 56	Penne-Rennes	89 11	86 15
Asclépie	526 11	525 14	Penne-Orléans	457 41	456 38	Penne-Tours	69 65	179 58
Asclépie France	530 28	528 04	Penne-Tours	453 07	452 07	Pewster	845 93	827 14
Asclépie Inter-Comp.	676 38	650 57	Penne-Tours	119 42	114 57	Pewster-Pennest	270 35	262 48
Asclépie	675 19	646 93	Penne-Rhône	1322 08	1283 52	Pewster Interact.	736 81	736 95
A.G.F. Assurances (ex-CP)	1192 30	1163 47	Penne-Associations	20 17	20 17	Pewster	1181 53	1159 35
A.G.F. 5000	689 80	676 98	Penne-Europe	28 86	28 86	Pewster ex-Interact.	73120 40	72574 45
A.G.F. ECU	1056 25	1044 90	Penne-Interact.	32 40	32 41	Pewster ex-Interact.	388 70	381 95
A.G.F. Fonder	126 19	122 14	Penne-Interact.	11579 93	11579 85	Pewster Premier	5065 71	5394 01
A.G.F. Interactifs	433 13	422 57	Penne-Interact.	228 08	228 08	Pewster	118 14	113 03
A.G.F. Interactifs	130 13	129 04	Penne-Interact.	801 19	801 19	Pewster	32224 05	32224 05
A.G.F. ORG.	1114 27	1114 06	Penne-Interact.	31 38	30 61	Pewster Obligations	11076 71	11036 84
A.G.F. Sécurité	11240 52	11240 52	Penne-Interact.	4458 38	4458 38	Pewster Obligations	112 73	110 69
Asclépie	715 55	698 10	Penne-Interact.	640 63	632 84	Pewster Obligations	24003 59	24003 59
Asclépie	204 59	197 50	Penne-Interact.	105 83	104 81	Pewster	128 12	120 82
A.L.T.O.	176 60	168 25	Penne-Interact.	1182 32	1114 43	Pewster	93 33	93 99
Asclépie Gen	6234 91	6552 16	Penne-Interact.	80140 48	80590 50	Pewster Interactifs	6190 30	6138 91
Asclépie	109 11	103 11	Penne-Interact.	59 91	59 12	Pewster Interactifs	111 59	110 03
Asclépie	560 40	550 52	Penne-Interact.	1001 18	1001 18	Pewster Interactifs	98 81	94 80
Asclépie	366 38	354 34	Penne-Interact.	1028 82	1016 38	Pewster Interactifs	238 16	225 45
Asclépie	1442 32	1400 31	Penne-Interact.	11638 76	11191 12	Pewster Interactifs	607 59	578 56
Asclépie C.I.C.	103 10	100 28	Penne-Interact.	52 76	51 24	Pewster Interactifs	830 59	506 91
Asclépie Affilié	1225 23	1405 26	Penne-Interact.	162 84	177 61	Pewster Interactifs	1225 68	12210 82
Asclépie	105 16	117 28	Penne-Interact.	240 69	237 33	Pewster Interactifs	820 26	481 01
Asclépie	126 84	121 09	Penne-Interactifs	216 22	208 28	Pewster Interactifs	767 01	761 32
Asclépie	109 10	101 49	Penne-Interactifs	28 17	27 05	Pewster Interactifs	1411 93	1411 93
Asclépie	104 32	100 28	Penne-Interactifs	285 16	272 22	Pewster Interactifs	1411 93	1411 93
Asclépie	131 85	125 57	Penne-Interactifs	351 21	337 15	Pewster Interactifs	690 84	680 84
Asclépie	2632 34	2594 36	Penne-Interactifs	289 19	248 36	Pewster Interactifs	1620 60	1618 30
Asclépie	103 03	102 03	Penne-Interactifs	436 70	416 94	Pewster Interactifs	702 83	682 07
Asclépie	1674 94	1674 94	Penne-Interactifs	134 20	128 21	Pewster Interactifs	428 12	418 41
Asclépie	104 11	102 75	Penne-Interactifs	178 14	179 61	Pewster Interactifs	676 74	660 57
Asclépie	34 04	32 21	Penne-Interactifs	378 25	363 10	Pewster Interactifs	441 66	428 26
Asclépie	1057 84	1041 82	Penne-Interactifs	837 14	810 69	Pewster Interactifs	210 82	210 82
Asclépie	5794 86	5716 26	Penne-Interactifs	10342 30	10342 30	Pewster Interactifs	428 10	418 94
Asclépie	430 47	403 81	Penne-Interactifs	5628 95	5428 95	Pewster Interactifs	1263 46	1216 54
Asclépie	51 98	51 98	Penne-Interactifs	10794 65	10794 65	Pewster Interactifs	330 32	318 38
Asclépie	1041 61	1025 67	Penne-Interactifs	2382 54	2284 28	Pewster Interactifs	1105 33	1055 21
Asclépie	1153 30	1115 98	Penne-Interactifs	776 41	767 24	Pewster Interactifs	1377 68	1315 22

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETTS	
	prix	7/51	Adult	Vente
Emu-Les (5)	5 734	5 761	5 670	5 670
ECU	6 905	8 903		
Aluminium 100 DME	336 170	337 010	327 500	346 000
Aluminium 100 DME	128 020	128 281	15 760	18 000
Pays Bas (100 L)	300 210	235 980	280	310
Diamant (100 ind)	88 020	88 100	88	900
Diamant (100 ind)	87 520	87 720	88	900
Colza (100 d'ind)	3 477	3 447	1 150	91 600
Colza (100 d'ind)	3 576	3 566	3 400	4 200
Italie (1 000 L)	4 681	4 582	1 360	4 680
Italie (1 000 L)	380 480	382 500	371	380
Scandinavie (100 ind)	93 370	93 350	94	95
Scandinavie (100 ind)	48 091	48	46 500	49 000
Espagne (100 ind)	5 257	5 262	5	5 700
Espagne (100 ind)	9 096	9 095	8 850	8 850
Portugal (100 ind)	4 654	4 654	4 670	5 070
Canada (5 can 1)	3 635	3 617	3 630	3 610

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 7/3
Or fin (Baie en barre)	74800	74800
Or fin (sac anglo)	74800	74750
Pièces Singapour (20 kg)	438	438
Pièces Indonésie (10 kg)	408	408
Pièces Malaisie (20 kg)	482	462
Pièces Indonésie (20 kg)	436	436
Pièces Malaisie (20 kg)	644	644
Pièces Indonésie (20 kg)	676	6680
Pièces de 10 dollars	1380	1370
Pièces de 5 dollars	915	915
Pièces de 50 pesos	2835	2840
Pièces de 19 florins	450	450
Or Laotien	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

acid-forming	176	172
acid-forming	180	180
acid-forming	377.50	350

Accueil.....	72 30	72 30
Adm.....	180	138 a
Depannage.....	480	.....
Radio-Blogie-Zen.....	210	.....
Logiciels.....	297	.....
Radio Intercolle.....	240	.....
Colas.....	921	.....
Service. Pouvoir.....	362 10	189 80
Radio N.V.....	170 80	.....
Radio-Ensemble.....	1890	1890
Radio-Mat.....	325	316
E.P.R.....	1725	.....
.....	634	.....
..... Lecteurs de Musique.....	484	.....
.....	380	.....
.....	90	95
.....	1200	1050 a

c : coupon détaché — a : offert

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

45-55-91-82, posto 4330

M. Joxe retourne en Corse

## L'opinion insulaire reste divisée sur la nature de la « solution politique »

Trois jours avant son nouveau voyage en Corse, M. Pierre Joxe - le dernier remonte au mois d'octobre 1989 pour le Colloque des îles méditerranéennes - la situation politique ne semble pas plus claire : la confusion règne dans la plupart des formations politiques classiques, tandis que les nationalistes poursuivent, sous le regard sympathique des autonomistes, leur campagne d'explication et de dialogue sur le « projet de société » que le FNLC a rendu public le 30 décembre.

AJACCIO

de notre correspondant

Après avoir retiré à l'exécutif régional la préparation du schéma régional de développement, le gouvernement va se pencher sur un projet de loi adaptant le statut particulier de 1982 « dans le sens d'une plus grande efficacité des institutions locales et donc d'une meilleure maîtrise de leur destin par les Corsés eux-mêmes », d'une part, et, d'autre part, d'un meilleur « développement économique, social et culturel de la Corse ».

Cette décision du comité interministériel du 16 janvier 1990 a confirmé, si besoin était, le souci du gouvernement de mettre à profit la « suspension des actions militaires » de l'organisation nationaliste clandestine, effective depuis juillet 1988 - exception faite de quatre attentats commis en décembre et janvier contre des cibles qualifiées de « spéculation touristique ».

Mais comment faire à l'ex-FNLC des concessions de nature à l'amener à renoncer à une violence que l'immense majorité des insulaires réprouve ? Cette question ne hante pas que les anticambres par-

siennes, elle préoccupe aussi beaucoup les Corsés.

Le constat que sera conduit à faire le ministre de l'intérieur ne lui permettra sans doute pas de regagner Paris avec la conviction qu'un consensus aussi large que possible s'est dégagé depuis deux mois. Bien au contraire, des clivages parfois inattendus se sont fait jour chez les élus, qui ne cachent pas leur intention de conserver leurs prérogatives.

1. L'Assemblée de Corse a décidé le 16 février de préparer son propre projet de loi par 49 voix (droite, PS, MRG) contre 12, mais les parlementaires - qu'elle ne consultera pas - entendent seuls en discuter avec le gouvernement : « Ce sont eux qui exercent la souveraineté nationale et à qui appartient la décision », dit le sénateur M. François Giacobbi, président MRG du conseil général de Haute-Corse, qui ajoute : « Nous n'avons rien demandé, c'est ce qui a été décidé chez Michel Rocard, premier ministre, en novembre 1989 ».

2. Depuis plusieurs mois, à l'instigation de M. Laurent Croci, premier secrétaire de la fédération de Haute-Corse du PS, des personnalités socialistes, nationalistes, autonomistes et de droite se rencontrent en vue de tenter de dégager la voie sur laquelle le gouvernement pourrait s'engager.

Dans ce but, le congrès départemental du PS a réclamé l'autonomie interne, « notion » à laquelle MM. José Rossi, député UDF, président du conseil général de Corse-du-Sud, et Henri Antonia, vice-président RPR de l'Assemblée de Corse, ne s'opposent pas formellement, mais que la Cuncolla, organisation politique qui milite pour l'autodétermination, ne reprend pas à son compte. A quelques exceptions près, la droite est défavorable à l'autonomie, tout autant que le MRG et certains socialistes.

3. Dans la « famille méditerran-

diennne », le débat interne est parfois si vif que M. Nicolas Alfonsi, ancien député appartenant au PS, se voit demander par les deux fédérations socialistes de la Corse de donner sa démission de président du groupe à l'Assemblée de Corse (six PS, deux apparentés). Motif : « Il multiplie les déclarations publiques hostiles à la politique gouvernementale et fait largement état des divergences qui l'opposent à MM. Michel Rocard, Joxe et aux socialistes corses ».

M. Nicolas Alfonsi estime, lui, que « le seul support, fiable et désintéressé, sur lequel le gouvernement peut s'appuyer est la famille méditerranéenne, 20 % à 25 % de l'opinion, dont la seule ambition est d'aider le gouvernement à réussir » plutôt que l'appel au consensus d'hommes de gauche, de droite ou nationalistes modérés « qui s'autoproclament « modernes » pour mieux masquer la pauvreté de leurs idées ». Au bout du processus, une crainte : « Laisser face à face droite et nationalistes ».

4. En faisant remarquer qu'il se trouve à droite « de grands stratèges, dont le sens de la perspective politique ne va pas au-delà de la prochaine consultation, pour favoriser et se réjouir d'un tel scénario », M. Alfonsi vise M. José Rossi, qui a lancé en janvier l'idée d'une troisième force pour un « gouvernement » corse issu des élections régionales de 1992 composé d'hommes de progrès de gauche et de droite, ainsi que de nationalistes qui ne posent pas de bombes. Cette initiative, tendant dans son esprit à tourner la page du « clivisme », a suscité peu d'approbations et beaucoup de réserves, au point que M. Rossi a dû préciser qu'il avait en fait proposé l'ouverture « autour de la droite qui restera majoritaire ».

PAUL SILVANI

Dans le Sud-Ouest

Démantèlement d'un réseau de trafic d'hormones pour bétail

Les gendarmes du département de la Vienne, notamment les enquêteurs de la section des recherches de Poitiers, ont, au terme d'une longue enquête, interpellé, mardi 6 mars, à Périgueux (Dordogne) six personnes dans le cadre d'une affaire de trafic de produits anabolisants pour bétail.

An domicilié de M. Georges Barre, un ancien vétérinaire radié depuis plusieurs années de l'ordre, les enquêteurs ont saisi seize litres de Clenbutérol et de Nandéolone ainsi que des produits dérivés, susceptibles, par association, de favoriser un engraissement artificiel des bêtes traitées.

Le trafic de ces substances totalement prohibées durait, semble-t-il, depuis plusieurs années et la quantité d'hormones artificielles saisies par les gendarmes aurait été suffisante pour préparer des milliers de doses destinées essentiellement à l'engraissement des veaux. Selon les professionnels, en effet, une bête ainsi traitée gagne rapidement en poids et sa valeur marchande s'en trouve augmentée d'autant.

L'ancien vétérinaire, sa secrétaire, un technicien agricole de Périgueux et trois autres personnes impliquées dans ce trafic devaient être présentées jeudi 8 mars à M. Thierry Philippeau, juge d'instruction à Poitiers.

Dans la comptabilité tenue par M. Georges Barre, les gendarmes ont découvert une liste d'une bonne centaine d'éleveurs du Sud-Ouest qui avaient en recours aux trafiquants de produits anabolisants pour la production de bétail.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Ma vraie-fausse carte

J'ai un copain au journal, un beau acrobate social, je vous en ai déjà parlé, il fait gazon de bureau, il est d'un colant ! Tôt ce matin, je le croise dans un couloir. Il m'entraîne vers les toilettes : Tiens, viens voir mes cartes...

— Ah non, chéri ! Le coup des cartes postales, c'est vraiment pas l'heure !

— Mais non, chéri, s'agit de ta carte du PS, une vraie-fausse carte timbrée et tout, je te l'offre.

— Qu'est-ce que tu veux que j'en fasse ?

— Que tu la présentes ce soir à ma section, la Butte-Rouge dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, et que tu votes pour ma motion. La Un, essaye de pas te tromper, la Mauroy-Mermaz-Jospin.

— Et c'est tout ce que tu me donnes pour ça ? Tu plaisantes ou quoi ? J'ai une amie au Petit-Cueilley, elle, elle a eu droit à un mot d'accompagnement avec sa carte. Signé Votre Fais adoré.

— C'est ça que tu veux, un autographe ? Bon, ben, je peux essayer de...

— Écoute, si y a pas que ça. Si je vote pour Mauroy, je pourrai

plus voter pour mon Rocky à Saint-Ouen-l'Aumône, et là, ils m'ont promis en échange une place à sa table au prochain dîner du club Convaincre.

— Et pourquoi pas à sa droite, pendant que tu y es ! Non, mais tu rêves ! Il caracole en tête de l'audimat, soutenu par des cohortes de fans. T'as aucune chance. Allez, viens, sois chère, si tu veux je t'emmène sur mon sofa.

— Écoute, mon grand, j'ai horreur qu'on me bouscule, alors dégage ! Là, faut que je retourne dans mon placard à balais des fois qu'ils m'appellent, ça fait trois jours que je planque devant mon téléphone, pour me demander de signer la pétition des célébrités, Sagan, Solers, tout ça... Celle en faveur de...

Comment il s'appelle, déjà, ce député... Il a les dents qui rayent les moquettes de tous les studios de radio et de télé... Julien Drey. Tu vois que ça soit lui, le troisième homme dont on parle aujourd'hui ?

— Tu rigoles ! Le troisième homme, c'est ton Mimi. Il a décidé de remettre la main sur le parti.

L'accident d'Indian Airlines

Le fonctionnement de l'Airbus ne serait pas en cause

L'analyse des conversations de l'équipage contenues dans une des deux « boîtes noires » tend à montrer que l'accident de l'Airbus A-320 d'Indian Airlines qui s'est écrasé à l'atterrissage, le 1<sup>er</sup> février à Bangalore, entraînant la mort de quatre-vingt-dix personnes, ne serait pas dû à un défaut de l'appareil. Le dépeuplement de l'enregistrement, transmis aux enquêteurs de l'Inspection générale de l'aviation civile française, et les indications de l'appareil (l'autre « boîte noire ») monteraient que le commandant de bord complétait l'instruction du copilote avant l'atterrissage et n'aurait pas suffisamment surveillé la vitesse de l'appareil, qui était devenue trop basse. Dès jeudi 1<sup>er</sup> mars, la direction générale de l'aéronautique civile (DGAC) française avait confirmé qu'elle autoriserait la poursuite des vols de l'A-320 dans le monde, alors que les autorités indiennes avaient suspendu les vols. Un rapport préliminaire remis au gouvernement indien recommanderait de les autoriser de nouveau.

□ Un trafiquant de cocaïne argentin arrêté à Paris. — Un ressortissant argentin, Juan Carlos Hernandez, quarante-trois ans, a été arrêté à Paris, dans une chambre d'hôtel rue Caumartin (9<sup>e</sup>), par des policiers de l'OCRIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants) et trouvé en possession de trente kilos de cocaïne. Cette arrestation effectuée le 26 février, mais révélée seulement le 7 mars, fait suite au démantèlement d'un réseau de trafic de cocaïne entre l'Amérique du Sud et la France.

BOURSE DE PARIS

Matière de 8 mars Accélération de la hausse

Le mouvement de hausse observé jeudi matin est allé en s'amplifiant rue Vivienne durant la matinée. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur un gain de 0,53 %, progressait jusqu'à 1,06 % vers midi. Parmi les plus fortes progressions, on notait toujours Nordson (+ 5,5 %), Métaleurop (+ 5,4 %) et Raffinage (+ 4,5 %). En baisse : Generali Hutchinson (- 3,1 %), Gaz et Eaux (- 2,9 %) et Nouvelles Galeries (- 2,3 %).

INFEAU POTABLE

Pour tout savoir sur la qualité de l'eau potable dans les Communes desservies par notre Groupe, téléphonez à nos spécialistes qui répondront à toutes vos questions. INFEAU POTABLE, du lundi au samedi, de 9 à 19 heures.

NUMERO VERT 05.16.05.16

LA PASSION DU SERVICE

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Elles ne réclament plus, elles assument, par Sébastien Royat. Le bonheur d'être heureux, par Albert Mennet...

2

SECTION B

L'Afghanistan après la tentative de coup d'Etat

Le groupe suédois Saab-Scania construit une usine de camion à Angers...

5

SECTION C

Le congrès du PC italien

Les objectifs de M. Occhetto ...

4

SECTION D

La préparation du congrès du PS

Le vote décisif de la région parisienne ...

8

SECTION E

Gainsbourg filme le désespoir

Dans Stan the Flasher, le chanteur-réalisateur brosse le portrait d'une fin de vie. Avec un étonnant Claude Berni ...

12

SECTION F

La « croquer » et les deux frères

Les frères Bridges, qui n'avaient jamais tourné ensemble, sont réunis dans Susie et les Baker Boys, de Steve Kloze ...

12

SECTION G

La Journée des femmes

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, M<sup>me</sup> Yvette Roudy a présenté un rapport sur les inégalités professionnelles en France ...

13

SECTION H

« Accidents de police » en fiches

Les syndicats de police s'inquiètent d'un projet du ministère de l'intérieur visant à créer un fichier informatisé concernant les fonctionnaires qui ont fait usage de leur arme ...

14

SECTION I

LIVRES • IDÉES

« Les Samouraïs de Julia Kristeva »

• Nouvelles de Tennessee Williams

Items • Le feuilleton de Michel Bradeau • La chronique de Nicole Zand ... 19 à 28

SECTION J

Investissements étrangers

Le groupe suédois Saab-Scania construit une usine de camion à Angers ...

28

SECTION K

Siderurgie européenne

La fin de la crise selon la CEE ...

28

SECTION L

Marché des changes

Les banques centrales ne parviennent pas à stopper la hausse du dollar ...

44

SECTION M

TECHNOPOLE NANCY

Le laboratoire à la rencontre de l'entreprise • Convictions d'un président • Pour sortir des querelles lorraines ...

33 à 40

SECTION N

AFFAIRES

Le casse-tête américain du Club Méditerranée • Le tunnel sous la Manche • Futuro : le passage du relais en famille ...

41 à 43

SECTION O

Services

Abonnements ... 2

Annuaire classés ... 30

Carnet ... 16

Carnet ... 16

Loto, Loterie ... 17

Météorologie ... 16

Météo croisée ... 17

Radio-Télévision ... 17

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

du 8 mars 1990

a été tiré à 537 599 exemplaires.

Un département change de nom

L'an I des Côtes-d'Armor

Au terme d'un décret signé par MM. Michel Rocard et Pierre Joxe, paru au Journal officiel du 8 mars, le département des Côtes-du-Nord, connu sous le nom de 22, change de nom. Il s'appellera désormais Côtes-d'Armor, Armor en breton signifiant le pays de la mer.

Cette décision a été prise par le gouvernement à la suite d'une longue procédure. Les élus locaux, avec en tête le président du conseil général, M. Charles Joseph, socialistes, ont soutenu le changement.

L'appellation de leur territoire qu'ils estimaient, à certains égards, rébarbative puisque, pour les touristes notamment, les Côtes-du-Nord évoquaient à un climat frais, ventoux et pluvieux.

Le conseil général va lancer une grande campagne de relations publiques pour mieux faire connaître, sous un jour nouveau, ses atouts liés au tourisme, à la mer, à une agriculture et à une industrie agroalimentaire très dynamiques.

ÉCHECS : La finale du Tournoi des candidats à Kuala-Lumpur

Karpov et Timman s'affrontent pour avoir le droit de rencontrer Kasparov

La finale du Tournoi des candidats au titre de champion du monde d'échecs opposant le Soviétique Anatoly Karpov, ancien champion du monde, au grand maître néerlandais Jan Timman a commencé jeudi 8 mars à Kuala-Lumpur (Malaisie). Karpov et Timman se disputent le droit d'affronter en finale du championnat du monde, à partir d'octobre, le Soviétique Gary Kasparov, actuel tenant du titre.

Le match doté de 300 000 francs suisses (plus de 1 000 000 francs français) de prix, dont cinq millions iront au vainqueur et trois millions au vaincu, se déroulera en deux parties.

Le gagnant sera celui des deux joueurs qui parviendra le premier à six points et demi (un point pour une victoire, un demi-point pour une partie nulle, et zéro pour une défaite). La cadence de jeu est de quarante coups en deux heures, puis de vingt coups à l'heure avec ajournement après six heures de jeu.

Chacun des joueurs a le droit de demander à sa convenance le report de deux parties après l'avoir sollicité auprès de l'arbitre de la compétition, l'Islandais Gudmundur Arnarson. En cas d'égalité à l'issue du match réglementaire, les

deux joueurs devront alors disputer deux parties supplémentaires pour se départager.

Avant son départ pour Kuala-Lumpur, Karpov a déclaré : « Je suis prêt. Je pense être le seul joueur capable de battre Kasparov. Timman a peu de chances d'y parvenir. » Karpov et Timman, tous deux âgés de trente-huit ans, se sont rencontrés cinquante fois entre 1968 et 1989. Le score est nettement en faveur du Soviétique avec seize victoires, treize et une parties nulles et seulement trois défaites.

Pour Kasparov, le match est joué d'avance. Le champion du monde a déclaré qu'il était certain de rencontrer pour la cinquième fois son ennemi rival. Opinion partagée par le grand maître britannique Raymond Keene, qui pense que « Timman n'a aucune chance ».

De son côté, le Néerlandais, qui attend pour la première fois ce stade de la compétition, apparaît en pleine forme. Il s'est adjoint deux seconds « de luxe » : les GM suédois Andersson et honrois Sax. L'année 89 l'a propulsé à la troisième place du classement mondial avec un ELO de 2 680 points, le plus élevé de sa carrière. Lui aussi s'est déclaré « confiant ». Cependant, même s'il a perdu 25 points au dernier classement, Karpov, deuxième joueur mondial, est encore à 2 730. Cinquante points d'écart...

B. de C.

صلى الله عليه وسلم